



► Foot : le concierge n'est pas dans l'escalier, il est dans la loge (présidentielle)

► L'after-shave, notion un poil rasoir, resterait encore une lotion magique

SUPPLÉMENT

## Espagne : la voie étroite du nouveau premier ministre socialiste

► Pedro Sanchez, le dirigeant du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et nouveau chef du gouvernement, a prêté serment, samedi 2 juin, devant le roi

► Mais les socialistes, qui ont renversé, la veille, le conservateur Mariano Rajoy en fédérant les mécontentements, ne disposent que de 84 députés sur 350

► Les Catalans ont saisi l'occasion de faire tomber le gouvernement, mais rappellent que les socialistes « étaient complices de la répression »

► A gauche, Podemos, allié et rival des socialistes, entend entrer au gouvernement, une hypothèse a priori écartée par le PSOE

PAGE 2 ET DÉBATS - PAGE 23

### Front national

#### Les largesses de Marine Le Pen en campagne

Marine Le Pen a eu le plus grand mal à obtenir des prêts bancaires pour la campagne présidentielle de 2017. Le budget du Front national a pourtant dépassé les 12 millions d'euros. La Commission des comptes de campagne n'a autorisé que le remboursement de 10,7 millions, le montant maximal autorisé.

La commission a en outre relevé des dépenses « apparemment surévaluées », notamment des tracts imprimés par un proche du parti d'extrême droite.

Le salaire de David Rachline, le directeur de campagne, est resté plus modeste (2400 euros) que celui de Jean Messiha, qui a touché plus de 12 000 euros net par mois. Il a en revanche loué aux frais du parti un coûteux pied-à-terre (20 000 euros) et multiplié les nuits d'hôtel à cinq étoiles.

Le chercheur Nicolas Lebourg revient enfin sur le changement de nom du parti en « Rassemblement national ».

PAGE 7

### L'ISLAM À L'ARMÉE, LABORATOIRE POUR LES CIVILS

► Abdelkader Arbi est aumônier militaire du culte musulman  
► Il entend « banaliser le fait religieux » et s'agace de ces débats piégés

PAGE 6



Au Fort Neuf de Vincennes, à Paris, le 31 mai.  
ED ALCOCK/MVOP  
POUR LE MONDE

### Corée du Nord

#### Trump confirme finalement la tenue du sommet

Après avoir brusquement annulé la rencontre historique avec le leader de la Corée du Nord, le président américain a confirmé sa présence au sommet de Singapour, le 12 juin. Pour lancer une démarche graduelle de paix

PAGE 4

### Italie

#### Matteo Salvini s'attaque déjà aux migrants

Le nouveau ministre de l'intérieur italien et chef de file de la Ligue a promis de « faire de belles coupes » dans le financement de l'aide aux migrants. Un discours qui fonde sa popularité dans l'électorat italien

PAGE 3 ET DÉBATS - PAGE 23

## LES ÉMIRATS, PUISSANCE MARITIME

POUR CONTRER une menace iranienne perçue comme existentielle, les Emirats arabes unis se construisent un empire maritime.

Sous l'impulsion du prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed Ben Zayed Al-Nahyan, alias « MBZ », les Emirats cherchent à renforcer leur accès à l'océan, anticipant l'éventualité d'un blocage du détroit d'Ormuz.

Ce double déploiement militaire et économique, du Yémen à la Corne de l'Afrique, s'appuie notamment sur la multinationale portuaire Dubai Port World, qui investit des ports négligés depuis la fin de la guerre froide.

L'offensive émiratise se heurte cependant aux ambitions d'une grande puissance : la Chine, qui a éjecté les Emirats de Djibouti.

GÉOPOLITIQUE - PAGES 12-14

### Parcoursup

#### Les lycéens de banlieue et la discrimination

PAGE 9

### Prisons

#### Les premiers pas d'homme libre de Michel Cardon

PAGE 10

### Tennis

#### Splendeurs et misères des Mousquetaires

PAGE 11

## Culture Porquerolles dévoile les trésors des Carmignac



Jean-Michel Basquiat, « Fallen Angel », 1983-84. THE ESTATE OF J.-M. BASQUIAT MARC DOMAGE/ADAGP

À QUELQUES ENCABLURES du port d'Hyères, dans le Var, l'île de Porquerolles révèle un nouveau trésor : celui de la collection du milliardaire Edouard Carmignac.

Financier et amateur d'art, Edouard Carmignac a acquis il y a quelques années le domaine de la Courtade, jusque-là propriété de l'industriel Henri Vidal. Il décide d'y installer sa collection d'art

moderne et de l'ouvrir au public, à l'image de la Fondation Maeght et au prix de contorsions architecturales réussies, imposées par les contraintes de l'île.

Basquiat, Roy Lichtenstein et Andy Warhol voisinent désormais avec Botticelli à la villa Carmignac, dirigée par Charles, le fils d'Edouard.

PAGES 16-17

### Tourisme

#### Les étrangers reviennent en force

Après les deux années noires qui ont suivi les attentats de 2015, la saison estivale s'annonce très prometteuse pour les métiers de l'hôtellerie

CAHIER ÉCO - PAGE 5

### Automobile

#### Daimler rattrapé par la fraude au diesel

Le constructeur allemand est à son tour soupçonné d'avoir installé des systèmes de dépollution illégaux sur des centaines de milliers de Mercedes

CAHIER ÉCO - PAGE 4

**M**  
ÉDITORIAL  
COMMERCE :  
MOMENT DE VÉRITÉ  
POUR L'EUROPE

PAGE 25

**LE SUCCÈS PUBLIC DE CANNES**  
**Un thriller haletant.**  
A voir à tout prix. Un thriller brillant.  
**Un thriller hitchcockien.**  
Virtuose et universel. Noir et captivant.

SELECTION OFFICIELLE  
COMPÉTITION  
FILM D'OUVERTURE  
FESTIVAL DE CANNES

**PENÉLOPE CRUZ**  
**JAVIER BARDEM**  
**EVERYBODY KNOWS**  
UN FILM DE  
**ASGHAR FARHADI**

CANAL+ Télérama 3 MONDE ACTUELLEMENT L'ORS



Pedro Sanchez, le nouveau chef du gouvernement espagnol, au Parlement, à Madrid, vendredi 1er juin.

EMILIO NARANJO/AFP

# Espagne : la voie étroite de Pedro Sanchez

Doté d'une base très réduite au Parlement, le nouveau premier ministre socialiste doit former son gouvernement

MADRID - correspondance

Tout est allé vite. Samedi 2 juin, le nouveau chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, était attendu à 11 heures au palais de la Zarzuela pour prêter serment devant le roi Felipe VI. La veille, le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) avait remporté une motion de défiance inespérée contre le conservateur Mariano Rajoy, déposée une semaine plus tôt à la suite de la condamnation du Parti populaire (PP) en tant que bénéficiaire d'un réseau de corruption.

Pedro Sanchez, économiste de 46 ans, a obtenu 180 votes favorables, 169 contre et une abstention au Parlement grâce au soutien d'une myriade hétéroclite de partis, qui se sont alliés exceptionnellement autour d'un objectif commun : renverser Mariano Rajoy.

Tout reste donc à faire pour le nouveau premier ministre espa-

gnol : former son gouvernement, dont il n'a rien dévoilé, si ce n'est qu'il sera « socialiste, paritaire et européen », et surtout exposer sa stratégie politique. Avec un groupe parlementaire réduit, à peine 84 députés sur 350, le dirigeant socialiste doit construire une majorité s'il veut pouvoir gouverner réellement durant les prochains mois, voire tenir jusqu'à la fin de la législature, en juin 2020.

## « Incertitude et instabilité »

Un objectif impossible, selon le PP. « L'Espagne a besoin de stabilité et celle-ci ne peut venir ni de motions de censure, ni de gouvernements intérimaires, ni de successions d'élections ou de gouvernements comme le sien », l'a averti le porte-parole conservateur Rafael Hernando, qui l'a accusé d'entrer à la Moncloa (le siège du gouvernement) « par la porte de derrière » et de constituer « une menace pour les Espagnols ».

Quant à Ciudadanos (centre droit), le seul parti à avoir voté avec le PP contre la motion de défiance, il entend faire pression sur le PSOE pour qu'il organise des élections anticipées au plus tôt. « Il fallait changer de gouvernement, mais dans les urnes », a déclaré son président, Albert Rivera, qui a assuré qu'il serait « vigilant » quant aux concessions de ce gouvernement « faible » et « aux mains de tous les partis séparatistes de la Chambre et des populistes de Podemos », qui ouvre, selon lui, une « période d'incertitude et d'instabilité ».

« Le pari de M. Sanchez peut se révéler gagnant ou se transformer en un échec cuisant : il n'y aura pas de demi-teinte », estime le politologue Pablo Simon, professeur à l'université Carlos-III de Madrid. En accédant à la Moncloa, il gagne une visibilité et une position qui vont lui permettre de renforcer le PSOE. Mais il devra affronter de nombreux défis. »

La faiblesse de son groupe parlementaire est le plus évident. Mais il n'est pas le seul. M. Sanchez, qui a obtenu le pire score de l'histoire du PSOE depuis la transition démocratique, lors des élections de juin 2016, risque de souffrir de son absence de majorité au bureau du Parlement, contrôlé par le PP et le parti libéral Ciudadanos, et doté de la capacité d'étirer l'agenda et de retarder les propositions de loi.

Cet ancien joueur de basket au physique de Cary Grant entend évacuer la question délicate du budget, la loi la plus difficile à approuver, en gouvernant avec celui que le PP a approuvé grâce aux voix du Parti nationaliste basque (PNV) et Ciudadanos il y a moins de dix jours, « par sens de la responsabilité de l'Etat ».

Il devrait plutôt se concentrer sur l'approbation de lois et mesures consensuelles, difficiles à rejeter par l'opposition, dont il a donné un avant-goût lors de son discours au Parlement, jeudi

**Sanchez a promis un gouvernement qui remplira « ses devoirs européens » et qui « respecte et fait respecter la Constitution »**

31 mai : « Garantir l'indépendance de la radiotélévision espagnole RTVE », actuellement présidée par un proche du PP et accusée par ses propres salariés de manipuler l'information ; déroger aux « aspects les plus virulents de la loi bâillon », la controversée loi de sécurité intérieure de 2015, qui limite notamment le droit de manifestation ; approuver une loi de transition énergétique et de changement climatique ; augmenter les prestations sociales ou encore rétablir « le caractère universel » de la santé publique.

Le dirigeant socialiste devra aussi éviter les pièges que ne manquent pas de poser ses probables « alliés » qui sont aussi ses principaux rivaux électoraux. Pablo Iglesias, le chef du parti de gauche radicale Podemos, a insisté sur son souhait de participer à un gouvernement de coalition, ce que semble écarter M. Sanchez pour le moment. « C'est le moment d'être responsable, j'espère que Sanchez sera capable d'articuler un gouvernement fort et stable. J'espère qu'il ne compte pas gouverner avec 84 députés », a déclaré le leader de Podemos, dont les députés, euphoriques, ont entonné leur célèbre chant de ralliement *Si se puede* (« Oui, c'est possible ») du haut des rangs du Parlement.

« Podemos risque de se retrouver dans une position inconfortable, avec la crainte que le PSOE ne lui vole l'agenda social. Mais contrairement à 2016, ils savent qu'ils ont

besoin l'un de l'autre », estime le politologue Pablo Simon. Pour la gauche radicale, le soutien au socialiste Sanchez est aussi une manière de rattraper son erreur de février 2016, lorsque les deux forces avaient été incapables de s'unir pour détrôner Mariano Rajoy.

## Une seconde chance

Qui eut cru que M. Sanchez et M. Iglesias auraient une seconde chance ? En 2016, Pedro Sanchez avait livré une âpre bataille avec la présidente socialiste de la région andalouse, Susana Diaz, et d'autres caciques du PSOE, inquiets de ses tentatives de rapprochement avec Podemos et les indépendantistes catalans et d'un possible « gouvernement Frankenstein », selon les termes de l'ex-secrétaire général du PSOE, Alfredo Perez Rubalcaba. Cet affrontement s'était terminé par une réunion tendue, ponctuée de cris et de larmes, et la démission forcée de M. Sanchez de la tête du parti.

A la surprise de tous, le tenace Sanchez avait regagné son poste de secrétaire général huit mois plus tard, à l'issue des primaires internes de mai 2017, en misant sur la participation directe des militants aux grandes décisions. Son objectif était alors de retrouver « l'essence du socialisme », de la « vraie gauche », et de construire « une nouvelle social-démocratie » en lutte « contre le néolibéralisme » et ses « conséquences économiques et sociales ». Le Sanchez premier ministre s'annonce plus modeste.

Il a promis un gouvernement qui remplira « ses devoirs européens » et qui « respecte et fait respecter la Constitution ». Ses priorités : « La stabilité institutionnelle et la régénération démocratique, la stabilité macroéconomique et budgétaire, la stabilité sociale, professionnelle et environnementale et la stabilité territoriale. » La stabilité : ce dont son gouvernement aura le plus besoin. ■

SANDRINE MOREL

## Les indépendantistes catalans prennent leur revanche

À UN JOUR PRÈS, la chute de Mariano Rajoy a coïncidé avec la fin de la mise sous tutelle de la Catalogne, en vigueur depuis la déclaration unilatérale d'indépendance du 27 octobre 2017. La levée de l'article 155 de la Constitution espagnole devait intervenir, samedi 2 juin, à l'issue de la prise de fonction du nouveau gouvernement catalan.

Le président catalan de la région autonome avait revu, mardi 29 mai, la composition de son gouvernement pour en exclure les « ministres » en exil ou en détention préventive, malgré la colère de la puissante association indépendantiste ANC, qui l'a accusé de plier devant Madrid. En conséquence, l'une des dernières mesures du gouvernement de Mariano Rajoy a été d'autoriser la publication du décret de nomination au bulletin officiel catalan, permettant la levée automatique de l'article 155.

Pour faire tomber Mariano Rajoy, les voix des indépendantistes catalans étaient

indispensables. Pedro Sanchez a assuré qu'il n'a rien négocié avec eux pour les obtenir. Mais les indépendantistes, qui avaient fait de Mariano Rajoy leur bête noire, n'ont pas hésité longtemps. « Ce n'est pas une motion pour le Parti socialiste [PSOE], mais contre le Parti populaire [PP] », a insisté la Gauche républicaine catalane (ERC).

## « Dialogue urgent »

Le président catalan, Quim Torra, s'est félicité de la chute du gouvernement qui, il y a huit mois, envoyait la police charger des citoyens sans défense qui votaient. Cependant, il a tenu à rappeler que « le PSOE a été complice de la répression. (...) Nous serons très exigeants avec Pedro Sanchez », a-t-il ajouté, appelant à un « dialogue urgent ».

Le député d'ERC, Joan Tarda, a avancé que la première requête de l'exécutif catalan sera le « rapprochement des prisonniers en Catalogne ». Le dirigeant socialiste catalan,

Miquel Iceta, proche de Pedro Sanchez, a répondu que la décision « devra être prise par les juges et la direction des institutions pénitentiaires ».

Bien qu'il se soit affiché comme un fervent défenseur de l'unité de l'Espagne et un fidèle allié de Mariano Rajoy lors de la mise sous tutelle des institutions catalanes, et qu'il ait qualifié récemment le président catalan Quim Torra de « raciste » et de « Le Pen de la politique espagnole », la sensibilité politique de Pedro Sanchez le rapproche des défenseurs d'un nouvel ancrage de la Catalogne en Espagne.

« Je pense que l'Espagne est une nation dans laquelle il y a des territoires qui se sentent aussi nation », a-t-il expliqué, lors de la motion de défiance contre Mariano Rajoy. Il a promis de travailler à « normaliser » les relations entre Madrid et le nouveau gouvernement catalan et à renouer le dialogue. ■

S. M.

# Salvini, homme à poigne du gouvernement Conte

Le chef de la Ligue et nouveau ministre de l'intérieur italien fonde sa popularité sur son discours antimigrants

ROME - correspondant

Après quasiment trois mois de guerre des nerfs, et quatre journées dramatiques durant lesquelles a plané la menace d'une crise de régime, cette parenthèse de concorde retrouvée avait quelque chose de rassurant. Vendredi 1<sup>er</sup> juin, veille de fête nationale, était à Rome une journée de communion, consacrée à une passation de pouvoirs qui s'est déroulée dans la plus parfaite courtoisie républicaine.

Au palais du Quirinal, les membres du nouveau gouvernement populiste et d'extrême droite ont prêté serment devant le président Sergio Mattarella, avant de se rassembler pour la traditionnelle photo de groupe. Le 65<sup>e</sup> gouvernement de l'histoire de la République italienne venait de prendre forme. Puis ils se sont rendus au palais Chigi, où le président du conseil, Paolo Gentiloni, a solennellement remis à Giuseppe Conte la petite cloche matérialisant le passage d'un chef de gouvernement à l'autre, dans une ambiance presque apaisée.

Même dans ce moment suspendu, le chef de la Ligue, Matteo Salvini, s'est arrangé pour que personne ne l'oublie. Comme pour continuer à concentrer sur lui l'attention médiatique, quelques heures avant la prestation de serment, depuis la petite ville de Sondrio (Lombardie), le vice-président du conseil et ministre de l'intérieur a mis sur la table un sujet

dont il veut faire la priorité de ses prochaines semaines : le financement de l'aide aux migrants.

« J'ai rencontré le président du conseil et j'ai demandé qu'il soit porté une attention particulière à ces 5 milliards d'euros consacrés à la subsistance de ces milliers de migrants. Je voudrais y faire de belles coupes », a-t-il lancé. Puis, à peine intronisé, il a fait savoir qu'il entendait exercer ses nouvelles fonctions en étant « la moitié du temps au ministère et l'autre sur le terrain », annonçant son intention de se rendre dans les prochains jours en Sicile, principal lieu de débarquement des exilés venus des côtes africaines.

## Admirateur de Poutine

Aussitôt, les principales organisations humanitaires ont fait part de leur préoccupation, tout en soulevant les obstacles juridiques que rencontrerait une baisse drastique des financements. Mais elles ont émis leurs protestations sur un mode mineur, presque timide, tant elles sont conscientes que le climat actuel ne leur est pas favorable : selon les instituts de sondage, le très extrémiste Matteo Salvini, ami de Marine Le Pen et admirateur assumé de Vladimir Poutine, est devenu, en quelques semaines, le dirigeant politique préféré des Italiens.

Désigner un ennemi, assurer sa présence médiatique par des déplacements incessants et des déclarations-chocs : arrivé au pouvoir, le dirigeant de la Ligue n'entend pas, semble-t-il, rompre avec

Dans son bureau au ministère de l'intérieur, à Rome, le 1<sup>er</sup> juin.

CLAUDIO PERI/AP



la méthode qui lui a assuré tant de succès. Pourquoi le ferait-il ? Sorti grand vainqueur à droite des législatives du 4 mars, avec plus de 17 % des voix, soit trois points de plus que le parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, le chef politique de la Ligue du Nord (rebaptisée Ligue pour cause de campagne nationale) a littéralement crevé l'écran lors des négociations de l'après-scrutin, démontrant une aisance insoupçonnée pour les tractations d'appareil et les jeux tactiques, à mille lieues de l'image de matamore qu'il s'est patiemment construite, en un quart de siècle de carrière, auprès du grand public.

La première réussite de Matteo Salvini aura été, début mai, de jouer du chantage aux élections auprès d'un Silvio Berlusconi affaibli, pour obtenir de lui l'autori-

« Cinq milliards d'euros sont consacrés à la subsistance de ces milliers de migrants. Je voudrais y faire de belles coupes »

MATTEO SALVINI

sation d'aller négocier avec les 5 étoiles. Ensuite, il n'a plus eu qu'à monnayer au prix fort sa participation à l'alliance avec Luigi Di Maio, le chef du M5S, imposant ses vues en matière fiscale (la très coûteuse « flat tax ») ou sécuritaire.

## Tactique des « deux fours »

Jusqu'au bout, Matteo Salvini a manié le double discours, évitant d'insulter l'alliance de droite dont il est issu – outre la Ligue, elle rassemble les berlusconistes de Forza Italia et les postfascistes de Fratelli d'Italia – tout en multipliant les égards envers les 5 étoiles et leur chef, dans une étonnante répétition contemporaine de la tactique dite « des deux fours » – un à droite, l'autre à gauche – prônée un demi-siècle plus tôt par l'homme fort de la démo-

cratie chrétienne, Giulio Andreotti. Et l'ampleur de sa percée dans les sondages (la Ligue est créditée d'un quart des intentions de vote en cas de retour aux urnes) a achevé de tétaniser tous ses concurrents, lui laissant tout le soin de se tailler, au sein du gouvernement Conte, un ministère à la hauteur de ses ambitions.

Convaincu d'être en phase avec l'opinion italienne, Matteo Salvini n'a aucune raison de renoncer à cette ligne d'extrême fermeté envers les migrants. Pour porter, sa rhétorique a besoin d'un ennemi, et pour l'heure, il est beaucoup moins risqué de s'en prendre aux demandeurs d'asile qu'à Bruxelles. L'affrontement avec l'Europe est en effet inéluctable et il arrivera bien assez tôt. ■

JÉRÔME GAUTHERET

## 158 exilés débarquent en Sicile

Vendredi 1<sup>er</sup> juin, 158 migrants ont débarqué en Sicile, où compte se rendre dimanche le nouveau ministre italien de l'intérieur, Matteo Salvini, qui a promis la fermeté sur l'immigration. L'*Aquarius*, navire affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, a secouru ces personnes, dont 9 enfants, 26 femmes et 36 mineurs non accompagnés. Les débarquements de migrants ont beaucoup diminué cette année, mais « nous voyons des gens qui souffrent de malnutrition, de torture et de mauvais traitements », a souligné Marco Rotunno, du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Les responsables de l'*Aquarius* ont jugé qu'il était trop tôt pour commenter l'arrivée de M. Salvini au gouvernement.

# Une initiative populaire veut interdire la circoncision au Danemark

Le gouvernement craint les conséquences d'une telle mesure sur la sécurité du pays

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante régionale

Rarement un sujet aura autant divisé les députés danois. Et pourtant, ils n'auront d'autre choix que d'en débattre au Parlement, car une initiative populaire proposant l'interdiction de la circoncision non médicale des mineurs a recueilli, vendredi 1<sup>er</sup> juin, plus de 50 000 signatures, le minimum requis par une procédure introduite au début de l'année.

La pétition a été présentée le 1<sup>er</sup> février par Intact Denmark, « un peu dans la précipitation », reconnaît Lena Nyhus, la présidente de l'ONG créée en 2013. « Nous craignons que quelqu'un de moins bien préparé nous devance », explique-t-elle. La proposition n'aurait alors eu aucune chance d'aboutir.

« La société a une obligation particulière de protéger les droits fondamentaux de l'enfant, jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge et la maturité d'assumer lui-même cette responsabilité », soutient le texte. Invoquant la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant, il propose jusqu'à six ans d'emprisonnement, soit la même peine

que pour l'excision des filles, interdite au Danemark en 2003. Depuis, l'ablation rituelle du prépuce des garçons mineurs ne cesse de faire débat.

En 2014, plusieurs associations de protection de l'enfance s'étaient prononcées pour son interdiction, se référant à une résolution du Conseil de l'Europe, adoptée en 2013, qui demandait aux États membres d'en réguler la pratique. En décembre 2016, l'Association des médecins danois avait à son tour pris position, estimant que la circoncision non médicale des mineurs était « éthiquement inacceptable ».

« Réalisées dans la clandestinité » « En tant que citoyens du Danemark, nous estimons que l'intégrité corporelle des enfants et leur autonomie doivent être respectées », poursuit Lena Nyhus. Elle rappelle que les châtiments corporels ont été interdits au Danemark en 1997 : « Si les parents n'ont pas le droit de fesser ou gifler leurs enfants, pourquoi peuvent-ils apporter un couteau de leur pénis ? »

Selon l'Agence nationale de la santé danoise, entre 1 000 et 2 000 enfants par an, majoritairement juifs et musulmans,

seraient concernés. « Pourtant, à peine quelques centaines d'opérations sont enregistrées, ce qui signifie que beaucoup sont réalisées dans la clandestinité », remarque Mikael Aktor, professeur en sciences des religions.

Lui-même est d'origine juive, circoncis et favorable à l'interdiction. Il évoque les séquelles, souvent tues : « Une baisse de la sensibilité du pénis, par exemple. » Le sujet, dit-il, est « tabou ». Quant à l'obligation religieuse, il la conteste : « En tant que spécialiste des religions, je suis bien placé pour savoir que les rituels changent et que tous les enseignements ne sont pas respectés. »

Mais les leaders religieux mettent en garde. « Les juifs ayant la volonté de continuer à vivre religieusement n'auront pas d'avenir dans un pays qui veut leur interdire une tradition qui a été l'expression de l'identité juive pour des centaines de générations », constatait en février le grand rabbin Bent Melchior.

L'initiative populaire embarrasse le gouvernement danois. Le 20 avril, les ministres de la santé, de l'éducation, des cultes, de la défense et des affaires étrangères ont été interrogés par une com-

mission parlementaire sur les implications d'une interdiction.

A la sortie, le ministre de la défense, Claus Hjort Frederiksen, a assuré que « le risque politique serait énorme », mentionnant le précédent de la crise internationale provoquée par la publication des caricatures du prophète en 2005. « Ce n'est pas une affaire portant sur la liberté d'expression, qui concerne toutes les démocraties libérales du monde, a-t-il précisé. Dans le cas présent, nous sommes seuls et cela augmente le risque. »

Mikael Aktor reconnaît que les conséquences diplomatiques pourraient être sérieuses. Cependant, ajoute-t-il, « si nous n'avons pas cédé sur la liberté d'expression, pourquoi le ferions-nous pour les droits des enfants ? » D'autant que, selon un sondage publié le 23 mai, 83 % des Danois soutiennent l'interdiction. Une proposition de loi pourrait être présentée à la rentrée, en octobre. Plusieurs partis ont annoncé qu'ils ne donneraient pas de consignes de vote, mais une majorité des députés devraient voter contre. En Islande, un projet similaire est en cours de discussion au Parlement. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

2018  
**ANNECY**  
FESTIVAL 11 - 16 JUIN MIFA 12 - 15 JUIN WWW.ANNECY.ORG  
FESTIVAL INTERNATIONAL  
DU FILM D'ANIMATION  
LE FESTIVAL EN DIRECT C'EST SUR ANNECY LIVE :  
WWW.ANNECY.ORG

## A l'ONU, les Etats-Unis opposent leur veto à une résolution sur Gaza

Un texte alternatif, présenté par Washington, n'a recueilli que la seule voix américaine

NEW YORK (NATIONS UNIES) -  
correspondant

Sans surprise, les Etats-Unis ont mis leur veto, vendredi 1<sup>er</sup> juin, à un texte présenté par le Koweït au Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) qui demandait une protection du peuple palestinien et qui condamnait l'usage indiscriminé et disproportionné de la force par Israël contre les manifestants dans la bande de Gaza. Quelques minutes plus tard, les Etats-Unis ont présenté un texte concurrent qui condamnait les agissements, cette fois, du Hamas.

Washington tient le mouvement islamiste – qui contrôle la bande de Gaza depuis 2007 – pour seul responsable des violences qui ont fait plus d'une centaine de morts et 4 000 blessés par balles depuis le 30 mars. Une première dans les annales du Conseil de sécurité, Washington n'a recueilli qu'une seule voix positive : la sienne. Sa représentante, Nikki Haley, a immédiatement dénoncé un vote « qui montre d'évidence que les Nations unies sont irrémédiablement biaisées à l'égard d'Israël ».

### « Parti pris grossier »

Washington, principal allié de l'Etat hébreu, n'avait pourtant pas manqué d'exercer une très forte pression sur les Etats membres du Conseil de sécurité pour faire échouer le texte du Koweït, décrochant même l'abstention de quatre pays (Royaume-Uni, Ethiopie, Pologne, Pays-Bas) dont trois des cinq membres européens du Conseil. Ces derniers ont dénoncé le manque d'équilibre du texte koweïtien qui ne faisait aucune

mention du rôle du Hamas et du Djihad islamique palestinien qui ont tiré une soixantaine de roquettes contre Israël, le 29 mai, sans faire de blessés. La France, qui a voté en faveur, avait appelé à faire preuve « de pragmatisme et de réalisme » malgré un texte « qui n'est pas parfait » et qui aurait dû aussi « établir clairement la responsabilité du Hamas et condamner explicitement les tirs de roquettes ».

En négociation depuis plus de deux semaines, le texte présenté par le Koweït, au nom du groupe arabe, avait fait l'objet de nombreuses révisions et ne réclamait plus que « des mesures de garanties pour la sécurité et la protection » du peuple palestinien. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, était aussi chargé de présenter des recommandations sous soixante jours pour la création d'un « mécanisme de protection internationale ».

L'ambassadrice américaine a qualifié le texte de « parti pris grossier ». Le Hamas est « le premier responsable des conditions de vie déplorables à Gaza », a-t-elle expliqué. Puis avec son ton tranchant habituel, M<sup>me</sup> Haley a lancé : « Soit vous soutenez le Hamas, soit vous ne le soutenez pas. Votre vote parlera pour vous. »

Il s'agit du deuxième veto utilisé par les Américains depuis l'arrivée de l'administration Trump. En décembre dernier, ils s'étaient opposés à une résolution rejetant la décision du président Trump de démanteler l'ambassade américaine à Jérusalem. « Il fut un temps où les Etats-Unis agissaient en médiateur fiable », a déploré un diplomate à l'issue du vote. « C'est triste. » ■

MARIE BOURREAU

## Le sommet Trump-Kim aura bien lieu le 12 juin à Singapour

Le président américain adopte une démarche graduelle sur la Corée du Nord

WASHINGTON - correspondant

La semaine d'intenses contacts qui a suivi la brusque annulation par Donald Trump, le 24 mai, d'un sommet historique avec Kim Jong-un fixé le 12 juin à Singapour, a porté ses fruits. Non seulement la rencontre entre le président des Etats-Unis et le dirigeant de la Corée du Nord se tiendra bien comme prévu, mais son objectif a commencé pour la première fois à se préciser.

Donald Trump l'a assuré après s'être longuement entretenu à la Maison Blanche, dans le bureau Oval, avec un émissaire de haut rang nord-coréen, le général Kim Yong-chol, considéré comme le bras droit de Kim Jong-un : le rendez-vous de Singapour sera un « début », pour permettre de lancer un « processus ». Il s'agit du nouveau maître-mot du dossier complexe de la dénucléarisation de la Corée du Nord exigée par les Etats-Unis.

Le haut dignitaire nord-coréen devait officiellement remettre au président une lettre de Kim Jong-un. Fidèle à lui-même, Donald Trump a initialement vanté le contenu de la missive, qualifiée de « très intéressante », avant d'avouer qu'il ne l'avait pas ouverte, son visiteur lui ayant suggéré, selon ses dires, de la lire « plus tard ». Le président des Etats-Unis s'est félicité que sa rencontre avec « le deuxième personnage le plus puissant de Corée du Nord » se soit prolongée pendant « deux heures ».

Ce changement de ton notable tranche avec les formules employées à Washington juste avant l'annulation, notamment par le

**M. Trump s'est réjoui des « deux heures » passées vendredi à la Maison Blanche avec un émissaire de Pyongyang**

vice-président Mike Pence. Ce dernier avait évoqué à mots à peine voilés la perspective d'un changement de régime si Pyongyang s'obstinait à conserver ses armes nucléaires. Donald Trump lui-même avait dénoncé « l'hostilité affichée » de la Corée du Nord lorsqu'il avait fait part de son intention de ne pas honorer le rendez-vous de Singapour.

Ce ton donnait à cette dénucléarisation « complète, vérifiable et irréversible », sans la moindre réciprocité immédiate, des allures de reddition – a fortiori lorsqu'elle était formulée par le conseiller à la sécurité intérieure de Donald Trump, John Bolton, un « faucon » stigmatisé de longue date par Pyongyang.

L'échelle de temps est désormais modifiée. « On va commencer un processus », a donc affirmé le président des Etats-Unis après la rencontre de vendredi. « On ne va pas signer quelque chose le 12 juin (...), je n'ai jamais dit que ce serait réglé en une réunion », a-t-il poursuivi. Cette amorce de retour à une forme de la « patience stratégique » observée par l'administration précédente, et répudiée par Donald Trump à son arrivée à la Maison Blanche, s'appuie sur l'optimisme.

Le président des Etats-Unis s'est dit en effet convaincu que ce « processus » sera « couronné de succès ». « Je pense qu'ils veulent le faire. Je sais qu'ils veulent le faire », a-t-il assuré en parlant des dirigeants de la Corée du Nord. « Ils veulent d'autres choses similaires. Ils veulent se développer en tant que pays. Cela va se faire, je n'ai aucun doute », a-t-il insisté.

Cet optimisme avait été nourri par des échanges jugés constructifs la veille, à New York, entre l'émissaire nord-coréen et le secrétaire d'Etat Mike Pompeo, qui s'était déjà entretenu avec lui lors de ses deux rencontres avec Kim Jong-un, à Pyongyang. Et Donald Trump n'a pas hésité à mettre en scène ce nouveau cours des relations entre les deux pays en prenant la peine de accompagner son visiteur et la petite délégation reçue avec lui, gratifiés l'un comme l'autre de marques ostensibles de respect.

### Evolution remarquable

C'est ce même état d'esprit qui a poussé le président américain à baisser un peu la garde en répondant aux questions des journalistes après le départ de son visiteur. « Je ne veux plus utiliser le terme "pression maximale". Je ne veux plus utiliser ce terme », a-t-il dit en référence à la stratégie américaine qui s'était concrétisée par l'adoption de sanctions internationales sans précédent contre Pyongyang en 2017. Washington n'entend évidemment pas renoncer à ce levier, mais un pas a été fait sur le chemin d'une approche plus graduelle prônée par Kim Jong-un.

Le dirigeant nord-coréen ne peut que se féliciter du déplace-

ment de son bras droit, qui a servi sous les ordres de son père avant de s'affirmer, à 72 ans, comme une des personnalités les plus influentes du régime, à la fois vice-président du comité central du Parti du travail, membre du bureau politique et de la commission militaire centrale, les principaux rouages du pouvoir.

Pour ce dernier, la visite à Washington avait sans doute un goût de revanche. Tenu responsable en 2010 du naufrage de la frégate sud-coréenne *Cheonan* coulée, selon Séoul, par une torpille nord-coréenne, Kim Yong-chol avait été placé cinq mois plus tard sur la liste noire du Trésor américain pour son implication dans le développement du programme nucléaire militaire de la Corée du Nord.

Le général est devenu vendredi la deuxième haute personnalité du régime reçue à la Maison Blanche après un chef d'état-major, le vice-maréchal Jo Myong-rok, invité par Bill Clinton en octobre 2000. Il s'agissait déjà à l'époque de préparer une rencontre entre un président des Etats-Unis et un dirigeant nord-coréen, mais le projet avait tourné court avant le départ du démocrate.

Cette fois-ci, plus rien ne semble s'opposer à un sommet historique. Une évolution remarquable lancée par Kim Jong-un et à laquelle Donald Trump avait donné suite le 8 mars, quelques semaines seulement après avoir fait ovationner par le Congrès, lors de son discours sur l'état de l'Union, un dissident nord-coréen ayant fait défection et présenté comme « le témoin de la nature sinistre » du régime de Pyongyang. ■

GILLES PARIS

### NICARAGUA Une centaine de contestataires tués depuis avril

La vague de contestation au Nicaragua pour exiger le départ du président Daniel Ortega a fait une centaine de morts depuis mi-avril, selon le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh). Seize personnes ont encore été enterrées vendredi 1<sup>er</sup> juin. Les heurts de mercredi et jeudi entre partisans et adversaires de M. Ortega, un ex-guérillero de 72 ans, ont aussi fait 88 blessés d'après le Cenidh. C'est l'un des heurts les plus violents depuis la mi-avril, selon l'ONG. – (AFP)

### ÉMIRATS ARABES UNIS Dix ans de prison pour un célèbre opposant

Le célèbre opposant émirati Ahmed Mansoor a été condamné à dix ans de prison pour avoir critiqué le pouvoir et terni l'image de son pays sur les réseaux sociaux, ont indiqué, jeudi 31 mai, des journaux pro-gouvernementaux. Selon Amnesty, M. Mansoor devra aussi s'acquitter d'une amende d'un million de dirhams (235 000 euros). Le tribunal a par ailleurs ordonné qu'il soit placé sous surveillance pendant trois ans après sa libération, ont précisé les quotidiens *The National* et *Gulf News*. – (AFP)

## L'Arabie saoudite menace de frapper le Qatar s'il se dote de missiles russes S-400

Riyad a écrit au président Macron pour lui demander de faire pression sur Doha

BEYROUTH - correspondant

Un an après son début, la crise interne aux monarchies du Golfe ne donne aucun signe d'apaisement. La tension entre le Qatar, d'un côté, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn, de l'autre, qui ont rompu leurs relations diplomatiques et économiques avec Doha depuis le 5 juin 2017, n'a peut-être même jamais été aussi vive.

Selon des informations obtenues par *Le Monde*, la couronne saoudienne a récemment envoyé un courrier à la présidence française, dans lequel Riyad se dit prêt à mener une « action militaire » contre le Qatar si ce dernier acquiesce, comme il en a exprimé l'intention, le système de défense antiaérien russe S-400.

L'ambassadeur du Qatar à Moscou, Fahad Bin Mohamed Al-Atiyah, avait affirmé en janvier que son pays entendait se doter de ce modèle de missiles antimissiles, considéré comme l'un des plus performants au monde, précisant que les tractations avec le Kremlin étaient à un « stade avancé ». Un mois plus tard, Riyad avait reconnu à son tour être en lice pour obtenir ces batteries sol-air.

Dans la lettre envoyée à l'Elysée, dont le contenu a été dévoilé à *Monde* par une source française proche du dossier, le roi Salman exprime sa « profonde préoccupation » vis-à-vis des négociations en cours entre Doha et Moscou. Le

souverain saoudien s'inquiète des conséquences qu'une installation des S-400 sur le territoire qatari aurait sur la sécurité de l'espace aérien saoudien et met en garde contre un risque d'« escalade ».

Dans une telle situation, « le royaume serait prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer ce système de défense, y compris une action militaire », écrit le monarque, qui conclut son courrier en demandant à Emmanuel Macron son aide pour empêcher la vente et préserver la stabilité de la région.

Le ministère français des affaires étrangères, sollicité par *Le Monde*, n'a pas voulu faire de commentaire. Les autorités saoudiennes, également contactées, n'avaient pas réagi samedi matin.

### Frénésie d'achats d'armes

Les menaces proférées dans la lettre sont symptomatiques de la guerre froide qui déchire depuis un an le Conseil de coopération du Golfe (CCG), le club des pétromonarches de la péninsule Arabique. Le Qatar est accusé par ses voisins de soutenir les mouvements terroristes au Proche-Orient et de faire preuve de complaisance à l'égard de l'Iran, l'ennemi numéro un de Riyad et d'Abou Dhabi.

Placé du jour au lendemain sous un quasi-blocus, l'émirat a amorti le choc en réorganisant à toute vitesse ses filières de ravitaillement et en piochant dans ses très confortables réserves de change.

Les pressions de ses anciens partenaires du CCG constituent, selon le Qatar, une campagne d'intimidation, destinée à le forcer à réaligner sa politique étrangère sur celle de Riyad.

Abou Dhabi et Riyad conditionnent la levée de leur blocus à une série de concessions comme la fermeture de la chaîne Al-Jazira – accusée de faire la promotion des courants extrémistes au Moyen-Orient –, la fermeture de la base militaire turque sur le territoire qatari et la révision à la baisse des relations que Doha entretient avec Téhéran. Des mesures inacceptables pour l'émirat, équivalentes selon lui à un abandon de souveraineté.

Intimement persuadés qu'ils ont échappé de peu à une invasion militaire en juin 2017, les dirigeants qatari se sont lancés depuis cette date dans une frénésie d'achats d'armes, destinée, dans leur esprit, à dissuader leurs voisins. Dans la seconde moitié de l'année 2017, ils ont signé un contrat de 5 milliards d'euros portant sur sept navires de guerre italiens, un autre de 12 milliards pour une trentaine d'appareils F-15 américains et un troisième de 5,5 milliards pour vingt-quatre avions de combat britanniques Typhoon.

Dans cette débauche d'achats, l'acquisition de S-400 russes marquerait un tournant. Une telle transaction rapprocherait subitement Doha de Moscou, en dépit des profondes divergences

qui existent entre les deux pays, comme sur le dossier syrien. Pareille évolution pourrait irriter les Etats-Unis, qui entretiennent une base militaire au Qatar et constituent son pourvoyeur historique en armes.

### Egale distance

L'émir Tamim Al-Thani, souverain de Doha, est-il réellement prêt à prendre le risque de se froisser avec le pays dont le soutien lui est indispensable dans la crise en cours ? Cela reste à voir. En juin 2017, immédiatement après la mise en quarantaine de Doha, le président américain Donald Trump avait publié un tweet de soutien à l'initiative saoudo-émirienne.

Mais, dans les semaines suivantes, sous l'influence du Pentagone et du département d'Etat, la Maison Blanche s'était repositionnée à égale distance des frères ennemis du Golfe, empêchant de facto le duo Abou Dhabi-Riyad de prendre des mesures de rétorsion supplémentaires contre Doha.

Les efforts de médiation déployés depuis par Washington ont cependant échoué, comme les démarches de l'émir du Koweït, le cheikh Sabah Al-Ahmed Al-Sabah. Cette paralysie, couplée aux empoignades auxquelles se livrent sur les réseaux sociaux les partisans de l'un et de l'autre camp, entretient un climat propice aux accès de fièvre. ■

BENJAMIN BARTHE



**INTERNATIONALES**

Le grand entretien sur l'actualité du monde

Ce dimanche à 12h10

**FATMA SAMOURA**  
Secrétaire générale de la FIFA

répond aux questions de **Françoise Joly** (TV5MONDE), **Sophie Malibeaux** (RFI) et **Christophe Ayad** (Le Monde).

Diffusion sur TV5MONDE, RFI et sur Internationales.fr

en partenariat avec **Le Monde**

Photo © Marianne Rossmahli

# Bonnes Adresses

Tarifs 01/01/18

Tél. : 01 57 28 38 52

1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

Reproduction interdite

Photos non contractuelles

**LE PLUS GRAND CHOIX DE CANAPÉS-LITS À PARIS !**

Steiner, Duvivier, Diva...  
Matelas haut de gamme (Simmons, Duvivier, Tréca) ; innovations Rapido® ; stocks disponibles selon coloris.  
Fabrication française.

**À partir de 990€**

**EspaceTopper®**  
Maison familiale depuis 1926

www.topper.fr  
**3000 M² D'ENVIES !**

Paris 15° • 7j/7 • Le plus grand espace canapés-lits à Paris  
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40, M° Javel ou Boucicaut  
Paris 12° • 7j/7 • 54 cours de Vincennes, 01 40 21 87 53, M° Nation

**JAMES le couturier de l'homme**  
Le prêt-à-porter à votre mesure

**CESSATION D'ACTIVITÉ**

Vêtements de qualité pour homme  
DIGEL - GAUTHIER  
ZINS - BUGATTI

Un costume\* acheté = un costume offert  
Une veste\* achetée = une veste offerte  
Un pantalon\* acheté = un pantalon offert

**Tout doit disparaître**

Du mardi au vendredi de 14 h 30 à 19 heures,  
Samedi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures  
53, rue d'Avron - 75020 PARIS - Tél. : 01.43.73.21.03

## LIVRES

### LIBRAIRE ACHÈTE

Service de presse, livres modernes, essais, beaux-arts, livres anciens, Pléiades, successions.  
**06 80 43 82 70**

### ACHÈTE LIVRES ANCIENS

du 15<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle, bibliothèques d'érudits, sciences, voyage, illustrés, atlas, E.O., autographes, manuscrits, gravures, etc.  
**Tél. 06 80 06 54 24**  
hubert.hoppenot@orange.fr

## BIJOUX

### PERRONO-BIJOUX

Anciens. Occasions argenteries. Brillants. Pierres précieuses. Création & transformation réparations. Achats ventes. Echanges sélectionnés par le guide PARIS PAS CHER

OPÉRA : angle bd des Italiens  
4, rue de la Chaussée d'Antin  
**Tél : 01 47 70 83 61**  
ÉTOILE : 37, avenue Victor Hugo  
**Tél : 01 45 01 67 88**  
Ouverts les lundis

## ANTIQUITÉS

**ACHÈTE**

Mobilier de toutes époques  
Pianos et billards anciens  
Manteaux de fourrure  
Sacs à main de marque  
Foulards et vêtements de marque  
Briquets Dupont, Cartier ...  
Bijoux or, argent, fantaisies  
Cuivres et étains anciens  
Argentier et Ménagères  
Bibels de vitrine & divers  
Tableaux, gravures & lithos...  
Livres, photos & papiers anciens  
Sculptures et vases chinois  
Bouddhas, coraux, Jades  
Tapis et tapisseries  
Trophées de chasse  
Pendules et horlogeries  
Vieux vins et champagnes

**Maison Charles Heitzmann**  
**01 40 55 46 15**  
Déplacement et estimation GRATUITS SUR TOUTE LA FRANCE  
Paiement comptant immédiat  
charlesheitzmann@free.fr  
www.antiquaire-heitzmann.fr

**ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES**

« ART D'ASIE » :  
CHINE, JAPON ET MOYEN-ORIENT

**06 07 55 42 30**  
**P. MORCOS**

EXPERT CNE

- \* Porcelaines et Bronzes
- \* Cristal de Roche
- \* Corail et Ivoires Anc.
- \* Jade blanc et couleurs
- \* Cornes et Laques
- \* Peintures et Tissus anc.
- \* Manuscrits et Estampes

DEPLACEMENT  
PARIS - PROVINCE  
morcospatrick@orange.fr

## Canapés & Fauteuils Club Haut de gamme



L'INDÉMODABLE, L'IRREMPLAÇABLE plus de 80 ans et toujours plus de succès !



Fauteuil CLUB à partir de 990 €

**80, rue Claude-Bernard**  
**75005 Paris**  
**Tél. : 01.45.35.08.69**  
www.decoractuel.com

**Le Monde Bonnes Adresses**

La rubrique Bonnes Adresses :  
chaque mercredi \*  
\* dans Le Monde daté du jeudi

La parution 5 lignes (31 caractères/ligne) :  
65€ HT professionnels  
65€ TTC particuliers.

Les 3 parutions de 5 lignes :  
130€ HT professionnels  
130€ TTC particuliers

appelez le : **01.57.28.38.52**  
Envoyer votre texte par e-mail :  
nathalie.lavenu@mpublicite.fr

**ACHÈTE VINS**

ACHÈTE CHER

VINS ET CHAMPAGNES

Tout millésimes même abimés

SPIRITUEUX

PAIEMENT IMMÉDIAT

**06 28 71 37 00**

contact@jacqueslacombe.vin

www.jacqueslacombe.vin

**REPRISE SEULEMENT UNE FOIS PAR AN !**

DE VOTRE ANCIEN MEUBLE **JUSQU'À 2000€**

La valeur de la reprise est fonction de votre nouvel achat : voir barème en magasin. Offre valable jusqu'au 18/06/18.\*

**Célio MEUBLE & DRESSING**

CHAMBRE  
MEUBLE TV  
BIBLIOTHÈQUE  
DRESSING  
SUR-MESURE

FABRICANT FRANÇAIS

Photos non contractuelles. \* Offre non cumulable avec promotions en cours.

**Canapés, Literie, Mobilier : 3 000 M² D'ENVIES !**

Paris 15° • 7j/7 • M° Boucicaut • P. gratuit  
**143 et 147 rue Saint-Charles, 01 45 79 95 15**  
Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40  
Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 59 02 10  
Armoires lits : 60 rue de la Convention, 01 45 71 59 49  
Steiner et Leolux : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

**EspaceTopper®**  
Maison familiale depuis 1926

www.topper.fr

**Immobilier**

Tous les mercredis et samedis - Vos annonces sur **Le Monde.fr**

Tarifs 01/01/18 • Tél. : 01 57 28 38 52 • immobilier@mpublicite.fr

Forfait 5 lignes	Particuliers	Professionnels
1 parution	65€ TTC	65€ HT
La ligne supplémentaire	15€ TTC	15€ HT

31 caractères ou espaces par ligne. Modules : nous contacter

**Une chambre libre dans votre appartement à Paris ?**

Recevez quelques semaines ou plusieurs mois par an un **étudiant international !**

**0952157294**  
www.atomeparis.com

**ACHATS**

L'IMMOBILIER 100% ENTRE PARTICULIERS

Acheteurs Français et Européens  
Recherch. tous types de biens entre particuliers. LMO  
**0 800 141 160**  
Service & appel gratuits

**ACHAT LOCATION**

Universités américaines cherchent logements pour étudiants à louer ou à vendre à Paris. Contactez-nous au **06 51 14 50 06**  
novascholarsparis@gmail.com

**LOCATIONS**

**MEUBLÉES**

*Get a Home in France*

Pour Clientèle INTERNATIONALE/ SOCIÉTÉS, Recherchons Appartements Meublés/Vides à LOUER/VENDRE à Paris. Le Spécialiste à Paris de la LOCATION MEUBLÉE LONGUE DURÉE

**GetaHomeInFrance.Co.Uk**  
Tél. : 06 09 33 91 68.

**SAISONNIÈRES**

**AMÉLIE LES BAINS** (Pyrénées-Orientales), à 25 mn de la frontière Espagnole. Idéal curistes ou vacanciers. Studio de 30 m². **Juillet et décembre**. Tout confort, au 5<sup>e</sup> ét. dans un immeuble avec asc., terrasse de 10 m² avec vitres coulisantes, vue sur la montagne. Accès direct aux thermes par ascenseur, extérieur privatif. 2 couchages max. (lit 140), linge non fourni, entièrement meublé et équipé (TV-Wi-Fi), salle de bain avec baignoire, WC séparé. Lave-linge. Stationnement gratuit facile au pied de l'immeuble. Photos supplémentaires sur demande. Juillet : cure de trois semaines : 550 € CC. Décembre : cure de trois semaines : 500 € CC. Semaine : 200 € CC. Tél. : 06 43 43 63 32

**Le Monde**

**Les petites annonces immobilières**

Tous les mercredis et samedis - Reprise de vos annonces sur **Le Monde.fr**

**TARIFS 2018 (au 1<sup>er</sup> janvier 2018)**

**► PARTICULIERS**

**FORFAIT 5 LIGNES**  
(31 caractères ou espaces par ligne)

**• 1 parution : 65 € TTC**

15 € TTC la ligne supplémentaire.  
ABONNÉS - 10%

**POUR NOUS CONTACTER : TÉL : 01.57.28.38.52**

# « Banaliser le fait religieux musulman »

Abdelkader Arbi, aumônier militaire en chef du culte musulman, veut faire de l'armée « un laboratoire »

## RENCONTRE

**L**e temps est venu de faire confiance. Dans son grand bureau clair du fort de Vincennes, l'aumônier en chef du culte musulman dans les armées, Abdelkader Arbi, s'agace des éternels débats piégés sur l'islam en France autant que du temps perdu à « ne pas régler les problèmes » liés à l'organisation du culte. S'exprimant, comme le veut la règle militaire, après le feu vert de sa hiérarchie, il résume ainsi son ambition et celle de ses collègues – ils sont 43 aumôniers militaires musulmans, dont 6 femmes, sur un total de 312 : « Banaliser le fait religieux musulman dans les armées. » L'aumônerie musulmane n'est en place que depuis 2005. L'organisation confessionnelle catholique, protestante et israélite datent, elle, de 1874. Mais désormais, « les armées sont en avance dans la gestion du fait religieux », affirme-t-il.

Banaliser ? « Je veux débarrasser les jeunes qui souhaitent s'engager dans l'armée du poids des questions religieuses. Je leur dis : "Travaillez, passez vos examens, progressez dans la hiérarchie. Vous avez choisi l'armée, on va vous débarrasser de vos questions religieuses, existentielles, pour que vous puissiez vous consacrer totalement au choix que vous avez fait." C'est ça, mon rôle principal. »

Faire confiance ? A la tête de l'Etat, la réflexion sur l'organisation du culte musulman est relancée, non sans crispations. Abdelkader Arbi, 58 ans, porte un projet. Sans sortir du cadre de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat, il veut créer un séminaire pour former les prochains aumôniers militaires : « On œuvre pour la République. Le temps est venu d'avancer, de mettre à mal tous les a priori. Après treize ans d'activité, je sais ce dont on a besoin. » A l'avenir, n'intégreraient l'aumônerie que les diplômés de ce séminaire. L'entrée se ferait au niveau licence. La formation, sous statut étudiant, durerait trois ans, à temps plein, dans un institut supérieur privé relié à l'aumônerie militaire, et serait sanctionnée par un diplôme d'Etat.

### Petit-fils de poilu

Les matières profanes (philosophie, histoire, islamologie, communication, gestion de projet) composeraient 70 % de l'enseignement, les matières théologiques 30 %. « Je n'ai pas besoin d'avoir des sachants qui récitent le Coran par cœur ou des spécialistes du droit musulman de la famille, balayez-les. Ça ne sert à rien. Si un soldat me pose une question d'héritage, je lui dis : "Va voir ton notaire !" »

A la sortie, ces officiers de niveau bac + 6 seraient prêts à servir après la formation militaire initiale commune. « Nous proposerions trois à quatre recrutements par an pour renouveler en une dizaine d'années l'ensemble des aumôniers militaires », explique M. Arbi. « On créerait ainsi un débouché pour les vocations de ces jeunes Français. » Ces débouchés font en effet défaut aux étudiants des instituts théologiques musulmans existants, la fonction de cadre religieux n'étant pas, ou très mal, rémunérée. « Il est possible de régler ces problèmes qui ne l'ont pas été depuis de nombreuses années », insiste l'aumô-

**M. Arbi veut créer un séminaire pour former les futurs aumôniers militaires**

nier en chef. Il conçoit le séminaire comme « un laboratoire » qui pourrait être « dupliqué ».

Ce père de six enfants, arrivé d'Algérie en France en 1962, est le fils d'un sous-officier de carrière et le petit-fils d'un poilu mort durant la première guerre mondiale. Mais il ne s'est pas inscrit dans une tradition familiale : Abdelkader Arbi a été salarié d'une entreprise de la chimie durant vingt-cinq ans. Pour devenir aumônier, il a, dit-il, bénéficié d'un concours de circonstances.

En 2003, président du conseil régional du culte musulman de Haute-Normandie, il dirigeait deux commissions du Conseil français du culte musulman (CFCM) nouvellement créé, celle de l'abattage rituel et celle des aumôneries. Le ministère de la défense réfléchissait, dans la foulée du rapport du colonel Yves Biville, en 1990, sur l'intégration des jeunes conscrits maghrébins. « Un nombre conséquent de ces jeunes Français, ceux qu'on appelait les "RONA", rapatriés d'origine nord-africaine, posaient des questions sur le respect des rites religieux, alimentaires. »

Mais pour créer une aumônerie, il fallait qu'existe une institution représentative du culte. Ce fut chose faite en 2003, avec la naissance du CFCM. L'arrêté fondateur de l'aumônerie, du 16 mars 2005, a placé les représentants musulmans comme les autres (catholiques, protestants, juifs) « auprès du chef d'état-major des armées ». C'est finalement lui qui a été choisi pour incarner la nouvelle institution. « C'était pour moi un challenge. Et ça avance. L'armée illustre parfaitement les valeurs de la République. Si l'on pouvait permettre que la société prenne modèle sur la gestion du fait religieux musulman dans les armées, ce serait une bonne chose. »

Les premiers dossiers urgents furent les repas confessionnels et la création des lieux de culte. « Dans les rapports sur le moral, leur absence de prise en considération revenait souvent. » Dès 2006, le sujet des repas était réglé, jusqu'aux rations de combat, un travail mené avec l'aumônier en chef israélien.

« L'aumônerie militaire du culte musulman ne vient pas pour se confronter, entrer dans une compétition », insiste-t-il. Les quatre aumôniers en chef ont signé une charte de déontologie commune. Elle indique : « Il n'y a pas de hiérarchie entre les cultes. » Pour tous, il est clair que la mission du soldat passera toujours avant la pratique de sa religion. En 2017, Abdelkader Arbi a emmené pour la première fois ses collègues au

moine de l'église catholique. Et il ne fallait pas qu'ils soient ouverts hors la présence d'un aumônier. « Aujourd'hui, « grâce à Dieu, partout où le besoin est réellement exprimé sur le territoire national, il existe des lieux mis à disposition des militaires qui le souhaitent ». On n'y célèbre pas de prière collective, a-t-il décidé. La demande des soldats ne semble pas évidente, et l'officier Arbi « ne souhaite pas créer une communauté dans la communauté » militaire. Certes, des messes sont dites dans les régiments. Elles relèvent pour lui de la tradition. « La France, "fille aînée de l'Eglise", a une histoire très forte avec le catholicisme, les armées n'échappent pas à cela, et c'est normal. » Des aumôniers musulmans participent aux traditions, de la fête du patron des transmetteurs, l'archange Gabriel (Djibril dans l'islam), à la sainte Geneviève des gendarmes, « dans l'esprit de la cohésion, de fraternité d'armes ».

« L'aumônerie militaire du culte musulman ne vient pas pour se confronter, entrer dans une compétition », insiste-t-il. Les quatre aumôniers en chef ont signé une charte de déontologie commune. Elle indique : « Il n'y a pas de hiérarchie entre les cultes. » Pour tous, il est clair que la mission du soldat passera toujours avant la pratique de sa religion. En 2017, Abdelkader Arbi a emmené pour la première fois ses collègues au



Abdelkader Arbi, dans son bureau, au Fort Neuf de Vincennes, à Paris, le 31 mai. ED ALCOCK/MYOP POUR « LE MONDE »

## LE CONTEXTE

### AUMÔNERIE MILITAIRE

En étant nommé aumônier général des galères en 1619, Vincent de Paul devient le premier prêtre à exercer une fonction officielle dans l'institution militaire. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les aumôneries centralisées se développent d'abord pour le soutien spirituel des marins, puis se structurent pour le temps de guerre, avant qu'une organisation confessionnelle (catholique, protestante et israélite) s'installe dans les garnisons, à partir de 1874. L'arrêté interministériel du 16 mars 2005 crée l'aumônerie musulmane, qui compte désormais plus d'aumôniers que l'ensemble des pays de l'OTAN, selon le ministère des armées. En 2017, celles-ci disposaient de 186 aumôniers catholiques, 53 protestants, 27 israélites, 45 musulmans et un orthodoxe. Selon le code de la défense, « les croyances ne peuvent être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire ».

rués au titre de la sécurité publique pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, les soldats ont assumé l'éreintante opération « Sentinelle », qui a commencé par des gardes statiques en protection des sites communautaires juifs.

### « On écoute beaucoup »

« On a veillé à ce qu'il n'y ait pas une fracture qui vienne. Le plus important est le commandement de proximité, les adjudants, les lieutenants, c'est vers eux qu'on agit le plus, avec eux qu'on discute », explique l'aumônier en chef. Face au racisme, la hiérarchie militaire a rappelé les consignes, encouragé des activités de cohésion. Les aumôniers ont eux aussi montré leur unité. « Quand il s'agit de sentiments, on rassure. On dit parfois au soldat : là, c'est un problème administratif, cela n'a rien à voir avec la religion. Quand il s'agit d'actes avérés, on communique et on traite. Quand il y a un climat délétère dans un régiment, on alerte au plus haut niveau. »

Le climat général est maintenant plus calme. « Je reste vigilant. On écoute beaucoup », confie Abdelkader Arbi. L'aumônier militaire, disent les textes, est un conseil du commandement et le soutien spirituel de la troupe. « Il ne doit pas devenir le syndicat des militaires de confession musulmane. On n'est pas SOS-Racisme, ici !, lance-t-il. Mais il ne faudrait pas laisser passer des situations inacceptables de discrimination. Ne pas prêter attention à ces questions, c'est affaiblir l'institution. Si on met à mal la cohésion en amont, il sera difficile d'être efficace au moment où le besoin s'en fera sentir. »

L'aumônier a pris pour devise une phrase du ministre de la guerre de 1873, le général du Barail : « Si vous ôtez aux troupes et aux hommes de guerre la croyance en une autre vie, vous n'avez plus le droit d'exiger d'eux le sacrifice de leur vie. » Les morts ne parlent plus, répète-t-il. Et à la guerre, les soldats ont moins besoin de culte que de sens à leur existence. « Ce qui importe, c'est de prendre en compte la demande du moment, et les militaires pour ce qu'ils sont d'abord. » ■

CÉCILE CHAMBRAUD  
ET NATHALIE GUIBERT

### « L'aumônerie militaire du culte musulman ne vient pas pour entrer dans une compétition »

ABDELKADER ARBI  
aumônier en chef du culte musulman dans les armées

pèlerinage international militaire de Lourdes. « Entre clercs, on arrive à discuter sans problème, dans l'institution ou dans le civil. Il est plus difficile de transmettre ce dialogue interreligieux au niveau de la population. On n'a pas encore trouvé comment bien faire. »

Les revendications pour l'égalité des droits restent nombreuses. Et si le traitement du fait religieux a pris cette avance dans l'armée, rien ne l'inquiète plus que de la perdre, « par capillarité d'événements qui ont lieu dans la société ». Avec les premiers attentats de masse commis au nom de l'islam, l'année 2015, admet-il, a été « très difficile ». Les opérations extérieures ont depuis pour priorité d'anéantir les « terroristes islamistes », tandis que la menace des « radicalisés » envahit les débats politiques et mobilise le renseignement militaire. En France, déployés massivement dans les

# Comptes de campagne : les largesses de Le Pen

La finaliste de la présidentielle 2017 s'est montrée particulièrement généreuse avec ses prestataires

Finaliste de la présidentielle de 2017, Marine Le Pen a martelé ses difficultés récurrentes auprès des banques. Mais cela n'a pas empêché la candidate d'extrême droite de mener une campagne généreuse pour ses créanciers, ses prestataires et ses salariés, comme l'illustrent ses dépenses, que *Le Monde* a consultées à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP).

Les largesses de Marine Le Pen, dont le budget de campagne dépassait les 12 millions d'euros, n'ont cependant pas eu de conséquences financières notables. Certes, la commission a tout de même réformé 873 576 euros des comptes initialement présentés, excluant de fait des dépenses éligibles à un remboursement de l'Etat. Mais la CNCCFP a validé le remboursement de 10,691 mil-

lions d'euros par l'Etat, soit le montant maximal autorisé.

Les rapporteurs de la commission se sont toutefois interrogés sur les prêts dont a bénéficié M<sup>me</sup> Le Pen, pour un montant global de 11,795 millions d'euros. Des emprunts contractés notamment auprès du FN et de Cotelec, le microparti de Jean-Marie Le Pen. Et une bonne affaire pour ses créanciers, puisque les intérêts se sont élevés à 242 017 et 585 000 euros, avec des taux annuels de 6 % et 6,5 %.

La commission a décidé qu'ils n'avaient pas à être intégrés aux comptes de campagne, puisqu'ils ne répondaient pas aux règles que les candidats doivent respecter, à savoir qu'« un emprunt auprès d'une formation politique ne peut être contracté avec intérêts ouvrant droit, le cas échéant, au remboursement forfaitaire de l'Etat que si la formation politique

a elle-même souscrit un emprunt bancaire spécifique pour financer la campagne d'un candidat et ne fait que répercuter sur ce dernier, par un "prêt miroir", les intérêts afférents ». Ce qui n'était pas le cas de Cotelec et du Front national. Les 827 017 euros ont donc été retoqués.

## Soupçons de surfacturation

Concédant que ces emprunts n'étaient pas des « prêts miroirs », les seuls autorisés à être intégrés aux comptes de campagne, M<sup>me</sup> Le Pen s'est défendue de toute irrégularité. « Vous savez pertinemment que comme les banques ne veulent pas nous prêter, il est évident que ceux qui nous prêtent en profitent », avait-elle précisé au *Monde*.

Outre la délicate question des emprunts, les rapporteurs de la commission ont relevé une série de dépenses « apparemment suré-

valuées », notamment concernant la « propagande imprimée » de la candidate. Ainsi de ces plus de 4 millions de tracts intitulés « Eradiquer le terrorisme », facturés 53 450 euros hors taxes. Pour les rapporteurs, la facture semble « excéder le prix moyen du marché de plus de deux fois ». Mêmes soupçons de surfacturation pour cette autre commande de 4 autres millions de tracts « L'heure du choix » pour 154 680 euros hors taxes, un coût qui « semble excéder les prix moyens du marché de trois (fois) ».

Les Presses de France, l'imprimeur des tracts, sont dirigées par Axel Loustau, trésorier de Jeanne, le microparti de Marine Le Pen, et l'auxiliaire du trésorier de la campagne, Jean-Michel Dubois. Dans ses réponses transmises aux rapporteurs, la société fait savoir que « les prix de ces prestations augmentent considérablement en

**Avec plus de 2,4 millions d'euros dépensés pour les salariés recrutés pour la campagne, la candidate a été la plus dépensière en la matière**

## période d'élection présidentielle

Les explications ont convaincu la commission, qui n'a finalement pas réformé ces dépenses. Les Presses de France font par ailleurs toujours aujourd'hui l'objet d'une enquête préliminaire pour escroquerie au préjudice de l'Etat, abus de biens sociaux et blanchiment de ces délits, en lien avec les élections régionales de décembre 2015.

M. Loustau n'est pas le seul proche de M<sup>me</sup> Le Pen à avoir bénéficié financièrement de la présidentielle. L'animation de la campagne sur le Web et les réseaux sociaux, elle, a été gérée par la société de communication e-Politic, omniprésente durant toute la campagne, pour un montant de plus de 491 000 euros. Soit, en moyenne, près de 41 000 euros par mois pendant l'année précédant l'élection présidentielle, qui n'ont pas été réformés.

La société, créée en 2014 par Paul-Alexandre Martin, ancien numéro deux du Front national de la jeunesse, est en partie détenue, par l'intermédiaire de la holding Erer, par Frédéric Chatillon. Cet ancien du GUD, un groupuscule étudiant d'extrême droite, est un prestataire historique du Front national au travers de sa société de prépresse Riwal. La justice soupçonne cette dernière et Jeanne, le microparti de Marine Le Pen, d'avoir détourné plusieurs millions d'euros pour le financement de plusieurs campagnes

frontistes, en 2012, 2014 et 2015. M. Chatillon, tout comme M. Loustau, a été mis en examen pour abus de biens sociaux dans le cadre de deux enquêtes distinctes visant le FN. « L'intervention de M. Chatillon dans la présidentielle a strictement respecté les termes de son contrôle judiciaire », a répondu au *Monde* Jean-François Jalkh, le mandataire financier de la campagne.

La question des salaires des membres de l'équipe de campagne de Marine Le Pen n'a pas non plus suscité de commentaires de la part de la commission. Avec plus de 2,4 millions d'euros dépensés pour le personnel salarié recruté spécifiquement pour la campagne, la candidate d'extrême droite a été la plus dépensière en la matière, allant jusqu'à payer certains des membres de son équipe plus de 12 000 euros net.

## 5 155 euros de campagne

Parmi les dépenses plus anecdotiques réformées par la commission figurent une facture de plus de 5 155 euros pour du champagne lors d'un meeting, le 4 mai 2017 à Ennemain (Somme), 1 383 euros pour un cocktail pour les vœux au personnel au QG de campagne de la candidate, fin janvier 2017, ou encore 6 948 euros dépensés lors d'un séminaire de trois jours en octobre 2016 au château du Barroux (Vaucluse) pour Les Jeunes avec Marine. Après vérification sur le site du FNJ du Vaucluse, les rapporteurs se sont aperçus que les participants se sont rendus à une manifestation contre l'accueil des migrants organisée par la fédération FN du Vaucluse, à La Tour-d'Aigues.

Enfin, l'intégration dans les comptes de M<sup>me</sup> Le Pen d'une gerbe de fleurs à 150 euros pour l'enterrement de la mère de Nicolas Dupont-Aignan a été refusée. La CNCCFP n'a pas considéré qu'il s'agissait d'une dépense à caractère électoral. ■

YANN BOUCHEZ, LAURA MOTET ET SIMON PIEL

## La note salée du logement professionnel de David Rachline

**IMPOSSIBLE D'ÊTRE À LA FOIS** dépensier et près de ses sous ? David Rachline, directeur de campagne de Marine Le Pen lors de la présidentielle de 2017, a tenté le pari. L'élue du Front national n'a pas lésiné sur certaines dépenses d'hôtellerie et de logement, entre septembre 2016 et mai 2017. Des sommes remboursées ou avancées par l'association de financement électoral de M<sup>me</sup> Le Pen. Certains de ces frais ont toutefois suscité plusieurs réserves et réformations – des corrections – de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP), comme le montrent les documents consultés par *Le Monde*. L'autorité de contrôle a décidé d'exclure plus de 15 000 euros de remboursements de frais de David Rachline des dépenses éligibles au remboursement de l'Etat.

Sur la base de son seul salaire perçu au titre de sa participation à la présidentielle, le directeur de campagne ne figure pourtant pas parmi les membres les mieux rémunérés de l'équipe de Marine Le Pen. Peut-être parce que son contrat, à mi-temps, s'ajoutait alors à ses fonctions de sénateur et maire de Fréjus (Var). D'octobre 2016 à

mai 2017, David Rachline a ainsi reçu un salaire mensuel de 2 400 euros net comme directeur de campagne. Loin des sommes touchées par d'autres membres de l'équipe de campagne – Jean Messiha était payé plus de 12 000 euros net par mois –, ou de certains salariés à temps partiel, rémunérés 5 000 euros mensuels. Des onze candidats à la présidentielle, M<sup>me</sup> Le Pen fut la plus dépensière lorsqu'il s'est agi de payer les personnes ayant travaillé à ses côtés. Au total, elle a déboursé 2,4 millions d'euros de salaires pour ses équipes durant sa campagne.

## Nuit d'hôtel à 250 euros

Mais en dehors de son contrat, David Rachline a bénéficié de conditions plutôt confortables. Il a ainsi pu louer un appartement parisien de 48 mètres carrés, rue de Grenelle, pour environ 2 500 euros par mois, d'octobre 2016 à mai 2017. Ce pied-à-terre a coûté 20 133 euros, financés par la candidate. Les rapporteurs de la commission ont interrogé Marine Le Pen sur le bien-fondé de la prise en charge de ce loyer, pour une présence dans la capitale évaluée à deux jours et demi par semaine. La candidate a

fait savoir que David Rachline « ne pouvait pas faire financer son hébergement parisien par ses frais de représentation d'élue, au regard du code électoral ». Et que cette option « était plus économique que la présentation de notes d'hôtel ». Des arguments qui n'ont pas vraiment convaincu : la CNCCFP a décidé de réformer 13 133 euros, et de ne retenir dans le compte que 1 000 euros par mois.

Avant de trouver cet appartement, quelques séjours de David Rachline à l'hôtel se sont révélés particulièrement dispendieux. En septembre 2016, le maire de Fréjus se rend plusieurs fois à Paris, alors qu'il n'est pas encore officiellement directeur de campagne. A chaque déplacement, il dort à l'hôtel Sofitel Baltimore. Cet établissement cinq étoiles, où la nuit lui revient à plus de 250 euros, a été « choisi car il est à un emplacement stratégique », précise David Rachline au *Monde*. En moins d'une dizaine de nuits en septembre, il a ainsi dépensé plus de 2 500 euros. La commission a décidé de retoquer 2 449 euros liés au remboursement de ces frais. Sollicité, David Rachline n'a pas répondu aux questions du *Monde*. ■

Y. BO., L. MO. ET S. PI.

# Rassemblement national : « On est loin d'une révolution doctrinale »

L'historien Nicolas Lebourg revient sur le changement de nom du Front national validé par un vote de ses adhérents, vendredi 1<sup>er</sup> juin

## ENTRETIEN

Les adhérents du parti d'extrême droite ont validé la mue du Front national en Rassemblement national, à 80,81 % des votants. Un baptême consacré par le conseil national du parti, vendredi 1<sup>er</sup> juin, à Lyon.

Nicolas Lebourg, chercheur associé au Centre d'études politiques de l'Europe latine (CNRS-université de Montpellier) et spécialiste de l'extrême droite, revient sur ce changement de nom prôné par Marine Le Pen, quarante-cinq ans après la création du parti cofondé par son père.

## De quoi le FN était-il le nom ?

C'est en 1934 que naît l'idée de créer un « front national » rassemblant toutes les chapelles nationalistes. Mais l'extrême droite française reste divisée en une foule de groupuscules, même sous Vichy. Après Mai 68 puis le départ de De Gaulle, de nombreuses tentatives d'unification sont en concurrence. Sous l'influence et grâce aux finances de leurs amis italiens, les néofascistes d'Ordre nouveau lancent leur FN et contactent Jean-Marie Le Pen qui, lui-même, avait dirigé des formations évoquant ce nom, dont le Front national des combattants. C'est une légende de gauche que de croire que cela a un quelconque rapport avec le FN qui avait existé

**« Pour l'essentiel de nos concitoyens, c'est le lepénisme ou le marinisme qui existent, l'étiquette est secondaire »**

dans la Résistance : c'est une dénomination interne à ce champ, renvoyant à cette stratégie dite de compromis nationaliste.

## Assiste-t-on à la fin du FN ?

Non, la stratégie de compromis nationaliste a été remplacée par une allégeance à la famille Le Pen depuis la scission mégrétiste de 1999. Mais, comme le manque de cadres est criant, le FN s'est mis à les repêcher individuellement depuis les municipales de 2014, où une cinquantaine de membres des identitaires ont été élus. En outre, pour l'essentiel de nos concitoyens, qu'ils soient pour ou contre, c'est le lepénisme ou le marinisme qui existent, l'étiquette est secondaire. Le FN peut espérer imposer « les nationaux » comme nouvelle dénomination, mais on a vu la presse ne pas se laisser imposer « les républicains » par la droite, parlant du

« parti Les Républicains ». Sur le plan doctrinal, le fondement du parti depuis les années 1980 est le principe de préférence nationale. Dans le programme de 2017, il a été réduit, mais on est loin d'une révolution doctrinale.

## Que cache ce changement de nom ?

La présence d'anciens SS aux débuts du FN lui est souvent rappelée par ses opposants. L'idée est donc qu'en rompant avec ses origines il y aurait une rupture avec l'étiquette extrême droite. Jean-Marie Le Pen avait lui-même pensé à cela après les présidentielles de 1974 et de 1988. Cela permet à sa fille d'éviter le débat sur son leadership et de pouvoir justifier une évolution de programme. Mais il n'y a pas de transformation culturelle ou programmatique.

## L'objectif est de respectabiliser le parti d'extrême droite.

**Pourtant, ce « Rassemblement national » a des échos peu consensuels dans l'histoire...**

On a évoqué le Rassemblement national populaire du collaborationniste Marcel Déat. Mais on ferait mieux de penser au Rassemblement national de 1954 qui regroupait des groupuscules contre ce qu'il était le premier parti à nommer « le système », selon une formule alors empruntée à l'extrême droite allemande de l'en-

tre-deux-guerres. Ce RN avait été balayé par la vague poujadiste. En 1986, les listes Rassemblement national du FN groupaient moitié FN, moitié divers droite, mais, dès la première réunion des 35 députés élus, Jean-Pierre Stirbois, numéro deux du FN, exigeait qu'ils ne se revendiquent que frontistes.

## Ces références aux précédents RN sont-elles volontaires ?

Cela permet d'entretenir la confusion avec la famille politique dite de « rassemblement national » qui traverse le clivage droite-gauche, correspondant à des personnalités comme Napoléon III, De Gaulle ou Jean-Pierre Chevènement. La force du FN est de fidéliser ceux qui le rejoignent. Mais, si un bunker est quasi imprenable, il est aussi quasi incapable de lancer une offensive à découvert. D'où la question posée à partir de 1998 puis de 2015 par les cadres les moins courtisans : les Le Pen veulent-ils le pouvoir ou jouir du bonheur de disposer de cette niche ? Il leur faut donner le sentiment qu'ils offrent une perspective.

## Le FN-RN prône le « rassemblement », mais à l'intérieur de lui-même. Les alliances sont-elles finalement une priorité ?

Notre système institutionnel impose des alliances. Au congrès de 1990, le FN dit pour la première fois qu'il est candidat au pouvoir,

mais qu'il y arrivera seul, sans alliances. Trente ans après, cela ne marche toujours pas et, dans le questionnaire adressé aux militants pour le congrès 2018, il leur était demandé d'adober des alliances avec des personnalités, et non des partis. C'est la logique de ce que le parti et la presse nomment les prises de guerre, mais cela ne déplace pas électoralement des groupes sociaux significatifs.

## N'y a-t-il pas un risque de déperdition d'électeurs et de militants avec ce changement ?

Les européennes vont être importantes car le FN étant sorti en tête la dernière fois, une baisse, même légère, sera mauvaise pour son storytelling. S'il a échoué à se convertir en parti avec une offre politique complète, il se replie sur ce qui fait son succès : le rejet de l'immigration et de la société multiculturelle, le désir d'unité et d'autorité. Sur ces points, il y a une demande sociale qui peut lui donner encore de très grands succès. L'intérêt de ses cadres serait une reprise de la stratégie des régionales de 1998 lors des prochains scrutins locaux, dire : « Nous sommes pour la préférence nationale », car c'est le moteur du vote FN ; mais ajouter : « Comme celui-ci n'est pas applicable à l'échelle locale, nous faisons des alliances pour localement participer au pouvoir. » Le parti donnerait ainsi

des perspectives d'embourgeoisement et de réussite à court terme et un horizon mobilisateur pour les présidentielles suivantes.

## Marine Le Pen peut-elle encore réellement rassembler ?

Après le second tour de mai 2017, un cadre du FN m'a demandé : « Est-ce que vous pensez qu'on peut se débarrasser de Marine ? » Je lui ai répondu que l'application des statuts de son parti la rendait indéboulonnable avant un troisième échec à la présidentielle. Par ailleurs, elle habite le segment. On le voit quand on regarde dans une base de données les dizaines de milliers d'articles de presse publiés avec les noms des deux présidents consécutifs du FN, ainsi que les formules « extrême droite » et « Front national ». On observe non seulement un emballement de leur production, montrant qu'il y a eu une bulle spéculative autour de M<sup>me</sup> Le Pen et du FN, mais on voit aussi comment « Marine Le Pen » a pris toute la place, faisant reculer « extrême droite » et supplantant « Front national ». Débarassée de Florian Philippot et de Marion Maréchal-Le Pen, si elle peut se présenter en 2022, elle n'aura pas de concurrence sérieuse dans son champ. Après, tout sera ouvert pour ceux qui se seront préparés. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LUCIE SOULLIER

# La difficile équation de Laurent Berger à la CFDT

Alors que s'ouvre, lundi, son 49<sup>e</sup> congrès, la centrale réformatrice n'est plus le partenaire privilégié du pouvoir

Les murs lambrissés de bois des salons privés de la brasserie parisienne Chez Jenny résonnent des rires des journalistes présents, jeudi 31 mai, aux rencontres de l'AJIS (Association des journalistes de l'information sociale). Laurent Berger vient de lâcher une petite plaisanterie bien sentie sur les relations qu'il entretient en ce moment avec le gouvernement. « Je ne suis pas draguable », a lancé le secrétaire général de la CFDT. Voilà pour ceux qui se demandent si un réchauffement est en cours entre la majorité et le dirigeant du premier syndicat dans le privé, qui vient de rencontrer en l'espace de quelques jours le président de la République puis les députés de La République en marche (LRM).

Car, le moins que l'on puisse dire, c'est que le patron de la CFDT, qui s'appête à rempiler pour un troisième mandat à la tête de la confédération, n'est pas courtois par le nouveau pouvoir. Loin de là. Depuis l'arrivée aux manettes d'Emmanuel Macron, la centrale de Belleville, à Paris, parvient tout juste à limiter les dégâts sans réussir à marquer des points. Chouchoutée sous l'ère Hollande, elle a perdu sa position de partenaire privilégié avec un chef de l'Etat qui avait annoncé la couleur dès la campagne présidentielle : pour lui, la place des syndicats est dans l'entreprise et pas sur la scène politique nationale.

A la veille du 49<sup>e</sup> congrès de la CFDT, qui se tient du 4 au 8 juin à Rennes, Laurent Berger ne cache plus son mécontentement. Depuis quelques semaines, le numéro un de la confédération multiplie les mises en garde dans les médias. Que ce soit sur la méthode ou sur le fond, pour lui, le compte n'y est pas. Au point de confier récemment à un proche : « La confiance est rompue. »

Ses critiques publiques sont toutefois savamment dosées. Car basculer dans une opposition franche comme son nouvel homologue de Force ouvrière, Pascal Pavageau, ou Philippe Martinez, de la CGT, Laurent Berger ne le veut surtout pas. Un chemin de

**« Si on fait de "l'anti-Macron", nous n'aurons plus les moyens de peser »**

LAURENT BERGER  
secrétaire général de la CFDT

crète de plus en plus périlleux pour le syndicaliste réformatrice. D'un côté, un gouvernement qui ne l'écoute pas mais avec lequel il ne peut pas rompre, et de l'autre des militants cédétistes perplexes devant une politique économique et sociale jugée de plus en plus libérale. « On vit une période difficile pour notre type de syndicalisme avec une négation des corps intermédiaires d'un côté et une montée des radicalités de l'autre », souligne M. Berger auprès du Monde. On est encore écoutés car on est craints, mais si on fait de "l'anti-Macron", nous n'aurons plus les moyens de peser. »

## Mauvaises nouvelles

Pourtant les sujets de tensions ne manquent pas, qui pourraient compliquer encore les rapports entre M. Berger et Macron. Il y a d'abord eu les ordonnances sur le droit du travail, bien sûr. Favorable à nombre de mesures, la CFDT, qui avait soutenu la loi travail de François Hollande en 2016, a été contrariée, un an plus tard, de découvrir à la dernière minute des dispositifs auxquels elle était hostile comme la rupture conventionnelle collective. Réduction des contrats aidés, suppression de l'ISF, baisse des APL... les mauvaises nouvelles n'ont cessé de s'accumuler depuis. La réforme en cours de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'assurance-chômage n'arrange rien, surtout quand Muriel Pénicaud critique vertement l'accord trouvé par les partenaires sociaux, quelques heures à peine après sa signature. Plus récemment, ce sont les sorties de plusieurs ministres sur une possible remise en cause des aides sociales qui ont énervé M. Berger, qui se dit « très préoc-



Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, le 13 octobre 2017, à l'Élysée. BERTRAND GUAY/AFP

cupé ». D'autant que les propositions chères à la CFDT, comme la place des administrateurs salariés dans les conseils d'administration, tardent à être reprises par le gouvernement.

Côté exécutif, d'aucuns font remonter la fracture à l'époque où M. Macron était ministre de l'économie. Désireux d'introduire le plafonnement des indemnités prud'homales dans la loi El Khomri, l'ancien inspecteur des finances aurait moyennement goûté que cette disposition disparaît du projet de loi après intervention de la CFDT. Plus récemment, c'est une interview de Laurent Berger dans L'Obs qui aurait, selon un proche, « crispé » le président de la République. Dans l'hebdomadaire, qui présentait en couverture Emmanuel Macron derrière des barbelés, le leader syndical critiquait

ouvertement la politique migratoire mise en œuvre. Quelques jours plus tard, il réitérait, en cosignant une tribune sur le même sujet dans Le Monde.

## Des militants remontés

« Il y a eu un raidissement des deux côtés à ce moment-là », analyse un proche du chef de l'Etat. Une source au sein du gouvernement juge, pour sa part, « qu'il faut apaiser le dialogue avec Laurent Berger, le débat public a besoin de la CFDT. Pour autant, ça fait des années que nous sommes dans une logique de cogestion et ce n'est plus possible, ça ne fait pas avancer les choses ». En clair, l'exécutif, qui souhaite réformer rapidement, estime qu'il n'a plus besoin de ce partenaire pour mener à bien ses grands chantiers sociaux. Une stratégie risquée, pour l'ancien premier ministre

Manuel Valls : « Qu'ils veuillent aller vite, ça s'entend, mais ça se deale aussi avec les partenaires sociaux. Sinon, ils risquent de se retrouver seuls face au peuple », estime le député de l'Essonne.

A Matignon, on nuance : « La CFDT est un interlocuteur que nous respectons, qui est réformatrice de longue date, mais ça ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tout. Pour autant, à chaque fois que nous en avons l'occasion, nous prenons en compte leurs propositions. » C'est d'ailleurs ainsi qu'au sommet de l'Etat, on espère sortir la CFDT du conflit à la SNCF – sujet sur lequel M. Berger a été particulièrement virulent.

« Berger est dans l'impasse, analyse un bon connaisseur du syndicat. Toute sa stratégie repose sur ceux qui veulent bien l'écouter, que ce soit du côté du gouvernement

ou du patronat. Or il ne se passe rien. A peu de frais, l'exécutif pourrait leur laisser des portes ouvertes. » Difficulté supplémentaire pour le patron de la confédération : le changement de stratégie qui a accompagné le changement de tête à Force ouvrière. « La bascule de FO ne va pas lui simplifier la tâche, reconnaît l'ancien dirigeant du syndicat Jean-Claude Mailly. Quand on est deux à dire des choses, c'est plus efficace. S'il se retrouve seul, ça pose problème. »

Même si la CFDT est une maison bien tenue, Laurent Berger devra assumer à Rennes ce positionnement compliqué devant des militants remontés. « Au congrès, ça ne nous fera pas dévier de notre ligne réformatrice même s'il faut aller au débat, tranche-t-il. Si on bouge de notre ligne, on est morts. » ■

SARAH BELOUEZZANE ET  
RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES

## Un congrès pour « incarner le syndicalisme du XXI<sup>e</sup> siècle »

A l'issue de la réunion de Rennes, du 4 au 8 juin, Laurent Berger sera réélu pour un troisième mandat de secrétaire général

Laurent Berger a placé la barre haut. Pour le deuxième congrès qu'il anime en tant que secrétaire général depuis son élection en novembre 2012, il a fixé l'objectif d'« incarner le syndicalisme du XXI<sup>e</sup> siècle » pour être « demeurant l'organisation syndicale incontournable, toutes catégories confondues ». Dans le projet de résolution, qui pour la première fois a été élaboré avec le concours de militants à travers une plateforme en ligne et sera débattu à Rennes du 4 au 8 juin, l'ambition de la centrale réformatrice est d'augmenter le nombre d'adhérents de 20 % en quatre ans, soit 120 000 de plus.

Depuis le précédent congrès, à Marseille, en 2014, M. Berger pourra faire valoir que la CFDT est devenue, en 2017, la première organisation syndicale du secteur privé, ravissant le haut du podium à la CGT. La prochaine étape, avec le scrutin dans les fonctions publiques en décembre, est d'être « le premier syndicat français dans les secteurs privé et public ». Le secrétaire général ne cesse de répéter que le syndicalisme est « mortel ». Il « peut décliner, lit-on dans le projet de résolution. De façon lente, certes, mais aussi inexorable que celle des partis ouvriers et

désormais des partis traditionnels. (...) Ce risque nous impose de continuer à nous réinventer. (...) De continuer à nous positionner dans l'intérêt général, principe qui garantit notre cohérence ». La révolution numérique, les mutations du travail, le chamboulement des règles du dialogue social – à la suite de la réforme du code du travail engagée par Emmanuel Macron – imposent d'« accélérer le changement ».

## Exercice obligé

Avant de débattre de la feuille de route des quatre ans à venir, M. Berger devra satisfaire, lundi 4 juin, à un exercice obligé, celui de défendre son bilan à travers son rapport d'activité. Comme à l'accoutumée, les critiques ne manqueront pas et les débats seront animés, notamment sur la séquence des ordonnances, une minorité de syndicats ayant déploré une absence de combativité. Mais, dans une centrale aujourd'hui politiquement très homogène depuis le départ des opposants les plus à gauche, le « patron » ne court pas grand risque. La seule interrogation est de savoir s'il retrouvera sur le quitus les 85,88 % du 48<sup>e</sup> congrès, à Marseille.

Sous le quinquennat de François Hollande, la CFDT, qui adhère à

**L'ambition de la centrale réformatrice est d'augmenter le nombre d'adhérents de 20 % en quatre ans**

la méthode d'un président attaché à la démocratie sociale, a signé tous les accords interprofessionnels, prenant le risque de cautionner les réformes d'un pouvoir impopulaire. En 2014, elle avait toutefois pris ses distances avec le pacte de responsabilité, jugeant que les engagements de création d'emplois pris par le patronat en échange des aides publiques aux entreprises ressemblaient à l'arlésienne. On en parlait beaucoup, mais on ne la voyait pas. Traumatisée en 2015 par l'épisode de la déchéance de nationalité, qui avait violemment heurté ses convictions humanistes – alors qu'une majorité de ses sympathisants avait voté Hollande à la présidentielle de 2012 –, elle avait dénoncé, en 2016, la première version de la loi El Khomri,

réformant la négociation sur le temps de travail, avant de la soutenir, une fois amendée.

M. Berger va dresser un bilan globalement positif de son action depuis 2014. « La CFDT, note le rapport d'activité, a su tenir son cap, garder sa cohérence, et faire avancer son projet. » Elle a « fait de la démocratie sociale la condition de la réussite pour mener les réformes et sécuriser les salariés confrontés aux mutations ». Pour le secrétaire général, la CFDT, en obtenant de nouveaux droits, en engrangeant des « acquis », a fait la démonstration que le syndicalisme d'« engagement » est utile puisqu'il répond à sa première mission : obtenir des résultats.

## Un pôle réformatrice effrité

Il y a toutefois une ombre au tableau. La CFDT veut être « moteur dans le renforcement » d'un pôle syndical réformatrice, basé à l'origine sur une alliance avec la CFTC, la CFE-CGC et l'UNSA. Or ce pôle s'est effrité. Depuis la mesure de représentativité de 2017, où la CFDT a conquis, avec 26,37 %, sa première place, le bloc réformatrice ne réunit plus que 41,21 % des voix des salariés. Un affaiblissement dû à la défection de la CFE-CGC, qui se définit désormais comme « non alignée ». Le rapport d'activité évo-

que « un paysage social et syndical bousculé », avec une centrale des cadres « passée d'une stratégie catégorielle à une stratégie contestataire ». Avec FO, les relations ont été « très tendues » au moment de la loi El Khomri avant de se réchauffer lors des ordonnances Macron, mais l'arrivée de Pascal Pavageau annonce des lendemains pour le moins incertains.

Entre la CFDT et la CGT, la période a été marquée par une glaciation. Le fossé s'est élargi entre la « réformatrice » et la « contestataire », même si M. Berger entretient de bonnes relations personnelles avec Philippe Martinez. Le rapport d'activité décrit une CGT qui s'est stabilisée après de « nombreuses secousses », mais « au prix d'une radicalisation de ses positions et de ses pratiques ». Ce 49<sup>e</sup> congrès verra aussi l'entrée de trois nouveaux membres à la commission exécutive – le gouvernement de la centrale – et Marylise Léon remplacera Véronique Descacq au poste de secrétaire générale adjointe. Cela ne présage en rien de la succession de M. Berger, qui aura juste 50 ans le 27 octobre. Il sera réélu pour un troisième mandat et devrait rempiler en 2022, quitte à ne pas aller jusqu'au bout. ■

MICHEL NOBLECOURT

## LE CONTEXTE

### ADHÉSIONS

La CFDT a procédé à une « opération vérité » en affichant un nombre d'adhérents inférieur à celui qu'elle annonçait jusque-là. En 2017, elle comptait 623 802 membres et non 860 243. Rompant avec une pratique qui consistait à diviser par huit le nombre de cotisations, elle a fait certifier ces nouveaux chiffres par des commissaires aux comptes. En 2017, plus de 83 % des adhérents ont versé douze cotisations, soit une érosion de -0,9 %, avec 67 000 départs et 60 000 arrivées. 49,5 % des adhérents sont des femmes, deux tiers sont issus du secteur privé et un tiers du public. L'âge moyen est de 50 ans.

# Les lycéens de banlieue et les embûches de Parcoursup

Selon leurs enseignants, les élèves des quartiers subissent une double peine. Le ministère réfute toute discrimination

**D**iscriminés. Le mot s'est imposé dans la bouche de nombreux lycéens qui attendent, dix jours après la divulgation des premiers résultats de la plateforme Parcoursup, une place dans l'enseignement supérieur. Un adjectif qu'une partie de la communauté éducative associe déjà aux lycéens des quartiers, ajoutant à l'angoisse le sentiment d'injustice, alors que la nouvelle procédure d'admission a laissé la moitié des candidats « en attente » à son ouverture, le 22 mai. Et encore près d'un tiers au 1<sup>er</sup> juin.

À écouter certains enseignants, leurs élèves subissent une double peine. « Quand vous avez une élève qui a quatorze vœux refusés, et un en attente, vous avez beau lui dire, "Faut s'accrocher il y a le bac", on manque un peu de crédibilité », témoigne Kai Terada, enseignant de mathématiques à Nanterre (Hauts-de-Seine) dans un lycée où, assure-t-il, seulement 42 % des 330 élèves de terminale avaient reçu une réponse favorable au 31 mai. « Et encore, parmi eux, je ne compte pas ceux qui ont reçu seulement un "vœu de secours", qu'ils auraient mis à la 20<sup>e</sup> place du temps d'APB [Admission post bac, procédure réformée cette année] ».

Membre du collectif « Touche pas à ma ZEP », syndiqué à SUD – syndicat opposé à la réforme –, Kai Terada observe des taux de réponses dans les établissements de ce réseau « loin de ceux énoncés, au niveau national, par M<sup>me</sup> [Frédérique] Vidal », la ministre de l'enseignement supérieur.

Dans son lycée des quartiers nord de Marseille, Hélène Ohres-

ser, du même syndicat, ne cache pas son inquiétude pour les élèves de la voie technologique. « Nos chiffres ne sont pas si mauvais : 30 % de nos 500 élèves de terminale sont aujourd'hui en attente, mais cela concerne la moitié de nos lycéens technologiques. » Sans compter ceux qui ont eu une réponse, mais se retrouvent à la 1 000<sup>e</sup> place sur les listes d'attente.

## Dialogue de sourds

Sans grande surprise, l'attention s'est portée cette semaine sur la Seine-Saint-Denis, département le plus pauvre et le plus jeune de France métropolitaine. Les élus de gauche ont fait entendre leur voix : le socialiste Stéphane Troussel, le président du conseil départemental, a le premier interpellé la ministre sur « l'opacité totale » des critères de choix. « Ceci laisse même penser que les lycéens venant des quartiers populaires pourraient être les premiers touchés. » George Pau-Langevin, députée Nouvelle Gauche, ou encore le député La France insoumise Eric Coquerel ont eux aussi agité le chiffon rouge. Ce dernier avait fait le déplacement, jeudi 31 mai, pour soutenir la dizaine de jeunes bloquant l'établissement Paul-Eluard, de Saint-Denis.

« Je comprends l'inquiétude des lycéens, mais le système est conçu de telle sorte qu'il faut attendre, nuance son proviseur, Bruno Bobkiewicz. On fera les comptes le 1<sup>er</sup> septembre, mais pour l'instant le système fonctionne comme il devait fonctionner. » Dans ce lycée du centre de Saint-Denis, un chiffre était confirmé par plusieurs sources, jeudi : 62 % des lycéens auraient reçu au moins une

réponse positive (contre 70 % au niveau national).

Les syndicalistes opposés à Parcoursup égrènent les ratios alarmants. En face, le ministère réfute toute discrimination, et pointe au contraire les mesures de la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants) allant dans le sens de la « démocratisation », telle l'instauration de taux de boursiers minimum à l'entrée de toutes les formations, y compris sélectives.

Mais l'institution refuse aussi de communiquer des chiffres qui permettraient de comparer la situation, académie par académie. Ceux-ci pourraient, assez facilement, attester des difficultés des lycéens d'une académie de banlieue par rapport à Paris, par exemple le nombre de bacheliers, leurs profils et leurs vœux, de même que les formations accessibles d'un territoire à l'autre étant, sans conteste, différents. « Quelle utilité auraient ces chiffres, si ce n'est de hiérarchiser les territoires, alors que les conditions ne sont pas les mêmes, et que nous sommes en pleine procédure », se défendait, jeudi, le recteur de l'académie de Paris, Gilles Pécout. « La situation est totalement normale dans notre académie », assurait son homologue de Créteil, Daniel Auverlot.

Ce dialogue de sourds ne permet pas de répondre à la question de fond : les changements introduits cette année, tels que le classement des dossiers à l'entrée de l'université (notes, CV, lettres de motivation) ou la suppression de la priorité académique, remplacée par un taux d'acceptation maximum pour les bacheliers « hors secteur », pénalisent-ils ceux qui ne sont pas nés au bon endroit ou n'étudient pas dans les établissements de renom ? Du point de vue de la géographie, dans un territoire aussi complexe que l'Île-de-France et ses trois académies, il semble que les rectorats aient joué la sécurité pour leurs lycéens, en n'ouvrant pas les portes toutes grandes aux candidats venant d'ailleurs.

## Impact du lycée d'origine

Impossible pour l'instant de dresser un constat général, tant les quotas fixés sont divers selon les disciplines et les établissements, mais cela peut expliquer certains témoignages de lycéens « de banlieue » scandalisés d'être bloqués à la porte des facs parisiennes. Un phénomène qui n'a cependant rien de nouveau : le système précédent, APB, favorisait lui aussi les candidats de l'académie.

## « Parcoursup met en lumière les inégalités profondes de l'enseignement supérieur »

FLORENT TERNISIEN  
D'OUVILLE  
professeur à Bondy  
(Seine-Saint-Denis)

L'autre inconnue porte sur l'impact du lycée d'origine dans les classements : si la plupart des filières sélectives peuvent en tenir compte depuis toujours, c'est désormais aussi le cas des universités. Certaines commissions universitaires ont ainsi fait entrer cet élément parmi leurs critères d'appréciation d'un dossier.

« Si discrimination il y a, c'est la même qu'avant dans les filières sélectives, analyse pour sa part Franck Loureiro, du SGEN-CFDT. De nombreuses classes prépa coefficientent le lycée d'origine pour établir leurs classements, mais seuls les initiés le savaient. Maintenant, cela se voit. » « Parcoursup met en lumière les inégalités

profondes de l'enseignement supérieur, abonde Florent Ternisien d'Ouille, professeur à Bondy (Seine-Saint-Denis), du même syndicat. L'absence de classement des vœux des lycéens permet de voir ce qui, avant, se déroulait plus discrètement : la profonde sélectivité de notre système et le trust des "meilleures" places pour les élites. »

Est-ce un scoop ? Pas vraiment, mais en faire l'expérience, à trois semaines du bac, est rude. Et, même avec des réponses positives, le sentiment d'injustice n'est jamais très loin. 20/20 à l'oral de bac de français, 18 à l'écrit, 18 de moyenne générale... Malgré des notes à couper le souffle, Abel, 17 ans, en terminale S à Montgeron (Essonne), ne s'en remet pas d'être toujours sur liste d'attente dans toutes les classes préparatoires dont il rêvait. Il n'a pas oublié cet enseignant de Henri-IV, croisé à des portes ouvertes, qui l'avait prévenu : « Pas la peine de candidater », vu son lycée d'origine. Pour ce qui est du prestigieux établissement parisien, la procédure lui a donné raison : c'est un « non » qui s'est immédiatement affiché sur son écran, le 22 mai. ■

MATTEA BATTAGLIA,  
VIOLAINE MORIN ET  
CAMILLE STROMBONI



Des élèves du lycée Paul-Eluard, à Saint-Denis, protestent contre Parcoursup, le 31 mai. ROMAIN CHIRON/PHOTOPQR/LE PARISIEN/MaxPPP

# La Caisse des dépôts se dote d'une Banque des territoires

L'Etat n'écarte pas un « rapprochement » à terme entre cette nouvelle entité et La Banque postale

**P**as moins de trois ministres, dont le premier d'entre eux, Edouard Philippe, Bruno Le Maire (économie et finances) et Jacques Mézard (cohésion des territoires), ont porté sur les fonts baptismaux, mercredi 30 mai, la Banque des territoires. Un lancement en grande pompe pour une banque qui n'en est pas vraiment une et qui s'attribue pour nom ce qui était jusqu'à présent, à peu de chose près, le slogan de La Banque postale : « La banque du développement des territoires ». C'est dire si les deux entités sont appelées à évoluer sur le même terrain.

« Il n'y a pas de rivalité mais une complémentarité », assure Olivier Sichel, le directeur général de la Banque des territoires. La spécificité de la Caisse des dépôts, dont cette nouvelle entité est issue, est de pouvoir intervenir sur le temps long, avec des taux à long terme, au-delà de trente ans, très compétitifs.

La Caisse des dépôts, institution bicentenaire, poursuit donc sa mue, engagée sous le précé-

dent quinquennat, en renforçant son rôle d'intervention auprès des collectivités territoriales. Pour ce faire, elle regroupe sous une même marque ce qui, auparavant, était réparti entre quatre directions (prêts, investissements, clientèles bancaires, réseau et des territoires) et deux filiales : la SCET (Services, conseil, expertises et territoires), spécialisée dans l'ingénierie, et CDC Habitat, pour le logement social. Soit un effectif total de 10 000 salariés, dont 7 500 pour la seule CDC Habitat.

« Le but, c'est de donner de la visibilité à nos activités », poursuit M. Sichel. La demande de nos clients, c'était d'avoir des interlocuteurs proches, qui connaissent les problématiques locales, et il nous était reproché un fonctionnement en silos. Quand il y avait des projets mixant le prêt, l'investissement, l'ingénierie et le conseil, voire la mise en œuvre avec la construction de logements, ils étaient renvoyés entre les services et des tas d'interlocuteurs différents. » La Banque des territoires

## La Caisse des dépôts poursuit sa mue en renforçant son rôle d'intervention auprès des collectivités territoriales

doit être en capacité de mobiliser en moyenne 20 milliards par an : 15 milliards de prêts au logement social, 2 milliards en complément du plan logement, 1,5 milliard de prêts aux collectivités et 1,5 milliard d'investissements en fonds propres. Avec une véritable déconcentration des décisions au niveau des directions régionales. Déjà, en ce qui concernait les prêts, 80 % des décisions d'engagement étaient prises en région mais, en matière d'investissements, tout remontait à Paris.

Désormais, au-dessous d'un seuil de un million d'euros, les régions auront le pouvoir de décision.

« Le premier verbe, pour nous, c'est accompagner », affirme M. Sichel. On n'est pas là pour se substituer aux élus. Les projets n'ont de chance d'aboutir que s'ils sont portés par les représentants élus par les citoyens et s'ils ont fait l'objet d'un vaste consensus dans le territoire. » Il cite à cet égard l'exemple du projet, qui a mis du temps à émerger mais est en train de prendre forme, sous la houlette du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique, Sébastien Lecornu, pour la reconversion du territoire de Fessenheim (Haut-Rhin) après la fermeture de la centrale nucléaire.

Toutefois, si le premier ministre s'est félicité que les élus aient désormais « une banque vers laquelle se tourner, une banque qui parle leur langue, qui comprend leurs contraintes et qui regarde un peu plus loin que leur profil d'emprunteur », des interrogations demeurent sur la proximité des terrains d'intervention entre la Ban-

que des territoires et La Banque postale. C'est le ministre de l'économie et des finances lui-même qui s'en est fait l'écho.

## « Rivalités d'arrière-garde »

« J'entends que La Banque postale et la Banque des territoires se concurrent. Ce sont des rivalités d'arrière-garde, a assuré M. Le Maire. On peut parfaitement envisager un rapprochement. Pourquoi ne pas réfléchir à ce que La Banque postale et la Caisse des dépôts peuvent faire ensemble ? » De quoi alimenter les supputations. « La Caisse est actionnaire de La Poste. Il y a des métiers communs, notamment le prêt aux collectivités. Il y a un sens à ce que La Banque postale soit mieux articulée avec la Banque des territoires, sachant qu'il y a un lien capitalistique », explique Bercy.

D'autant qu'un deuxième sujet d'inquiétude agite les couloirs de la Caisse des dépôts, institution financière de l'Etat placée, comme le dit la formule, « de la manière la plus spéciale sous la surveillance et la garantie du

Parlement ». A ce titre, trois députés et deux sénateurs siègent à la commission de surveillance, actuellement présidée par Sophie Errante, députée (LRM) de Loire-Atlantique. « La gouvernance de la Caisse doit être modifiée, c'est aussi nécessaire qu'une piqûre de vaccin pour votre enfant », a lancé M. Le Maire lors de la journée de lancement de la banque.

Cette modernisation de la gouvernance de la Caisse des dépôts devrait être inscrite dans la prochaine loi Pacte (plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises) que porte le ministre de l'économie. Bercy assure que ces inquiétudes ne sont pas fondées. « Il s'agit de modifier la composition de la commission de surveillance en introduisant des représentants des salariés tout en maintenant les parlementaires et de transférer à l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution la tâche de supervision prudentielle, indique l'entourage du ministre. Le rôle du Parlement ne change pas. » ■

PATRICK ROGER

# Michel Cardon, une nouvelle vie loin de la prison

« Le Monde » a suivi, vendredi 1<sup>er</sup> juin, les premiers pas d'homme libre de l'un des plus anciens détenus de France

BAPAUME (PAS-DE-CALAIS) -  
envoyée spéciale

Sur ses vêtements, le temps s'est arrêté. Pour ce premier jour de liberté depuis 1979, Michel Cardon a choisi de porter à nouveau une chemise, comme le jour de son arrestation. Avant de quitter le centre de détention de Bapaume, dans le Pas-de-Calais, il a aussi tenu à « faire sa cellule », poussant le scrupule jusqu'à la ranger au cordeau. Si bien que, ce 1<sup>er</sup> juin, Michel Cardon a été libéré un peu en retard sur l'horaire prévu. A 8 heures 40, la porte de la guérite s'est ouverte, froide et mécanique comme ses bips, poussant presque Cardon hors des murs. « Bon courage », lui ont glissé en guise d'adieu ses codétenus.

Michel Cardon a 67 ans, le pas fragile et chancelant, le teint pâle et les cheveux gris – un vrai passe-muraille. Quarante ans et sept mois de vie carcérale n'ont pas réussi à remplir entièrement le chariot métallique qui transporte les affaires de l'un des plus anciens détenus de France : un sac-poubelle pour ses papiers, deux ou trois pulls et pantalons fourrés dans un cabas Carrefour, un radiocassette portatif et sa vieille télé, soigneusement rangée dans son emballage d'origine. Dessus, la main du détenu a écrit « Cardon », avec un « C » majuscule aussi gracieusement calligraphié qu'au temps du certificat d'études. Sur une autre étiquette, son numéro d'écroutillage des dessins de Spirou et de Mademoiselle Jeanne, deux personnages dont l'évocation lui tire un large et bon sourire, sa marque de fabrique.

**Il ne regrette que sa jeunesse, celle des « Dames de la côte », de « Thierry la Fronde », et de « toutes ces choses qu'on ne voit plus »**

Il a quatorze ans, en 1965, quand il commence à travailler « en poissonnerie », à Amiens. Son père, Louis, était maçon ; Marie-Louise, son épouse, veille sur la famille – au creux du poignet gauche de Michel, un tatouage (« A ma mère ») lui rend un hommage indélébile, tandis que dans l'avant-bras se love une pin-up, nue. Le gamin devient ensuite « ramasseur de cartons et de métaux », traquant d'Abbeville à Fort-Mahon cuivre et vieux papiers, comme tant de gavroches de l'après-guerre. Il ne gagne plus que « 20 à 30 francs » par mois et traîne avec des clochards picards.

**« Vous êtes libre, Michel ! »**

Un jour noir d'octobre 1977, Michel et un copain ferrailleux décident de voler le magot que leur voisin impotent planquerait, dit-on, près de son lit. Le vieil homme se réveille, reconnaît les deux intrus, et décide des coups de balai et de celui, de pierre, porté par le copain de Cardon. Aux assises de la Somme, l'avocat général requiert la peine de mort. Le bourreau prend vite la route d'Amiens avec sa guillotine.

« Nous n'avons pas le droit d'éliminer physiquement les tarés, les déçus, plaide heureusement l'un des avocats des deux braqueurs. La société n'a pas le droit de mettre à mort deux des siens qui ont fauté, elle a simplement le droit de s'en protéger. » Le tandem est sauvé : prison à perpétuité. Le complice de Michel y meurt quelques années plus tard.

Le paquetage de Cardon tient tout entier dans la Mini Cooper d'Eric Morain, l'avocat à gilet et pochette mauves qui, belle victoire !, vient il y a quelques minutes de voir « Michel » passer la porte de la prison. L'histoire commence à l'été 2016. Le pénaliste parisien lit dans *La Voix du Nord* le récit de Joël L., tout juste sorti de Bapaume, où il s'est pris d'amitié pour un certain « Michel », déjà lourd de quatre décennies de prison. Trimbalé depuis lors de centrale en centre de détention, ce Cardon occupe ses journées « renfermé sur lui-même » à fumer devant sa télé, sans famille, sans visites, sans avocat. « J'ai vu l'abbé Faria d'Alexandre Dumas emmuré au château d'If », se souvient M<sup>e</sup> Morain. Il se dépense gracieusement pour cet oublié de l'administration pénitentiaire qui « aurait pu, grâce à des aménagements de peine, sortir de prison il y a déjà douze ans. »

« Vous êtes libre, Michel ! », lance le pénaliste vingt mois plus tard quand sa Mini quitte la maison d'arrêt direction le Val-d'Oise, où un centre pour personnes « désocialisées » a accepté d'accueillir son client. « Je ne voulais pas de l'Ehpad de Bapaume, confie l'avocat parisien. Je tenais à éviter de faire passer Michel du statut de détenu à celui de vieux ou malade et tenais à l'éloigner de la ville où il a

passé vingt-deux ans ». Dans la voiture, l'ancien détenu, mains encastées l'une dans l'autre comme un pénitent ou ces personnes âgées rescapées d'un accident vasculaire cérébral, ne jette pas un coup d'œil sur le mirador et les barbelés derrière lui.

**Scénographie millimétrée**

Depuis l'AVC qui en 2012 l'a mené pour deux ans à l'hôpital pénitentiaire de Fresnes, chaque phrase prononcée ressemble à une souffrance. « – Rien ne va vous manquer, Michel ? – Rien », répond le passager, qu'un séjour dans la promiscuité de la centrale alsacienne d'Ensisheim a beaucoup traumatisé. Il confesse : il a « beaucoup pleuré » en prison. Il ne regrette que sa jeunesse, celle des *Dames de la côte*, de *Thierry la Fronde*, de Tino Rossi et de « toutes ces choses qu'on ne voit plus aujourd'hui », souffle-t-il entre deux quintes de mauvaise toux.

Lorsque M<sup>e</sup> Morain atteint enfin le centre d'hébergement, son passager a toutes les peines du monde à ouvrir sa portière : tant de gestes et d'habitudes se perdent, en quarante ans. Quand il marche, ses jambes maigres flotent dans son pantalon trop rigide, on croirait qu'il va s'envoler. Un massif de roses s'étend devant l'aile du bâtiment qui l'héberge. Il y a quelques semaines, lors d'une permission de sortie, Michel Cardon quittait son banc pour en faire le tour chaque demi-heure, comme retenu par un licol imaginaire. Sans doute a-t-il besoin de répéter la scénographie millimétrée des promenades pénitentiaires avant de grandes balades en liberté dans le parc. ■

ARIANE CHEMIN

# Radicalisation : un fichier inquiète des psychiatres

Une base de données conservera trois ans les noms des malades internés d'office

Le sujet agite une partie des professionnels de la psychiatrie depuis quelques jours. Le 23 mai, un décret paru au *Journal officiel* a validé l'extension du fichier des personnes ayant subi des soins psychiatriques sans consentement (Hopsy) dans un but de prévention de la radicalisation. En clair, l'élargissement de la durée de l'enregistrement dans ce fichier de toutes les personnes qui auraient été internées à la suite d'un épisode de fragilité mentale.

Alors que la préservation du secret médical est un sujet sensible chez beaucoup de praticiens, ce décret est l'aboutissement d'une des 60 mesures annoncées dans le dernier plan national de prévention de la radicalisation, dévoilé en février : la mesure 39 en particulier. Dans un langage très technique, celle-ci prévoyait d'« actualiser les dispositions existantes relatives à l'accès et à la conservation des données sensibles » contenues dans le fichier Hopsy.

Le dernier décret ne crée pas de nouveau fichier, mais il allonge de un à trois ans la durée de conservation des données de toute personne ayant pu être concernée par un internement psychiatrique. Il centralise par ailleurs des données auparavant éparpillées dans les départements. Le fichier Hopsy pourra désormais être interrogé nationalement. Une évolution qui marque la prise en compte de la dimension psychiatrique observée dans plusieurs passages à l'acte terroriste ces dernières années, comme lors de l'attentat de Nice, en juillet 2016.

**« Stigmatisation »**

« Ce qui nous inquiète c'est la stigmatisation qu'opère cette conservation des données de toutes les personnes ayant pu subir un simple moment dépressif dans leur vie. Le décret ne prévoit aucune possibilité de s'opposer à son enregistrement », alerte Michel David, psychiatre, président de l'Association des secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire et membre du bureau du principal syndicat des psychiatres ayant une activité hospitalière, le SPH. Selon le docteur David, son syndicat travaille à un recours gracieux auprès du premier ministre et à un référé-liberté au Conseil d'Etat. Une démarche non suivie, à ce stade, par d'autres organisations de praticiens.

Au cabinet de la ministre de la santé, Agnès Buzyn, on se veut rassurant : « Il n'y a pas de changement fondamental. Les études

**Cette évolution prend en compte la dimension psychiatrique observée dans plusieurs attaques terroristes**

montrent qu'une personne qui a été malade risque de rechuter dans une période qui va de un à trois ans. Il fallait donc simplement adapter le fichier à cette réalité. » « La radicalisation n'a pas plus de mono-causalité psychiatrique que de mono-causalité économique ou religieuse, mais la dimension psychologique ne peut pas être totalement écartée », plaide pour sa part Muriel Domenach, la secrétaire générale du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Au ministère de l'intérieur, on avance d'autres intérêts. « L'enjeu n'est pas juste la radicalisation, mais aussi toutes les procédures administratives qui prévoient une consultation préalable d'Hopsy telles que la délivrance d'autorisations de détention d'armes qui revient aux préfets. » Ces derniers n'auront toutefois pas d'accès direct au fichier. Comme toute une liste de personnes destinataires (procureurs, maires, etc.), ils devront passer par le filtre des personnels habilités des établissements de soins ou des agences régionales de santé (ARS).

Cette extension d'Hopsy s'accompagne de recommandations faites par les ARS aux directeurs d'établissement de santé. Le but : qu'ils signalent dans un délai de moins de vingt-quatre heures les sorties définitives des personnes internées, comme a pu le constater *Le Monde* dans un courrier du 28 mars, adressé par l'ARS de Normandie aux directeurs d'établissement. Des recommandations qui s'inscrivent là aussi dans le « renforcement » des relations entre professionnels de santé et préfectures voulu par le plan de prévention de la radicalisation.

Malgré quelques réserves – notamment sur la durée de conservation des données –, la Commission nationale de l'informatique et des libertés a donné son feu vert, dans un avis du 3 mai, à l'extension du fichier Hopsy. ■

ELISE VINCENT

# La majorité renonce à bouleverser la loi littoral

Les députés ont rejeté plusieurs assouplissements de ce dispositif-clé pour l'écologie, demandés par le gouvernement lors de l'examen du projet de loi Elan

Devant l'opposition des élus de tous bords, du Front national à La France insoumise, le gouvernement et sa majorité ont, vendredi 1<sup>er</sup> juin, reculé sur les assouplissements qu'ils souhaitaient pour la loi littoral. Adoptée à l'unanimité en 1986, cette loi historique pour l'écologie contrôle, voire interdit, la construction dans les espaces proches des rivages, notamment la bande des cent mètres le long des mers et des lacs, et protège les espaces non urbanisés des 1210 communes concernées. Ce sujet sensible s'est invité par surprise dans la discussion du projet de loi d'évolution du logement de l'aménagement et du numérique (Elan), actuellement discuté et dont le texte initial ne disait mot.

Des élus bretons et une cinquantaine de députés de La République en marche (LRM) étaient à la manœuvre, lors des discussions préalables en commission des affaires économiques, pour faire adopter quatre nouveaux articles écornant sérieusement, jusque dans son esprit, la loi littoral. Ils voulaient d'abord permettre de combler les « dents creuses » dans des « territoires intermédiaires à l'urbanisation dispersée ou diffuse », y compris dans la sacrosainte bande des cent mètres. Le député LRM du Morbihan, Hervé Pellois, a plaidé pouvoir, ainsi, aménager, à Baden, une école de voile, ce projet ayant

été annulé par le tribunal administratif à l'initiative de l'association Les amis des chemins de ronde du Morbihan.

Les élus bretons ont aussi avancé la nécessité de développer des activités économiques, notamment ostréicoles. Cette proposition a partiellement abouti, mais de façon très encadrée, avec l'exigence que les « schémas de cohérence territoriale » définissent au préalable ces périmètres, se limitent au logement et équipements de service public, et excluent la bande des cent mètres. « C'est moins pire que la rédaction initiale, estime Benoist Busson, avocat spécialiste, mais permettre la construction dans ces zones d'urbanisation diffuse, c'est accorder une prime aux communes laxistes qui ont accordé des permis de construire, favorisant le mitage du paysage. »

**Maisons de pêcheurs à prix d'or**

Plus pernicieux est l'article qui autorise la construction de bâtiments dans des zones non urbanisées. Cette possibilité existait déjà pour l'installation d'activités agricoles ou forestières « incompatibles avec le voisinage des zones habitées » en raison de leurs nuisances, comme c'est le cas typique d'une porcherie. La nouvelle version supprime cette restriction et permet donc toute construction, même non nuisante, dans ces zones : « C'est un

**Les élus bretons ont avancé la nécessité de développer des activités économiques, notamment ostréicoles**

vieil amendement, poussé par les professions agricoles, qui va permettre de construire des bâtiments d'exploitation pour, quelques années plus tard, les vendre et les transformer, en toute illégalité, en habitations, proteste Olivier Lozachmeur, consultant spécialiste de la loi littoral. On a ainsi vu de petites cabanes d'ostréiculteurs ou des maisons de pêcheurs vendues à prix d'or sur le bassin d'Arcachon, pour en faire des résidences secondaires. »

Les élus ont repoussé deux autres propositions. L'une aurait permis d'édifier des équipements collectifs en dérogeant à la loi littoral dans les territoires ultramarins et les îles continentales : « Mais d'où vient cet amendement ? s'est étonnée Ericka Bareigts, députée (Nouvelle Gauche) de La Réunion. L'outre-mer n'a rien demandé et nous voulons, nous aussi, protéger notre territoire, préserver notre biodiversité.

Si nous avons besoin d'une équipe collective, nous saurons utiliser les dispositions à notre portée », a-t-elle lancé aux ministres chargés de la cohésion des territoires, Jacques Mézard et Julien Denormandie. « Dites-nous, messieurs les ministres, quel est le projet derrière cet amendement ? », a appuyé François Pupponi, député (Nouvelle Gauche) du Val-d'Oise. C'est peut-être la décharge de Tallone, en Corse, qui était visée, et d'autres, sur d'autres îles. Ou bien fallait-il légaliser le super incinérateur d'Echillais, près de Rochefort (Charente-Maritime), après ses déboires, en décembre 2017, devant le tribunal administratif de Bordeaux ?

De même a été rejetée la possibilité d'installer des centrales photovoltaïques près des rivages, jugées trop consommatrices d'espace et pas du tout indispensables dans ces sites, ce qui met fin à de tels projets dans le Morbihan, à Sarzeau, ou sur l'île d'Oléron. Ces deux rejets ont été votés à l'unanimité, avec l'accord du gouvernement, dans un rare moment de concorde où chacun, dans l'Hémicycle, s'est félicité de la capacité d'écoute de l'autre... et du gouvernement qui, pour la première fois, recule devant les élus. Après l'affaire du glyphosate, une autre atteinte à l'écologie aurait fait désordre. ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

JUSTICE

**Alain Soral condamné pour des dessins antisémites**

L'essayiste d'extrême droite Alain Soral a été condamné vendredi 1<sup>er</sup> juin par le tribunal correctionnel de Paris à deux peines de quatre mois de prison avec sursis et deux amendes de 5 000 euros pour provocation à la haine, après la diffusion sur son site Internet de deux dessins jugés antisémites. L'un d'eux présentait des candidats à l'Élysée en 2017 en forme de pions sur un échiquier dominé par Bernard-Henri Lévy, Julien Dray et Jacques Attali, sur fond d'étoile de David. – (AFP)

**Policiers brûlés à Viry-Châtillon : 13 suspects risquent les assises**

Le parquet d'Evry a requis un renvoi aux assises pour 13 des 17 personnes mises en examen pour l'attaque aux

cocktails Molotov de policiers à Viry-Châtillon (Essonne) le 8 octobre 2016. Si les juges suivent ces réquisitions, les 13 suspects – dont trois seraient mineurs à l'époque – seraient jugés pour tentative d'homicide sur personne dépositaire de l'autorité publique. Un non-lieu est requis pour les quatre autres. – (AFP)

EXPULSIONS

**Les délais de recours des étrangers détenus jugés non constitutionnels**

Le Conseil constitutionnel a censuré vendredi les délais de recours de cinq jours laissés aux étrangers détenus pour contester une expulsion. Ces délais peuvent rarement être respectés en raison de la difficulté d'accès à un avocat en prison, avaient plaidé lors d'une question prioritaire de constitutionnalité la Cimade, le Gisti et l'Observatoire international des prisons. – (AFP)

# Splendeur et crépuscule des Mousquetaires

Gasquet, Monfils, Simon et Tsonga, en perte de vitesse avant Roland-Garros, sont prêts à passer la main

Automne 2008, la France pense avoir un incroyable talent. Elle rêve de victoires à Roland-Garros et dans les autres tournois du Grand Chelem, d'en finir avec la nostalgie du printemps 1983. Chanteur encore lucratif, Yannick Noah va enfin trouver un successeur. D'ailleurs, le choix ne manque pas. Ils s'appellent Richard Gasquet, Gaël Monfils, Gilles Simon et Jo-Wilfried Tsonga. Ils ont entre 22 et 23 ans, sont classés entre les 10<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> places du classement ATP.

Aucun autre pays ne peut en dire autant. Ils sont quatre, un chiffre totem pour le tennis français. Quatre comme les Lacoste, Borotra, Cochet et Brugnon, ces premiers Mousquetaires à la jointure des années 1920-1930 du siècle précédent, ceux pour qui on décida de construire un stade, en 1928, et de lui donner le nom d'un aviateur afin qu'ils y défendent cette Coupe Davis rapportée des États-Unis.

Le raccourci est trop tentant. Avant le tournoi de Bercy, le 27 octobre 2008, *L'Equipe* vend en double page une filiation : « Et s'ils étaient les nouveaux Mousquetaires ? » « En sport, c'est comme avec les religions, il existe des mythes fondateurs, théorise aujourd'hui Philippe Bouin, alors chef du service tennis du quotidien sportif. Et, dans le tennis français, tout part des Mousquetaires. Le sport marche comme ça, vous avez toujours le nouveau Coppi, le nouveau Pelé. » Les intéressés posent de bonne grâce dans la tenue de leurs glorieux aînés, gilet tricoté pour Simon et casquette gavroche pour Monfils. Tsonga avoue, lui, « ne pas connaître grand-chose » d'eux. Neuf mois plus tôt, le Manceau a perdu en finale de l'Open d'Australie face à Novak Djokovic. En demi-finale, il a éparpillé façon puzzle

Rafael Nadal dans la Rod Laver Arena. Il est permis de rêver.

Dix ans plus tard, il reste le dernier Français à avoir atteint une finale en Grand Chelem. Oui, il y a eu des demi-finales pour Gasquet, Monfils et Tsonga, qui a également connu des victoires en Masters 1000, une Coupe Davis en 2017, des émotions, des succès contre les meilleurs. Mais, à l'heure du bilan, les regrets se mêlent déjà à la nostalgie pour les quatre trentenaires, dont le mieux classé (Gasquet) pointe aujourd'hui à une anonyme 32<sup>e</sup> place.

## « Des problèmes à résoudre »

Pour ce Roland-Garros 2018, les attentes sont à la hauteur de leur saison : modestes. Tsonga forfait, Simon en reconstruction, Gasquet condamné au miracle, samedi, face à Rafael Nadal au 3<sup>e</sup> tour. L'insondable Monfils et ses éternels états d'âme, le plus apte de la bande sur terre battue, a vu son match contre David Goffin interrompu vendredi par la pluie, à un set partout.

Alors faut-il déjà enterrer les nouveaux Mousquetaires et attendre la prochaine vague ? Arnaud Clément veut croire que non. Quand il évoque le destin de sa génération, Richard Gasquet passe à l'imparfait. « On était assez différents par nos parcours, mais c'était tentant de nous rapprocher. On s'était retrouvés tous les quatre dans les dix premiers à quelques mois d'intervalle. On a été une belle génération quand même. »

Dans un sport aussi individualiste que le tennis, la France avait voulu voir un destin commun à quatre garçons certes pleins d'avenir mais très dissemblables, comme l'étaient déjà Borotra, le casse-cou reconverti en politicien, Lacoste, le crocodile du fond

**Gilles Simon, Gaël Monfils, Richard Gasquet, Jo-Wilfried Tsonga et Yannick Noah, le 3 mars 2016, à Pointe-à-Pitre.**

MIGUEL MEDINA/AFP



de court, et Cochet, l'attaquant virtuose.

A part leur passeport, que peuvent avoir en commun Gasquet, le « Mozart » de Sérignan, et le cérébral Simon, resté hors des radars avant ses 20 ans ? Dans son article de 2008, Philippe Bouin soulignait déjà les différences et les limites des quatre. « Tous ont des problèmes à résoudre : de santé pour Tsonga, d'envie de se surpasser pour Gasquet, de constance pour Monfils, de coffre pour Simon. » Prophétique.

Si Gilles Simon affichait ses limites en Grand Chelem, « les trois autres avaient les qualités pour au moins en gagner un », assure un célèbre entraîneur actuel. Qui ajoute : « On gagne un Grand Chelem parce qu'on a une âme de champion. Le seul qui s'est donné les moyens pendant un moment, c'était Tsonga. Les autres n'y parviennent pas. » Une pierre dans le jardin de Gasquet et de Monfils, les deux plus précoces de la bande, les plus doués aussi. Mais quand l'un faisait du premier joueur qualifié venu un sommet de 8 000 mètres infranchissable, l'autre donnait l'impression de pas avoir choisi cette vie de tennisman. « Monfils aurait préféré devenir un champion de NBA, c'est

le plus grand gâchis. Gasquet adore le tennis mais n'a pas cette envie de devenir le mâle dominant. Et, dans ce sport, il faut avoir cette envie », tranche Philippe Bouin.

Sans travail, le talent est, paraît-il, une mauvaise habitude. Sans réflexion aussi, à en croire Toni Nadal, du haut de ses dix victoires à Roland-Garros comme entraîneur de son neveu. « Les Français comme Gasquet jouent de manière beaucoup plus esthétique que les Espagnols, estime-t-il. Le problème, c'est qu'ils jouent avec un schéma de jeu, et, quand il s'enraye, ils s'entêtent à persister dans celui-ci au lieu de s'adapter. Djokovic, Federer, Murray, Rafael, eux, s'adaptent. » Et ils gagnent tout.

## Relève incertaine

Le disque tourne en boucle : les nouveaux Mousquetaires seraient nés au mauvais moment, auraient frayé avec une génération exceptionnelle et peu partageable. « J'ai perdu mes trois demi-finales de Grand Chelem contre Federer, Djokovic, Nadal. Les types étaient monstrueux », dit Gasquet. Même mot d'excuse pour Jo-Wilfried Tsonga : « C'est clairement la concurrence qui a fait que je n'ai pas gagné. Sur plus de dix ans, ils [Federer, Nadal, Djokovic et Mur-

**« On n'a jamais demandé à être appelé comme ça... C'est une appellation assez grotesque »**

RICHARD GASQUET  
tennisman français

ray] n'ont même pas laissé un tournoi du Grand Chelem aux autres en moyenne par an. » Des miettes sur lesquelles se sont jetés Juan Martin Del Porto, en début de carrière, Marin Cilic et Stan Wawrinka, plus tard. Peut-être se sont-ils montrés plus opportunistes et déterminés que la bande des quatre. L'interstice était étroit mais il existait.

Alors, à défaut de gagner seul, il reste le collectif, la Coupe Davis. Sur ce terrain, au moins, les nouveaux peuvent prétendre rivaliser avec les anciens Mousquetaires et leurs six victoires. Mais le saladier d'argent se dérobe. La densité française ne suffit pas quand un Djokovic, un Federer ou même un Cilic se dressent de l'autre côté du filet. En 2017, les planètes s'alignent

enfin, entre forfaits adverses et tirages favorables. Au stade Pierre-Mauroy, le 26 novembre, les nouveaux Mousquetaires (moins Monfils, encore dispensé pour blessure) savourent sans réserve. Le climat est plus tiède avec les médias. Gasquet prend la mouche quand une question le renvoie encore aux Mousquetaires. « On n'a jamais demandé à être appelé comme ça, cela fait dix ans qu'on entend ce truc... C'est une appellation assez grotesque. »

Lui nie s'être éterné, dit avoir connu pire : « Je me faisais découper à même pas 18 ans. » A peine majeur, il a terrassé, en 2005, un Federer déjà numéro un mondial à Monte-Carlo. On lui prédisait un règne. Lucas Pouille (24 ans) assume trop seul la transition et l'héritage de ses partenaires de Coupe Davis. Corentin Moutet bourgeoise à peine.

Revient en mémoire la phrase de Monfils dans le fameux article de *L'Equipe*, dix ans plus tôt. « C'est bien ce qu'on a réussi pour l'instant, mais eux [les Mousquetaires], c'est carrément mythique. On verra quand on aura gagné chacun un Grand Chelem. » Le tennis français attend toujours. ■

ALEXANDRE PEDRO  
ET ÉLISABETH PINEAU

# Paul Pogba, une anomalie chez les Bleus

Le milieu de l'équipe de France a encore déçu, vendredi, lors de la victoire (3-1) contre l'Italie

NICE – envoyé spécial

Les saisons se suivent et les performances en demi-teinte de Paul Pogba en équipe de France constituent une anomalie. A force de manquer de régularité avec sa sélection, le milieu de 25 ans déçoit de plus en plus les supporters des Bleus. Et ce n'est pas sa sortie sous les sifflets, au terme de la rencontre amicale remportée (3-1) face à l'Italie, vendredi 1<sup>er</sup> juin à Nice, qui va dissiper le malaise. Branché sur courant alternatif, le numéro 6 des tricolores est une nouvelle fois passé à côté lors de cet avant-dernier match préparatoire à la Coupe du monde 2018, organisée en Russie du 14 juin au 15 juillet.

Auteur d'une prestation contrastée face à une Squadra Azzura privée du prochain Mondial et en quête d'un nouveau souffle, Pogba s'est évaporé au fil des minutes. Nonchalant, peu tranchant, il est parfois sorti de sa torpeur pour gratifier le public de l'Allianz Riviera de quelques gestes classieux. Mais ses transversales millimé-

**Agacé par la bronca qui a accompagné la sortie de son protégé, Didier Deschamps a pris sa défense**

trées et son toucher de balle soyeux n'ont toutefois pas suffi à redorer son blason.

Agacé par la bronca qui a accompagné la sortie de son protégé, Didier Deschamps a tenu à prendre sa défense en conférence de presse. « Paul n'a pas tout réussi et il a été moins actif dans la phase offensive mais il a travaillé pour l'équipe, a estimé le sélectionneur, pourtant très exigeant avec son prodige depuis ses débuts en équipe de France, en 2013. Il n'a pas tout bien fait mais il a permis à l'équipe d'être efficace sur le plan défensif. » Comme d'habitude, le milieu aux « can-

nes » interminables n'a pas daigné répondre aux journalistes en zone mixte.

L'ex-footballeur le plus cher du monde, transféré à l'été 2016 de la Juventus Turin à Manchester United contre 105 millions d'euros, a laissé ses coéquipiers se muer en paratonnerre. « On doit admirer son talent, a plaidé l'attaquant Kylian Mbappé, brillant contre l'Italie. Pogba, quoi qu'il fasse, vous direz toujours qu'il doit en faire plus. On doit surtout se dire qu'on a de la chance qu'il soit français. »

## Saison éprouvante

Malgré ces louanges, Pogba est en fâcheuse posture à quelques jours de l'entrée en lice des Bleus dans le tournoi planétaire, le 16 juin, contre l'Australie. Au sortir d'une saison éprouvante avec Manchester United, le natif de Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne) est clairement fragilisé en sélection. D'autant que la montée en puissance du milieu Corentin Tolisso, bluffant face à la Squadra, pourrait remettre en cause son statut d'indéboulonnable titulaire.

Surveillé comme le lait sur le feu par Deschamps, tenu à l'écart des obligations médiatiques depuis la polémique autour de son fameux « bras d'honneur » lors de l'Euro 2016, Pogba (53 apparitions sous le maillot tricolore) n'a guère justifié les attentes placées en lui en sélection. Elu meilleur jeune joueur du Mondial 2014, au Brésil, il ambitionnait pourtant de devenir l'un des cadres des Bleus et de décrocher le Ballon d'or. En mars, dans sa « Pogsérie » diffusée sur Canal+, le fantasme milieu assurait vouloir « être patron, sur le terrain et en dehors du terrain ».

Malgré quelques prestations de haut vol lors des qualifications à la Coupe du monde 2018, et un joli coup franc inscrit en amical (3-1) contre la Russie, en mars, le joueur de Manchester United peine à s'affirmer dans un secteur du jeu où N'Golo Kanté lui fait de l'ombre. Relèvera-t-il la tête lors du dernier match de préparation contre les États-Unis, programmé samedi 9 juin à Lyon ? Le temps presse pour l'inconstant Pogba. ■

RÉMI DUPRÉ

Susheela Raman  
Ghost Gamelan  
NOUVEL ALBUM SORTIE LE 15 JUIN  
EN CONCERT EXCEPTIONNEL  
À LA SEINE MUSICALE LE 29 JUIN  
L'Invitation au Voyage...  
naïve | Le Monde | nova | qobuz

# Emirats

## Architectes d'un nouvel empire maritime

Sous l'influence du prince héritier d'Abou Dhabi, les Emirats arabes unis mènent une diplomatie des ports et de la canonnière, du Yémen à la Corne de l'Afrique, cherchant à étendre leur emprise jusque dans l'océan Indien

LOUIS IMBERT

Le premier ministre du Yémen, Ahmed Ben Dagher, a une façon bien à lui de rappeler à ses concitoyens qu'ils dépendent encore d'une autorité centrale : un gouvernement impuissant, certes, pathétique souvent, mais M. Ben Dagher ne s'en laisse pas conter. L'hiver dernier, cet apparatchik rondouillard à la voix fluette est resté enfermé durant plusieurs semaines dans le palais présidentiel d'Aden, capitale provisoire du pays depuis 2015. C'était une preuve de courage incontestable : la plupart des ministres ne mettent plus les pieds dans cette cité portuaire hostile, préférant vivre un exil plus tranquille en Arabie saoudite ou dans les pays amis de la région.

Fin janvier, des combats ont éclaté entre la garde présidentielle et le mouvement séparatiste du Yémen du Sud, appuyé par des milices salafistes, qui demandaient la démission de M. Ben Dagher et de son gouvernement. Ces forces se sont imposées dans une large partie de la ville, jusqu'aux grilles du palais, avec la bénédiction de leur parrain régional, les Emirats arabes unis. Le premier ministre avait finalement pu quitter Aden grâce à une médiation saoudienne.

### Sur l'île yéménite de Socotra

Le 28 avril, M. Ben Dagher a remis le couvert. Pour rappeler l'Etat yéménite au bon souvenir de la population de Socotra, il s'est rendu dans cet archipel isolé, un bijou de la nature à l'écosystème unique au monde, situé à l'embouchure du golfe d'Aden. Une plaque commémorative a été posée dans le village d'Halaf et des projets de développement ont été annoncés. En réaction, les forces armées émiraties, qui occupent une base yéménite à Socotra, ont fait atterrir quatre avions de transport colossaux, des C-17 américains, sur l'unique piste de l'archipel : ils ont débarqué des blindés, dont au moins deux véhicules de combat BMP-3, et une centaine de soldats. Face à cette démonstration de force, M. Ben Dagher a tenu bon, affirmant qu'il ne quitterait pas l'île tant que les Emirats ne réduiraient pas leur présence. Ceux-ci contrôlant le port et l'aéroport, le premier ministre yéménite était en réalité à leur merci. Il a dû regagner Riyad le 14 mai.

M. Ben Dagher accuse les Emirats de coloniser son pays, à la faveur de la guerre qu'ils mènent au Yémen depuis mars 2015, au sein d'une coalition de pays arabes menée par l'Arabie saoudite contre la rébellion houthiste. De Socotra, les Emirats sont en train de faire une sorte de porte-avions géant : ils y étendent leurs installations militaires, y stockent des produits de première nécessité, leurs C-17 font des allers-retours au

Yémen du Sud, chargés de matériel. Et leurs forces spéciales s'y entraînent, fraternisant avec une unité locale de l'armée, dont les soldes sont payées par... Abou Dhabi.

Les Socotris, délaissés par leur gouvernement central, mais jusqu'ici demeurés en marge de la guerre, apprécient les investissements émiratis dans leurs infrastructures locales, ainsi que les permis de travail et les soins de santé qui leur sont offerts aux Emirats depuis trois ans. Ils ont cependant pris peur face à la démonstration de force du mois de mai. Des manifestants ont alors brandi le drapeau yéménite et dénoncé la mainmise étrangère. Il a fallu que l'Arabie saoudite déploie à son tour des troupes, prétextant vouloir organiser une « formation » de l'armée yéménite sur l'île. Mais il n'est pas certain que ce débarquement suffise à rassurer les habitants de Socotra.

L'Arabie saoudite, intervenue au Yémen avec l'aval d'une résolution de l'ONU, en soutien au gouvernement en exil, paraît avancer en aveugle. Elle bombarde les hauts plateaux montagneux du Nord ainsi que la capitale, Sanaa, tenus par les rebelles, sans résultat probant. Elle espère que les rebelles finiront par s'écrouler sous une pression militaire accrue, ou qu'ils acceptent de négocier selon ses termes. Quant aux Emirats, ils sont pressés d'en finir et savent ce qu'ils veulent. Ils ne regardent pas vers les cols imprenables qui mènent à Sanaa : ils ont les yeux tournés vers la mer.

### Le contrôle du détroit de Bab Al-Mandab

La « Sparte du Proche-Orient » a une vision et une stratégie pour la faire advenir. Ce chaquet de micromonarchies peuplées de moins de 1 million de citoyens et indépendantes depuis 1971, tenu d'une main puissante par Abou Dhabi, se veut la principale force militaire de la péninsule Arabique. L'homme fort de la fédération, le régent d'Abou Dhabi, Mohammed Ben Zayed Al-Nahyan, 57 ans, pilote de chasse de formation, a bâti une aviation et des forces spéciales de premier rang. Il rêve désormais de puissance maritime. « MBZ » mène une diplomatie des ports et de la canonnière, du Yémen à la Corne de l'Afrique, poussant son influence jusque dans l'océan Indien, aux Maldives, aux Seychelles et aux Comores.

Situés sur une langue exiguë de désert sablonneux, les Emirats se sentent à l'étroit face au géant iranien, qu'ils perçoivent comme une menace existentielle, sur l'autre rive du golfe Persique. Abou Dhabi se ménage donc une profondeur stratégique au large. « MBZ » a compris qu'il trouvera sa sécurité hors du Golfe. Il anticipe un conflit avec l'Iran, qui pourrait entraîner un minage du détroit d'Ormuz, et cherche donc à renforcer son accès à l'océan », note un observateur étranger. D'où

la sollicitude d'Abou Dhabi pour Foujeerah, le seul des sept émirats de la fédération à avoir un accès étendu à la mer d'Oman.

« Regardez la carte ! C'est un empire que l'Iran construit dans le nord du Moyen-Orient, de Téhéran à la Méditerranée. Les Iraniens tiennent déjà l'Irak, la Syrie et le Liban sous leur emprise. Aujourd'hui, ils cherchent à descendre vers le sud, vers nous ! Nous faisons face à un siège stratégique », estime Mustafa Alani, analyste au Gulf Research Center, basé à Dubaï. Dans la péninsule Arabique, majoritairement sunnite, les Emirats redoutent l'influence qu'exerce l'Iran chiïte sur les houthistes du Yémen, issus d'une branche du chiïsme.

Pour Téhéran, les houthistes sont un allié de circonstance, capable de tourmenter à peu de frais les monarchies du Golfe. Pour ces dernières, pas question de se laisser prendre à revers : « A long terme, notre problème est de garder ouverts le détroit d'Ormuz, dans le golfe Persique, et celui de Bab Al-Mandab [qui ferme la mer Rouge, entre le Yémen et l'Afrique]. Cet enjeu dépasse de loin la guerre au Yémen et les houthistes. Les Emirats sont prêts à payer le prix. Bab Al-Mandab constitue une ligne rouge : ils n'autoriseront jamais l'Iran à en prendre le contrôle », affirme M. Alani.

Dans ces eaux étroites, l'une des principales voies maritimes de la planète, qui commande l'accès à la Méditerranée par le canal de Suez, les Emirats s'érigent en protecteurs du trafic pétrolier. Les houthistes ont visé des bateaux de la coalition et de commerce à plusieurs reprises depuis 2015, signalant leur capacité de nuisance. Le 3 avril, ils ont causé des dégâts mineurs à un tanker saoudien en mer Rouge, au lendemain d'un bombardement aérien meurtrier de la coalition sur Hodeïda, le principal port du Yémen.

Abou Dhabi est le grand ordonnateur de l'offensive en cours contre ce port devenu l'accès principal des houthistes au monde extérieur – un bain de sang annoncé. La flotte émiratie contribue aussi au blocus partiel imposé par la coalition aux zones rebelles. « Leurs équipages sont capables de tenir quatre-vingt-dix jours sur des Baynunah, leurs petites corvettes surarmées mais pas confortables, en mer du Yémen. Les Saoudiens, eux, rentrent au port après deux jours de mer... », constate l'observateur étranger, admiratif des progrès rapides de la marine émiratie.

### Une base militaire sur les côtes de l'Erythrée

Depuis le début de la guerre au Yémen, les Emirats ont décuplé leur présence sur les côtes africaines voisines, où ils exercent une influence de longue date. A Assab, à l'extrémité sud de l'Erythrée, ils ont pris possession d'un petit port abandonné, sur lequel l'Iran avait un temps logné. Abou Dhabi y a modernisé une vieille piste italienne, délaissée par l'armée soviétique à la fin de la guerre

**ABOU DHABI A LE GOÛT DES « ZONES GRISES » : YÉMEN DU SUD, PUNTLAND, SOMALILAND... AUXQUELS IL OFFRE SUBSIDES ET PROTECTION EN ÉCHANGE D'IMPLANTATIONS MILITAIRES ET COMMERCIALES**

froide. Des photographies aériennes, analysées par le site spécialisé *Jane's 360*, ont montré des installations accueillant des Mirage 2000, une flotte d'hélicoptères et des avions de transport pour les blindés émiratis... Abou Dhabi y parque également des avions de transport plus petits, utilisés pour mitrailler les positions houthistes, en appui de l'avancée de ses alliés yéménites. Une partie de ces alliés, qui mènent l'essentiel des combats au sol, sont d'ailleurs entraînés à Assab. Des installations portuaires proches de l'aéroport semblaient en passe d'être achevées en novembre 2017 : elles hébergeaient alors des engins de débarquement, des vedettes rapides d'attaque et des patrouilles.

La multinationale portuaire Dubaï Port World (DP World), bras économique de la diplomatie maritime des Emirats, envisagerait de développer à Assab des infrastructures commerciales. L'arrière-pays n'est pourtant qu'un désert rocailleux, relié par une mauvaise route à la capitale érythréenne Asmara, située à 500 km au nord... Le grand voisin éthiopien, dont l'Erythrée s'est détachée en 1991, au terme d'une guerre fratricide qui ne s'est jamais totalement terminée, craint que le loyer d'Assab ne permette à la dictature d'Issayas Afeworki de perdurer. Ce bail, dont l'Erythrée a nié qu'il ait été signé pour quarante ans, s'accompagne, selon les experts de l'ONU, d'un « transfert de matériel militaire vers l'Erythrée et d'une assistance militaire », en violation de l'embargo sur les armes imposé depuis 2009 à ce pays, l'un des plus répressifs au monde.

Les stratèges d'Abou Dhabi ont étudié les vieilles cartes soviétiques de toute la région, investissant des ports négligés depuis la fin de la guerre froide. Ils ont aussi le goût des « zones grises » : Yémen du Sud, Puntland, Somaliland, autant de proto-Etats non reconnus par la communauté internationale auxquels ils offrent subsides et protection en échange de leur implantation militaire et commerciale. Avec cet empire en construction, les Emirats poursuivent une double stratégie : DP World étend le réseau de ses terminaux portuaires en bonne intelligence avec l'armée ; partout, généraux et hommes d'affaires émiratis opèrent main dans la main.

En Somalie, où la guerre civile n'a jamais cessé depuis 1991, la capitale Mogadiscio et son port commercial demeurent sous l'in-





Abdulrahman Issa Al-Atik, vice-président d'un groupe pétrochimique émirati, présente le projet d'expansion d'une raffinerie de pétrole en Inde, le 13 mai, à Abou Dhabi.

CHRISTOPHE VISIEUX/BLOOMBERG

vembre 2017, que les Emirats étaient en train d'aménager la base militaire de Berbera, neuf mois après avoir signé le bail. Des travaux que le président du Somaliland s'efforce de ralentir, redoutant une réaction violente de Mogadiscio. La capitale somalienne pouvait s'accommoder du développement du port commercial, mais la base militaire lui paraît une menace insupportable. Pour l'heure, ce sont les djihadistes du groupe Al-Chabab qui tirent le plus grand bénéfice de ces luttes d'influence.

### Echec à Djibouti

Les Emirats ne seraient probablement jamais entrés en Somalie s'ils n'avaient dû quitter Djibouti, contraints et forcés. DP World y développait depuis 2006, à 250 km à l'ouest de Berbera, le port commercial de Doraleh : le poumon économique de l'Éthiopie voisine. Les Emiratis y avaient de grandes ambitions, envisageant même de construire un pont entre Djibouti et le Yémen : 29 km au-dessus de la mer Rouge.

En 2015, la relation tourne à l'aigre. Djibouti exige le paiement de 1 million de dollars par jour pour l'ouverture d'une plate-forme de recherche et de sauvetage, demandée par les Emiratis dans le cadre de leur guerre au Yémen. Pis, DP World réalise que Djibouti a vendu des parts du port de Doraleh à la Chine, qui entame de gigantesques travaux d'infrastructures alentour. Pékin entend faire de Djibouti une étape de ses « nouvelles routes de la soie » et son principal point d'entrée sur le continent africain. « L'investissement des Emirats a soudain perdu l'essentiel de sa valeur. Mohammed Ben Zayed s'est senti arnaqué et n'a plus décollé », se rappelle l'observateur étranger. Une gifle, flanquée par un officier djiboutien à l'ambassadeur émirati, envenime l'affaire. La Chine a fini par ouvrir à Djibouti sa première base militaire dans la région, qui vient s'ajouter aux bases françaises, américaine, japonaise, italienne et saoudienne déjà présentes.

DP World s'était appuyé à Doraleh sur un intermédiaire djiboutien, Abdourahman Boreh, longtemps proche du président Ismaël Omar Guelleh. Tombé en disgrâce, M. Boreh finance désormais l'opposition locale depuis Dubaï. En février 2018, Djibouti a fini par dénoncer le contrat de DP World. L'affaire devra être tranchée par une cour internationale d'arbitrage à Londres.

Militairement, Abou Dhabi construit son empire maritime pour contrer la menace iranienne. Ses batailles commerciales, elles, se jouent dans un espace beaucoup plus vaste : les Emirats veulent préserver la place charnière de leur port de Djebel Ali, l'un des dix plus actifs au monde, au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. Pour s'inscrire au premier rang dans les tentaculaires routes de la soie chinoises, ils rivalisent avec des terminaux portuaires qui se développent en Iran, au Pakistan et à Oman. Mais le pré carré des Emirats demeure fragile face à la puissance chinoise, qui les a éjectés de Djibouti, et qui prend déjà place à son tour en Somalie, dans le port d'Hobyô (Sud), lentement, sans susciter de troubles. ■

fluence de la Turquie et du Qatar, deux puissances haïes d'Abou Dhabi en raison de leur soutien à l'islam politique. Pour faire pièce à leur présence, les Emirats financent l'opposition somalienne et s'implantent dans les régions périphériques. A l'été 2017, ils ont ainsi obtenu des concessions commerciales sur le port de Brava, dans la région du Bas-Shabelle, ainsi que dans l'entité autonome du Puntland, à Bosaso.

### Opération périlleuse au Somaliland

Un an plus tôt, DP World avait réalisé sa plus belle prise avec le port commercial de Berbera, dans la région séparatiste du Somaliland, indépendante de fait depuis 1991. Le groupe émirati l'avait emporté pour trente ans, face au français Bolloré... Ce contrat a été doublé, en février 2017, d'une conces-

sion sur une base militaire voisine. Le rouleau compresseur émirati fait « miroiter aux autorités locales une reconnaissance internationale de leur indépendance. C'est une escroquerie, et c'est dangereux : l'Éthiopie voisine prend peur, et il n'est pas exclu qu'elle intervienne militairement à Berbera », prévient le chercheur Gérard Prunier, spécialiste de la Corne de l'Afrique.

Le président du Somaliland, Muse Bihi Abdi, est un ancien combattant de l'indépendance : il sait ce qu'il doit à l'Éthiopie, qui a soutenu son combat et demeure son principal allié. « Mais, dans la phase actuelle, où la valeur géopolitique se mesure à la capacité à contrôler les flux maritimes, l'Éthiopie [qui n'a pas d'accès direct à la mer] est sérieusement démunie », note Roland Marchal, chercheur au CERI Sciences Po. Le président Abdi compte donc sur les Emirats pour rompre son isolement international et développer le

« À DJIBOUTI, L'INVESTISSEMENT ÉMIRATI A PERDU L'ESSENTIEL DE SA VALEUR. LE PRINCE S'EST SENTI "ARNAQUÉ" », SOULIGNE UN OBSERVATEUR

port languissant de Berbera, dont la principale activité demeure l'exportation de bétail vers les monarchies du Golfe.

Afin d'apaiser l'Éthiopie, DP World lui a ouvert une participation dans ce port commercial en mars 2018, suscitant aussitôt la colère du gouvernement somalien, qui s'est empressé de dénoncer auprès de l'ONU la concession militaire de Berbera, comme une violation du droit international. Le mois suivant, en avril, l'armée somalienne a mis fin à un programme de formation de ses troupes par les Emirats à Mogadiscio. Dans le même temps, des soldats somaliens saisissaient à l'aéroport de la capitale près de 10 millions de dollars (8,6 millions d'euros) en cash, dans un jet civil émirati. En représailles, Abou Dhabi a fermé l'hôpital Sheikh Zayed (du nom du père fondateur des Emirats), qu'il gérait dans la capitale.

Des experts de l'ONU concluaient, en no-

## Au Yémen, les soldats soudanais, supplétifs de la coalition arabe

**DISCRÈTEMENT**, des forces soudanaises combattent au Yémen. Si leur participation est mentionnée dans les communiqués de la coalition menée par l'Arabie saoudite, elle n'apparaît que dans les vidéos tournées par les rebelles houthistes, que ces forces combattent sur le front de Midi : une poche de territoire yéménite coincée entre la mer Rouge et les montagnes délimitant la frontière avec l'Arabie saoudite. On y voit des combattants africains qui semblent opérer de façon autonome, de nombreux cadavres, des papiers d'identité et du matériel militaire saisi.

Si Khartoum ne souhaite pas que les projecteurs soient braqués sur ses milliers de soldats envoyés au Yémen avec la coalition depuis 2015, c'est qu'il peine à légitimer auprès de son opinion publique cette guerre menée dans un pays arabe, le plus

pauvre de la région, par le plus riche, l'Arabie saoudite. Le Soudan y dépêche des paramilitaires membres de la Force de soutien rapide (RSF), un corps qui recrutait à l'origine dans les tribus arabes du Darfour, passé en 2016 de la tutelle du renseignement à celle de l'armée soudanaise. Les hommes de la RSF gardent des bases émiraties dans le sud du Yémen, et servent de chair à canon sur la côte ouest. A l'occasion, selon la presse yéménite, ils auraient refusé d'aller au combat.

La plupart des combattants soudanais tués au Yémen sont enterrés en Arabie saoudite, en terre sainte islamique. Le Soudan ne publie pas de bilan, mais un haut gradé de la RSF, Muhammad Hamdan Dogolo, a déclaré en novembre 2017 qu'il s'élevait à 412 morts au total. Les forces émiraties, peu nombreuses mais les plus actives au sol au sein de la

coalition, ont, quant à elles, enregistré une centaine de pertes.

Khartoum a signalé à plusieurs reprises sa tentation de se retirer du Yémen. Le 2 mai, le ministre de la défense soudanais, Ali Salem, a ainsi annoncé au Parlement que le régime entendait réévaluer sa participation à la guerre. Une façon de faire monter les enchères ? Les forces soudanaises venaient de reprendre, à la mi-avril, la ville de Midi pour la troisième fois. Leur position paraît désormais solide. Elles pourraient donc participer à une vaste offensive contre le port rebelle d'Hodeïda, à 170 km au sud, coordonnée par les Emirats arabes unis (EAU).

« Ce sont d'excellents soldats, tout à leur mission, disait récemment au Monde le colonel Turki Al-Malki, porte-parole de la coalition à Riyad. S'ils ne voulaient pas participer à ces opérations, ils seraient déjà partis. » Le 23 mai, le

président soudanais, Omar Al-Bachir, a réaffirmé au vice-ministre de la défense saoudien, en visite à Khartoum, que ses hommes resteraient au Yémen aussi longtemps que nécessaire.

### Rupture avec l'Iran

En 2015, M. Al-Bachir avait pris la décision, avec son chef de cabinet Taha Osman Al-Husseïn – exilé depuis à Riyad, dont il était l'interlocuteur privilégié –, d'envoyer des troupes au Yémen, sans consulter les autres figures-clés du régime. L'année suivante, le Soudan rompa ses relations diplomatiques avec l'Iran, malgré un quart de siècle de compagnonnage. En guise de remerciement, l'Arabie saoudite, grand rival régional de Téhéran, déposait 1 milliard de dollars (860 millions d'euros) à la Banque centrale soudanaise, et les Emirats 500 millions de dollars. Mais, depuis, Riyad n'a pas

versé l'aide militaire de 5 milliards de dollars promise au Soudan ; c'est la coalition qui paye les salaires de la RSF, sur le terrain, sans passer par Khartoum.

L'alignement du régime soudanais sur ses parrains du Golfe a facilité la levée partielle, en octobre 2017, de sanctions américaines. Il n'a cependant pas relancé son économie en déshérence, ni amélioré ses relations avec l'Égypte, membre passif de la coalition au Yémen. Dans la querelle qui oppose Le Caire à Addis-Abeba, au sujet de la construction d'un barrage éthiopien sur le Nil Bleu, le Soudan s'est rangé du côté éthiopien.

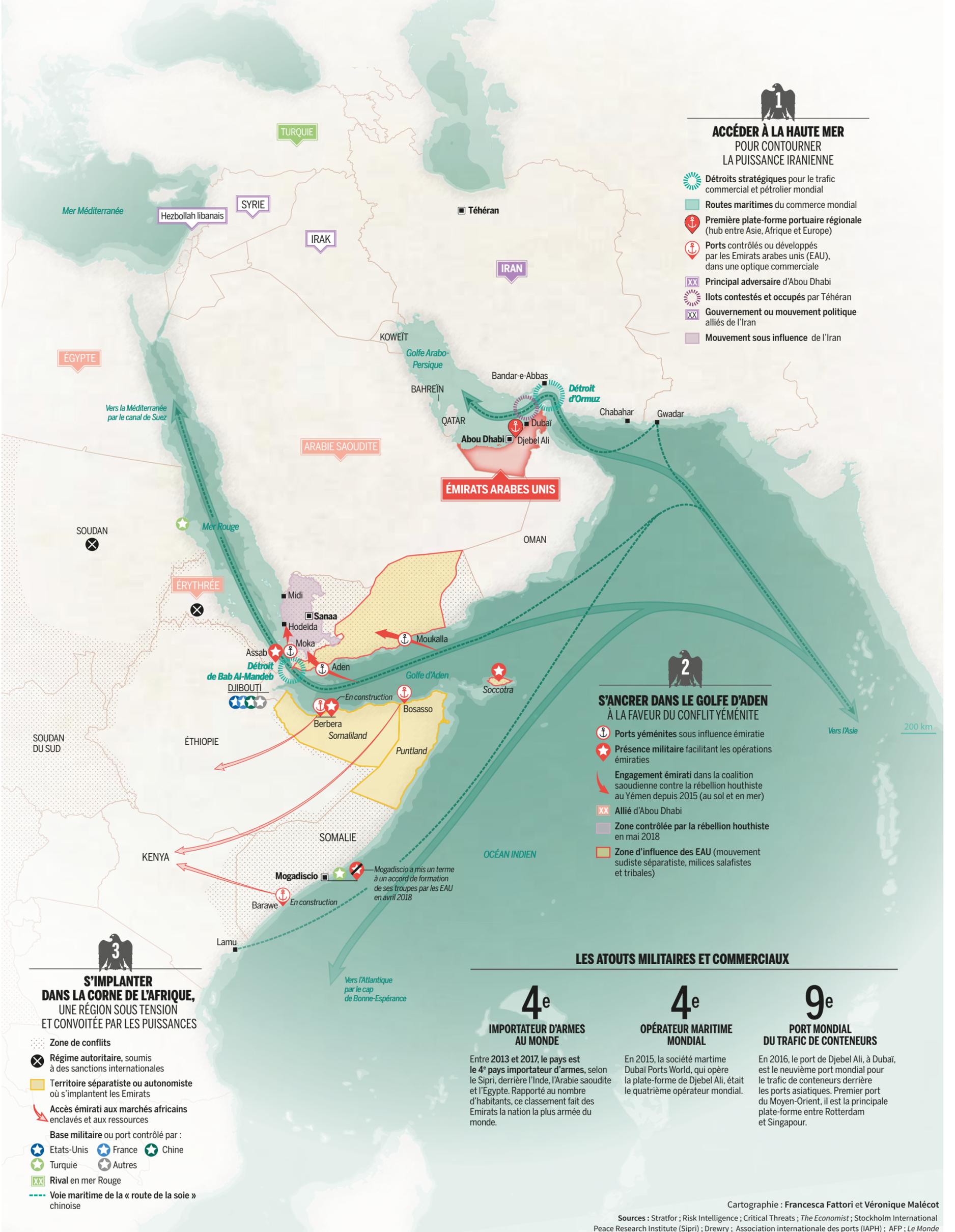
Par ailleurs, Khartoum poursuit de bonnes relations avec le Qatar et la Turquie, ennemis jurés de l'Égypte et des Emirats. Fin décembre 2017, Al-Bachir promettait même à son homologue turc de lui céder, pour quatre-

vingt-dix-neuf ans, la presque île de Suakin, vestige de l'Empire ottoman en mer Rouge. Cette annonce avait aussitôt déclenché des rumeurs de déploiement de troupes égyptiennes, émiraties et érythréennes aux côtés de rebelles soudanais, à la frontière érythro-soudanaise.

Abou Dhabi, proche allié de l'Égypte, possède aussi une base militaire sur le port érythréen d'Assab, sur la mer Rouge, dont il cherche à écarter la Turquie. Cet épisode révèle les limites de la sphère d'influence émiratie en Afrique. « Riyad et Abou Dhabi attendent de leurs alliés africains qu'ils agissent comme des clients, et que cette attitude perdure, estime Roland Marchal, chercheur au CERI Sciences Po, dans une note d'analyse récente. Cet autoritarisme (...) s'est révélé tout à fait contre-productif. » ■

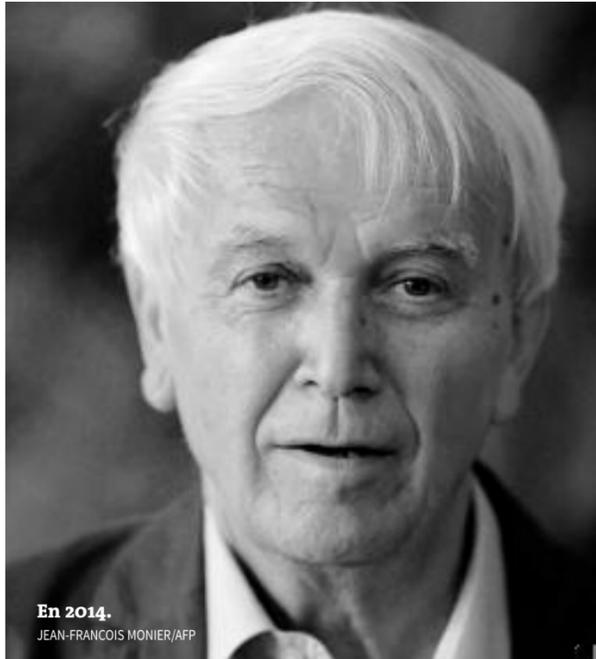
# Abou Dhabi à la conquête des mers

Afin de contrer l'influence de l'Iran chiite au Yémen et d'élargir leur pouvoir régional, les Emirats arabes unis ont lancé une stratégie maritime offensive



# Jean-Claude Boulard

## Maire du Mans



En 2014.  
JEAN-FRANÇOIS MONIER/AFP

Michel Rocard l'avait qualifié de « *défenseur acharné des mal-lotés* ». Maire socialiste du Mans depuis 2001, ancien député et ancien sénateur, Jean-Claude Boulard est mort, jeudi 31 mai, dans sa ville, à l'âge de 75 ans, des suites d'une longue maladie. Emmanuel Macron, auquel il avait apporté son soutien dès janvier 2017, a rendu hommage à son ami, « à titre personnel », « *épris d'équité et de progrès social, croyant à l'émancipation par le travail* », qui « *toute sa vie aura fait de l'intérêt général son unique boussole* ».

Fils de professeur, petit-fils du musicien Théodore Dubois – dont il écrivit la biographie –, Jean-Claude Boulard naît le 28 mars 1943 à Nantes (Loire-Atlantique). « *Par accident, racontera-t-il, j'ai passé toute mon enfance à Saint-Marceau* », dans la Sarthe. Il poursuit ses études, brillantes, au lycée Henri-IV, à Paris, puis à Sciences Po, avant d'être élève à l'ENA (promotion Turgot, 1966-1968). A sa sortie, il intègre le Conseil d'Etat, auquel il vouera une fidélité totale tout au long de sa vie, marquée par d'incessants allers et retours entre ses mandats politiques et sa carrière administrative. Maître des requêtes en 1975, il avait été admis, en 2004, à faire valoir ses droits à la retraite du Conseil d'Etat.

### Apprécié pour son humanisme

Très tôt, Jean-Claude Boulard entre en politique. « *Je suis d'une génération qui s'est engagée contre la guerre en Algérie, pour la décolonisation, expliquait-il. Naturellement, je suis allé voir du côté du PSU avec Michel Rocard. Et je me suis engagé par conviction, sans souci de carrière.* » En mars 1971, il est élu au conseil municipal de Saint-Marceau. Conseiller général (PS) de la Sarthe, dans le canton de Ballon, de 1976 à 2001, il devient, en 1981, puis de nouveau en 1988, directeur de cabinet du ministre de la mer, Louis Le Penec, rocardien comme lui. Au PS, où il se fait apprécier pour son grand humanisme, sa force de conviction et son appétit pour les questions sociales et fiscales, il se tient en marge de l'appareil. Membre du comité directeur de 1985 à 1993, il sera, de 1988 à 1992, secrétaire national du PS aux affaires sociales. Conseiller régional en 1986, Jean-Claude Boulard est élu député en juin 1988. Battu en 1993, il réintègre le Conseil d'Etat, avant de redevenir député en 1997 et jusqu'en 2002. Président de la commu-

nauté urbaine du Mans en 1983, il bataille avec Robert Jarry, le maire communiste de la ville – on parle des « *frères ennemis* » –, avant de devenir son adjoint. « *Il était l'école de la vie, disait-il, il avait une intelligence de l'action.* » En mars 2001, il est élu maire du Mans, ville qui l'accueille, en 2005, un congrès du PS. Chaleureux, il cultive la proximité, notant sur un petit carnet marron à spirales les doléances des habitants. Proche de l'entreprise et de l'université, où il donne des cours, il introduit, en 2007, le tramway à pneus, voulant avant tout « *préservé une ville facile à vivre* » et « *veiller au bon fonctionnement des équipements de quartier de proximité* ».

Son intérêt pour les questions sociales conduit Jean-Claude Boulard à s'investir, en 1991, sur la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion. A la même époque, il publie un rapport sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes. Et, en 1998, Martine Aubry le charge d'une mission sur la création de la couverture-maladie universelle (CMU). De 1999 à 2003, il préside le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En septembre 2014, il est élu sénateur de la Sarthe, ravissant à la droite un siège qu'elle détenait depuis quarante-cinq ans. Avant de démissionner, en octobre 2017, conformément à la loi sur le cumul des mandats, il avait quitté le groupe socialiste pour rejoindre celui de La République en marche. Marié et père de trois enfants, Jean-Claude Boulard a écrit de nombreux livres, souvent pittoresques, comme *L'Épopée de la sardine* (éditions Ouest-France, 1991) ou *La Langouste d'or* (Libra Diffusio, 2001). Passionné d'anthropologie, c'était aussi un catholique engagé, qui avait pris position, dans *Le Monde* du 14 février 1980, en faveur de l'ordination des femmes, s'appuyant sur le « *comportement révolutionnaire du Christ à l'égard de la femme dominée des temps bibliques* ». ■

MICHEL NOBLECOURT

## Le Monde Le Carnet

### Vos grands événements

Naissances, baptêmes, fiançailles, mariages, anniversaires de naissance

Avis de décès, remerciements, messes, condoléances, hommages, anniversaires de décès, souvenirs

Colloques, conférences, séminaires, tables-rondes, portes-ouvertes, forums, journées d'études

Soutenances de mémoire, thèses, HDR.

Expositions, vernissages, signatures, lectures, communications diverses

Pour toute information Carnet :  
☎ 01 57 28 28 28  
☎ 01 57 28 21 36  
✉ carnet@mpublicite.fr

### AU CARNET DU «MONDE»

#### Naissances

Sam KARILA (John)  
a accueilli avec joie ses frères.

Ethan (Paul)

et

Joseph (George),

le 31 mai 2018,

chez  
Claire RUSZNIEWSKI-KARILA  
et  
Olivier KARILA (Ringo).

« *Imagine all the people  
Living for today...* ».

#### Décès

M<sup>me</sup> Gisèle Schöeder,  
sa mère,  
M<sup>mes</sup> Anne Bernard-Manceau  
et Odile Bernard,  
ses sœurs,  
Grégoire Manceau,  
son neveu,  
Louis Guerry,  
Laetitia Montalcino,  
sa filleule  
Et ses ami(e)s,

ont l'immense douleur faire part du décès de

M<sup>me</sup> Hélène BERNARD,  
ENA  
(promotion Léonard de Vinci),

survenu le mardi 28 mai 2018.

La cérémonie religieuse aura lieu en la basilique Saint-Sernin de Toulouse, le mercredi 6 juin, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Chrysalis Funéraire,  
Toulouse - place Dupuy,  
Tél. : 05 61 45 47 41.

Astrid Blanchard,  
son épouse,  
Anne, Yves, Agnès et Marie,  
ses enfants,  
Emma, Alice, Louise, Maxime,  
Charlotte, Pauline, Niels et Jan,  
ses petits-enfants,  
Emile,  
son arrière-petit-fils  
Et ses très nombreux amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre BLANCHARD,  
ancien interne des Hôpitaux de Paris,  
ancien chef de clinique,  
chirurgien  
orthopédique et arthroscopique,

survenu le 31 mai 2018.

Un hommage lui sera rendu le mardi 5 juin, à 14 h 30, au crématorium des Ulis, route de Marcoussis, aux Ulis (Essonne).

Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication  
Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio  
Directeur de la rédaction Luc Bronner  
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions  
Françoise Tovo  
Direction adjointe de la rédaction  
Philippe Broussard, Alexis Delcambre, Benoît Hopquin,  
Frank Johannes, Marie-Pierre Lannelongue,  
Caroline Monnot, Cécile Prieur  
Direction éditoriale Gérard Courtois, Alain Frachon,  
Sylvie Kauffmann  
Rédaction en chef numérique  
Philippe Leceur, Michael Szadkowski  
Rédaction en chef quotidien  
Michel Guerrin, Christian Massol  
Directeur délégué au développement du groupe  
Gilles van Kote  
Directeur du développement numérique  
Julien Laroche-Joubert  
Rédacteur en chef chargé des diversifications  
éditoriales Emmanuel Davidenkoff  
Chef d'édition Sabine Ledoux  
Directeur artistique Aris Papatheodorou  
Photographie Nicolas Jimenez  
Infographie Delphine Papiin  
Médiateur Franck Nouchi  
Secrétaire générale du groupe Marguerite Moleux  
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget  
Conseil de surveillance Jean-Louis Beffa, président,  
Sébastien Carganico, vice-président

Les familles Brabetz

ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre BRABETZ,

le 30 mai 2018, à Paris,  
dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Nous avons appris avec beaucoup de tristesse le décès de

Alain CLERT,

Canal+ rend hommage au producteur d'Engrenages, l'une des séries mythiques de la chaîne

et, s'associe à la peine de sa famille et de ses proches.

Nous gardons le souvenir d'un homme d'une grande détermination et d'une élégance rare.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Yves de DARUVAR,  
grand croix de la Légion d'honneur,  
compagnon de la Libération,

survenu le 28 mai 2018,  
dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

De la part de  
Jean-Charles, Sophie, Antoine,  
ses enfants  
et leurs conjoints, Yves Thomas  
et Marina Coquery,  
Vincent, Madeleine, Anne, Mathilde  
et Caroline,  
ses petits-enfants.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 juin, à 11 heures, en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, 129, rue de Grenelle, Paris 7<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, dans le Var.

(Le Monde du 1<sup>er</sup> juin.)

Alan KELLY

« Honorable Paris musicien »,  
né à Castlebar, en Irlande,  
le 11 juillet 1941,

est décédé à Paris,  
à l'âge de soixante-quinze ans.

De la part de  
Sa famille,  
John,  
son frère,  
Mary,  
sa sœur,  
Eileen Ryan,  
sa nièce,  
Ses amis.

La cérémonie aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>, mardi 5 juin 2018, à 15 h 30.

Avec fleurs et musiques.

Frédérique et Hervé-Léo Mérie,  
ses enfants,  
Noémie Rappaz, Juliet et Lou Mérie,  
ses petits-enfants,  
Nina Catier,  
son arrière-petite-fille,  
Lise Brisson et Ghislaine Dumont,  
ses amies les plus proches,

ont accompagné

Annie MÉRIE,

dans sa volonté de mourir,  
à l'approche de ses quatre-vingt-dix ans.

Puisse la force de son choix  
nous consoler du chagrin de sa perte.

Une cérémonie en son hommage aura lieu vendredi 15 juin 2018, à 11 heures, au cimetière paysager Loup, à Loup de Cotignac, route de Montfort-sur Argens (Var).

Si vous souhaitez nous écrire ou nous prévenir de votre présence :  
frederique.merie@sfr.fr  
leomerie13@gmail.com

Le Mans (Sarthe). Challes (Sarthe).  
Paris 7<sup>e</sup>. Bourges (Cher).

Monique, Odile et Claude,  
ses enfants,  
Eloïse et Camille,  
ses petits-enfants,  
Irina,  
son arrière-petite-fille  
Ainsi que toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henriette PLAISANT,  
née RENARD,  
veuve  
du professeur Robert PLAISANT,

survenu dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 juin 2018, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-Sainte-Croix du Mans, suivie de l'inhumation au cimetière Sainte-Croix, dans l'intimité familiale.

Fleurs naturelles seulement.

Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Josette Sarniguet,  
son épouse,  
Tous les proches  
Et amis,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jean SARNIGUET,

survenu le 18 mai 2018, à Paris,  
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans une stricte intimité.

Saint-Arnoult. Paris.

Sophie Seveno,  
Stanislas Seveno,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice SEVENO,  
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le mardi 29 mai 2018.

Une célébration religieuse aura lieu en la chapelle de la basilique Sainte-Clotilde, Paris 7<sup>e</sup>, le mercredi 6 juin, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

#### Condoléances

L'Institut Paoli-Calmettes

tenait à exprimer ses condoléances à la famille de

M. Jean DOUCHY

et la remercier pour la collecte de dons réalisée à l'occasion des obsèques de ce dernier.

Les fonds collectés seront affectés aux programmes de recherche sur le cancer menés à l'Institut. Etablissement de santé privé d'intérêt collectif, ne pratiquant ni consultation privée ni dépassement d'honoraires, l'Institut Paoli-Calmettes est habilité à recevoir des dons et des legs.

#### Anniversaires de décès

Il y a six ans ans, disparaissait

Claude BOUKOBZA,  
psychanalyste,  
fondatrice de l'unité Mère-Enfant du centre hospitalier de Saint-Denis,  
ancienne présidente d'Espace-Analytique.

Sa mémoire et ses écrits sont présents.

Une pensée pour sa fille,

Sarah,

disparue en 2014.

Dominique Claudet,  
son époux,  
Joachim et Ariel,  
ses fils.

Il y a neuf ans,

Jean STOCKI

nous quittait.

Sa famille et ses amis se souviennent.

#### Conférences

Médiathèque  
Alliance Baron Edmond de Rothschild

Dimanche 3 juin 2018, à 15 heures,  
70<sup>e</sup> anniversaire de l'État d'Israël.

Film

« *Trois jours et un enfant* » d'Uri Zohar,  
puis conférence de Michel Abitbol,  
« *L'État d'Israël, défis et réalisations ?* ».

6 bis, rue Michel Ange, Paris 16<sup>e</sup>.  
PAF. Réservation : maber@aiu.org



Grande conférence de Rentrée  
de l'EPHEP

Paris,  
le jeudi 13 septembre 2018,  
à 21 heures.

Centre Sèvres,  
35 bis, rue de Sèvres, Paris 6<sup>e</sup>.

Plus d'infos : www.ephep.com

#### Communications diverses



SOS AMITIE

Envie d'être utile ? Venez nous rejoindre dans un centre proche de chez vous !

Les bénévoles de SOS Amitié écoutent par téléphone et par internet ceux qui souffrent de solitude, mal-être et pensées suicidaires.

Nous ne répondons qu'à 1 appel sur 7 et recherchons des **écouteurs bénévoles**. L'écoute peut sauver des vies et enrichir la vôtre.

Horaires flexibles, formation assurée.  
RDV sur www.sosamitieidf.asso.fr

#### Les congés spectacles

Caisse de congés payés  
régie par l'article L 3141-32  
du Code du Travail,  
Association loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,  
Siège social :  
74, rue Jean Bleuzen,  
92177 Vanves Cedex.

**Appel à candidatures**  
En vue du renouvellement des huit membres élus du conseil d'administration, les employeurs affiliés à l'Association et à jour de leurs cotisations sont invités à se porter candidat(e)s pour un mandat d'administrateur d'une durée de quatre ans. Les candidatures doivent être adressées par lettre recommandée avec avis de réception au président de l'association, à l'adresse du siège social. Les conditions de recevabilité des candidatures et justificatifs exigés sont détaillés sur le site [www.audiens.org](http://www.audiens.org) dans l'espace personnalisé des affiliés.

Seules les candidatures reçues au plus tard le **27 juin 2018** seront prises en compte. Les élections se dérouleront par correspondance en **septembre 2018**.

Le Monde  
Le Carnet

Dimanche Samedi

CARNET DU MONDE  
**NOUVEAU RENDEZ-VOUS DU WEEK-END : SAMEDI 9H-13H**

Le Carnet du Monde est ouvert le samedi au lieu du dimanche.

Pour toute information  
01 57 28 28 28 - carnet@mpublicite.fr

## FONDATIIONS D'ART

L'ancienne piscine de la villa Carmignac laisse passer la lumière dans les salles d'exposition souterraines. MARC DOMAGE

HYÈRES (VAR) - envoyé spécial

Is sont tous là, ou presque, rangés dans une suite de salles lumineuses et futuristes en forme de cathédrale païenne, construite à sept mètres sous une propriété viticole. La nef, le transept, le chœur, les absides sont éclairés par un plafond d'eau. Là-haut, l'ancienne piscine a été transformée en bassin qui filtre et fait danser les rayons du soleil. En bas, Andy Warhol, Gerhard Richter, Calder et Yves Klein, Ed Ruscha, Keith Haring, Maurizio Cattelan ou John Baldessari... Dans le chœur sans autel, une immense fresque, triptyque arrondi signé Miquel Barcelo, toile rendue rigide par la matière, dessine un fond marin peuplé de méduses et d'ectoplasmes.

Normal, nous sommes sur une île. Pas la moins chic. Porquerolles, à quelques encablures d'Hyères, dans le Var. C'est là qu'Edouard Carmignac, qui a fait fortune dans les fonds d'investissement, a décidé d'ouvrir au public sa collection en rachetant il y a une demi-douzaine d'années le domaine de La Courtade. «Bruce Nauman, Ugo Rondinone... Non, ce n'est pas du name dropping, mais des choix forts», soutient Dieter Buchhart, le commissaire de l'exposition inaugurée le 1<sup>er</sup> juin dans l'odeur du maquis, avec la chanteuse Camille en guest star sortant de la forêt.

Edouard Carmignac. Fortune estimée à 1,72 milliard d'euros par le magazine *Forbes*, 50<sup>e</sup> place du classement des Français les plus riches selon *Challenges*. Respecté pour son flair, connu pour son pouvoir de séduction, craint pour son iconoclastie. Une «machine à penser vite», comme le rappelle un ancien de sa société, qui a la réputation de prendre les décisions seul. Autoritaire? «Je suis exigeant, se défend-il. La France est un pays où la réussite est mal vue, la finance également: j'ai tout pour plaire...»

Quand, il y a dix ans, il a acheté pour 6,4 millions d'euros *Fallen Angel*, une des plus belles œuvres de Jean-Michel Basquiat, tout le monde l'a traité de fou. Il l'a accrochée dans l'escalier qui mène au bureau des gérants, histoire de leur rappeler: «Attention, vous montez haut, mais vous pouvez vous brûler les ailes...» Quand on lui rapporte l'anecdote, il secoue la tête en

riant, et ses rides de marin qui n'ont pas pris la mer depuis trop longtemps remontent sous ses yeux.

Le mot qu'il aime, c'est «insoumis». Une mère qui jouait du piano dont il parle souvent, un père dur qu'il évoque rarement et sans aménité. Prisonnier de guerre, effrayé à la Libération par le communisme, celui-ci s'est expatrié avec sa femme et son fils de 5 ans au Pérou. Import-export. Le

devenu roi de la finance, évacue ce passé d'un revers de main comme on chasse la poussière.

Edouard Carmignac préfère que l'on retienne de lui le «sens de la fête» qui le pousse à organiser régulièrement des concerts privés – comme, en 2012, celui des Rolling Stones au théâtre Mogador, à Paris – et à offrir au public l'accès à sa collection. «Il a une approche disruptive de l'acquisition et assez rock'n'roll dans l'usage de son argent», dit de lui, avec une ironie non dénuée d'admiration, un concurrent.

## UN GOÛT POUR LA RADICALITÉ

En art, Edouard Carmignac fonctionne par des «coups de cœur» qui ressemblent parfois à des coups de poing. Pas le genre à s'enticher des artistes, à courir les galeries façon François Pinault, mais un goût non démenti pour la radicalité. En 1969, étudiant en sciences économiques, il est arrêté à Nanterre pour «insulte à agent et arme par destination». Un black bloc de l'époque? «Ils m'avaient pris pour un autre», dit-il. Un type en trench-coat avec des lunettes en écaille avait balancé des chaises sur les flics, et j'avais un trench et des lunettes en écaille... Finalement ils m'ont libéré. Il revisse sa casquette. «Moi, j'étais situationniste. C'est une clé importante dans mes choix artistiques. Les deux grands concepts du situationnisme sont là: la notion de société du spectacle – même si Guy Debord en parlant de la télévision était loin d'imaginer cette société

de smartphones où l'on se prend en photo en permanence, et dont j'aimerais en venant ici qu'on se débarrasse, comme de toute cette matérialité – et puis le concept de détournement...»

L'ultrariche cultive son image antiburgeoise. Dès le début de la visite, on tombe sur les portraits de Mao et de Lénine détournés par Warhol qui trônent habituellement dans son bureau de la place Vendôme, à Paris. Et puis, bien sûr, son portrait peint par Basquiat dans les années 1980, lorsqu'il étudiait à l'université Columbia, retrouvé par hasard quelques années plus tard dans un catalogue de Sotheby's. On l'y voit dansant, visage noir. En bas de la toile, les lettres «...niac», le début à moitié effacé. Quand on lui avoue qu'on n'est pas certain de bien y lire son nom, il propose ses lunettes.

L'exposition n'est guère qu'une présentation en 70 œuvres de sa collection – laquelle en comprend 300 consacrées quasi exclusivement à l'art contemporain et au photojournalisme, pour lequel la Fondation Carmignac a créé un

prix. Avec quelques points forts, néanmoins. Dieter Buchhart a ainsi conçu l'idée d'y confronter l'archétype féminin de Roy Lichtenstein (dont Edouard Carmignac possède la plus belle collection en Europe) et celui de Botticelli – «tous deux radicaux, chacun dans leur époque». Mais pour cela, il fallait une œuvre du peintre italien; or comme les Turinois du Palazzo Reale se montraient frileux sur le prêt d'une Vénus (qu'ils finiront par accorder) et que l'on vendait à Drouot une très belle *Vierge à la grenade* attribuée à Botticelli ou à son atelier, M. Carmignac a sorti son carnet de chèques: 629 000 euros.

Il n'est pas partisan de l'insatisfaction. Dans sa jeunesse, au Pérou, il a pris goût au polo, le sport des grandes fortunes. En 2016, son équipe a remporté la Coupe de France, avec le renfort d'une star argentine – pays des champions toutes catégories dans la discipline –, laissant un goût amer à certains. «Moi aussi, je peux gagner Deauville si je recrute trois joueurs argentins, mais ça va me coûter 40 000 ou 50 000 euros!», confiait, dans *Les Echos*, Dan Deville, patron d'un cabinet de recrutement et père du Tournoi de polo des grandes écoles.

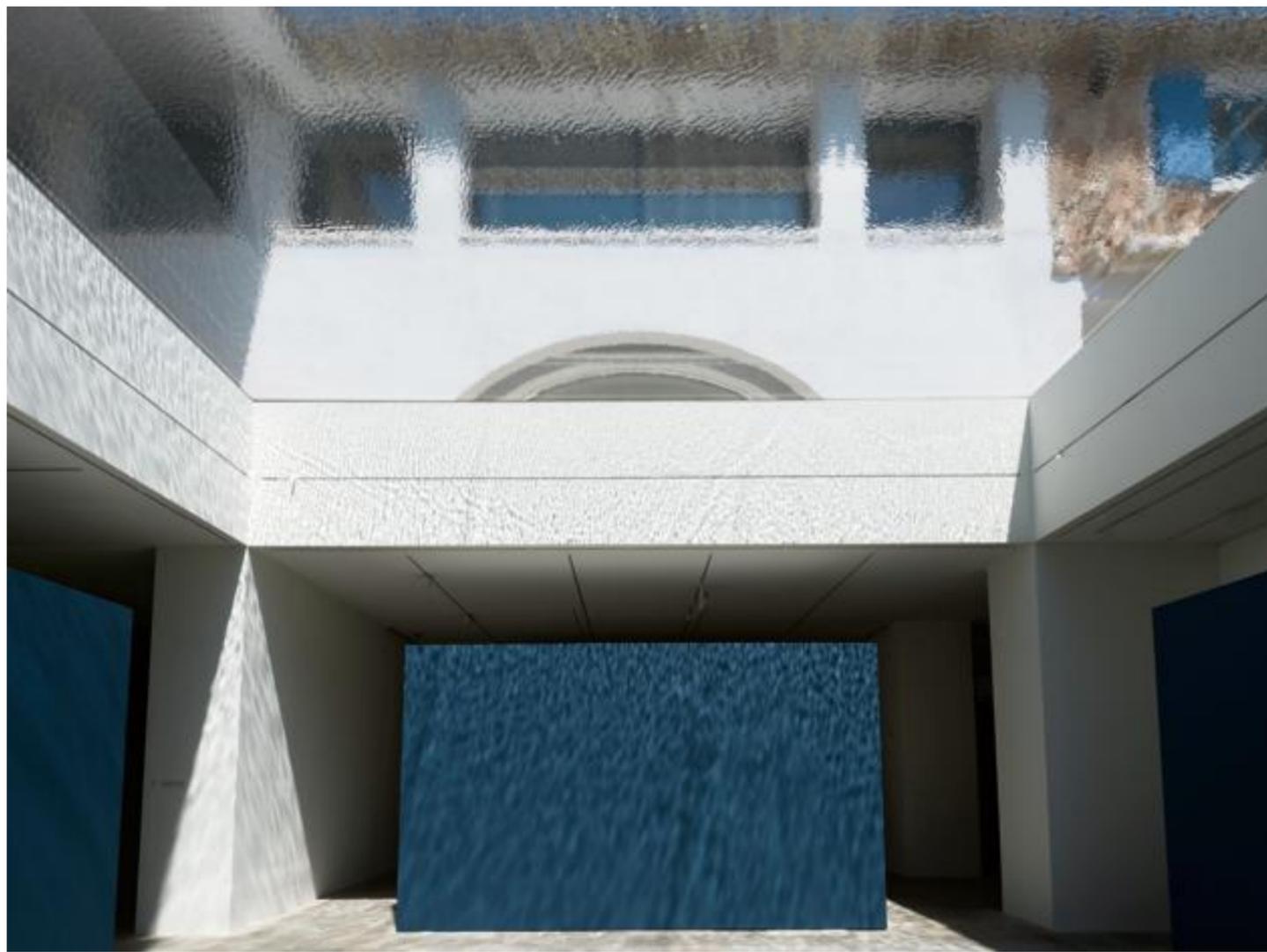
La fondation de Porquerolles, entre le prix d'acquisition du domaine (30 millions d'euros), le chantier (quelque 50 millions) et l'achat des sculptures monumentales exposées dans le parc, est une affaire qui dépasse les 100 millions d'euros. Gaïa Don-

zet, que le financier a pourtant virée du jour au lendemain à l'hiver 2016, après cinq ans de bons et loyaux services à la tête de la fondation, ne dit pas autre chose: «Il ne prendra jamais "non" pour une réponse. Chez Edouard, ce que j'admire, c'est sa liberté.»

## EXCENTRIQUES ET FORTES TÊTES

Est-ce, comme on le laisse entendre, parce qu'elle n'avait pas les épaules assez larges que la jeune femme a été poussée dehors, ou parce que, missionnée sur l'île, elle y a rencontré et épousé Baptiste Le Ber, le fils du clan d'en face, héritier historique de la noblesse insulaire, avec qui elle a aujourd'hui deux petites filles? Edouard Carmignac, en tout cas, n'a pas hésité à mettre au pilon les 5 000 majestueux catalogues déjà imprimés qui contenaient l'éditorial et la photo de l'ex-directrice et à les remplacer par de nouveaux comportant ceux de son fils Charles, désormais à la tête de la fondation. Quand on aime, on ne compte pas. Quand on répudie non plus.

Les îles attirent les excentriques, les fortes têtes, les pas-comme-les-autres. Henri Nijdam, lui aussi, est de ceux-là. L'ancien patron de *Stratégies*, qui tient toujours les rênes d'un *Nouvel Economiste* désormais «pure Web», possède sur l'île depuis vingt-huit ans l'Auberge des Glycines. Amateur de concepts, il voit dans la succession des fortunes qui se sont intéressées à Porquerolles un raccourci saisissant



## Sur l'île de Porquerolles, le trésor révélé des Carmignac

Le père, Edouard, financier fortuné, a bâti une collection d'art contemporain désormais ouverte au public. Son fils Charles, musicien, en dirige la fondation

**la Villette**

**Théâtre de la Ville**  
HORS LES MURS

**ISRAEL GALVÁN**  
La Fiesta création 2017  
5 → 11.06.2018  
01 42 74 22 77 - 01 40 03 75 75  
theatredelaville-paris.com - lavillette.com  
#IsraelGalvan

«Israel Galván met le flamenco sens dessus dessous!»  
Le Monde

arte | Le Monde | Télérama | Inrocks.com | inter

« La Couvée, 2018 », de Nils-Udo.  
© Fondation Carmignac. NILS-UDO



des différents stades du capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle : « Le premier, François Joseph Fourier, a fait fortune dans les mines d'or au Mexique. Il rachète l'île en 1912 et y construit une utopie agraire, une sorte de phalanstère, faisant venir tous les corps de métier, jusqu'au professeur de musique, avec le plan du village copié sur celui d'une hacienda. Le deuxième, Henri Vidal, a fait fortune avec un brevet, celui de la Terre Armée, utilisé dans les pistes d'aéroport, et pour laisser son empreinte, il a choisi la vigne. Le dernier, c'est Edouard Carmignac, qui prospère dans la finance et investit dans l'art. Trois types de fortunes, trois façons de la dépenser. »

Trois cent cinquante habitants l'hiver, un raz-de-marée d'excursionnistes l'été, des maisons hors de prix car il s'agit désormais d'un parc national inconstructible... Edouard Carmignac découvre l'île en 1989. Cette année-là, Henri Vidal organise sur sa propriété une grande fête pour le mariage de deux de ses filles, Corinne qui épouse Jean-Marie Ducreux, un copain de l'homme d'affaires, et Françoise qui se marie avec Jean Rochefort. Sur le bateau, il y a tout le gotha : Philippe Noiret, Jean-Pierre Marielle, Julien Clerc... Belmondo, lui, a pris l'hélico. Soirée inoubliable.

La troisième fille d'Henri Vidal, Aline, est galeriste et l'épouse d'Antoine de Galbert, autre grand collectionneur, celui de la Maison rouge, à Paris. C'est elle qui, quelques années plus tard, après la mort de son père, propose à Edouard Carmignac de racheter le domaine – il en avait autrefois émis l'idée. Celui-ci est intéressé, à condition de pouvoir y exposer sa collection, d'en faire un lieu public à l'image de la Fondation Maeght ou de la Villa Noailles. Mais comment faire avec les réglementations drastiques du parc national ?

Les architectes portugais Manuel et Francisco Aires Mateus, le Marseillais Rudy Ricciotti, le Niçois Marc Barani sont invités à trouver une solution... C'est ce dernier, avec sa piscine transformée en puits de lumière, qui imagine de construire les 2000 m<sup>2</sup>

### Dès le début de la visite, on tombe sur les portraits de Mao et de Lénine détournés par Warhol

de salles d'exposition dans le remblai sur lequel la maison a été bâtie. Bingo. Rebondissement un an plus tard quand, un 14 juillet symbolique, goûtant peu de se laisser dicter ses décisions, l'architecte claque la porte. Moukhtar Ferrouj, de l'agence suisse GMAA, reprend le flambeau. Louis Benech, l'homme qui a refait les Tuileries, s'occupe de la conception du parc.

« C'est sûr, on ne s'est pas simplifié la vie : une île, un parc national, un terrain inconstructible et la nécessité de faire un musée invisible », énumère de sa voix douce et chaude Charles Carmignac, le fils désormais directeur de la fondation. « Si mon père a choisi une île, ce n'est pas seulement parce que c'est à l'écart du monde, mais parce qu'en traversant, une sorte de déplacement s'opère », dit-il en fixant la cime des arbres.

#### « LE PROJET EST MUSICAL »

Guitariste du groupe Moriarty – aujourd'hui en sommeil –, il est arrivé au rendez-vous avec sa Fender Telecaster des années 1970. Du moins avec l'étui de la guitare, parce que, quand il l'a ouvert, ne se trouvait à l'intérieur qu'un grand graphique horizontal dessiné sur une feuille de papier Canson, longue courbe sinusoïdale analysant et décrivant avec ses pleins et ses déliés la visite du musée. Au-dessus de la ligne de flottaison, le *physical* ; en dessous le *mental*. « Une courbe émotionnelle, explique le Charles Carmignac. On faisait de même pour chaque chanson de Moriarty. Parce que, pour moi, le projet de la fondation est musical. »

C'est avec Stephan Zimmerli, le bassiste et graphiste du groupe – également architecte, et qui a tenu là encore le crayon –, que Charles est venu présenter le

projet au village. Un côté débonnaire qui rompt avec le volontarisme nerveux du père, même si la ressemblance entre les deux est frappante, trouble mélange de vigilance et d'absence. « Mon père a une vivacité d'analyse, une détermination... Lorsque j'ai eu entre 20 et 35 ans, on s'est un peu éloignés. Aujourd'hui, on est passé du côté intimidant au côté stimulant. Et ce qu'il me transmet, c'est d'abord cet appétit dingue de vie. Il n'est jamais, jamais, fatigué, dit-il en écarquillant les yeux. C'est un aventurier, et il ne fait pas semblant. »

« Entre mon père et moi, bien sûr, il y a des frottements, et heureusement, sinon s'ennuierait », confie Charles Carmignac, mais le père tout-puissant partage avec son fils, sinon le goût des affaires, du moins celui de la création, d'une spiritualité de la nature, du rapport à la matière. A Porquerolles, les salles se visitent pieds nus sur un pavé en grès importé d'Inde, choisi spécialement pour sa rugosité et l'énergie qui s'en dégage, « quasiment comme un fond marin ». On donne à boire une décoction d'herbes à l'entrée, les visites se font sur inscription, 50 personnes par demi-heure maximum, « de façon à pouvoir se retrouver par moment seul dans une salle » et s'évader du monde.

Depuis l'appartement de 150 m<sup>2</sup> qu'il s'est réservé au-dessus de la fondation, le maître des lieux regarde par-delà les cyprès et les pins parasols, les cistes et les genêts. Par-delà les vignes au vert tendre qui donnent ce vin blanc minéral qu'il avale à petites goulées, la mer impavide qui étreint l'île. « De temps en temps, j'aimerais bien qu'on se dise, "ce mec il fait des choses" », dit-il, avant d'ajouter sans que cela ne semble lui faire souci une seconde : « La reconnaissance n'est pas de ce monde. » ■

LAURENT CARPENTIER

Villa Carmignac, île de Porquerolles, Hyères (Var). Jusqu'au 4 novembre, de 10 heures à 20 heures (18 heures cet automne). De 10 à 15 €. Gratuit pour les moins de 11 ans et les îliens. Entrée sur réservation. Fondationcarmignac.com

## La Fondation Maeght se retrouve sans directeur

Le défilé Vuitton du 28 mai a ravivé les querelles entre héritiers

Le 21 mai, Yoyo Maeght, petite-fille d'Aimé Maeght (1906-1981), qui créa, en 1964, la fondation qui porte son nom sur les hauteurs de Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes), publie un communiqué dans lequel elle rappelle avoir démissionné du conseil d'administration de la fondation en 2011 et dénonce la fermeture, pendant quelques jours, de celle-ci au public, afin que s'y tienne un défilé de mode Louis Vuitton. Elle énumère la liste prestigieuse des artistes qui y furent exposés – Bonnard, Miro, Braque, Calder, etc. – et définit ainsi la mission de l'institution : « Créer l'événement et non servir de décor à l'industrie du luxe ». Le défilé Louis Vuitton Croisière 2019 a eu lieu, le 28 mai, non sans que l'actuelle direction de la fondation réplique à Yoyo Maeght.

Mais qui dirige la Fondation Maeght ? Selon ses termes, « Adrien Maeght préside le conseil d'administration de la Fondation, qui réunit des personnalités, des représentants de l'Etat ainsi que des membres de la famille Maeght. » Ces membres, c'est d'abord Isabelle Maeght, fille d'Adrien – lui-même fils d'Aimé et né en 1930 – et sœur de Yoyo, dont le prénom à la naissance était Françoise. Isabelle dirige la galerie et la librairie parisiennes, mais elle est très présente à Saint-Paul-de-Vence. C'est aussi Jules, leur frère, chargé de l'imprimerie et de l'édition, qui demeure en retrait d'un affrontement devenu de plus en plus violent depuis 2011, Yoyo menant par livres et conférences sa bataille contre ce qu'elle considère comme l'abandon des ambi-

tions de ses grands-parents. On n'y verrait qu'une banale querelle entre héritiers si c'était là le seul élément de l'affaire.

Le principal est ailleurs, dans la gestion et la politique artistique de la fondation. De 1969 à 2004, ces fonctions étaient remplies par Jean-Louis Prat, né en 1940, ancien collaborateur du commissaire-priseur et écrivain Maurice Rheims, et remarquable connaisseur de l'art moderne et du monde des collectionneurs. C'est à sa compétence que la fondation a dû de réussir des rétrospectives d'une qualité et d'une abondance que la plupart des musées français et étrangers étaient incapables d'atteindre. Des années 1970 aux années 1990 s'écrit sous son autorité une partie de l'histoire des avant-gardes dans les salles du bâtiment conçu par l'architecte catalan Josep Lluís Sert.

#### « Divergences de goût »

Pour expliquer son départ, Prat évoque dans la presse, en 2004, « des divergences de goût » avec les héritiers. Depuis, il poursuit son œuvre de commissaire d'exposition en d'autres lieux, de la Fondation Thyssen-Bornemisza de Madrid à l'Albertina de Vienne.

Lui succède, le 7 avril 2005, Dominique Païni, auparavant directeur de La Cinémathèque française, de 1991 à 2000, puis du développement culturel du Centre Pompidou, de 2000 à 2005. Un homme d'expérience. Il n'en est pas moins remercié au bout de huit mois, n'ayant eu que le temps de l'exposition « Le noir est une couleur ». Entre lui et la famille, l'incompatibilité n'a pas

tardé à éclater. Le remplace, le 18 décembre 2006, Michel Enrici, qui a auparavant dirigé les écoles d'art de Dijon, Marseille-Luminy et Monaco, autre homme d'expérience, adoué par Adrien Maeght. En 2009, après un séjour un peu plus long que celui de son éphémère prédécesseur, il se retire à son tour. Après un intérim assuré par Isabelle Maeght, le conseil d'administration nomme, en 2011, un troisième professionnel des institutions, Olivier Kaepelin, poète, critique et commissaire d'exposition, qui a été directeur adjoint de France Culture, puis délégué aux arts plastiques auprès du ministère de la culture, de 2004 à 2009, et directeur du projet Palais de Tokyo, de 2009 à 2011. A Saint-Paul, il introduit dans la programmation des artistes nettement plus actuels que les « classiques » de la fondation, de Gloria Friedmann, Fabrice Hyber et Djamel Tatah, en 2013, à A. R. Penck, en 2017. En décembre 2017, il quitte ses fonctions. Officiellement parce qu'il est atteint par l'âge de la retraite. Mais des signes de lassitude étaient perceptibles chez lui depuis quelque temps déjà.

Trois directeurs en douze ans après un seul durant trente-cinq années, donc, ce qui n'est pas un signe de bonne santé. Signe aussi grave : à l'heure actuelle, la procédure qui devrait désigner celle ou celui qui prendrait à son tour la direction artistique de la fondation n'a toujours pas été engagée. Aucun appel à candidature n'a été publié, et aucun calendrier annoncé. ■

PHILIPPE DAGEN



En ouverture:  
une semaine de créations

**SPECTACLES**

6, 7 JUIN | CENTRE POMPIDOU  
**THINKING THINGS**  
Georges Aperghis

7-10 JUIN | LE CENTQUATRE-PARIS  
**VXH – LA VOIX HUMAINE**  
Roland Auzet

8-13 JUIN | MC93  
**LA FABRIQUE DES MONSTRES**  
Jean-François Peyret / Daniele Ghisi

**CONCERTS**

6 JUIN | ÉGLISE SAINT-MERRY  
**NOT HERE**  
Florentin Ginot

8 JUIN | CITÉ DE LA MUSIQUE  
**ILLUMINATION**  
Marko Nikodjjevic / Robert Henke

11 JUIN | CENTRE POMPIDOU  
**KLANGFORUM WIEN**  
Sivan Eldar, Franck Bedrossian, Rebecca Saunders

toute la programmation  
[manifeste.ircam.fr](http://manifeste.ircam.fr)

# MANIFESTE

## 2018

FESTIVAL  
6 – 30 JUIN





# Foisonnement de spectacles pour le « off » d'Avignon

Pas moins de 1 538 représentations sont prévues entre le 6 et le 29 juillet, aux côtés de la programmation officielle

## THÉÂTRE

L'édification 2018 du Festival « off » d'Avignon, qui se déroulera du 6 au 29 juillet, affiche un nouveau record : pas moins de 1 538 spectacles y seront programmés, contre 1 480 en 2017. Pierre Beffeyte, président de l'association Avignon Festival & Compagnies (AF & C), a beau dire que « la quantité n'est pas la seule finalité », que ce chiffre démesuré fait de la cité des Papes « un lieu unique de création » et constitue « la preuve d'une immense vitalité des artistes, qui ont une foi inébranlable pour faire vivre le spectacle vivant », cette progression constante du nombre de spectacles interroge.

Car ce foisonnement de propositions artistiques cache une redoutable contradiction : si le « off » est une poule aux œufs d'or pour les loueurs de salles, il est très loin de rémunérer correctement les quelque 4 667 artistes qui vont y tenter leur chance. En présentant, jeudi 31 mai, la nouvelle édition du « off », Pierre Beffeyte l'a reconnu : « La précarisation se développe, trop d'artistes ne sont pas, ou mal, payés. » Même le député (LRM) du Vaucluse Jean-François Cesarini a abondé dans son sens : « En juillet,

toute la ville vit très bien du Festival, sauf les artistes. Il faut changer cela. » Pour la petite histoire, ce parlementaire interprétera, pendant le « off », un seul-en-scène intitulé *Demain vite! Conférence excentrique*, de Michel Bellier, au théâtre Cabestan.

Au fonds de soutien en faveur de la professionnalisation lancé en 2017 pour aider les compagnies (80 projets, soit 201 artistes, ont reçu une aide à hauteur de 1 000 euros par artiste en 2017) s'ajoute, a annoncé Pierre Beffeyte, la création, le 1<sup>er</sup> juin, de la Fondation AF & C, un nouvel outil de financement qui fera notamment appel à des entreprises mécènes.

## Un public surtout féminin

Mais, au-delà de l'aspect financier, l'association qui encadre le « off » est à la recherche de nouveaux publics. « Il ne faut pas se plaindre d'avoir plus de spectacles, mais aller chercher plus de public », résume Nikson Pitaqaj, vice-président d'AF & C. L'association rêve d'une billetterie centralisée pour évaluer avec précision la fréquentation du Festival. Pour l'heure, le nombre de spectateurs (calcul fondé notamment sur les cartes d'abonnement vendues) est estimé à plus de 100 000, et le nombre d'entrées à

**« En juillet, toute la ville vit très bien du Festival, sauf les artistes. Il faut changer cela »**

JEAN-FRANÇOIS CESARINI  
député (LRM) du Vaucluse

plus d'un million. Une enquête, menée en collaboration avec l'université d'Avignon, sur le profil des spectateurs de l'édition 2017 montre que ces derniers sont fidèles au rendez-vous (55,8 % ont participé à moins de cinq éditions et 18 % à plus de 15), assidus aux spectacles (69 % en voient plus de huit pendant leur séjour), mais plutôt âgés (53,3 % ont plus de 56 ans). Néanmoins, pour 44,6 % des 15-30 ans, l'édition 2017 était leur deuxième participation au Festival.

Le public du « off » est très majoritairement féminin (64,5 % de femmes) et régional : plus de 30 % viennent de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, contre 18,7 % d'Ile-de-France. Quant aux catégories socioprofessionnelles, les cadres et professions intermédiaires de la fonction publique, de

l'enseignement, de la santé et les professions intellectuelles et artistiques représentent 34,2 % des spectateurs, contre 0,5 % d'ouvriers et 3,6 % d'étudiants.

Pour attirer davantage de public, une « carte interactive », répertoriant tous les hébergements et moyens de transport dans un rayon de 50 kilomètres autour d'Avignon, a notamment été créée. « Avignon intra-muros étant saturée et hors de prix en juillet, nous voulons montrer que l'on peut résider en dehors de la ville et s'y rendre facilement », explique Pierre Beffeyte.

Côté programmation, les pièces de théâtre arrivent en tête avec 1 016 spectacles, loin devant les spectacles humoristiques (171), musicaux (140), la danse (82), les marionnettes et la magie (52), et le cirque (51). Créé en 2017 à Avignon, *Adieu Monsieur Hoffmann*, la pièce de Jean-Philippe Daguerré récemment multirécompensée aux Molières, reviendra cet été dans la cité des Papes. Le programme complet du « off » sera disponible en ligne lundi 4 juin. Si deux salles ont fermé (le Théâtre du Passage et Le Nouveau Ring), six ouvrent cette année, portant à 133 le nombre de lieux accueillant les compagnies. ■

SANDRINE BLANCHARD

## GALERIE

### GALERIE TEMPLON

#### Jan Fabre

Ce n'est qu'une fois l'entrée de la galerie Templon franchie qu'est annoncé le double intitulé de l'exposition de Jan Fabre : « Folklore sexuel belge, mer du Nord sexuelle belge ». Derrière ces formules cocasses, l'artiste belge convoque le patrimoine populaire de son pays, qu'il revisite par son prisme le plus subversif : le carnaval. Les petits cadres rétro qui ponctuent l'accrochage présentent des vignettes folkloriques qui, il y a quelques décennies, étaient précieusement « éditées et offertes » par les marques de chocolat belges dans leurs tablettes. Ces images d'Épinal sont détournées, montrant là une procession de la V(i)erge, ici une petite chapelle de la vulve, là encore une béguine faisant pousser des pénis en pot, quand un peu partout ruissellent des pluies de liquides corporels. Entre ces miniatures à la facture farcesque flamboient des objets de culte ou de fête entièrement rehaussés de sequins colorés, telle cette large croix ornée de masques et chapeaux à attributs sexuels ou un orgue de Barbarie métamorphosé en un délirant autel de la fécondité. Les charmes de la mer du Nord se découvrent surtout à marée basse, au sous-sol de la galerie, où coquillages érectiles et crustacés strassés constituent un savoureux cabinet de curiosités. ■ EMMANUELLE JARDONNET

Folklore sexuel belge (2017-2018), mer du Nord sexuelle belge. Galerie Templon, 28, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 01-85-76-55-55. Du mardi au samedi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 juillet.

## LE LIVRE

### Trois millénaires de jardins

La Fondation Martin Bodmer, près de Genève, a confié à l'universitaire Michael Jakob, auteur d'une *Poétique du banc*, la conception du catalogue de l'exposition « Des jardins & des livres » (jusqu'au 9 septembre), dont il est le commissaire. Les collections exceptionnelles du bibliophile Martin Bodmer (1899-1971) y ont pour écrivain un élégant bâtiment de l'architecte suisse Mario Botta. Enrichie de pièces rarissimes prêtées, l'exposition thématique donne à voir trois millénaires d'écrits, depuis le Livre des morts égyptiens (v. 1000 av. J.-C.) jusqu'au *Modern Nature* de l'Anglais Derek Jarman (1942-1994). Des historiens, familiers de Flore et de Pomone, ont contribué au catalogue. Si l'histoire « livresque » des jardins débute à Babylone – mais sans que l'archéologie l'ait confirmé jusqu'à présent... –, elle se poursuit avec la *Naturalis Historia* de Plinius l'Ancien, le *Traité du jardin* du Chinois Ji Cheng, l'*Instruction pour les jardins fruitiers et potagers* de Jean-Baptiste de La Quintinie ou l'*Essay on Modern Gardening* d'Horace Walpole. Quant à Goethe, Tchekhov, Proust ou Borges, ils font l'objet de commentaires éclairants, leurs œuvres ayant eu pour arrière-plan... des jardins. ■ LUCIEN JEDWAB

*Des jardins & des livres*, sous la direction de Michael Jakob, Fondation Martin Bodmer/MétisPresses (Genève), 462 p., 65 €.

**« LES HOMMES DEVRAIENT LIRE CE LIVRE S'ILS VEULENT COMPRENDRE LES FEMMES. »**

François Busnel, *La Grande librairie*

« Inspirant pour toutes les femmes. »  
Laure Adler, *France Inter*

« Tragiques ou paisibles, graves ou enjoués, les récits de toutes ces femmes de talent sont exemplaires à bien des égards. »  
Marianne Payot, *L'Express*

« Un grand plaisir de lecture. »  
Sabine Delanglade, *Les Echos*

« C'est un livre lumineux, tapissé des plaisirs minuscules, de surprises mais aussi d'accidents de la vie. »  
Karin Tshidimba, *La Libre Belgique*



# Fontainebleau, capitale de l'histoire de l'art pour trois jours

La 8<sup>e</sup> édition du Festival de l'histoire de l'art se tient tout le week-end, avec pour thème le rêve, et comme pays invité la Grèce

Ce week-end, en matière de festivals, il y a We Love Green à Vincennes... et le Festival de l'histoire de l'art à Fontainebleau. La comparaison s'arrête là, même si, après tout, rien n'interdit d'aller écouter Hélène Cixous le vendredi et Orelsan le samedi, d'assister à un entretien avec le Prix Nobel de littérature et peintre Gao Xingjian le samedi après-midi, et d'arriver largement à temps pour le concert de Björk.

Après Jeff Koons en 2017, c'est Jean-Michel Othoniel qui a été convié à lancer, vendredi 1<sup>er</sup> juin, cette 8<sup>e</sup> édition du festival coorganisé par l'INHA (Institut national d'histoire de l'art), le ministère de la culture et le château de Fontainebleau, dans le petit théâtre municipal à l'italienne qui fait face au château, et qui a, à nouveau, fait salle comble. « Il est essentiel d'ouvrir avec un artiste, tout simplement pour rappeler que l'histoire de l'art n'est pas une chose morte. Evidemment, nous choisissons toujours un artiste qui entretient un rapport fort avec l'art du passé », commente Eric de Chassey, directeur de l'INHA. Pour le thème retenu cette année, « le Rêve », le choix de Jean-Michel Othoniel s'est naturellement imposé.

« Crystal Palace », l'exposition que lui consacrait la Fondation Cartier en 2003, ouvrait par un monumental lit de perles. « L'idée était celle d'une procession endormie de mon lit jusqu'à ma tombe, dans le jardin », résume-t-il. Partout le verre coloré, matériau séducteur, sensuel et onirique, exprime aussi une « fragilité » assumée. C'est à Rome, où il était pensionnaire à la Villa Médicis, qu'il a dessiné le *Kiosque des noctambule*,

**Après Jeff Koons en 2017, c'est Jean-Michel Othoniel qui a été convié à lancer, vendredi 1<sup>er</sup> juin, cette édition du festival**

les, la bouche de métro située entre le Palais-Royal et le Louvre. Sa toute première commande publique, en 2000. Autre projet dans un espace patrimonial, remporté en 2015 : les sculptures-fontaines du bosquet du Théâtre d'eau à Versailles. Tout en arabesques de perles dorées, elles sont inspirées par ce lieu où Louis XIV venait danser et par les transcriptions de ces danses à la française qu'il avait commandées afin de les diffuser. Entre rêve et cauchemar, *The Big Wave*, tsunami à taille réelle, en briques de verre soufflé noir, a été présentée dans une première version à Sète en 2017, et a encore pris de l'ampleur pour la version exposée cet été à Saint-Etienne. « On ne s'attendait pas là, sur des œuvres plus sombres, agressives, radicales », analyse le sculpteur.

### Erudition et humour

Après les Etats-Unis, le pays invité est cette année la Grèce. Rapport avec l'exposition que le Louvre consacra aux liens culturels entre Paris et Athènes en 2021, et avec celle du Louvre-Lens sur Homère en 2019 ? Non, assure Eric de Chassey : « La Grèce permet de donner une place plus

importante, parmi les conférences, à l'Antiquité et aux enjeux de l'archéologie, tout en montrant que la scène culturelle grecque est aujourd'hui très vivante. » C'est en tout cas le président-directeur du Louvre, Jean-Luc Martinez, fidèle du festival, qui a lancé la programmation hellène en tant que spécialiste de la sculpture grecque antique, avec une passionnante conférence sur « L'invention d'un chef-d'œuvre : la Vénus de Milo au Louvre ».

Soit la très rocambolesque histoire d'une sculpture devenue l'une des plus célèbres au monde depuis son acquisition par la France après sa découverte en 1820 dans une île de la mer Egée, puis à sa mise en scène au Louvre, où elle est devenue la première ambassadrice d'une jeune nation libérée du joug ottoman. Le mystère de ses bras absents, qui a nourri de nombreux fantasmes et conflits, est élucidé : cette Vénus tenait victorieusement la pomme d'or de Paris. Dans le fil de son intervention érudite, Jean-Luc Martinez aura fait montre d'humour en évoquant les Femmes, seins nus devant l'icône, ou son détournement sur une affiche syndicale du Louvre.

Jusqu'à dimanche 3 juin, quelques 300 rendez-vous (gratuits) s'enchaîneront à Fontainebleau : conférences, mais aussi projections, tables rondes, rencontres et signatures au Salon du livre et de la revue d'art, visites, expositions, spectacles... Pour 2019, Eric de Chassey annonce d'ores et déjà que l'invité ne sera pas un pays, mais toute une zone culturelle : la Scandinavie. Thème retenu ? « Le Peuple ». ■

EMMANUELLE JARDONNET

SÉLECTION ALBUMS

EMIL GILELS

**The Unreleased Recitals at The Concertgebouw**

Les enregistrements de cinq récitals d'Emil Gilels donnés au Concertgebouw d'Amsterdam entre 1975 et 1980 ont été exhumés grâce à Kirill Gilels, en quête, des années durant, des enregistrements inédits de son grand-père. Restaurés avec soin dans la collection « The Lost Recordings » par un procédé mis au point par le label Fundamenta – fondé, entre autres, sur des technologies Devialet –, ces cinq disques donnent à entendre de façon exceptionnelle le génie du pianiste russe. Gilels décline son art unique du phrasé et de la colorisation dans un répertoire allant de Mozart à Prokofiev en passant par Brahms, Ravel, Chopin, Liszt, Schumann, Scriabine et, bien sûr, Beethoven, son compositeur de prédilection. Son piano, aussi construit qu'instinctif, éblouit de vitalité. Chaque morceau est une pépite. ■ ANNA SIGALEVITCH 1 coffret de 5 CD Fundamenta.

JOSHUA REDMAN, RON MILES, SCOTT COLLEY, BRIAN BLADE  
**Still Dreaming**

De 1976 à 1987, le saxophoniste Dewey Redman a mené, avec le trompettiste Don Cherry, le contrebassiste Charlie Haden et le batteur Ed Blackwell, le groupe Old and New Dreams, évocation de l'univers musical du saxophoniste Ornette Coleman. Cette fois, c'est le saxophoniste Joshua Redman, fils de Dewey, qui reprend cette forme que l'on peut considérer comme un double hommage : au quartette sans piano « colemanien », né au début des années 1960, et à Old and New Dreams. Avec Redman et Colley, le trompettiste Ron Miles et le batteur Brian Blade œuvrent avec bonheur dans cette alliance rythmico-mélodique, imbrication constante du construit, du prévu et de l'improvisé, qui sonne dorénavant classique et, pour autant, totalement d'aujourd'hui. ■ SYLVAIN SICLIER 1 CD Nonesuch/Warner Music.

MARIZA

**Mariza**

Voix admirable, magnifique de plénitude, Mariza navigue entre fado et autres couleurs, dans ce septième album, comme dans le précédent, *Mundo*, en 2015, dont on était ressorti quelque peu groggy par la déception. Ce parti pris de digression du genre qu'elle a porté vers des sommets depuis son premier disque, *Fado em mim* (« le fado en moi »), en 2002, est ici beaucoup mieux maîtrisé. Si du superflu s'y égare encore, telle une reprise de la populaire chanteuse portugaise Carolina Deslandes (*Por tanto te amar*), la présence du violoncelliste brésilien Jaques Morelenbaum et un duo avec sa compatriote fadista Maria da Fé font du bien. ■ PATRICK LABESSE 1 CD Parlophone/Wea

FATHER JOHN MISTY

**God's Favorite Customer**

Après une série d'albums publiés sous le nom de J. Tillman, au folk-rock joliment ouvragé, le multi-instrumentiste (il fut aussi batteur des Fleet Foxes de 2008 à 2012) Joshua Tillman a pris la lumière en se glissant, depuis 2012, dans la peau de Father John Misty. Comme libéré par ce pseudo de prédicateur, le natif de Rockville (Maryland), élevé dans une famille chrétienne évangélique, a plongé sa plume, ses instruments et son ego dans une majesté qui en fait aujourd'hui une des figures du rock indépendant américain. Après le succès du très arrangé *I Love You, Honeybear* (2015) et la densité politico-littéraire (un peu indigeste) de *Pure Comedy* (2017), ce quatrième album traverse des paysages plus intimes, au rythme de mélodies souvent brillantes. La voix d'or de cet amoureux blessé jouant avec grandeur de l'introspection (*Please Don't Die*) comme de l'ironie (*Mr Tillman*). ■ STÉPHANE DAVET 1 CD Bella Union/PIAS.

► Lire aussi sur [Lemonde.fr](http://Lemonde.fr) « Debussy - Ses premiers interprètes »

# Myth Syzer, rappeur jupitérien

Le Vendéen exhibe son « cœur foudroyé » sur « Bisous », son premier album

HIP-HOP

Voyez-le coqueter en casquette, survêt et baskets : de prime abord, Myth Syzer possède tout l'attrait du rappeur lambda. Mais, très vite, le cliché de la petite frappe jouant les gros bras se dégonfle. S'il exhibe ses biscotos, c'est pour montrer le « cœur foudroyé » qu'il s'est tatoué, côté droit. « *L'amour, faut que ça gronde*, dit-il dans un murmure. *Ce tatouage, je l'ai fait pour une fille très "strange", intense.* » Il l'a plaquée il y a peu, et en est encore tout « tétanisé ». Les coups de foudre, l'ami Myth ne carbure qu'à ça. Son premier album, paru fin avril, est né des cendres d'un précédent orage amoureux. S'il l'a écrit dans la position du lover largué, lui n'est pas du genre à menacer ses ex de se « faire "marie-trintigner" » (Orelsan, 2006) ; le disque s'appelle *Bisous*, et il n'est qu'amour. « *Personne ne t'écoute si tu cries : "Va te faire foutre, salope !" La douceur est plus musicale que la haine. Là, je travaille sur de nouveaux morceaux, va falloir s'accrocher. Des hits très tristes, très "deep", beaucoup moins "baby" que sur Bisous.* »

Enfant, Syzer a vu son père diriger bien des éclairs : ébéniste à mi-temps, le daron était aussi artificier. Etonnez-vous, que une telle mythologie familiale, que Myth se jupitérise l'épiderme : « *Sur certains spectacles pyrotechniques, j'aidais papa à faire la soudure. C'était technique, il fallait synchroniser les mortiers avec la musique... Un vrai DJ du ciel !* », raconte-t-il, des étoiles pleines les pupilles. Né à La Roche-sur-Yon (Vendée) en 1989, Thomas Lessoudé a la quitte dix-sept ans plus tard, au moment où sa mère, assistante sociale, et son père se séparent : « *J'en avais marre de les voir s'engueuler. La rupture leur a fait du bien.* » Direction Londres, pour cinq mois, puis Paris, où il vit depuis dix ans : « *J'ai besoin du coup de "boost" des grandes villes... La Roche, on a vite fait le tour. Mais j'y retourne souvent. Va savoir, je finirai peut-être par m'y installer, comme mon frère ou mon meilleur pote, Ikaz Boi, qui produit lui aussi de la musique.* »

Edifiée par Napoléon 1<sup>er</sup> au cœur d'une Vendée véhémentement royaliste, La Roche émet un drôle de son de cloche : une girouette tricolore coiffe sa plus grande église, Saint-Louis. Mais, *La Marseillaise*, très peu pour Myth Syzer, merci : « *La plupart des rappeurs français d'aujourd'hui me gonflent. Trop d'ego, de copier-coller.* » Lui préfère frayer avec le rap à la fraîche



Myth Syzer, en novembre 2017, à Paris. ALICE MOITIE

de compères belges – Hamza, Damso, Roméo Elvis... – ou suisses, comme Muddy Monk. C'est à ce dernier qu'il doit la découverte de Daho, Lavilliers, Bashung ou Souchon, dont *La Ballade de Jim*, autre histoire de dur au cœur tendre, a beaucoup squatté l'autoradio de sa BMW : « *Le côté "variété" de Bisous vient de là.* »

**La fête du « feat. »**

Finale de la Coupe de France, 8 mai 2018 : Les Herbiers s'inclinent face au PSG. En tribune, Myth Syzer est assis à côté de Philippe Katerine, pour lequel il a produit l'hymne du modeste club de foot vendéen, *85 Rouge et Noir* : « *C'est fantastique/De faire partie d'une équipe* », décrète le premier couplet. Au centre de la « team » Myth Syzer, il y a le trio Bon Gamin, qu'il forme depuis 2006 avec les rappeurs Loveni et Ichon. A ce noyau dur s'agrège une nuée de collaborateurs plus ponctuels, qu'on désigne, dans le jargon hip-hop, par le terme de « featuring ».

Pour le coup, *Bisous*, c'est la fête du « feat. » : parmi la quinzaine d'invités, de jeunes naïades – Bonnie Banane, Lolo Zouai, Oklou, Aja, Clara Cappagli... – cô-

**« La plupart des rappeurs français d'aujourd'hui me gonflent. Trop d'ego, de copier-coller »**

MYTH SYZER

toient un vieux loup de mer, Doc Gynéco, repêché avec panache sur le morceau *La Piscine*. Mais l'émotion naît de la mise à nu de Myth, qui navigue entre tous ces baigneurs : si sa voix est trafiquée, ses sentiments jaillissent « sans filtre », jure-t-il, affalé dans le canapé de son studio d'enregistrement, près de Montmartre.

Sur la table, un Gremlin en plastique toise une poupée Chucky, armée d'un poignard. Au mur, trône un vinyle du producteur américain J Dilla, dont le Vendéen admire « *l'art de la découpe* », aussi tranchant que l'urbanisme pentagonal de La Roche-sur-Yon. Entre 1804 et 1870, la ville a changé huit fois de nom ; avant d'opter pour Myth Syzer – clin

d'œil à un titre de J Dilla –, Thomas s'est fait appeler Gravel Bank, Gank Beat, HYT ou Ilha. Divers tatouages en témoignent, toujours côté droit. Non loin, juste en dessous de l'aisselle, figure le logo du logiciel sur lequel il compose l'essentiel de ses musiques, Fruity-Loops : « *Ça ressemble à un gland, mais c'est un fruit exotique.* »

Quant au bras gauche, il n'est constellé que d'hommages à des défunts : DJ Screw (l'un des premiers producteurs à ralentir les tempos hip-hop, mort d'une surdose de codéine en 2000), 119 (nom de code d'un ami tué en moto), Maria (prénom de sa grand-mère italienne)... Le tatouage le plus poignant montre un bouledogue français, en médaillon : « *Foffoff amour éternel* », lit-on sous la tête de la bête, gravée avec grand soin. « *C'était mon premier chien. Une gueule de Gremlin, un cœur d'artichaut. Hyper attachant.* » ■

AURELIANO TONET

*Bisous*, de Myth Syzer, Animal 63. En concert le 3 juin à Paris (festival We Love Green), le 15 à Marseille (festival Marsatac), le 8 juillet à Montreux (Suisse).

APRÈS  
**PADRE PADRONE**  
**LA NUIT DE SAN LORENZO**  
**KAOS**  
**GOOD MORNING BABILONIA**  
**CÉSAR DOIT MOURIR**

« UN DRAME INTIME  
SE LOVE DANS  
LA GRANDE HISTOIRE...  
LES TAVIANI RENOUENT  
AVEC LA FORCE  
POÉTIQUE DE  
PADRE PADRONE »

Studio

LES FILMS D'ICI, SAMPEK PRODUCTIONS ET STEMAL ENTERTAINMENT PRÉSENTENT

LUCA MARINELLI LORENZO RICHELMI VALENTINA BELLÈ

LE NOUVEAU FILM DE  
**UNA QUESTIONE PRIVATA**  
PAOLO ET VITTORIO TAVIANI

D'après le roman  
UNE AFFAIRE PERSONNELLE  
de Beppe Fenoglio

**AU CINÉMA LE 6 JUIN**



**L'actrice Kirsten Dunst, pour la collection automne-hiver 2018-2019 de Rodarte.**  
AUTUMN DE WILDE

la Tommy Hilfiger mettant en scène sa collaboration avec Gigi Hadid, à un show en tout petit comité où les mannequins passent assez près des invités pour qu'ils puissent admirer la pose des pétales sur la robe. Dans ce contexte, ce qui se passe sur le podium lui-même compte moins que son « emballage ».

« Ce qui crée de la désirabilité pour une marque, ce n'est pas tant le défilé que la façon dont elle parvient à créer un "momentum" un peu plus large, plus émotionnel, une expérience différenciante et marquante pour renforcer son message. A cela s'ajoutent la cohérence de la marque, sa proposition à un instant T qui correspond à ce qu'attendent les clients, le storytelling, la façon dont cela va être repris par les influenceurs, ajoute Alix Morabito. Il y a là un énorme travail de communication, de gestion des réseaux sociaux. »

#### Entrer au club fashion week

Cette évolution « démocratique » met finalement l'accent sur la singularité des marques, leur capacité à s'adresser à une audience qui dépasse le cadre des professionnels. C'est aussi comme cela que les Rodarte envisagent l'avenir. « Pour chaque collection, nous avons choisi de nous laisser guider par nos idées pour décider de la façon de les présenter. Il est primordial de créer des expériences uniques, et d'essayer de nouveaux moyens de communiquer notre vision. Cela dit, il y a quelque chose d'incroyablement magique dans un défilé et nous nous réjouissons des futurs moments de création à partager avec Alexandre de Betak [un Français qui compte parmi les ténors de la production d'événements mode], le visionnaire avec lequel nous travaillons. »

Il n'est pas interdit de superposer différentes formes de présentation (film, images, défilé, etc.) à condition d'avoir quelque chose à dire, ce qui pourrait éliminer de la course les marques qui ne défilent que pour s'offrir un statut factice, et entrer artificiellement dans le club de celles qui ont leur nom au générique de la fashion week.

Reste que le rythme des fashion weeks, à une quinzaine de shows par jour, fait souvent passer au second plan les dimensions créatives du défilé ; peut-être est-ce le découpage en saisons et l'accumulation de rendez-vous qui se succèdent (voire se chevauchent) dans les grandes capitales de la mode que sont New York, Londres, Milan et Paris qu'il faut remettre en cause.

« Je pense que l'on peut retrouver de la créativité en changeant la structure et le contenu sans changer le principe du défilé, avance Michael Jaïs. Il y a une vraie question de pertinence des produits présentés et des liens avec l'audience [à qui sert un défilé hiver quand la majorité des clients d'une marque se trouve dans un pays sans hiver ?], mais le défilé reste une opportunité unique. »

Le (fashion) show must go on, surtout avec l'arrivée d'outils high-tech comme la réalité virtuelle, qui pourra le faire entrer dans une autre dimension. Grâce à cette technologie, Givenchy avait permis en 2017 à des clients du magasin Isetan Shinjuku à Tokyo de visiter virtuellement les ateliers couture de la maison œuvrant à Paris. Une nouvelle révolution à prévoir. ■

CARINE BIZET

## LE FLOU DU SPECTACLE

*Proposer un show grandiose ou simplement poster des photos léchées sur Instagram ? Défiler ou ne pas défiler, telle est la question que se posent aujourd'hui les créateurs*

### MODE

**K**irsten Dunst, enceinte, dans un manteau café au lait à col cravate ; Kim Gordon, icône du rock underground des années 1990, en robe panthère et bijoux de métal froissé... En janvier, le « défilé » de Rodarte a été remplacé par une série de portraits postés sur Instagram, signés Autumn de Wilde, mettant en scène des artistes proches des créatrices de la marque.

Après un show grandiose et fleuri dans un vieux cloître parisien pendant la semaine de la couture à Paris, en juillet 2017, rien ne laissait présager ce détour hors podium. Mais la réalisation d'un long-métrage, *Woodshock* (2017), a donné d'autres envies à Kate et Laura Mulleavy, les créatrices de Rodarte. « Faire ce film a changé notre perspective, notre compréhension du paysage créatif, cela nous a montré de nouvelles façons d'interagir avec les gens », avouent-elles.

Suivant leur instinct, ces Américaines connues pour leur style iconoclaste rejoignent donc les partisans d'une alternative au défilé classique. En septembre 2017, Gareth Pugh, designer anglais renommé au style futuristico-goth, avait échangé les podiums contre un film spectaculaire cosigné par le photographe Nick Knight. La même saison (printemps-été 2018), la marque Vetements optait pour une présentation de grands tirages photo dans un hangar.

Un mouvement en marche porté par des labels d'avant-garde ? Pas si vite. Cette année, ces deux griffes sont de retour sur les podiums. Le défilé resterait-il incontournable ? « Il y a tellement d'acteurs et de nouveautés sur le marché, nous voyons beaucoup de choses, explique Alix Morabito, directrice mode aux Gale-

ries Lafayette. Quand une marque commence à défiler, on entre dans l'histoire qu'elle veut raconter, on voit les produits en mouvement, cela se grave davantage dans l'esprit. Je trouve aussi que cela oblige le designer à affirmer son message, à éditer son propos, c'est une forme de discipline intéressante. »

Le défilé reste aussi un outil de communication redoutable. « Pendant une fashion week, l'impact en termes de communication pour une marque est huit fois plus important qu'en moyenne, c'est énorme ! Cela fait du défilé un élément indispensable », explique Michael Jaïs, PDG de Launchmetrics, plate-forme qui analyse les data de la mode (mais aussi du luxe en général et de la beauté pour des clients de l'industrie).

Mais en 2018, le défilé a bien changé, notamment grâce aux réseaux sociaux, qui ont engendré des

### « LES RÉSEAUX SOCIAUX ONT SAUVÉ LE DÉFILÉ, EN APPORTANT LA CAISSE DE RÉSONANCE DES CONSOMMATEURS »

MICHAEL JAÏS  
PDG de Launchmetrics

mutations irréversibles. On est loin du temps où, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les shows se résumaient à des huis clos professionnels dont les photographes étaient exclus par peur de la copie. Aujourd'hui, avec Instagram et Facebook, tout le monde peut assister aux défilés en direct, grâce aux comptes des marques ou des invités vissés à leur smartphone. Le 3 mai, le dernier dé-

filé croisière Chanel auquel assistaient environ 1 000 personnes, a ainsi été suivi sur Facebook par 500 000 internautes.

« Le défilé n'est plus un événement de l'industrie, c'est un événement global auquel le consommateur est étroitement associé, poursuit Michael Jaïs. C'est pour cela que les marques y reviennent. D'une certaine façon, les réseaux sociaux ont sauvé le défilé, en apportant la caisse de résonance des consommateurs. Aujourd'hui, plusieurs voix comptent : les médias, les influenceurs, les partenaires, la propre voix de la marque qui veut imposer ses valeurs... »

Les défilés se sont ainsi transformés en événements à 360° totalement modulables. Le lieu, le budget, les divers à-côtés (performance musicale, cocktail de lancement de parfum...), les invités, le décor changent beaucoup, d'une superproduction à

## La France, nouveau point d'ancrage des défilés croisière

**LES DIVERSES INTERROGATIONS** sur le format du défilé et son avenir n'empêchent pas les fashion weeks de se multiplier. Aux quatre grands rendez-vous classiques que sont, dans l'ordre chronologique saisonnier, New York, Londres, Milan et Paris, se sont ajoutés Tokyo, Kiev, Stockholm ou Séoul, par exemple. Même si le manque de temps et de moyens matériels empêchent souvent la presse et les acheteurs d'aller découvrir ces nouveaux événements, leur développement témoigne de la présence et du potentiel d'autres points de vue sur la mode.

A tout cela s'est encore superposée à partir des années 2010 une mini fashion week itinérante et ultra select : des défilés croisière qui ont lieu chaque mois de mai, comme une es-

capade en petit groupe informel hors des lourdeurs académiques d'une fashion week classique. En 2002, au café Marly à Paris, Chanel avait joué les précurseurs et présenté sur podium ces collections de mi-saison hautement stratégiques – car présentes un long moment en boutique, de novembre à mai. Économiquement vitales, elles doivent leur nom quasi exotique aux premières clientes : les riches Américaines en quête de vestiaire neuf à emmener en croisière. Aujourd'hui, elles proposent surtout un large choix de tenues pour toutes circonstances, de la plage aux dîners habillés.

Au fil du temps, les plus grands noms du luxe (Christian Dior, Louis Vuitton, Prada, Gucci) ont intégré la croisière à leur programme, cha-

cun rivalisant d'idées pour organiser autour du monde des événements à grand spectacle donnant *in situ* du contexte géographico-culturel à leurs collections et plus largement, à leur style. Ce circuit d'un genre particulier a entraîné ses invités (des membres de l'industrie et des clientes) aux quatre coins du globe de Rio pour Louis Vuitton à Cuba pour Chanel en passant par Los Angeles avec Dior.

#### Concours de mastodontes

Chacun s'est efforcé d'investir des lieux incroyables et très photogéniques comme le Miho Museum près de Kyoto (Louis Vuitton), le désert californien (Dior) ou l'abbaye de Westminster (Gucci). Une sorte de surenchère, un concours tacite entre ces

mastodontes internationaux, également alléchés par l'impact démultiplié de leurs événements croisière sur les réseaux sociaux.

En 2017, Chanel a décidé de mettre fin à ses pulsions voyageuses en revenant présenter sa collection croisière à Paris, où s'est aussi tenue l'édition 2018. Les autres membres du « club croisière » semblent d'ailleurs eux aussi décidés à arrêter de cumuler les miles : à Chantilly pour Dior le 25 mai, Louis Vuitton à Saint-Paul-de-Vence le 28 et enfin Gucci à Arles, le 30. En début de mois, seul Prada avait élu New York. Il faudra attendre 2019 pour savoir si ce repli est définitif. En tout cas, destinations lointaines ou non, le « club croisière » continue de bien se porter. ■

C. BI.



# Yann Queffélec

## « J'ai aimé mon père, qui ne m'aimait pas »

Écrivain et marin, lauréat du prix Goncourt (1985) pour *Les Noces barbares*, Yann Queffélec vient de publier un *Dictionnaire amoureux de la mer*.

### Je ne serais pas arrivé là si...

Si je n'avais pas eu des origines bretonnes et une mère compréhensive et aimante envers son petit garçon bizarrement apprécié dans sa famille. Je n'occupais pas la meilleure place dans la fratrie : troisième après mon frère Hervé et ma sœur Anne et devant mon petit frère Tanguy. Et, lorsque je viens au monde en 1949, il est clair que je ne suis pas désiré, je dérange mon père, et ma quête désespérée de son amour l'insupporte. Je le ressens, et j'en souffre. Mais ma mère est là, qui comprend et compense. Nous nous attachons l'un à l'autre comme une espèce de couple. Nous avons mille affinités, une complicité magnifique, nous aimons rire ensemble. Elle connaît la poésie mieux que quiconque, me lit et me fait apprendre les plus beaux textes de la langue française. Elle m'initie à tout, et c'est elle qui me fredonne mes premiers chants de marins.

### L'un de vos livres s'intitule

« *Le Piano de ma mère* »...

Car elle joue merveilleusement du piano. Quand elle joue, cela me fait pleurer. Et, comme elle est aussi très sentimentale, on s'enferme à clé. Elle joue alors pour moi, et je l'écoute, tapi sous le piano, blotti à la fois contre ses jambes et contre l'instrument à l'odeur de bois fruitier délicieuse. Dans un état paradisiaque.

### La relation avec votre père, écrivain célèbre, était autrement rude ?

Décevante est le bon mot. J'avais pour lui une admiration sans bornes, j'y pensais comme un amoureux. Il me hantait. Je le trouvais incroyablement beau, avec ses yeux bleus, sa stature gigantesque et sa voix qui m'hypnotisait. Quand il passait devant moi, je le respirais et trouvais qu'il sentait bon. Je recherchais le contact de sa main, sans jamais recevoir de caresse. Lorsque je parvenais à croiser son regard, je n'y voyais qu'agacement et méfiance. Et, quand je tentais de faire entendre ma voix, il me rappelait à l'ordre : « *N'oublie pas que tu t'es trompé de famille !* »

### C'est une phrase inconcevable...

Et parfaitement fausse ! J'avais 4 ans la première fois, mais il l'a souvent répétée, et je m'endormais perplexe et meurtri. Alors je m'ouvrais à ma mère qui adorait son mari : « *Va demander à papa s'il m'aime.* » Et cette femme extraordinaire, qui ne cessait d'arrondir les angles et se voyait contrainte d'accomplir cette ambassade de l'affection, me répondait : « *Bien sûr qu'il t'aime ! Mais vous avez des tempéraments extrêmement différents !* » Ce qui n'était pas si vrai...

### Vous vouliez tant lui ressembler !

Je voulais être lui, qui était magnifique. J'aurais voulu mesurer comme lui 1,83 mètre, avoir ses yeux d'un bleu outrecoquant, sa culture phénoménale, son goût parfait sur l'art, la littérature, la peinture, la musique. Alors je le copiais autant que possible, à tel point d'ailleurs que je lui ai volé son écriture. Vous mettez deux pages écrites par l'un et l'autre côte à côte, et vous ne pouvez pas faire la différence ! Mieux : lorsqu'il parlait en voyage, je me glissais dans son bureau interdit et j'écrivais dans ses manuscrits, terminant même ses phrases inachevées. Je me disais qu'à la publication il y aurait ainsi un bout de phrase de moi dans le livre de mon père.

### Comment se comportait-il avec votre frère aîné ?

C'était l'amour de sa vie. Avec ma mère, bien sûr. Il partait en vacances avec lui, l'été, sur l'île Hoëdic, dans le sud du Morbihan, avant de rejoindre la famille dans le Finistère. Ils dormaient dans le même lit et nous recevions des nouvelles, mon frère ajoutant quelques mots au bas de la carte postale. Quand il nous arrivait de prendre tous ensemble le Paris-Brest, ils voyageaient tous deux en première classe, et nous nous retrouvions du côté de Rennes au wagon-restaurant où ils avaient copieusement déjeuné, alors

Le 29 mai, à Saint-Mandé (Val-de-Marne)

BRUNO KLEIN / DIVERGENCERIMAGES



JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... « Le Monde » interroge une personnalité en partant d'un moment décisif de son existence. Cette semaine, l'écrivain raconte comment l'amour de sa mère l'a ouvert à l'écriture

que le reste de la famille avait saucissonné et mangé des œufs durs en seconde. Je suppliais mon frère de me laisser un fond de verre de son Very Good orange, et cette petite gorgée un peu tiède me donnait la délicieuse impression d'avoir moi aussi séjourné au wagon-restaurant.

### Mais c'est odieux !

Je ne force pas le trait. Mon père et mon frère aîné formaient un couple. Peut-être la santé fragile d'Hervé à sa naissance est-elle à l'origine de cet attachement de mon père pour son premier enfant, lequel a d'abord trouvé cela normal, et m'a considéré comme une sorte de second couteau de la fratrie, avant de trouver la situation pesante. C'est un peu racinien, cette histoire : mon père aime mon frère, qui ne l'aime pas, et moi, j'aime mon père, qui ne m'aime pas. Tragique.

### Étiez-vous jaloux ?

Non, pas du tout. J'adorais mon frère aîné, qui était un bon frère. Le tragique était uniquement entre mon père et moi.

### Mais pourquoi ce désamour ? Avez-vous compris ?

Mon père était un homme de foi qui s'était senti appelé à la vie religieuse avant de tomber amoureux de ma mère, ce en quoi il avait eu bien raison. Quand ils ont eu un enfant, un fils, c'était parfait et grandement suffisant pour mon père. Une fille a suivi, dont ma mère s'est surtout occupée. Je suis arrivé comme un intrus dans le paysage affectif de mon père.

### Avec quelles conséquences ?

Des larmes ravalées et un état d'hypersensibilité permanent qui donne envie d'écrire. Un brin d'égoïsme aussi. Quand on ne se sent pas aimé par quelqu'un, on est dans un questionnement personnel quasi obsédant. Avec la volonté, tous les matins, de séduire la personne qui non seulement vous rejette, mais se sent même offensée par ce besoin de conquête que vous manifestez à son égard. C'est à ça, je pense, que je dois cette envie d'écrire des livres, de piger tout ce qu'il y a de subtil dans le cœur humain.

### Ce besoin s'est-il manifesté très tôt ?

Tout de suite. Mon père racontait admirablement bien les histoires, avec une voix qui savait jouer des émotions et une parfaite maîtrise de la langue française. Mais ma mère aussi, qui aurait pu être écrivain si elle n'avait choisi de se dévouer totalement à la carrière de son mari, qu'elle aimait passionnément. Comme un

grand fils. Il avait tant besoin d'elle. Donc, entre les deux, je ne pouvais qu'avoir envie de tisser moi aussi des histoires. Pour charmer ma mère et lui montrer que je faisais aussi bien que son mari. C'était très clair dans ma tête !

### Vous saviez la joie qu'elle avait à lire attentivement les manuscrits de son mari.

Bien sûr. Et, ce que j'adorais chez elle, c'est que, malgré sa dévotion, elle en voyait aussi les limites. Des limites qu'il s'imposait à lui-même : celles de sa chrétienté. Il s'interdisait de scruter la sensibilité humaine au-delà de ce qui lui semblait permis par sa morale chrétienne. Au-delà faisait entrer dans le péché. Ce qui est une terrible limite pour un romancier ! Sa notoriété en souffre aujourd'hui.

### Quand lui avez-vous montré un premier écrit ?

A mon père ? Jamais ! C'est à ma mère que je montrais mes premiers poèmes. Au début, elle était émue. Et puis mon sérieux, ma persévérance l'ont vraiment intéressée. « *C'est bien, a-t-elle dit un jour. Vraiment très bien. Je vais montrer ça à ton père.* » Je revois la scène, les lieux, les portes, nous trois. Elle lui tend les feuilles, il part dans son bureau au bout de l'appartement, on attend dans le salon, puis le voilà qui revient, les déchire sous nos yeux, et lâche avec mépris : « *Il imite Paul Valéry.* » J'avais 11 ans, je crois que je n'avais même pas lu Paul Valéry.

### N'y avait-il pas de quoi couper les ailes d'un jeune écrivain ?

Cela m'a fait une peine folle. Pourtant, je crois que mes ailes ont poussé à ce moment-là.

### Et votre maman meurt brusquement à l'aube de vos 18 ans...

Je ne savais rien de sa maladie, elle ne montrait rien, on ne disait rien, peut-être aussi ne voulais-je rien voir. Mais un petit matin, vers 5 heures, j'ai décroché le téléphone à la place de mon père. « *M. Queffélec ? Nous sommes désolés, nous avons tout tenté, mais votre femme n'a pas passé la nuit.* » Le combiné m'a tout de suite étreint, le déchire par mon père, mais la phrase de l'infirmière de cet hôpital où l'on avait tenté sur ma mère l'opération de la dernière chance – alors que je la croyais chez des amis – m'a fracassé. Après... Après la vie n'avait plus grand intérêt. Et je n'ai plus rêvé que de faire le tour du monde en voilier. Me retrouver en contact avec la pensée de ma mère en voguant sur les mers. Comme je ne pensais qu'à écrire, je me suis dit : voilà, je

prends un cahier, je monte sur un bateau, et ce sera ma vie...

### Sauf que ce n'est pas si simple de partir faire le tour du monde.

Non, et j'ai fait mille besognes pour payer mon bateau. Et puis, à trois jours du départ vers les côtes africaines, je tombe en panne de moteur et accoste à Belle-Ile, un soir de tempête. C'est là que je fais la rencontre de ma vie. Il fait nuit. Des embruns passent par-dessus la jetée. Et une grosse voix me dit : « *Toi, chéri, t'as une gueule d'écrivain.* » La voix est celle de Françoise Verny, figure mythique de l'édition. Je ne la connais pas, je ne sais pas ce qu'elle fait là. Mais elle m'entraîne sous la pluie. Je lui raconte que je pars faire le tour du monde. Elle me répond : « *J'en ai rien à foutre de ton bateau, parle-moi plutôt de ta maman.* » Et, à la fin de cette nuit étrange, elle me dit : « *Chéri, maintenant tu vas m'écrire ton livre.* » Et cela veut dire : Écris-moi la Bible. Écris-moi un livre qui bouleversera tout. Elle est sincère. C'est ça, un grand éditeur !

### Et vous vous plongez dans l'écriture « du » livre ?

Non. La rencontre me chamboule, mais j'ai tellement eu l'habitude de ne pas mériter l'attention que je ne crois pas à ma chance. Et puis, entre-temps, je deviens pigiste au *Nouvel Obs*, avec la chance folle de rencontrer Styron, Burgess, Singer, Rushdie... Elle patiente, elle supporte mes lapins, mes fuites, mes dingeries. Elle veut « mon » livre. Elle a extraordinairement confiance en moi. Elle édite mon premier roman – *Le Charme noir* –, puis *Les Noces barbares*, convaincue que j'aurai le Goncourt.

### Vous-même y croyez-vous ?

Non. Enfin... La veille de l'annonce, j'ai une terrible insomnie. Je pense au Prix en me disant que je n'en ai rien à foutre, mais je suis perturbé. Alors, au petit matin, je pars sur la tombe de ma mère. Je n'y suis pas allé depuis ses obsèques, quinze ans plus tôt. Je traverse Paris à pied, j'attends l'ouverture des portes du cimetière de Montrouge, et je parle à maman. Je rentre chez moi. Françoise me téléphone vers 10 heures en me disant que je ne suis pas le lauréat, mais que ce n'est pas grave, le livre est bon et il se vend. Je suis presque soulagé. Puis Antoine Gallimard m'appelle à son tour, avec le même propos, et me convie à déjeuner chez lui, en famille, afin que nous regardions à la télévision l'annonce du lauréat. Je me sens bizarre. Au cours du repas, Antoine disparaît, appelé au téléphone, puis revient à table finir son escalope de veau aux champignons. Sa femme l'interroge : « *C'était qui ?* » Il répond : « *Mon père.* » « *Qu'est-ce qu'il voulait ?* » « *M'annoncer le Goncourt.* » On le regarde, stupéfaits. « *Alors, tu peux nous le dire ?* » Les yeux baissés sur son assiette, il pointe sa fourchette vers moi. « *Tu veux dire que c'est Yann qui a le prix Goncourt ?* » Il répond : « *Bien sûr.* » Et il ajoute à mon intention : « *D'ailleurs, je te signale que mon père, Claude, est toujours au bout du fil et veut te féliciter.* » La nouvelle se répand à la vitesse de l'éclair. Un taxi-moto vient me chercher et commence alors le cirque infernal.

### Il vous faut donc l'annoncer à votre père...

J'y pense instantanément. Et j'attends l'après-midi d'avoir un petit coup dans l'aile. Je ne sais pas comment faire. Je me dis que, si j'appelle de chez Gallimard, il va trouver que je me prends au sérieux. Alors je me casse en ville et je trouve une cabine téléphonique pourrie. Là, empêtré, la mort dans l'âme, je lui annonce que j'ai le Goncourt.

### Papa, excuse-moi ?

Oui, c'est un peu cela. Car je sais bien que c'est pour lui une mauvaise nouvelle. Il répond : « *Je sais, la femme de ménage m'a prévenu.* »

### Pas un mot de félicitations ?

Il ne peut pas. Je lui dis timidement : « *Tu es invité chez Gallimard.* » Insolence. C'est en tout cas ce qu'il ressent, lui qui avait rêvé d'être publié par cet éditeur. Il répond : « *Les mandanités, très peu pour moi.* » J'insiste un peu : « *Tu sais, ce sera un dîner en très petit comité avec Claude Gallimard.* » Là, je l'achève. Sans le vouloir.

### Il n'y aura jamais le moindre signe de reconnaissance ?

Si. Il m'invite au restaurant un an plus tard. Et, à la sortie, il glisse : « *Au fait, j'ai lu ton livre, c'est très bien.* »

### Ah, quand même !

C'est un chrétien ! Il a fait son devoir.

### Qu'avez-vous fait de votre Goncourt ?

Je l'ai cassé. Piétiné. Balancé par-dessus bord. Comment ? Ce n'était pas difficile : en flambant l'argent qu'il m'avait rapporté et en brûlant la vie par tous les bouts. J'adorais mon livre. Et je n'avais pas l'intention d'en rester là. Mais j'avais honte vis-à-vis de mon père. Il ne l'avait jamais eu, le Goncourt, je ne me suis donc jamais autorisé à l'apprécier sereinement. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNICK COJEAN

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur *Lemonde.fr*

# Italie, la crise de gouvernement permanente

Les difficultés politiques actuelles trouvent leur origine dans l'impuissance des instruments démocratiques du pays, estime l'écrivaine Simonetta Greggio

Par SIMONETTA GREGGIO

Beaucoup de ceux qui ont eu le pouvoir en Italie l'ont perdu de manière tragique. Mussolini a été tué au coin d'une rue comme un chien, puis pendu par les pieds. Le parti Démocratie chrétienne a explosé en 1994, à la suite de l'opération « Mains propres », seize ans après avoir perdu l'un de ses meilleurs représentants, Aldo Moro, enlevé et assassiné par les Brigades rouges. A Bettino Craxi (premier socialiste à diriger le gouvernement italien, en 1983), on a jeté la pierre, sous forme d'un déluge de petite monnaie, avant de le contraindre à l'exil, où il est mort. La carrière de Giulio Andreotti (qui a dirigé sept gouvernements italiens successifs, de 1972 à 1992) s'est douloureusement éteinte dans des accusations d'accointance avec la Mafia.

Quant à Silvio Berlusconi, personne n'a eu depuis l'après-guerre autant de pouvoir que lui. En 1970, il était déjà en train de faire construire Milano 2, devenu par la suite le siège de sa première télévision, l'un des bras de la pieuvre de son empire. Rien que sa fortune personnelle a été estimée à près de 7 milliards d'euros. A l'époque, déjà, il ne manquait pas d'argent, venu des terres siciliennes par le biais d'une banque dont son père était le directeur. Son règne n'était certes pas une dictature : le président de Forza Italia a été une bête molle, un ennemi insidieux qui a réveillé la part d'anarchisme qui sommeillait en chaque Italien.

**LES LOIS ÉLECTORALES SE SUCCÈDENT SANS QUE L'ON TROUVE LE MOYEN DE FAIRE EN SORTE QUE LE VOTE DES ITALIENS SOIT PRIS EN COMPTE DE MANIÈRE ÉQUITABLE**

En tant que chef du gouvernement, il a lui-même plusieurs fois répété qu'il était légitime de ne pas payer ses impôts, ce dont il a donné l'exemple. On a toujours su qui il était, et malgré cela, il a été élu trois fois. Quelqu'un disait, dont j'ai oublié le nom : « *J'ai moins peur de Berlusconi en tant que tel que du Berlusconi que chacun cache en soi.* » Mais l'Histoire est imprévisible, et l'on ne peut anticiper son épilogue. La vraie question est : comment la structure sociale et morale qui s'est créée au fil de ses mandats – le premier était en 1994 – va influencer l'Italie qui vient ? Quel rôle joue ce passé proche dans ce qui est en train d'arriver ces jours-ci ?

## DONNEURS DE LEÇONS

Il flotte, dans l'histoire de la démocratie italienne, une sorte d'impuissance, ressentie comme une fatalité, à régir la vie du pays avec les instruments propres à une démocratie moderne. Depuis ma plus tendre enfance, les mots « crise de gouvernement » sont une ritournelle à laquelle je me suis habituée, ainsi que tous les Italiens. Si mes comptes sont bons, nous en sommes à la 83<sup>e</sup> depuis la fin de la guerre. Les lois électorales se succèdent sans que l'on trouve le moyen de faire en sorte que le vote des Italiens soit pris en compte de manière équitable. La dernière, dite « Rosatellum bis » (2017), mix saugrenu de proportionnelle et de majoritaire, n'a pas été écrite pour que le vote sorti des urnes accouche d'une majorité propre à gouverner. Le chaos de ces jours-ci, près de quatre mois après les élections du 4 mars, le prouve amplement.

Je vis en France depuis 1981 – depuis le 11 mai 1981 exactement. Je suis une écrivaine française qui paye ses impôts en France, mais je reste une femme italienne qui vote en Italie, où ma famille réside. Les grands écarts, je connais. Je les pratique depuis longtemps sur des questions aussi rugueuses que l'affaire Cesare Battisti (ancien criminel italien reconverti en écrivain, réfugié dans l'Hexagone, puis au Brésil depuis 2004), la place des anciens brigadistes en France et la « doctrine Mitterrand » (en 1985, François Mitterrand s'engage verbalement à ne pas extraditer les activistes et terroristes d'extrême gauche, venus notamment d'Italie), entre autres. On me demande souvent pourquoi, et de quoi, les Italiens en ont marre. J'essaie d'expliquer. La pauvreté insidieuse et rampante. Le chômage des jeunes, surtout dans le Sud. Un système universitaire complexe et mal adapté aux besoins des chercheurs. Le calvaire des

**IL SERAIT TEMPS QUE L'EUROPE ÉCOUTE, ET VIENNE EN AIDE À CE PAYS COMPLIQUÉ ET MERVEILLEUX**

petites et moyennes entreprises, soumises aux tracasseries administratives d'une bureaucratie périmée. La « *malasanità* », un système hospitalier disloqué entre privé et public, déséquilibré entre le Nord et le Sud. Une classe politique qui a eu maille à partir avec la justice, trop bien payée, eu égard aux difficultés des familles, et qui se pavane à la télévision à longueur de journée. Et cette Europe qui déçoit sans cesse, entre mesures économiques incompréhensibles et l'immense solitude ressentie lors de l'arrivée quotidienne de centaines de migrants sur les côtes.

Les Italiens ont aussi une autre raison d'être en colère. Ils en ont assez d'être pris pour des imbéciles par les donneurs de leçons des pays voisins : le commissaire européen allemand Günther Oettinger, qui explique que les marchés auront raison des populistes ; Bruno Le Maire, qui en rajoute : « *Chacun doit comprendre en Italie que l'avenir de l'Italie est en Europe et nulle part ailleurs. Et pour que cet avenir soit en Europe, il y a des règles à respecter.* » S'il y a quelque chose qu'il ne faut pas oublier dans la communication entre des pays si différents au sein d'une même Europe, c'est la délicatesse avec laquelle on se doit de manier la dignité de chaque peuple. Nous sommes tous sur le même bateau, et que l'on rame ou que l'on écope, on se sauvera ensemble, ou on coulera tous.

## LE « LABORATOIRE » DE LA DÉMOCRATIE

Aux prochaines élections, Berlusconi redeviendra naturellement le leader de son parti. Tant que Matteo Renzi s'obstinera à garder le cadavre de la gauche en otage, il n'y aura pas d'alternatives réelles. Tout se jouera entre le Mouvement 5 étoiles (M5S), la Ligue et diverses droites. Quel intérêt pour le vieux délinquant de rester dans la course ? Ses rentes Mediaset, et les lois qu'il pourra détourner à son avantage, comme il l'a toujours fait. Car il lui reste encore quelques épées de Damoclès pendues au-dessus de la tête : corruption, évasion fiscale, Mafia, conflits d'intérêts.

A quoi sert mon vote si, au final, rien de ce que j'ai crié n'a été entendu ? Le président de la République, las des querelles entre les deux chefs de parti de la coalition, a coupé court aux propositions du naïf Luigi Di Maio et du roué Matteo Salvini en faisant appel à Carlo Cottarelli. Le profil est adéquat : quoi de plus semblable à un technocrate qu'un autre technocrate ? Ils viennent d'une banque ou du Fonds monétaire international (FMI), ils sont invités d'honneur à Davos, ils ont des armoires remplies de costumes gris et des têtes passe-partout ; un directeur de casting ne pourrait pas mieux faire. Mais en prenant cette décision, le président de la République a fait fi du sentiment de révolte de ceux qui ont voté aux dernières élections. Ils se sont sentis trahis. Et même si la mémoire est courte en politique, elle ne l'est pas en ce qui concerne les offenses, vraies ou présumées : les Italiens n'ont pas oublié le gouvernement technocratique de Mario Monti, en 2011, ni son plan d'austérité. Puis l'arrivée inopinée, et quelque peu outrée, d'Enrico Letta, en 2013.

Que va-t-il se passer maintenant ? Vendredi 1<sup>er</sup> juin, nouveau retournement de situation : Paolo Savona, refusé au ministère des finances en raison de son euroscepticisme affiché, se retrouve à la tête des affaires européennes. Le nouveau gouvernement est né. Pour aboutir où ? Combien de temps une coalition entre M5S et Ligue peut-elle tenir ? Quelles seront les forces d'opposition ? Renzi s'obstinera-t-il à s'accrocher à un leadership que personne ne lui reconnaît plus ? Est-ce qu'aux prochaines élections le vote se fera avec la même loi, donnant lieu à une autre majorité impossible ?

Je ne suis pas une politologue, et je n'ai pas de boule de cristal. Il me semble néanmoins qu'il serait temps que la France et l'Europe écoutent, et viennent en aide à ce pays compliqué et merveilleux que l'on a souvent appelé le « laboratoire » de la démocratie. Parce que la frustration et la colère ne sont jamais bonnes conseillères, et que si l'on persiste à faire comme si les frontières étaient imperméables, ce qui arrive en Italie aujourd'hui peut arriver, demain, partout. ■

**J** Simonetta Greggio est une romancière italienne, auteure d'« *Elsa, mon amour* », une autobiographie de l'écrivaine Elsa Morante, à paraître le 22 août chez Flammarion

# Comment l'Espagne s'est déconstruite

La motion de censure votée le 1<sup>er</sup> juin contre le chef du gouvernement Mariano Rajoy, provoquant son renversement, révèle l'état de déliquescence du pays enclenché depuis des décennies, estime l'écrivain et universitaire Jordi Bonells

Par JORDI BONELLS

L'état de déliquescence politique dans lequel se trouve aujourd'hui l'Espagne est l'aboutissement d'un processus de déconstruction qui a débuté avec la crise économique et financière de 2008-2010 mettant à nu les failles d'une société, encore en proie à son passé, faute d'avoir su l'affronter autrement qu'à la manière des autruches.

Le premier symptôme de ce processus est celui de la déconstruction en accéléré, sous les effets dévastateurs de la crise, des classes moyennes espagnoles, surfant jusqu'alors, dans un état d'euphorie et d'autocontentement immodérés, sur les différentes bulles économique-financière et immobilières des années Aznar (Parti populaire, PP) (1996-2004) et du premier mandat du socialiste José Luis Zapatero (2004-2008). Des bulles à l'ombre desquelles s'est développée une corruption politique tentaculaire, dont on assiste aujourd'hui aux derniers avatars politico-judiciaires : arrestation et mise en examen, le 22 mai, d'Eduardo Zaplana, ex-président de la

Généralité [gouvernement régional] de Valence (1995-2002) et ancien ministre du deuxième gouvernement Aznar (2002-2004) ; sentence condamnatrice du 24 mai [par l'Audience nationale, la haute cour espagnole] contre le PP [parti auquel appartient Mariano Rajoy] dans le cas dit « Gürtel », sans oublier les enquêtes en cours sur les malversations et pots-de-vin au sein de la Généralité catalane sous la présidence du nationaliste Jordi Pujol (1980-2003).

La brutalité de la crise a fragilisé non seulement les certitudes des classes moyennes espagnoles, mais surtout leur assise sociale. « *Sauve qui peut* » est devenu leur cri de guerre face à une dégringolade économique qui faisait voler en éclats leur mode de vie. Et en pleine crise de nerfs, pour paraphraser Pedro Almodovar, elles se sont mises à chercher à tout-va des responsables à leur malheur immédiat : les Catalans pour certains, les Espagnols pour d'autres, ou encore la caste ou les élites ou l'Europe...

## FRASQUES DE JUAN CARLOS

Le deuxième symptôme est apparu au cœur même de la monarchie espagnole, questionnant ses fondements. Le roi Juan Carlos incarne à lui seul les contradictions d'un pays majoritairement non monarchique, qui a accepté la monarchie en 1978 – donc une certaine continuité avec la période précédente – comme le meilleur moyen de garantir la stabilité politique et de passer l'éponge après presque quarante ans de dictature. Certes, issu du franquisme, Juan Carlos a su s'en détacher. Encore faut-il être exemplaire en tou-

tes circonstances. Car, sans exemplarité, le passé se rappelle vite à l'ordre. Et ce passé, qu'on le veuille ou non, le rattrache à Franco. Or, dire que la fonction lui est montée à la tête serait peu dire tant il s'est cru tout permis. Ses frasques érotiques, son outrecuidance, ses safaris malheureux, ses dépenses obscènes à un moment où la crise faisait des ravages, ses réseaux familiaux et d'amitié qui y ont vu une possibilité de gains pas toujours très catholiques ont rapidement fait voler en éclats un prestige qui semblait pourtant bien établi.

Voilà donc qu'en 2014, il cède la place à son fils, Felipe VI : il est jeune, il est beau... et il parle anglais. Que demande le peuple ! Mais le passif est trop lourd, et le roi Felipe a beau vouloir mettre un peu d'ordre dans la maison, il oublie un peu vite qu'un roi n'a pas d'amis et encore moins si ces derniers sont dans les affaires. Qu'à cela ne tienne, la question catalane vient à point nommé, lui offrant la possibilité de consolider son aura, tout comme la tentative de coup d'Etat du 23 février 1981 avait permis à son père d'asseoir la sienne.

Mais, par ses prises de position, par

son ton, au lieu d'un garant, il est apparu aux yeux de beaucoup (pas seulement les Catalans ou les catalanistes) comme un partisan. Il n'en fallait pas plus pour déconsidérer un peu plus la monarchie : « *Passons à autre chose* », semblent se dire de plus en plus d'Espagnols.

## IMPLOSION DES PARTIS POLITIQUES

Et qu'en est-il de la crise catalane ? Elle a permis de mettre en évidence un profond processus de déconstruction identitaire qui ne date pas d'aujourd'hui, loin s'en faut. Ne débattons pas ici pour savoir qui a tort, qui a raison. Contentons-nous de souligner seulement que cette crise a débouché sur un double sentiment de rupture identitaire. Beaucoup d'Espagnols voient les Catalans comme les Shylock de l'Espagne [un riche usurier juif dans Le Marchand de Venise, de Shakespeare], ils n'hésitent donc pas à s'en prendre à eux, sans nulle retenue et sans oublier de commencer leurs phrases par un : « *J'ai beaucoup d'amis catalans, mais...* » Les Catalans de leur côté perçoivent les Espagnols comme de nouveaux Torquemada [moine dominicain qui joua avec zèle les grands inquisiteurs au XV<sup>e</sup> siècle], laissant suinter au passage un racisme latent comme en témoignent les Tweet anti-Espagnols du nouveau président de la Généralité, Quim Torra.

Dans ce marasme, l'espace politique n'est pas en reste, se déconstruisant lui aussi. Les partis traditionnels, PP, de droite, et PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), de gauche, qui se sont partagé le pouvoir quatre décennies durant, implosent à vue d'œil. Il faut dire

que la médiocrité de leurs dirigeants n'a pas peu contribué à cette situation. Et l'Etat qu'ils ont bâti à leur image, au fil des ans, se voit de même menacé d'implosion. Les coutures sautent là où ça serre : déficit croissant de politique, avec un dangereux déplacement vers le judiciaire dans la résolution des conflits ; justice tirillée entre soumission au pouvoir et sentiment de toute-puissance ; rétrécissement des libertés dans l'espace public ; parlementarisme creux ; gangrène institutionnelle du fait de la corruption...

Dès lors, faut-il s'étonner que deux jeunes formations, l'une de droite, Ciudadanos, l'autre de gauche, Podemos, aient le vent en poupe ? Elles cristallisent les mécontentements, les attentes, les angoisses aussi. Il n'est pas dit qu'elles puissent apporter des solutions. Le moment est certainement mal choisi. L'Espagne se délite dans une Europe qui a du mal à se trouver. Ce n'est pas de bon augure, ni pour l'Espagne ni pour l'Europe. ■

**J** Jordi Bonells est un auteur franco-espagnol et professeur de littérature et civilisation espagnoles. Il a notamment écrit « *Les Nationalismes espagnols (1876-1978)* » (Editions du Temps, 2001) et « *La Folie des autres* » (Robert Laffont, 2018)

**LA BRUTALITÉ DE LA CRISE A FRAGILISÉ LES CERTITUDES DES CLASSES MOYENNES ESPAGNOLES, MAIS AUSSI LEUR ASSISE SOCIALE**

# Le pari russe d'Emmanuel Macron

## Analyse

MARC SEMO  
Service International

L'ATTITUDE RÉSERVÉE DU MAÎTRE DU KREMLIN MONTRE QUE CE DERNIER SE SENT EN POSITION DE FORCE

Le contraste était saisissant. Devant un parterre d'hommes d'affaires du forum économique de Saint-Petersbourg, une sorte de « Davos russe », le 25 mai, Emmanuel Macron jouait la séduction, tutoyant le président russe et l'appelant « cher Vladimir ». Il citait Dostoïevski, Soljenitsyne et insistait sur son souhait d'ancrer la Russie et son destin dans l'Europe. Face à lui, l'homme fort du Kremlin, courtois mais impassible, le vouvoyait et ne s'engageait guère au-delà de propos très convenus sur « la France partenaire ancien, traditionnel et fiable ». Pas une seule fois, surtout face à son interlocuteur, il n'a évoqué la vocation européenne de son pays. « Le décalage était évident entre le souffle, la perspective historique de Macron et les réponses d'ordre mécanique de Poutine », relève Thomas Gomart, le directeur de l'IFRI (Institut français des relations internationales).

Le voyage à Saint-Petersbourg du chef de l'Etat marque un incontestable réchauffement des relations franco-russes. Ce n'était pas très difficile vu leur dégradation depuis 2014 après l'annexion de la Crimée, la déstabilisation de l'est de l'Ukraine, les tensions des derniers mois avec l'affaire Skripal – la

tentative d'empoisonnement d'un ex-agent double russe près de Londres – et les frappes contre les armes chimiques du régime syrien, soutenu envers et contre tout par Moscou. Un jalon a été posé, mais il reste à en mesurer la portée. « Est-ce qu'il s'agit d'un tournant? En tout cas, c'est un échange et une relation qui cherchent à élaborer quelque chose de solide et des axes stratégiques », expliquait M. Macron en dressant le bilan de son voyage. L'attitude réservée du maître du Kremlin montre que ce dernier se sent en position de force. « C'est un pragmatisme et il sait qu'il n'a pas besoin de trop en faire, étant dans une situation idéale pour profiter des tensions croissantes transatlantiques », analyse M. Gomart.

### « INCOMPRÉHENSIONS ET ERREURS »

Après son échec à convaincre son « ami » Donald Trump de ne pas se retirer de l'accord sur le nucléaire iranien, le président français se doit de reprendre l'initiative pour sauver ce qui peut l'être du texte signé à Vienne en juillet 2015, s'affirmant comme une « puissance d'équilibre » parlant à tous, et notamment à une Russie devenue à nouveau incontournable. « Cela n'enlève rien à notre relation avec Washington, mais c'est un pilier nécessaire afin de pouvoir jouer en cas de besoin les médiateurs », précise M. Macron. A cela s'ajoute l'importance croissante des relations économiques entre les deux pays malgré les sanctions adoptées par la France et ses partenaires européens en rétorsion à la poli-

tique russe en Ukraine. Une cinquantaine de contrats ont été signés lors de la visite. Le président a appelé les entreprises françaises « à faire beaucoup mieux ».

Le pari de M. Macron est de miser sur l'histoire et l'Europe pour rattraper la Russie. Saint-Petersbourg, la ville fondée par Pierre le Grand, est le symbole de cette ouverture. La première rencontre avec l'homme fort du Kremlin était à Versailles pour l'inauguration de l'exposition commémorant les 300 ans de la visite du tsar modernisateur auprès de Louis XV. La première visite de M. Macron sur le sol russe était aussi dans l'ancienne capitale. Mais M. Poutine reste avant tout un enfant de Leningrad, le nom que portait la ville à l'époque soviétique. Le président français a évoqué l'horreur du siège de la ville par les nazis et s'est rendu au cimetière mémorial, avec ses 186 immenses fosses communes où sont enterrées 420 000 victimes, des civils, pour la plupart morts de faim, dont un frère aîné de l'actuel président.

A Versailles, le chef de l'Etat, sans arrogance ni complaisance, n'avait pas hésité à dire à son interlocuteur aussi les choses qui fâchent : la Syrie, les atteintes aux droits de l'homme ou la manipulation des médias. S'il n'a pas gommé ces différends, rappelant notamment le désaccord sur les armes chimiques ou sur l'Ukraine et s'il a rencontré des personnalités de la société civile pour évoquer les droits de l'homme, M. Macron a préféré cette fois insister sur ce qui rassemble. « Nous acceptons le rôle régional renforcé que

se donne la Russie dans son environnement régional et dans le monde, en particulier au Moyen-Orient, mais ce rôle retrouvé crée aussi plus de responsabilités », a-t-il déclaré, évoquant « des incompréhensions et parfois des erreurs ces vingt-cinq dernières années », c'est-à-dire une politique occidentale perçue par la Russie comme une humiliation. De tels propos ne pouvaient que réjouir son interlocuteur, qui s'est bien gardé, lui, de battre sa coulpe sur quoi que ce soit.

« C'était froid au début, mais quelque chose a bougé et il faut procéder étape par étape », se félicite-t-on à l'Élysée. Les « convergences » annoncées sur la Syrie, avec la mise sur pied d'un « mécanisme » pour coordonner les discussions sur la transition politique, restent virtuelles. La volonté commune de préserver l'accord sur le nucléaire n'empêche pas des divergences de fond. Conscient des limites du texte, M. Macron veut le compléter en négociant sur le programme balistique iranien, sur l'après-2025 et sur la politique régionale de Téhéran. Vladimir Poutine concède juste que l'on peut « discuter » de ces sujets.

Les prédécesseurs de M. Macron avaient tous pensé, au début, pouvoir faire bouger les choses avec M. Poutine. Sans résultat. Certes, le président russe semble désormais décidé à engranger les dividendes diplomatiques de ses succès militaires en Syrie, où il craint l'enlèvement. M. Macron, à l'issue du voyage, rappelait, prudent, sur BFM-TV, que « les sujets internationaux ne se règlent pas en un coup de téléphone ou une visite ». ■

## Jean-Marie Cavada « Une réforme de l'audiovisuel public est indispensable »

Le député européen, ancien président de France 5, RFO et Radio France, juge qu'il faut d'abord résoudre trois instabilités : réformer le CSA, adopter une loi-cadre et moderniser l'offre

Par JEAN-MARIE CAVADA

Une réforme de l'audiovisuel public est annoncée. Elle est indispensable pour au moins trois raisons. D'abord, ses missions sont devenues floues, et ses programmes se rapprochent parfois avec facilité de l'offre des télévisions privées. Ensuite, son organisation d'entreprise est obsolète, datant de trois décennies, malgré des tentatives de modernisation méritoires mais insuffisantes. Enfin, parce que les habitudes de consommation des médias sont en train de changer si profondément qu'il faut progressivement construire un système nouveau de mise à disposition de l'offre publique. Car ce qui compte avant tout, c'est la qualité du programme.

Prenez garde ! Réformer n'est pas un but en soi et n'a de sens que si les missions qu'impose la perception d'une redevance conduisent à une offre différente, complète, diversifiée et moderne. A quoi bon payer une redevance si l'effort d'originalité n'est pas soutenu : les télévisions y suffisent ! Contrairement à Radio France, qui a toujours su se distinguer de ses concurrentes privées, France 2 et parfois même France 3 y arrivent beaucoup moins bien. L'exécutif et le législateur doivent définir clairement les missions de l'audiovisuel public. Une fois l'exigence des missions posée, il convient d'en tirer les conséquences afin d'en obtenir une bonne application. Pour cela, il faut résoudre trois instabilités qui, depuis toujours, caractérisent le système français. Et il faut avoir le courage de trancher ces questions, car cette réforme conditionnera le fonctionnement de l'audiovisuel public sans doute pour une bonne vingtaine d'années.

La première instabilité est institutionnelle. On a proposé au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) de nommer les présidents des télévisions et radios publiques, mais on lui demande aussi de contrôler le fonctionnement de ces entreprises, comme d'ailleurs de régir le secteur privé. Qui nomme ne peut plus être un bon contrôleur. C'est pourquoi il faut revoir les attributions du CSA, conforter son rôle de gendarme de l'audiovisuel, et étendre sa responsabilité. Soit par fusion avec l'Autorité de régulation des communications électroniques et

des postes (Arcep), soit en y ajoutant la surveillance des libertés et contenus numériques. Dès lors, qui va nommer les dirigeants ? Les conseils d'administration sont légitimes pour désigner leurs candidats, répondant ainsi à la logique simple des entreprises. Attention à la tentation de partialité : c'est pourquoi il faut limiter à deux (Agence des participations de l'Etat, ministère de la culture) le nombre des représentants de l'Etat dans les conseils. Mais il faut aller plus loin : comme dans les grandes démocraties, pour les hautes fonctions, il est indispensable que ces désignations soient confirmées par les commissions culturelles des deux Chambres du Parlement à hauteur des 3/5 afin de garantir non seulement une neutralité politique (puisque majorité et opposition auront à se prononcer consensuellement), mais aussi un bon fonctionnement financier.

### PAS DE FUSIONS À MARCHÉ FORCÉE

Car c'est la deuxième instabilité qu'il faut abolir : depuis de longues décennies, l'Allemagne et la Grande-Bretagne votent les budgets de l'audiovisuel public avec une perspective de quatre ou cinq ans. Une sorte de loi-cadre est nécessaire. On ne peut pas exiger des dirigeants qu'ils se comportent en chefs d'entreprise, et « tutelliser » annuellement leurs budgets, ce qui enlève toute perspective d'investissement à moyen terme, mais aussi tout effort d'économies. Voilà bien une des raisons qui a empêché un développement moderne du numérique. Je propose même d'aller plus loin : qui tient les finances est le vrai patron. C'est pourquoi il faut dépolitiser la prévision budgétaire en faisant analyser les propositions des dirigeants d'entreprise par une « commission économique audiovisuelle » neutre, chargée d'analyser avec rigueur les souhaits des présidents d'entreprise, de les rendre cohérents avec le projet stratégique de chacune d'elles, avant de transmettre les recommandations solennelles au Parlement. Celui-ci doit en effet demeurer l'instance finale de perception de l'impôt. J'ai créé ou dirigé, pendant une vingtaine d'années, plusieurs entreprises publiques et j'ai toujours trouvé scandaleux que les responsables de ces chaînes prennent, à la clôture de l'examen du budget de la nation, connaissance de celui dont elles

disposent quinze jours plus tard. Cette pratique infantilisante minore et décourage l'ambition stratégique, c'est pour moi une explication du retard dans le développement numérique.

La troisième instabilité ? Si le mode de nomination des dirigeants, si l'instance de contrôle des missions, si les perspectives financières sont plus claires, alors on peut s'attaquer à la modernisation de l'offre, et réfléchir aux économies que je juge tout à fait possibles dans un audiovisuel public qui emploie 17 000 salariés, dont près de 2 600 journalistes, qui dispose (redevance et publicité) d'un budget global de 3,8 milliards d'euros, et qui contribue massivement à faire vivre un secteur de production qui souffre, alors qu'il est le grand pourvoyeur d'idées. La distribution moderne de la radio et de la télévision comporte une vétusté : aujourd'hui, les entreprises publicitaires connaissent leur cible avec une finesse inégalée. Les outils numériques leur ont fait faire des progrès extraordinaires pour identifier, au service de leurs annonceurs, les catégories de citoyens qu'ils doivent viser. La fonction de marketing des chaînes est sous-financée, sous-outillée, et cela doit changer. Ce qui conduit à faire du diffuseur un donneur d'ordre aux fonctions de production, qu'elles soient internes ou externes.

Reste la question du périmètre de l'audiovisuel public. Il est clair que des rapprochements doivent s'opérer entre les chaînes de télévision, et des coopérations doivent fonctionner entre la radio et la télévision publiques, comme c'est déjà frileusement le cas. Mais attention : pas de fusions à marche forcée car elles sont coûteuses et n'économisent rien. Il faut respecter les professionnels parce que leur rythme de travail à la radio n'a rien à voir avec celui de la télé. Au Parlement européen, où je suis spécialisé dans les questions soulevées par les médias classiques, le numérique, et la valorisation des contenus, j'ai pu observer que plusieurs grands groupes publics à travers le monde avaient opéré de profondes réformes parfois sur plusieurs années : le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, et même la Belgique, en cours de transformation. Il faut une volonté politique claire, un respect des entreprises, et une vision sur l'avenir. C'est ce que j'attends de cette réforme. ■

Jean-Marie Cavada  
est député européen, ancien président de France 5, RFO et Radio France

## Guantanamo, un récit en images



GUANTANAMO KID. L'HISTOIRE VRAIE DE MOHAMMED EL-GORANI

de Jérôme Tubiana  
et Alexandre Franc.  
Dargaud, 172 pages, 20 euros

### Le livre

C'est en 2010 à N'Djamena, au Tchad, que le journaliste Jérôme Tubiana a rencontré pour la première fois Mohammed El-Gorani. Le jeune homme lui a raconté le périple kafkaïen qu'il a envoyé croupir, au lendemain du 11 septembre 2001, alors qu'il n'avait pas 14 ans, dans les geôles de Guantanamo, cette opaque prison construite dans l'enclave américaine de Cuba pour y accueillir les présumés djihadistes. Il y restera huit ans, avant d'être innocenté et renvoyé chez lui. Enfin pas vraiment chez lui. C'est que Mohammed El-Gorani a grandi en Arabie saoudite, né de parents tchadiens. Autant dire des non-citoyens. Pour se construire une vie, il avait décidé d'aller étudier l'informatique au Pakistan. Pour rejoindre seul ce pays, il avait dû tricher sur son âge. Profondément pieux, il sera pris dans une rafle après les attentats de New York. A partir de là, c'est une longue errance de prisons en brimades qu'il raconte.

Livré par la police pakistanaise aux forces américaines. Guantanamo. Renvoyé ensuite par les Etats-Unis au Tchad, pays qu'il ne connaît pas, bien qu'il en soit citoyen de droit. Malade, cherchant de l'aide auprès d'amis au Soudan en traversant le Darfour en guerre, de nouveau la prison, retour au Tchad. Puis le Ghana, où la vie semble lui sourire, jusqu'au changement de régime. Prison. Coups de nouveau. Retour au Tchad. Dont il réussit à s'enfuir pour se réfugier au Nigeria.

### HÉROS ET AUTEUR

C'est tout cela que raconte le roman graphique de Jérôme Tubiana et du dessinateur Alexandre Franc. A commencer par Guantanamo, justement, prison dont on sait si peu. L'originalité de *Guantanamo Kid*, c'est que son héros en est aussi l'un des auteurs – il touche un tiers des droits d'auteur sur ce livre publié en partenariat avec Amnesty international. Devenu son ami, le journaliste Jérôme Tubiana, qui passe une partie de sa vie à parcourir l'Afrique subsaharienne pour des reportages ou des recherches avec diverses ONG ou think tanks, est retourné le soir en 2017, pour vérifier et amender informations et dessins. « Mohammed nous a donné moult précisions. Détails sur la prison, les décors, des lieux dont aucune photo n'est disponible, le type ou la position des menottes pendant les déplacements... », raconte le journaliste.

Quand on demande à celui-ci pourquoi cette longue postface qui clôt le livre, il répond : « Parce que c'est une histoire qui n'est pas terminée. La vie n'est pas aussi simple que les histoires dessinées. La BD s'arrête en 2010, au moment où je rencontre Mohammed. Mais, par souci de vérité, je ne pouvais faire abstraction de ce qui s'est passé ensuite, des stigmates de Guantanamo qui vont continuer de peser sur sa vie. Aujourd'hui, Mohammed est au Nigeria, où il aimerait ouvrir un restaurant, avec l'aide des droits d'auteur et d'une campagne de crowdfunding que j'espère lancer... Mais demain ? » ■

LAURENT CARPENTIER



L'AIR DU TEMPS | CHRONIQUE

PAR FRÉDÉRIC POTET

# Entendre « Les Suppliantes »

**I**l faut lire ou relire Eschyle. Dans *Les Suppliantes*, pièce écrite dans les années 466 à 463 avant J.-C., le poète grec narre le début d'un épisode antique faisant étonnamment écho à la crise des migrants qui sévit actuellement en Europe: le mythe des Danaïdes. Refusant d'être mariées de force à des cousins germains, cinquante femmes – les filles de Danaos – entreprennent de fuir l'Afrique par la mer pour se réfugier sur les rives de la cité grecque d'Argos, où elles réclament la protection du souverain local. Ce dernier va accepter de leur accorder l'asile, au nom des lois de l'hospitalité, malgré la menace d'une guerre.

C'est en entendant le directeur du Festival d'Avignon, Olivier Py, grand propagateur de l'œuvre d'Eschyle, parler de cette tragédie à la radio en 2015, que le metteur en scène Jean-Luc Bansard a décidé de s'en emparer avec sa troupe, le Théâtre du Tiroir, basée à Laval (Mayenne). La dimension prémonitoire du texte lui interdisant « une adaptation traditionnelle », il a alors eu l'idée de « convertir » au théâtre des migrants récemment arrivés sur le territoire français.

Jean-Luc Bansard n'est pas le seul à faire monter sur scène des candidats au statut de réfugié. La troupe anglaise du Good Chance Theatre s'en est fait également une spécialité depuis plusieurs années, par le biais d'ateliers organisés dans des campements et des centres d'hébergement. La différence tient, ici, au choix du répertoire: vingt-six siècles séparent *Les Suppliantes* (l'une des plus anciennes pièces de théâtre de l'humanité) des sauvetages en Méditerranée d'embarcations de fortune; la mise en abyme n'en est que plus vertigineuse, dès lors que le texte est déclamé par des hommes et des femmes ayant connu cela.

Pour recruter ses comédiens, le metteur en scène est allé dans les centres d'accueil et d'hébergement du SAMU social à Laval. Depuis la première de la pièce, le 11 juin 2016 à Mayenne, une trentaine de demandeurs d'asile, originaires de presque autant de pays, ont participé à ce « chantier citoyen », au gré de leur situation personnelle. Quinze femmes de nationalité française, pratiquant le théâtre en amateur, ont aussi rejoint le projet. La traduction du texte en français par Olivier Py a, ensuite, été elle-même traduite dans une douzaine de langues, de l'arabe au swahili, du mongol à l'azéri, de l'albanais au tigrigna (la langue officielle de l'Erythrée).

Si une Danaïde « migrante » ne parvient pas à réciter sa tirade en français, elle le fait dans sa langue maternelle; une Danaïde « française » viendra alors immédiatement la traduire, à l'intention du public. Ce passage de témoin idiomatique symbolise l'importance de l'entraide dans le processus d'intégration auquel prétendent ces acteurs et actrices, pas toujours très à l'aise sur scène mais concernés au premier chef par les questions posées par la tragédie d'Eschyle. Jean-Luc Bansard en voit trois: « Les femmes ont-elles le droit de disposer d'elles-mêmes et de leur corps? Le droit d'asile est-il

## EN MONTANT LA PIÈCE D'ESCHYLE AVEC DES MIGRANTS AYANT CONNU LA MÊME SITUATION QUE LES DANAÏDES, JEAN-LUC BANSARD OFFRE UNE VERTIGINEUSE MISE EN ABYME

*universel? Le peuple a-t-il son mot à dire, comme c'est le cas dans cette pièce, puisque le prince va le consulter avant de prendre sa décision? Ces trois questions n'ont toujours pas trouvé de réponse ferme, deux mille cinq cents ans plus tard.»*

### Fuir le mariage forcé

Si le spectateur ne sait rien des parcours migratoires, forcément chaotiques, des uns et des autres, l'une des comédiennes pourrait presque incarner la pièce à elle seule: Alice-Simbi Atieno. Cette Kényane de 25 ans a intégré le projet il y a seulement cinq mois. Son drame personnel est d'avoir enduré, à deux reprises, ce que les Danaïdes veulent à tout prix fuir: le mariage forcé. La première fois, elle avait 17 ans: « vendue » par sa mère à un homme deux fois plus âgé, elle sera répudiée cinq ans plus tard par celui-ci, n'ayant pu lui donner d'enfant. Sa mère va alors la battre à coups de machette, comme en témoignent deux grandes cicatrices qui zèbrent le haut de son dos. Un deuxième mariage, moyennant rétribution lui aussi, sera ensuite conclu, avec un homme de 50 ans. Alice-Simbi Atieno s'enfuira à la veille d'une cérémonie d'excision à laquelle elle était destinée.

La « chance » de l'étudiante en communication de Nairobi fut de participer aux programmes éducatifs d'une ONG italienne (le Centre de développement créatif Danilo Dolci). Elle est envoyée en Sicile pour un stage de formation devant durer une semaine. Munie d'un visa Schengen, elle restera en Italie, avant de rejoindre en bus une connaissance en Belgique, puis de débarquer à Laval par le biais d'un site de covoiturage. Pourquoi Laval? « Un professeur de français à Nairobi avait écrit, sur mon livre de grammaire, les coordonnées d'un de ses amis qui vivait à Laval et qui pourrait m'aider. Je l'ai appelé en arrivant, mais le numéro était incorrect », raconte-t-elle.

Prise en charge par France terre d'asile, Alice-Simbi Atieno vit aujourd'hui à Saumur (Maine-et-Loire) dans un appartement mis à disposition par l'association. Elle y perfectionne son français, écrit des poèmes, rêve de devenir journaliste et joue dans *Les Suppliantes* dès qu'une représentation est programmée. La révolte des Danaïdes la bouscule au plus profond de son être, confie-t-elle: « Chaque fois que je monte sur scène, un sentiment très particulier m'envahit, comme si je parvenais enfin à sortir les mots que je n'ai jamais eu le temps de libérer au fond de moi. »

« Suppliante », Alice-Simbi Atieno l'est aujourd'hui complètement. Son titre de séjour prendra fin en juillet. Il ne sera renouvelable qu'une seule fois. La jeune femme entend bien suivre le conseil de Jean-Luc Bansard: « Déclamer du Eschyle en français pendant un entretien de régularisation ne peut pas nuire. » Notamment cette réplique des *Suppliantes*: « Aider un étranger apporte le bonheur. » ■

**L'UNE DES COMÉDIENNES POURRAIT PRESQUE INCARNER LA PIÈCE À ELLE SEULE : ALICE-SIMBI ATIENO**

## COMMERCE : LE MOMENT DE VÉRITÉ POUR L'EUROPE

### ÉDITORIAL

**R**ester ferme, tout en évitant la surenchère. La voie est étroite pour l'Union européenne (UE), après la décision de Donald Trump de taxer les importations américaines d'acier et d'aluminium. Le président des Etats-Unis a fini par mettre à exécution, jeudi 31 mai, les menaces agitées depuis deux mois, faute d'avoir obtenu des concessions de la part des Européens pour tenter de réduire le déficit commercial américain.

Face au refus de ces derniers de « négocier avec un pistolet sur la tempe », les Etats-Unis ont donc passé outre aux avertissements sur les risques d'une guerre commerciale qui pourrait ralentir la croissance mondiale. Cette menace n'a jamais été aussi imminente, alors que le Canada et le

Mexique, deux des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis, ont droit au même traitement que l'UE.

Cette décision est aussi irresponsable qu'inefficace. Irrresponsable, parce qu'elle se fait au mépris des règles du commerce international, dont les Etats-Unis avaient été l'un des principaux architectes. Fustigeant l'inefficacité de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), M. Trump a décidé de saper le fonctionnement de ce système. Par ailleurs, ces sanctions fragilisent un peu plus la relation transatlantique, déjà mise à mal par le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem.

Inefficace, cette décision l'est à double titre. D'abord, parce que le déficit américain est pour l'essentiel la contrepartie d'un déséquilibre, qui n'a rien à voir avec des barrières douanières. Les Etats-Unis vivent au-dessus de leurs moyens en consommant trop et en n'épargnant pas assez. Dès lors, viser un solde positif de la balance commerciale est illusoire. Concernant l'acier, les sanctions passent complètement à côté du sujet, puisque la Chine est épargnée, alors que c'est Pékin qui est responsable de la surproduction mondiale, qui tire les prix vers le bas et détruit des emplois dans les pays occidentaux. Enfin, l'argument selon lequel les importations d'acier et d'aluminium européens représentent une menace pour la sécurité des Etats-Unis est une plaisanterie.

L'agressivité commerciale américaine a au moins une vertu: elle place les Européens face à leurs responsabilités. Il s'agit d'un test crucial pour mesurer la solidité de la solidarité européenne. Or les intérêts à court terme des Etats membres ne sont pas nécessairement convergents. Face à la fermeté française, l'Allemagne pourrait être tentée par une attitude beaucoup plus pragmatique en essayant de sauvegarder ses énormes excédents commerciaux. Donald Trump sait très bien que la cuirasse européenne est fragile et n'hésitera pas à profiter de la moindre faille. Les menaces de taxer les importations américaines de voitures allemandes seront, de ce point de vue, un moment de vérité.

L'Europe doit dépasser ces intérêts de court terme pour apprendre à exister non plus aux côtés des Etats-Unis, mais indépendamment d'eux. Washington n'est plus un partenaire fiable; un autre rapport de force s'impose. En tant que première zone commerciale du monde, l'UE en a les moyens, en continuant à promouvoir un libre-échange responsable et équilibré avec le reste de la planète, tout en montrant aux Etats-Unis que l'Europe unie sait se défendre. Les mesures de rétorsion qui sont en préparation constituent à cet égard un signal positif. Le défi reste de trouver un bon équilibre entre la riposte et le respect de la légalité internationale pour éviter le piège mortel de la guerre commerciale. ■

Le Monde | L'OBS | Télérama | Courrier international | Le | IHUFFPOSTI

Couthures-sur-Garonne

# FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

13-14-15 juillet 2018

Avec **BENOIT POELVOORDE** parrain de l'édition 2018 du festival

**JEAN-MICHEL APHATIE • FLORENCE AUBENAS  
AUREL • SOPHIE BOUILLON  
LUC BRONNER • ÉRIC CHOL  
HUGO CLÉMENT • ALEXIS CORBIÈRE  
GÉRARD DAVET • EMMANUEL DAVIDENKOFF  
MARION DUCLOS • XENIA FEDOROVA  
SOPHIE FONTANEL • LAURE GASPARTO  
YVES HARTÉ • PIERRE HASKI  
CÉDRIC HERROU • ELISABETH LÉVY  
FABRICE LHOMME • SONIA MABROUK  
PIERRE MURAT • OPHÉLIE NEIMAN  
DAVID PUJADAS • BENJAMIN STORA  
AUDREY TANG • GILLES VAN KOTE...**

**RÉSERVEZ VOTRE PASS DÈS MAINTENANT !**

Programme et billetterie sur [festivalinternationaldejournalisme.com](http://festivalinternationaldejournalisme.com)

[www.fnac.com](http://www.fnac.com) et en Magasins Fnac – Carrefour – U – Géant – Intermarché

Nouvelle-Aquitaine | LOT-ET-GARONNE | Marmande | Couthures-sur-Garonne

SUD OUEST | 3 nouvelle aquitaine | LE TEMPS | La Libre | REPORTERS SANS FRONTIÈRES | colibris | FAR-OUEST | Cdiscount

jeux drôles



# Daimler rattrapé par le scandale des moteurs diesel

► Le constructeur de Stuttgart, leader mondial des véhicules légers haut de gamme, est suspecté d'une fraude massive

► Selon « Der Spiegel », le groupe est soupçonné d'avoir installé des systèmes illégaux de dépollution sur 750 000 Mercedes

► L'affaire est d'autant plus délicate que le constructeur affirme depuis 2015 n'avoir jamais truqué ses moteurs

PAGE 4

## Anniversaire morose à la BCE

La victoire des eurosceptiques en Italie a assombri les 20 ans de l'institution



Siège de la BCE, à Francfort. KAI PFAFFENBACH/REUTERS

## TOURISME LA SAISON ESTIVALE SE PRÉSENTE BIEN EN FRANCE

Les touristes étrangers reviennent en force dans l'Hexagone après les deux années noires qui ont suivi les attentats de 2015

PAGE 5

## IDÉES LE PATRONAT, COMBIEN DE DIVISIONS ?

La campagne en cours au Medef, dont le nouveau président sera élu le 3 juillet, révèle un monde patronal morcelé. Trois experts en analysent la fragmentation

PAGES 6-7

## MATIÈRES PREMIÈRES | CAFÉ

### DES AMBITIONS SANS FILTRE

On connaissait les *french fries* ou les *french toasts*. Mais le plateau de petit déjeuner ne serait pas complet sans le *french press coffee*. Ces exemples le prouvent. La France brille par l'exportation dans les pays anglo-saxons de savoir-faire dont elle ignore parfois même jusqu'à l'existence. Nous ne commenterons pas le *french kiss*...

Le *french press coffee*, puisqu'il s'agit de lui, est un café élaboré avec une cafetière à piston. Un premier brevet aurait été déposé par deux inventeurs français en 1852. La mémoire collective n'a pas retenu leur nom. Mais c'est un Italien qui transformera l'idée en réalité industrielle et des sociétés anglaise et danoise qui la populariseront.

Le *french press*, mais aussi le *cold brew*, un café infusé à froid, voire le simple café filtre, sont en vedette de l'établissement vitrine que vient de s'offrir Lavazza à Milan. Tout un symbole pour le spécialiste de l'espresso italien. La bataille du café se joue au niveau mondial, et les compétiteurs sont priés de répondre aux nouveaux modes et aux nouveaux goûts des consommateurs aux quatre coins de la planète.

En effet, sur le marché du café, les ambitions sont sans filtre. Dernier épisode en date de cette saga brûlante, le rachat de Prêt à manger par JAB, fonds d'investissement de la riche famille allemande Reimann. Une acquisition dévoilée mardi 29 mai. Pour s'emparer de cette chaîne de cafés, née en Grande-Bretagne comme son nom ne l'indique pas, JAB aurait déboursé 1,7 milliard d'euros.

Nouveau chèque en blanc pour le petit noir. La famille

Reimann a déjà investi plus de 25 milliards d'euros pour se tailler un empire dans le café depuis 2012. Au point de mettre la pression sur le leader mondial, Nestlé, connu pour ses marques emblématiques Nespresso ou Nescafé.

Le suisse a décidé de répliquer en nouant une alliance avec Starbucks. A lui de déployer la marque américaine dans les supermarchés du monde entier. Ticket d'entrée : 6 milliards d'euros.

#### Récolte record au Brésil

Dans cette course en sac, Lavazza, troisième mondial, au coude-à-coude avec Starbucks, tente de tenir le rythme. « Notre chiffre d'affaires a dépassé la barre des 2 milliards d'euros en 2017, avec une croissance de 6,7 %, trois fois supérieure à la moyenne du marché mondial du café. C'est une "Nadal Performance" », s'enthousiasme Giuseppe Lavazza, vice-président du groupe familial turinois, qui a hissé sa marque dans les quatre tournois du Grand Chelem, dont Roland-Garros. Lavazza a avalé, il y a juste deux ans, Carte Noire, première marque dans les linéaires en France. « Nous avons 500 millions d'euros disponibles, mais pour l'instant pas d'acquisitions en vue », assure M. Lavazza.

Tous ces acteurs scrutent les cours de leur précieuse matière première. Or, cette année, le robusta comme le plus prisé arabica boivent la tasse. En cause, une récolte record au Brésil, et de bonnes performances au Vietnam, respectivement premier et deuxième exportateurs mondiaux. Si les industriels boivent du petit-lait, la potion est amère pour les planteurs. ■

LAURENCE GIRARD

## RECHERCHES | CHRONIQUE PAR PIERRE-CYRILLE HAUTCŒUR

### L'impossible unité italienne

Les difficiles tractations pour la formation d'un gouvernement en Italie résultent-elles de l'échec de l'unification économique du pays, un échec ancré dans une longue opposition historique entre le Nord et le Sud ? La coupure entre le Sud et les îles (Sardaigne et Sicile), d'un côté, le centre et le Nord, de l'autre, est bien connue dans l'histoire du pays, mais elle n'a fait que se renforcer depuis quarante ans. Au nord, une société riche, où le chômage est marginal, l'industrie et le tourisme ancrés dans des savoir-faire artisanaux et artistiques renommés mondialement ; au sud, une société beaucoup plus pauvre, mal formée et rongée par le chômage.

Lors des dernières élections législatives, le Mouvement 5 étoiles (M5S) a dominé sans partage au sud, tandis qu'au nord, c'est l'alliance des droites qui l'a emporté, le centre gauche s'étant réfugié dans quelques grandes villes et en Toscane. Le M5S souhaite la sortie de l'Union européenne, arguant de l'inefficacité des politiques d'ajustement structurel menées depuis des années, qui ne

font qu'accroître la pauvreté du Sud. Inversement, hormis sa violente réaction anti-immigrés, le Nord est bien ancré dans l'Union, son économie étant compétitive et intégrée avec celles de ses partenaires européens.

Cette coupure existe depuis l'unification du pays, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. L'unification fut conçue et menée avec l'aide de la France par le royaume du Piémont, qui rassemblait les Etats du Nord et du centre, et annexa, en 1860, le vaste royaume agricole des Deux-Siciles grâce au talent chevaleresque et révolutionnaire de Garibaldi plus qu'à des arguments économiques. L'unification tarifaire eut néanmoins lieu dès 1861, l'unification monétaire en 1863, et l'Italie participa, en 1865, à la création de l'Union latine, pilotée par la France. Comme le montre Roger Vicquery, doctorant à la London School of Economics, le Nord et le Sud appartenaient à des mondes économiques séparés. Le Nord réagissait aux chocs monétaires venant de France, avec laquelle il était fortement intégré économiquement, tandis

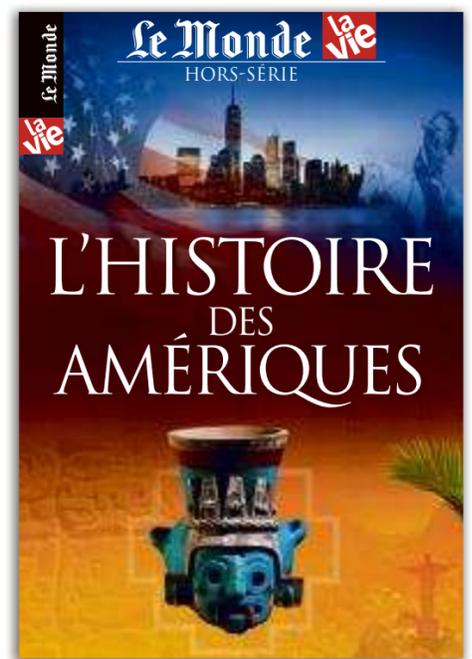
que le Sud, dominé par la grande propriété foncière et la misère rurale, était influencé par les événements survenant en Grande-Bretagne, où il exportait ses matières premières – huile, raisins ou soufre. Dès lors, l'Italie naissante avait une seule monnaie, mais ne constituait pas une « zone monétaire optimale » : le Nord et le Sud nécessitaient des politiques monétaires différentes, notamment face aux multiples chocs qu'imposait la modernisation accélérée de l'économie italienne à partir de 1880.

#### Coupure plus forte que jamais

Alors que les inégalités entre régions au lendemain de l'unification étaient similaires en Italie et en Allemagne, elles étaient devenues trois fois plus élevées en Italie qu'en Allemagne à la veille de la première guerre mondiale. Selon Vicquery, cette situation résulte de l'ouverture – voulue par le Nord – à la première mondialisation d'avant 1914, qui a accentué les spécialisations régionales sans être compensée par des programmes d'intégration économique et de redistribution entre ré-

gions. Le Sud, qui aurait bénéficié d'une politique monétaire plus souple et de dévaluations compétitives, a dû se soumettre à la rigueur imposée par le Nord...

Après la seconde guerre mondiale, les gouvernements républicains prennent la question à bras-le-corps. Des investissements massifs au sud et des politiques monétaires souples conduisent pendant plusieurs décennies à une convergence entre Nord et Sud comme avec l'Europe. Mais les industries implantées dans le Sud à cette époque sont parmi les premières victimes de la crise économique des années 1970 et peinent à s'adapter à la nouvelle vague de mondialisation, ce qui conduit à une reprise de la polarisation dès que les politiques publiques nationales cessent, avec l'entrée dans la zone euro, d'en faire une priorité. Aujourd'hui, la coupure Nord-Sud est plus forte que jamais et pose la question de la réalité de l'unité italienne au sein de l'Europe. Mais cette situation italienne n'est pas sans analogie avec celle de l'ensemble de la zone euro... ■



### L'HISTOIRE DES AMÉRIQUES

Un hors-série **Le Monde** 100  
188 pages - 12 €  
Chez votre marchand de journaux  
et sur [Lemonde.fr/boutique](http://Lemonde.fr/boutique)

# Lyon Confluence troque la couleur pour la rigueur

Opération phare de l'aménagement en France, la première étape de la reconquête de la Presqu'île s'achève dans la capitale des Gaules. Le début de la seconde phase traduit une rupture de style

## REPORTAGE

LYON - envoyé spécial

Un donjon de béton clair se dresse au cœur du quartier de la Confluence, à Lyon. Cette tour de logements de seize étages, avec ses balcons ronds qui saillent aux quatre coins comme des échaugettes, domine un îlot compact de huit bâtiments à l'élégance austère, groupés autour de deux cours arborées. Inauguré le 18 mai par le président de la Métropole de Lyon, David Kimelfeld (La République en marche), ce bloc, baptisé Ynfluences Square par son promoteur Icade, marque un spectaculaire changement de style pour l'une des plus ambitieuses opérations d'urbanisme en France : l'aménagement de la Presqu'île de Lyon, entre Rhône et Saône, sur 150 hectares, pour doubler la superficie du centre-ville.

La première phase, commencée en 2003 côté Saône, s'achèvera à l'été, après un total de 400 000 m<sup>2</sup> construits et 1,16 milliard d'euros d'investissements publics et privés – une exposition aux Archives municipales retrace ces quinze années qui ont remodelé le paysage lyonnais. L'inauguration d'Ynfluences Square concrétise le lancement de la seconde étape de l'opération, côté Rhône. « C'est un îlot démonstrateur, le mètre étalon de ce qui va se construire pendant dix ans sur le reste de la seconde phase », revendique Pierre Joutard, le directeur général de la société publique locale (SPL) Lyon Confluence, chargée de piloter cet aménagement. « Nous avons voulu une écriture plus sage, une architecture apaisée, un retour de l'îlot à la lyonnaise », résume Michel Le Faou, vice-président de la métropole, chargé de l'urbanisme.

### 25 000 EMPLOIS À TERME

Jacques Herzog et Pierre de Meuron, duo suisse d'architectes urbanistes à la réputation mondiale, ont dessiné le plan-masse et défini les règles du jeu de toute cette seconde phase. Ils sont aussi les architectes de la tour et les coordinateurs de l'îlot Ynfluences Square, où interviennent cinq architectes et un paysagiste. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la rigueur helvétique succède au feu d'artifice d'architectures bodybuildées et de généreux espaces publics, qui ont, jusqu'ici, fait la renommée de Lyon Confluence.

Tout en porte-à-faux et en déboîtements, en blocs empilés et en double peau orange, vertes, bleues, argentées ou dorées, les bâtiments de la Confluence ont fait entrer avec fracas l'architecture contemporaine et internationale à Lyon – et attiré la lumière sur l'opération. Etendre le centre-ville sur cette friche industrielle cachée derrière la gare de Perrache, attirer investisseurs, commerces et habitants « derrière les vou-

tes », dans ce « no man's land » synonyme de prison, de pollution et de prostitution, le pari n'était pas gagné d'avance. « Au départ, personne n'y croyait, ni le secteur privé ni la préfecture, raconte David Kimelfeld. Aujourd'hui, cette opération a renforcé l'attrait de la métropole, l'a hissée à un rang européen, aux côtés d'Hambourg, en Allemagne ou de Barcelone, en Espagne. »

Quoi qu'on pense de ces architectures ostentatoires, de la soucoupe volante déconstructiviste du Musée des Confluences, posée au bout de la Presqu'île par les architectes de Coop Himmelb(l)au, ou du massif hôtel de région signé Christian de Portzamparc, la Confluence est aujourd'hui une destination touristique, et la place nautique ainsi que le parc des bords de Saône attirent les Lyonnais en masse. Le quartier compte aujourd'hui 12 000 habitants – ils seront 16 000 à la fin de l'opération – et 15 000 emplois – 25 000 à terme.

Pourtant, pour la SPL, continuer dans cette voie aurait été une erreur. « On fait face, côté Rhône, à une ville rectiligne, haussmannienne, blanche, explique Benoît Bardet, directeur adjoint de la SPL. Et si la première phase avait pour mission de créer des espaces publics métropolitains, des lieux de destination, la seconde phase doit créer des quartiers à vivre, un espace assagi. » MM. Herzog et de Meuron ont été choisis comme chefs d'orchestre des 400 000 m<sup>2</sup> à construire sur l'emprise de l'ancien marché de gros, « grâce à leur travail historique sur l'identité de Lyon, la déclinaison de son ADN urbain », selon M. Bardet. Un travail poursuivi lors d'ateliers avec des spécialistes du patrimoine pour retrouver cet « esprit lyonnais ».

Une trame simple de rues qui s'élargissent ici ou là pour former des placettes, des cours jardinées et des passages publics comme des raccourcis en cœur d'îlots, un mélange constant de logements, de bureaux et de commerces sur rue... Le plan urbain est tout en sobriété. « Le concept de base, c'est une certaine rigueur, admet l'architecte Christine Binswanger, responsable du projet chez Herzog et de Meuron. Les bâtiments doivent former un alignement côté rue et présenter une enveloppe rectangulaire, pas des formes déstructurées qui font n'importe quoi dans l'espace. Et si nous ne prescrivons pas forcément le béton, le mot d'ordre est la minéralité. »

Le béton brut est pourtant roi à Ynfluences Square. Un fort beau béton, soigné par l'entreprise Léon Grosse, mais qui renforce l'impression d'une très forte densité. Non seulement à cause de la hauteur des huit bâtiments – des immeubles de sept et neuf étages pour la plupart –, mais aussi en raison de leur proximité : 4 mètres seulement séparent les vis-à-vis dans certains passages. « Lyon est une ville dense, on y est habitués, mais, là, on arrive à des niveaux qui posent



Une partie de l'îlot Ynfluences Square, à Lyon Confluence, en mars. JULIEN LANOO/HERZOG & MEUDON

question », estime le géographe Michel Lussault, professeur d'études urbaines à l'École normale supérieure de Lyon et directeur de l'École urbaine de Lyon.

« Nous, on adore le fait que les bâtiments se touchent presque, c'est un centre-ville », assure Christine Binswanger. « C'est l'esprit des traboules, ces étroits passages lyonnais. La promiscuité est acceptée grâce à la qualité de l'architecture, à la générosité de cette cour jardinée et à la matérialité du béton, défend le paysagiste Michel Desvignes, qui accompagne depuis l'origine l'aménagement du quartier Confluence. Pour moi, les îlots de la première phase offraient une volumétrie un peu banale, le rapport entre le bâti et le non-bâti n'était pas très intéressant. »

**LA PREMIÈRE PHASE, COMMENCÉE EN 2003 CÔTÉ SAÛNE, S'ACHÈVERA À L'ÉTÉ, APRÈS UN TOTAL DE 400 000 M<sup>2</sup> CONSTRUITS ET 1,16 MILLIARD D'EUROS D'INVESTISSEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS**

**OBSESSION DE LA « RENTABILITÉ FONCIÈRE »**  
« En réalité, la densité globale est inchangée, c'est la morphologie urbaine qui diffère », tranche Benoît Bardet. Là où Confluence, côté Saône, n'allignait presque que des immeubles de six ou huit étages et ménageait de vastes jardins publics, l'opération côté Rhône dissémine les espaces plantés dans les cœurs d'îlot et mélange des bâtiments de deux étages reprenant d'anciennes halles du marché de gros, des immeubles de neuf étages et une dizaine d'édifices de 50 mètres de haut, baptisés « immeubles de belle hauteur » par les élus et les aménageurs pour éviter l'emploi du mot « tour ».

L'explication ne rassure pas Michel Lussault. « Désormais, on demande aux promoteurs de s'occuper des espaces publics, mais ce n'est pas leur travail, estime l'universitaire. Il ne faudrait pas que Confluence devienne la caricature d'un développement urbain délégué au privé. Je crains que cette seconde phase soit plus obsédée par la rentabilité foncière que par la qualité urbaine. »

Le risque est d'autant plus fort, selon Ariella Masboungi, « passeuse » de l'urbanisme en France et lauréate du Grand Prix de l'urbanisme en 2016, que l'aménageur re-

court de plus en plus à des macrolots, confiant à un seul promoteur de grands morceaux de ville : huit bâtiments et 28 000 m<sup>2</sup> pour Ynfluences Square, onze édifices et 33 000 m<sup>2</sup> pour un autre ensemble dont le chantier démarre, Eureka Confluence, géré par Bouygues. « Avec ces macrolots, le privé prend le dessus sur le public, juge M<sup>me</sup> Masboungi. Cela fabrique une ville générique et ennuyeuse. Et on ne sait jamais clairement si l'intérieur de ces macrolots sera de l'espace public ou des zones privées. »

Pour la SPL, cette échelle est nécessaire pour que les îlots puissent jouer leur rôle de démonstrateur industriel et urbain de la ville durable, dont les innovations nécessitent un important investissement des entreprises. L'opération Confluence, qui a été le premier quartier labellisé WWF en France en 2010, continue d'expérimenter la boîte à outils de la « smart city » : mixité sociale et urbaine, limitation de la place de la voiture, cours d'immeubles en pleine terre, sobriété énergétique, réseau électrique intelligent, autoconsommation et mutualisation de l'énergie à l'échelle des îlots, réseau de chaleur, véhicules en autopartage, services et espaces mutualisés dans les immeubles (chambres d'hôtes, salle de bricolage, jardins, conciergerie, coworking)...

La révolution numérique n'économise pas la chirurgie lourde. Tandis que la SPL prépare la transformation de la gare de Perrache et de ses abords pour alléger la barrière qui ferme le quartier, le remodelage d'une autre grosse infrastructure de transports est lancé : l'autoroute A7, qui borde la Presqu'île le long du Rhône, a été déclassée en novembre 2017. Les bâtiments de bureaux prévus le long de cet axe sont conçus pour pouvoir être transformés en logements le jour où l'autoroute sera devenue un boulevard urbain. La Presqu'île aura alors retrouvé l'accès à ses deux cours d'eau, et la Confluence aura achevé sa mutation. ■

GRÉGOIRE ALLIX

# « Les banquiers centraux doivent battre en retraite »

Ancien numéro deux de la Banque d'Angleterre, Paul Tucker s'inquiète de l'excès de puissance des technocrates

## ENTRETIEN

Depuis la crise, les banques centrales ont pris une place considérable dans le pilotage des économies. Peut-être trop, et cela risque de fragiliser le pouvoir politique, estime Paul Tucker, ancien vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre (2009-2013), aujourd'hui à la Harvard Kennedy School, l'école d'affaires publiques de l'université américaine. Dans son nouvel ouvrage, *Unelected Power. The Quest for Legitimacy in Central Banking and the Regulatory State* (« pouvoir non élu. La quête de la légitimité pour les banques centrales et l'Etat régulateur », Princeton University Press, avril 2018), il détaille pourquoi il est temps, selon lui, que les technocrates battent en retraite.

**La zone euro renoue avec une croissance fragile, après une décennie difficile. Quel bilan tirez-vous de l'action de la Banque centrale européenne (BCE) ?**

Si l'on s'en tient à l'objectif de maintenir la stabilité du système monétaire, elle a fait du bon travail. D'un certain point de vue, elle est aujourd'hui bien plus qu'une banque centrale : cette dernière décennie, elle a été l'unique institution capable de garantir la survie de la zone euro, car la seule en mesure d'agir en ce sens pendant la crise. Cette position est néanmoins précaire, car elle résulte de l'incomplétude institutionnelle de l'union monétaire.

**Les grandes banques centrales ont considérablement élargi leurs pouvoirs et leur influence pendant la crise. Pourquoi ?**

Peut-être parce qu'elles avaient commis un peu moins d'erreurs que les autres régulateurs durant la période précédente. Ou parce qu'au tout début du choc financier, elles étaient les mieux outillées pour agir rapidement : l'arme budgétaire est un peu plus longue à déclencher. Dès lors, elles ont pris les devants de la scène face aux dirigeants politiques, qui se sont mis en retrait. Si le président Franklin Delano Roosevelt incarne la relance des Etats-Unis après la crise de 1929, c'est le nom

**« En zone euro, il n'existe pas de pouvoir budgétaire unique en face du pouvoir monétaire de la BCE »**

de Ben Bernanke, le patron de la Réserve fédérale (Fed) entre 2006 et 2014, que l'on retiendra pour le sauvetage de l'économie américaine en 2009.

On peut bien sûr mettre à leur crédit d'avoir évité aux économies industrialisées une dépression aussi violente que celle des années 1930. Mais la crise est derrière nous. Désormais, la « tribu » des banquiers centraux, dont je fais partie, doit battre en retraite.

**Les gouvernements leur ont laissé le champ libre, car ils disposaient de marges de manœuvre budgétaires limitées. Avaient-ils le choix ?**

Il est vrai qu'en zone euro, il n'existe pas de pouvoir budgétaire unique en face du pouvoir monétaire de la Banque centrale européenne. En outre, les pays qui étaient en mesure d'augmenter leurs dépenses, comme l'Allemagne, ont choisi de s'abstenir. Mais cette explication ne peut suffire, et elle ne tient guère, par exemple, pour les Etats-Unis. Le danger, aujourd'hui, est que les banques centrales aillent trop loin. Qu'elles soient devenues trop puissantes. Or, elles ne sont pas à l'abri de commettre des erreurs...

**Leur indépendance, tout comme leur savoir-faire technique, ne suffit-elle pas à assurer leur légitimité ?**

Je poserai le débat autrement : sans légitimité, la pérennité de l'indépendance n'est pas garantie. Prenez la zone euro. Il y a quelque chose d'ironique. Certaines capitales sont réticentes à toute forme de transfert et de budget commun entre les pays membres. Mais lorsqu'elle rachète des dettes publiques et privées, la BCE exerce déjà, de fait, un pouvoir quasi budgétaire ! Vis-à-vis des ci-



Paul Tucker.  
LEE JAE-WON/REUTERS

toyens, il serait plus pertinent – et transparent – d'ouvrir un débat sur les modalités de ce volet budgétaire, plutôt que d'agir comme s'il n'existait pas. Cette question est cruciale, car plus les entités dépendantes étendent leur pouvoir – les banques centrales, mais aussi les juges, les régulateurs –, plus celui des dirigeants politiques élus s'étiolent.

**La montée en puissance de cette technocratie nourrit-elle le vote populiste ?**

Le système démocratique fonctionne parce que les citoyens croient au pouvoir des élections : lorsqu'ils ne sont pas satisfaits d'un gouvernement, ils savent que glisser leur bulletin dans l'urne permettra d'en changer. S'ils commencent à penser que leur vote ne changera rien, parce que leurs dirigeants ont de toute façon une capacité d'action limitée face aux institutions non élues, ils perdront foi dans le sys-

**« Il est important que les banquiers centraux se concentrent uniquement sur leur mandat : la stabilité du système monétaire »**

tème démocratique. Les gouvernements s'en trouveraient fragilisés. Dans le contexte de la montée des inégalités et de la faible croissance des revenus, cela ne peut qu'alimenter le vote populiste.

**Vous appelez à la « mise en retrait » des banquiers centraux. Comment y parvenir ?**

Il est important, d'abord, que ces derniers se concentrent sur

leur mandat, et uniquement celui-ci : la stabilité du système monétaire. Et que leurs prises de parole publiques ne sortent pas de ce cadre. Lorsque le gouverneur d'un institut monétaire évoque dans un discours les inégalités sans faire le lien avec son mandat, par exemple, il n'est pas tout à fait dans son rôle.

La mission des banquiers centraux n'est pas de donner leur opinion sur ce qu'il convient de faire ou non en dehors de politiques monétaires. Il serait sain qu'ils se limitent à souligner, plus modestement, ce qu'ils ne peuvent pas faire et ce qui ne relève pas de leur pouvoir. Cela n'a l'air de rien, mais opérer un tel changement d'attitude est loin d'être évident.

Enfin, il me semble que les banques centrales seraient plus légitimes en étant plus souvent auditionnées par les commissions parlementaires – en particulier la BCE –, et si elles recrutaient plus de femmes. Il est problématique

que la moitié de la population soit si peu représentée en leur sein.

**La BCE est chargée de la supervision des banques de la zone euro. Serait-il plus pertinent de séparer ces deux fonctions ?**

Je ne le pense pas. Il est vrai que la supervision bancaire a élargi un peu plus encore ses pouvoirs. Mais connaître et surveiller le secteur bancaire ne peut que l'aider à mieux assurer ses autres missions, telles qu'assurer le refinancement des banques.

**Pourquoi, finalement, n'élit-on pas les banquiers centraux ?**

Parce que dès lors, les banques centrales seraient soumises aux maux de la politique et exposées aux aléas des campagnes électorales. Au risque, notamment, que les compétences techniques passent au second plan : cela nuirait à la stabilité du système monétaire, au détriment de l'économie. ■

MARIE CHARREL

## La Banque centrale européenne fête ses 20 ans dans le spleen

L'anniversaire de l'institut de Francfort est assombri par l'accession au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique en Italie

## ANALYSE

Francfort, l'heure n'est pas à la fête. A vrai dire, elle est plutôt à la déprime. Vendredi 1<sup>er</sup> juin, la Banque centrale européenne (BCE) fête son vingtième anniversaire. Il y a six mois encore, l'institution espérait que 2018 marquerait le retour d'une reprise économique solide. Que la baisse du chômage redonnerait enfin le moral aux Européens. Que l'embellie conjoncturelle lui permettrait d'entamer tranquillement le retrait de ses mesures exceptionnelles, tandis que Berlin et Paris progresseraient ensemble vers plus d'intégration en zone euro.

Mais l'éclaircie économique n'a pas duré. Depuis quelques semaines, la croissance donne des signes de faiblesse. Berlin et Paris n'avancent guère. Le conflit commercial avec Donald Trump ébranle Bruxelles. Et l'Italie, sur le point d'être gouvernée par un atelage populiste eurosceptique, met de nouveau la zone euro face à son péché originel. A savoir qu'elle n'est pas une union moné-

taire complète. D'une certaine façon, elle est un peu comme une chaise à laquelle il manque un pied : en équilibre précaire. Risquant de vaciller à la première secousse. La prochaine viendra peut-être de Rome.

**Rien ne s'est passé comme prévu**  
Lorsque la BCE est née, le 1<sup>er</sup> juin 1998, ce déséquilibre initial était un pari. Celui inscrit au cœur même de la construction européenne, voulant que l'intégration économique prépare le terrain à l'intégration politique. Les pays membres allaient partager la même monnaie, l'euro, introduit en 1999. Ils forgeraient ensuite les institutions politiques incarnant leur convergence. Mais rien ne s'est passé comme prévu. Les capitales n'étaient pas prêtes à céder un peu plus encore de leur souveraineté au profit de l'échelon communautaire. Surtout : la crise de 2008 a frappé.

L'existence de la BCE se divise en deux périodes bien distinctes. 1998-2008, d'abord : l'euphorie des débuts. L'institut de Francfort, bâti sur le modèle de la banque

centrale allemande – la Bundesbank, ou Buba –, se concentre sur l'instabilité des prix, de façon parfois obsessionnelle. Les Etats membres, eux, profitent de la baisse des taux permise par la création de l'euro. Leurs économies convergent. Mais des bulles apparaissent aussi, en particulier sur l'immobilier espagnol.

2008-2018, ensuite : la crise, puis la reprise. Trop centrée sur la lutte contre l'inflation, la BCE ne prend pas immédiatement la mesure du choc frappant le Vieux Continent. L'onde de choc financière venue des Etats-Unis se mue en crise des dettes européennes. La spéculation sur les Etats les

**D'après le dernier sondage de la Commission, 47% des citoyens de la zone euro ne font pas confiance à la BCE**

plus fragiles se déchaînent. Mario Draghi, arrivé à la tête de l'institut de Francfort fin 2011, manœuvre jusqu'aux limites de son mandat pour y mettre un terme. En juillet 2012, il éteint le feu sur les marchés en assurant qu'il fera « tout ce qu'il faut » pour sauver l'euro, puis il conçoit un programme de rachat de dettes publiques, l'OMT. Suivra un second, en 2015 : l'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*).

La BCE d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à avoir avec celle de 1998. Elle a plus de pouvoirs. Elle qui autrefois cultivait le secret communique de plus en plus, y compris en direction du grand public. Ses membres multiplient les rencontres dans les écoles et universités. Elle a ouvert ses portes : la tour où elle s'est installée en 2014 accueille désormais les visiteurs au sein d'un centre pédagogique présentant ses activités. Inimaginable il y a vingt ans.

Mais cela ne suffit pas. Les faiblesses initiales ne sont toujours pas réglées : la BCE reste la seule véritable institution supranationale de l'euro. Face à elle, pas de

budget commun, pas de mécanisme de solidarité entre les membres. Les Allemands sont allergiques à cette idée, pour des motifs relevant de la morale plus que de la pertinence économique. Car, tant qu'elle ne sera pas complète, l'union monétaire ne pourra pas fonctionner correctement. Elle échouera à offrir un cadre permettant à chaque Etat de croître au maximum de ses possibilités. Et la BCE sera condamnée à mener une politique ne convenant vraiment à aucun des pays membres. Les Etats du Nord, Allemagne en tête, la jugent trop laxiste pour leurs économies. Au sud, on l'accuse d'être trop dure.

Pas étonnant, dès lors, que l'euro et la BCE soient régulièrement sous le feu des critiques à Rome, Athènes ou Berlin. D'après le dernier sondage de la Commission européenne, 47% des citoyens de la zone euro ne lui font pas confiance. Partout s'exprime la même lassitude. Une grande fatigue, après des années de crise. Y compris à Francfort.

Après s'être démenée avec les moyens du bord pour sauver

l'euro et soutenir la croissance, la BCE est à bout de possibilités. Elle est sur le point de mettre un terme à ses rachats de dettes. Même si la reprise n'est pas flamboyante, même en cas de nouvelles tensions sur les dettes, l'Allemagne refusera que le programme soit prolongé. La fin d'une ère approche. Celle de Mario Draghi, dont le mandat s'achèvera en octobre 2019. Le nom de son remplaçant fait déjà l'objet d'un grand marchandage entre les dirigeants européens, à l'issue incertaine.

Début avril, l'Italien a répondu aux questions d'étudiants européens sur le futur de l'Europe. Selon lui, celle-ci pourra gérer les défis qui l'attendent, tels que le changement climatique, uniquement si elle va vers plus d'intégration. « Au niveau rationnel, nous savons que nous devons progresser dans cette direction », a-t-il dit. Avant de souligner que la violence de la crise a suscité un mouvement de repli sur soi des pays, illustré par la montée du populisme. Difficile, dans ces conditions, d'être optimiste pour le futur de l'euro... ■

M.C.

# « Dieselgate » : Daimler à son tour soupçonné d'une fraude massive

Selon « Der Spiegel », le groupe pourrait avoir installé des systèmes de dépollution illégaux sur 750 000 véhicules de marque Mercedes

BERLIN - correspondance

Le diesel, encore. Près de trois ans après le déclenchement du scandale des moteurs diesel truqués chez Volkswagen, c'est au tour de Daimler de sentir le vent du boulet. Le constructeur de Stuttgart, qui clame depuis 2015 n'avoir jamais manipulé ses moteurs, pourrait être entraîné dans une crise considérable. Depuis plusieurs jours, le groupe subit la pression conjuguée de la justice et du ministère des transports qui le soupçonnent d'avoir installé sur ses moteurs diesel des systèmes de dépollution illégaux sur plusieurs centaines de milliers de véhicules.

Vendredi 1<sup>er</sup> juin, de nouvelles révélations ont précisé l'ampleur de la menace qui pèse sur Daimler. Selon les informations du magazine *Der Spiegel*, le ministre des transports Andreas Scheuer a menacé le PDG de Daimler, Dieter Zetsche, d'une amende de 3,75 milliards d'euros lors de leur entrevue du lundi 28 mai. Le patron venait s'expliquer sur les accusations qui pèsent sur son groupe : le ministre soupçonne le constructeur d'avoir installé des systèmes de dépollution illégaux sur 750 000 véhicules de la marque Mercedes. Daimler risque 5 000 euros d'amende par véhicule.

Le 24 mai, le KBA, l'autorité de contrôle des véhicules à moteur, avait déjà ordonné le rappel obligatoire de 23 000 camionnettes de la marque Vito, où il a officiellement constaté la présence d'un système illégal de désactivation du dispositif antipollution. Une première pour Daimler, qui n'avait jusqu'ici jamais été confronté à un rappel obligatoire dans le scandale du diesel. Pour

**Le constructeur allemand risque 5 000 euros d'amende par véhicule**

l'instant, le constructeur conteste formellement ces accusations et a annoncé son intention de se défendre en justice contre le KBA dans l'affaire Vito, a confirmé au *Monde* un porte-parole du groupe. Il a obtenu un délai de deux semaines pour s'expliquer sur ces irrégularités.

Mais l'état se resserre dangereusement. Car le parquet de Stuttgart mène lui aussi son enquête depuis plusieurs mois. Vendredi 1<sup>er</sup> juin, le quotidien *Süddeutsche Zeitung* a révélé que le procureur avait étendu ses investigations sur les moteurs du groupe soupçonnés de non-conformité.

L'affaire, très délicate pour Daimler, pourrait prendre une dimension franco-allemande. Car, selon cette même source, les moteurs mis en cause par le KBA sur les Vito, des modèles de 1,6l de norme Euro 6, n'ont pas été construits par Daimler. Ils ont été livrés par Renault sur la base des accords de coopération conclus entre les deux constructeurs depuis 2010. Le français fournit des moteurs pour les classes A, B et C, capables d'émettre « moins de 100 g de CO<sub>2</sub> par kilomètre » précise Renault.

Cette performance CO<sub>2</sub> se fait-elle au prix d'un dépassement illégal des émissions d'oxyde d'azote ? Le journal allemand rappelle que Renault est accusé, par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

(DGCCRF), d'avoir mis en place des stratégies visant à frauder sur les émissions de ses moteurs lors des tests d'homologation. Renault se refuse officiellement à tout commentaire sur un sujet « qui concerne Daimler. »

**Partenariat avec Renault**

Mais de toute évidence, les accusations diffusées en « off » à la presse allemande depuis le déclenchement de l'affaire Vito passent mal côté français. S'agirait-il d'un réflexe de fierté allemande à l'égard de la supériorité supposée des moteurs « made in Germany » ? On rappelle que chaque constructeur final fait lui-même la programmation du moteur ainsi que le calibrage final du système de dépollution en fonction des caractéristiques du véhicule, et qu'il est responsable, en dernier ressort, des caractéristiques techniques de ses voitures. Pour preuve : l'équivalent du Vito chez Renault, le petit utilitaire Trafic, équipé du même moteur, n'est pas sous le coup d'une enquête pour dépassement des normes de pollution.

« A mon époque, les moteurs de Renault n'étaient pas transformés, il n'y avait que des adaptations sur des éléments mécaniques dans la carrosserie, pour que le client n'ait pas l'impression de rouler en Megane », précise toutefois au *Monde* un ingénieur chez Daimler. « C'est une collaboration qui a été décidée par les grands patrons chez Renault et Mercedes, sans considération technique, poursuit cette source. Pendant tout le projet, il était difficile d'obtenir des informations précises sur les moteurs de la part de Renault, qui me semble très dépendant de ses fournisseurs. »

L'affaire Vito peut-elle remettre en cause le partenariat Re-

## LES CHIFFRES

### 3,3 MILLIONS

C'est le nombre de véhicules vendus en 2017 par Daimler, pour 164 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

### 2,3 MILLIONS

C'est le nombre de véhicules légers premium écoulés l'an dernier par le groupe, premier constructeur mondial de véhicules légers haut de gamme devant BMW et Audi, grâce à sa marque Mercedes-Benz, qui englobe Smart et Mercedes-AMG. Daimler produit aussi, sous sa marque Mercedes et sous d'autres marques à l'étranger, des poids lourds (580 000 unités écoulées en 2017), des bus (28 000) et des camionnettes et pick-up (400 000), dont l'utilitaire Vito.

nault-Daimler ? « En aucune façon » répond un porte-parole du constructeur allemand à Stuttgart. Renault et Nissan détiennent chacun 1,55 % du capital de Daimler, qui, de son côté, possède 3,1 % des actions de Renault et de Nissan. La coopération concerne d'ailleurs bien davantage que les moteurs incriminés. C'est par exemple Renault qui produit pour le groupe allemand la Smart Forfour, ainsi que les moteurs électriques pour des versions de la Smart lancées en 2017. Daimler, dont le nom symbolise comme aucun autre le « made in Germany », est à présent confronté à ses responsabilités de constructeur. ■

CÉCILE BOUTELET

# Brésil : après la grève des camionneurs, le patron de Petrobras démissionne

La hausse des prix du diesel a plongé le pays dans le chaos, fragilisant le gouvernement

SAO PAULO - correspondante

Ami des marchés financiers, ennemi d'une gauche brésilienne pétrie du discours « le pétrole est à nous », Pedro Parente, 65 ans, président de la compagnie publique pétrolière Petrobras, a présenté, vendredi 1<sup>er</sup> juin, sa démission. Un geste « irrévocable et irréversible », écrit-il dans une lettre adressée au président de la République, Michel Temer. En Bourse, l'annonce a provoqué la dégringolade du cours de l'action de 15 %.

L'ingénieur est la (première ?) victime de l'épineuse crise des camionneurs. Une grève de dix jours provoquée par la hausse brutale des prix du diesel qui a plongé le Brésil dans le chaos. Bloquant les livraisons d'essence, de biens de consommation, de médicaments, les routiers, soutenus par 87 % de la population, avaient fait de Pedro Parente leur bête noire.

**Des profits en hausse**

Arrivé à la tête de la major en mai 2016 avec pour mission de redresser un groupe perclus de dettes dont le nom n'était plus que le synonyme d'un scandale de corruption, Pedro Parente a voulu gérer Petrobras comme une société privée et non plus comme un jouet de l'Etat. Pour cela, il a notamment modifié radicalement la politique des prix. Autrefois largement subventionné, le carburant revendu devait désormais suivre, au jour le jour, les évolutions du marché mondial et du dollar, monnaie de référence pour le prix du baril. Cette volte-face tarifaire a porté ses fruits, permettant au groupe d'afficher des profits en nette hausse au pre-

mier trimestre. « Je me sens autorisé à dire que ce que j'avais promis a été tenu », écrit M. Parente dans sa lettre.

Mais l'escalade des prix de l'or noir de ces derniers mois ainsi que l'envolée du billet vert ont mis à mal le « modèle Parente ». Quand les marchés saluaient l'intransigeance du patron, la société brésilienne enrageait.

« Le gouvernement précédent [de la présidente de gauche Dilma Rousseff] subventionnait de façon excessive les prix en pensant ainsi contrôler l'inflation, mais la politique de Pedro Parente a été dans l'excès inverse et provoqué une volatilité extrême », commente Laura Carvalho professeure d'économie à l'université de Sao Paulo (USP).

Après dix jours d'une crise aiguë, gérée maladroitement et relayée in fine par des mouvements politiques radicaux appelant les militaires à renverser le président de la République, le gouvernement a cédé, promettant de réduire le prix du diesel, sans toutefois en faire porter le coût à Petrobras. Au total, la facture s'élève à 9,6 milliards de reais (2,2 milliards d'euros) pour l'Etat, compensée en partie par des coupes infligées aux ministères des transports, de la santé, de l'éducation et du développement social.

La démission de M. Parente soulagera l'opinion car elle ouvre la voie à une possible modification de la politique tarifaire de Petrobras, mais elle accentue la fragilité du gouvernement de Michel Temer. A quelques mois de la fin de son mandat, le très impopulaire chef d'Etat semble désormais en être réduit à gérer les urgences d'un pays sous haute tension. ■

CLAIRE GATINOIS

# Défaillance majeure, vendredi, des cartes Visa à travers l'Europe

Cette panne révèle la dépendance des économies aux systèmes de paiement informatisés

LONDRES - correspondance

Comme par un trait d'humour involontaire, le chancelier de l'Echiquier, Philip Hammond, avait visité, jeudi 31 mai, le siège de Visa à San Francisco (Californie). La société américaine lui vantait alors les « bénéfices du paiement numérique pour de plus en plus de gens dans le monde », mettant en avant « l'insertion financière » des populations pauvres.

Vingt-quatre heures plus tard, vendredi 1<sup>er</sup> juin, Visa a connu une panne majeure à travers l'Europe. Dans le courant de l'après-midi, le système de paiement s'est mis à fonctionner de manière sporadique. Si les retraits d'espèces marchaient, les paiements en carte étaient majoritairement rejetés. Visa n'a pas fourni d'explications sur la cause de la panne. Vers minuit, l'entreprise affirmait de nouveau « opérer près [du niveau] normal ». Mastercard n'a pas été touchée.

Le problème a essentiellement concerné le Royaume-Uni. Relayées sur les réseaux sociaux, les anecdotes se sont multipliées : des gens ont laissé leurs courses dans les supermarchés derrière eux, des pleins d'essence n'ont pas pu être réglés, la chaîne de

pubs Wetherspoons, très active comme tous les vendredis soir, a dû refuser de servir de nombreux pintes de bière... Si des millions de personnes ont été touchées, les problèmes ont dans l'ensemble pu être contournés. La panne a été gênante, mais pas bloquante... A la librairie Waterstones de Kensington, au centre de Londres, une séance de dédicaces de Derek Landy, un auteur très populaire chez les adolescents, était en cours. Les clients ont majoritairement dû payer leurs livres en liquide. Rapidement, la caisse est arrivée à cours de monnaie, et il a fallu que le libraire aille se fournir en urgence à la banque voisine.

**Moins de règlements en espèces**

L'Allemagne a également été touchée, avec des files d'attente aux caisses d'un magasin Primark à Berlin, selon un journaliste de l'AFF. En Sicile, des touristes britanniques se sont retrouvés bloqués, faute de pouvoir payer leur voiture de location.

La panne a mis en évidence la profonde dépendance des sociétés actuelles à quelques systèmes de paiement informatisés. « La vision romantique d'une société du futur sans argent liquide a connu un bug. Dès que Visa est en panne, l'économie est immobilisée.

Aujourd'hui en était un entraperçu », commentait sur Twitter Brett Scott, l'auteur d'un livre sur le système monétaire (*The Heretic's Guide to Global Finance, Hacking the Future of Money*, éditions Pluto Press, 2013, non traduit).

La fragilité des systèmes informatiques financiers avait déjà été illustrée en avril au Royaume-Uni. Pendant plus d'une semaine, les clients de TSB, une grande banque de détail, ont eu de grosses difficultés à accéder à leurs comptes en ligne. Beaucoup n'ont pas pu régler leurs factures ou transférer de l'argent. Certains ont eu la surprise de pouvoir lire les comptes en banque de personnes tierces. Un client s'est retrouvé avec un découvert de 1 million de livres... Le directeur général de TSB, Paul Pester, a dû renoncer à son bonus de 2 millions de livres (2,3 millions d'euros) et a été convoqué pour une humiliante session devant un comité parlementaire.

Ces fragilités sont d'autant plus évidentes que la dépendance aux services de paiement s'accroît. Au Royaume-Uni, les retraits d'argent liquide ont reculé de 11 % depuis leur pic de 2012, retrouvant leur niveau de 2004. Les paiements par carte « sans contact », très utilisés pour de petits

montants, sont en rapide hausse et représentent désormais près de 10 % des transactions. Cette année, pour la première fois, moins de la moitié des achats se fera en espèces.

La Scandinavie, l'une des régions les plus en pointe dans ce domaine, va encore plus loin. En Suède, l'argent liquide devient presque rare. Seules 15 % des transactions dans les magasins se font encore de cette façon. « Dans un avenir peu distant, la Suède pourrait devenir un pays où le liquide ne sera généralement plus accepté », estimait dès 2016 un rapport de sa banque centrale.

Si la tendance reflète une vraie satisfaction des consommateurs à utiliser et à transporter moins de liquide, elle interroge sur la solidité des systèmes informatiques. C'est vrai pour les paiements grand public, avec le bug de Visa ce vendredi. C'est vrai aussi pour les réseaux professionnels : en octobre 2017, la banque taïwanaise Far Eastern International s'est ainsi fait dérober 60 millions de dollars (51,4 millions d'euros) quand son système Swift, qui facilite les transferts internationaux, a été piraté. Elle a ensuite réussi à en récupérer la grande majorité, mais l'alerte a été sérieuse. ■

ÉRIC ALBERT

## Les « anti-Tech » manifestent à San Francisco

La grande banderole jaune donne le ton : « la techsplotation est toxique ». Au sol, une dizaine de trotinettes électriques de location sont empilées. Jeudi 31 mai, les démonstrations anti-tech ont repris à San Francisco (Californie). Une cinquantaine de manifestants, vêtus d'une combinaison blanche, ont bloqué pendant une heure plusieurs bus transportant les salariés de Google, de Facebook et de YouTube vers la Silicon Valley.

Au cœur des critiques : l'impact des sociétés technologiques, notamment sur les loyers. Depuis près de dix ans, les prix des logements ont explosé dans la région en raison de l'afflux de salariés du high-tech, dont la rémunération annuelle moyenne dépasse les 100 000 dollars (86 000 euros). Cette évolution a accéléré le phénomène de gentrification. Et le nombre de sans-abri a explosé.

**AU CŒUR DES CRITIQUES : L'IMPACT DES SOCIÉTÉS TECHNOLOGIQUES, NOTAMMENT SUR LES LOYERS**

Après les « Google Bus », les trotinettes électriques pourraient bien devenir un symbole de la contestation sociale. En moins de trois mois, plusieurs milliers d'exemplaires ont été déployés dans la ville par trois start-up, sans aucune autorisation. Elles peuvent être louées grâce à une application mobile pour un dollar. Mais elles agacent une partie de la population car elles sont souvent mal garées ou sont utilisées sur les trottoirs.

La manifestation a eu lieu dans le Mission District, l'un des quartiers les plus chers de San Francisco. Ici, deux mondes se côtoient. L'historique, populaire et majoritairement latino, et le nouveau, qui gagne du terrain avec ses restaurants branchés et ses boutiques vintage. Fin avril, les tentes d'une centaine de SDF ont été enlevées par les services municipaux. « Nettoyer la tech, pas les tentes », proclamait une banderole.

Entre la fin 2013 et le printemps 2014, plusieurs blocages avaient déjà eu lieu. Mais le mouvement s'était rapidement essouffé, non sans quelques dérapages. Cette nouvelle vague de manifestations intervient à quelques jours d'une élection municipale très indécise. L'une des favorites du scrutin, la démocrate London Breed, est régulièrement attaquée pour ses liens avec plusieurs personnalités du tech. ■

JÉRÔME MARIN (SAN FRANCISCO, CORRESPONDANCE)

# Les touristes étrangers reviennent en force en France

Après les deux années noires qui ont suivi les attentats de 2015, la saison estivale se présente bien

La météo est revenue au beau fixe : la saison estivale se présente bien pour les professionnels du tourisme en France. Tous les indicateurs sont passés au vert, ces derniers mois, et les opérateurs peuvent de nouveau peindre l'avenir en rose.

Le sourire de la direction du groupe Pierre et Vacances, à l'occasion de la présentation de ses résultats semestriels, mercredi 30 mai, est la preuve de ce regain. « L'été s'annonce bien », a déclaré Martine Balouka, directrice générale du tourisme de Pierre et Vacances. « Nos taux de remplissage sont bons. Le début du mois de juillet est très rempli », déclare celle qui a redressé les comptes du groupe français. « L'effet des attentats de 2015 n'existe plus », se félicite-t-elle. Ce retour en forme a déjà des conséquences économiques positives. « Nous sommes revenus au niveau de 2015 en termes de chiffre d'affaires » (aux résultats d'avant les attentats), signale M<sup>me</sup> Balouka.

Si Pierre et Vacances donne le ton, pour l'hôtellerie, de l'été qui approche, il n'est pas le seul groupe à profiter de ce retour de flamme. Tous les acteurs du secteur le confirment : les touristes étrangers sont de retour. En

masse ! De quoi rendre le sourire aux palaces et aux établissements cinq étoiles parisiens. Alors qu'il y a quelques mois certaines des plus grandes enseignes de luxe de la capitale devaient fermer des étages entiers faute de clients, elles ne savent, aujourd'hui, plus où donner de la tête.

« Les Japonais sont revenus », se réjouit Christophe Laure, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) Prestige, le syndicat des palaces. Il note « une croissance de 40 % par rapport aux chiffres d'avant les attentats ». Et, comme une bonne nouvelle n'arrive jamais seule, outre les voyageurs nippons, les touristes chinois sont aussi plus nombreux à visiter Paris et la France.

## Bonne reprise pour les palaces

Au premier semestre, le taux d'occupation des établissements de luxe a bondi de plus de 5 points, en France, indique M. Laure. Selon lui, ce nouvel engouement pour l'Hexagone a une explication : « On n'entend plus parler d'état d'urgence, qui était assez anxiogène. » Notamment pour les touristes américains et japonais.

Portés par cet afflux supplémentaire de clients, les palaces ont pu maintenir leur prix moyen par



Le 18 avril, à Paris. LIONEL BONAVENTURE/AFP

chambre. Il est resté stable, à 1180 euros la nuit, malgré l'augmentation de l'offre de chambres. Lors des premiers mois de 2018, le revenu par chambre, le véritable indicateur de la bonne santé des établissements hôteliers, a grimpé en moyenne de 6 % pour les hôtels haut de gamme.

Au cours de cette période, les palaces ont fait mieux encore, avec une croissance de leur revenu par chambre de 12 % à 13 % en moyenne, souligne le président de l'UMIH Prestige. Selon lui, « la reprise est importante ». Toutefois, M. Laure signale que l'hôtellerie de luxe « n'a toujours pas rattrapé son retard par rapport aux années 2013-2014. Celles qui ont précédé les attentats » de 2015. Il faut dire que les deux années qui ont suivi ont été terribles pour les palaces et les cinq-étoiles, avec un revenu par chambre en chute libre de 18 %.

Prudent, mais confiant, le président de l'UMIH Prestige concède que l'été des palaces ne « se présente pas trop mal ». Selon les pre-

miers retours des grandes enseignes, « la tendance pour les hôtels parisiens est plutôt rassurante et encourageante ». Le taux d'occupation devrait progresser entre « 7 % et 8 % ». Cette année, avec un ramadan qui se termine le 14 juin, les Plaza Athénée, Peninsula et consorts, devraient notamment bénéficier à plein, en juillet et en août, de la venue de leurs clients du Moyen-Orient.

## Un mois de mai exécrable

A l'instar des hôteliers, les tour-opérateurs ont, eux aussi, retrouvé des couleurs. « Nous étions très contents jusqu'en avril », admet René-Marc Chikli, président du Syndicat des entreprises du tour-opérateur (SETO). Pendant ces quatre mois, les tour-opérateurs ont enregistré des « augmentations de 8 % sur les destinations long-courriers et moyen-courriers ». « Une progression exceptionnelle », s'enthousiasme le patron du SETO.

Une bonne fortune, toutefois mise à mal « par un mois de mai

**Lors des premiers mois de 2018, le revenu par chambre des établissements a grimpé de 6 % pour les hôtels haut de gamme**

exécrable », pour cause de grèves à la SNCF et à Air France, se désole M. Chikli. A l'en croire, faute d'être certains d'avoir un train ou de pouvoir prendre leur avion, « les gens se sont réfugiés dans l'attentisme ». Résultat : des baisses de réservations entre 10 % et 15 % par rapport à mai 2017.

Mais le proche avenir s'annonce bien. « Nous sommes contents pour cet été », déclare le président du SETO. Mieux, certaines destinations sinistrées en raison des attentats ont retrouvé les faveurs des vacanciers. La Tunisie, encore

délaissée il y a peu, bénéficie d'un véritable essor. « Les réservations [y] ont augmenté de 200 %, indique M. Chikli. C'est la deuxième année de redémarrage. La confiance est revenue. »

La preuve, les réservations des touristes français sont en hausse de 8 % en moyenne pour tous les pays du pourtour méditerranéen, se félicite le président du SETO. Même la Turquie tire son épingle du jeu, « ce qui étonne tout le monde », précise M. Chikli. Ce retour en grâce donne des idées aux opérateurs. Pierre et Vacances envisage désormais de mettre prochainement le pied au Maghreb.

La bonne santé retrouvée du secteur du tourisme pourrait permettre d'atteindre l'objectif d'attirer 100 millions de visiteurs en France en 2020. Toutefois, la situation reste fragile et conditionnée à l'absence d'un nouvel attentat qui pourrait compromettre cette vigoureuse reprise. « On croise les doigts », explique Martine Balouka. ■

GUY DUTHEIL

# Le renouveau brassicole des Hauts-de-France

Des millions d'euros sont investis dans les moyennes et grosses brasseries nordistes

LILLE - correspondance

Brunes, blondes, blanches ou ambrées, les bières ont vu naître à leur égard un certain regain des Français depuis ces dernières années. Les Hauts-de-France sont devenus le fer de lance de ce renouveau brassicole. Si la marque Kronenbourg permet aux Alsaciens de se hisser sur la première marche du podium des producteurs avec 6 à 7 mil-

lions d'hectolitres par an, les ch'tis sont numéro deux, avec 7,1 millions d'hectolitres produits en 2016 (soit 33,5 % de la production nationale).

Au-delà de l'engouement pour les micro-brasseries qui naissent partout dans la région, des millions d'euros sont investis dans les moyennes et grosses brasseries nordistes. Et un « brassiturisme », lancé sur le modèle de l'œnotourisme, permet désormais de se perdre à travers les champs d'orge ou de houblon, en passant par les estaminets typiques des Flandres.

La production de bière dans le Nord et le Pas-de-Calais repose sur une tradition et un savoir-faire ancestraux. A défaut d'ensoleillement suffisant pour cultiver la vigne, les ch'tis ont misé sur l'eau, la culture de l'orge et du houblon. « Il y a un siècle, on trouvait dans notre région environ 2000 fermes qui brassaient leur propre bière », raconte Raymond Duyck, 63 ans, brasseur récemment retraité. Dans le Nord, on compte encore des dizaines de brasseries familiales, à l'image de celle de Jenlain, petit village du Hainaut.

Dans cette brasserie créée par ses arrière-grands-parents, Raymond Duyck, président du syndicat Brasseurs de France, vient de passer le flambeau à son fils Mathieu, cinquième génération de brasseurs depuis 1922. « En 1976, on fabriquait 15 000 hectolitres par an, se souvient Raymond Duyck. Aujourd'hui, on est à

90 000 hectolitres ! » Une hausse marquée par des investissements dans les unités de production. Cette année encore, le Duyck ont investi un million d'euros dans l'affaire familiale, qui compte 48 salariés.

## Success story

Selon l'association Brasseurs de France, les Hauts-de-France comptent 65 brasseries, 350 marques de bière, pour 800 emplois directs (sur les 6 900 en France) et 5 600 emplois indirects (sur les 68 000 en France). Et les investissements ne cessent de croître. A Saint-Omer, par exemple, l'Artésienne, fondée en 1866, rachetée en 1985 par le groupe Saint-Arnould et rebaptisée alors Brasserie-Saint-Omer, est devenue la première brasserie indépendante de France. En 2017, son dirigeant, André Pecqueur, a investi 85 millions d'euros dans l'inauguration de sa nouvelle unité de production, la Goudale, à Arques. Et des travaux sont en cours pour aménager une salle de brassage supplémentaire et un bâtiment de stockage de 25 000 m<sup>2</sup> d'ici à la fin de l'été. Cette nouvelle tranche d'investissement de 45 millions d'euros devrait permettre d'accroître les capacités de production de la brasserie la plus moderne de France. L'objectif : passer de 1,5 million d'hectolitres par an à 2,5 millions.

Dans la métropole lilloise, à Mons-en-Barceul, c'est le distributeur leader en France, Heineken,

**Selon l'association Brasseurs de France, les Hauts-de-France comptent 65 brasseries et 350 marques de bière**

qui a choisi d'investir 8,3 millions d'euros en 2018 dans une nouvelle ligne de production. Depuis 2010, la marque, qui possède deux autres brasseries à Marseille et à Schiltigheim, a ainsi investi pas moins de 51,6 millions d'euros dans sa brasserie nordiste.

Et les plus petites structures misent aussi sur l'avenir. Ce vendredi 1<sup>er</sup> juin à Merville, près d'Hazebrouck, la brasserie du Pays flamand a inauguré son nouveau bâtiment de 2 800 m<sup>2</sup>, construit sur une ancienne friche de trois hectares, pour un montant de 2,6 millions d'euros. « Tout est parti d'une histoire d'amitié, explique Mathieu Lesenne, 40 ans. Avec mon ami d'enfance Olivier Duthoit, on a d'abord lancé une bière classique traditionnelle en 2006, la Bracine. » Cinq ans plus tard, ils décident de créer une bière à base de houblon. Ils créent l'Anosteké (« à la prochaine fois », en patois flamand). Elue

meilleure bière de garde du monde en 2016 lors des World Beer Awards, l'Anosteké a remporté un incroyable succès. « On était à 5 000 hectolitres il y a deux-trois ans. Aujourd'hui, on a doublé la production et on est constamment en rupture ! », se félicite Mathieu Lesenne, dont la grand-mère brassait elle-même sa propre bière.

Véritable success story, affichant un chiffre d'affaires de plus de 3 millions d'euros, la brasserie, reconnaissable à son logo en forme de lion flamand, recrute aujourd'hui une quinzaine de salariés et commercialise trois marques, dont la Fièrre. Avec son emblème en forme de coq, la Fièrre devrait faire parler d'elle dans les prochains jours. A l'occasion de la Coupe du monde de football, les brasseurs du Pays flamand ont noué un partenariat avec les bars franchisés Au fût et à mesure pour exporter partout en France la Fièrre à la pression.

« Il y a un engouement pour la bière car nous avons une possibilité de goûts infinis, insiste Mathieu Lesenne. Mais quand l'effet de mode sera passé, je sais qu'on continuera à en boire dans notre région. La bière fait partie des gènes des Hauts-de-France. » Et au vu de la forte dynamique d'investissements brassicoles dans le Nord, la pénurie qui a touché la région en mai 1968, lors des grèves généralisées, ne devrait pas se reproduire de sitôt. ■

LAURIE MONIEZ

## CONJONCTURE

**Le taux de chômage américain à son plus bas niveau depuis dix-huit ans**

Aux Etats-Unis, de fortes créations d'emplois (223 000) dans presque tous les secteurs d'activité ont permis au taux de chômage de perdre encore un dixième de point, à 3,8 %, en mai, son plus bas niveau depuis avril 2000.

## COMMERCE INTERNATIONAL

**L'UE porte plainte à l'OMC contre les Etats-Unis et la Chine**

L'Union européenne (UE) a porté plainte, vendredi 1<sup>er</sup> juin, auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre les Etats-Unis et la Chine. Elle proteste ainsi contre l'augmentation des droits de douane américains sur l'acier et l'aluminium et, s'agissant de Pékin, contre « le transfert injuste de technologies » des entreprises européennes actives en Chine. — (AFP)

## TRANSPORT

**L'aéroport de Nice-Côte d'Azur va s'agrandir**

L'aéroport de Nice-Côte d'Azur, qui devrait accueillir 14 millions de passagers en 2018, prévoit d'agrandir son terminal 2 d'ici à mi-2021. Cela lui permettra d'accueillir 4 millions de passagers de plus par an, révèle un appel d'offres lancé cette semaine. Deuxième de France après Aéroports de Paris (Roissy et Orly), Nice dessert 117 destinations. — (AFP)

L'élection du président du Mouvement des entreprises de France le 3 juillet renvoie l'image d'un patronat plus fragmenté qu'il n'y paraît

## Le patronat, combien de divisions ?

### Une représentativité plus politique que réelle

Le sociologue Michel Offerlé décrypte le poids des différentes organisations de chefs d'entreprise en 2018

Par MICHEL OFFERLÉ

En 2017, pour la première fois, l'audience des organisations patronales a été mesurée conformément à la loi du 5 mars 2014. Que disent ces chiffres de leur représentativité ? D'abord, ils rompent avec les proclamations de nombreuses confédérations ; ensuite, ils laissent perplexes tant leur fabrique a été compliquée et cadrée politiquement. Car cette opération n'était certes pas une mesure scientifique, elle visait à légitimer la représentation patronale des partenaires sociaux, sans bouleverser les équilibres.

Depuis sa création en 1998, le Mouvement des entreprises de France (Medef) affichait entre 750 000 et 800 000 adhérents. Or, l'enquête ne le crédite plus que de 123 387 cotisants. La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME, ex-CGPME) en annonçait 550 000, il ne lui en reste plus que 144 939. Quant à l'U2P (l'Union des entreprises de proximité, UPA + UNAPL), qui en revendiquait 350 000 (250 000 pour la première organisation et 100 000 pour la deuxième), elle compte 150 605 adhérents...

On peut reproduire le même constat pour les deux fédérations patronales les plus importantes en effectifs : les adhé-

rents de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) ont fondu de 80 000 membres déclarés à 30 000 constatés, et le Conseil national des professions de l'automobile (CNPA, concessionnaires et garagistes) a « perdu » la moitié de ses affiliés, de 30 000 à 15 000. En ajoutant aux effectifs des trois grandes confédérations ceux de l'économie sociale et ceux des fédérations dites « autonomes », le taux d'adhésion des (environ) 3 millions d'entreprises françaises à un syndicat patronal se situerait entre 15 % et 20 %.

Si, à la suite d'une enquête de représentativité concernant le nombre de leurs adhérents, la CFDT avait été créditée de 100 000 affiliés et la CGT de 107 000 (au lieu des 623 000 et 664 000 respectivement déclarés), cela aurait été considéré comme un événement politique majeur. Mais dans le cas des organisations patronales, les commentaires ont été curieusement rares.

#### Adhérent « au deuxième degré »

Il est vrai que si de la représentativité en proportion du nombre d'entreprises, on passe à la représentativité en proportion du nombre de salariés qui y travaillent, celle-ci devient plus conséquente. Le Medef se retrouve alors « crédité » de 8 518 902 salariés, loin devant la CPME (3 010 875) et l'U2P (507 855). D'ailleurs, le Medef met ce chiffre en avant, car il a peu d'adhérents dans les fédérations, qui regroupent de très grandes entreprises. Ce qui n'en infirme pas moins sa prétention à représenter « toutes les entreprises de France ».

En croisant le nombre d'entreprises adhérentes et le nombre de salariés travaillant dans ces entreprises, on obtient, à partir d'une clé fixée par le Medef et le pouvoir politique (prise en compte de 70 % pour le nombre de salariés et de 30 % pour le nombre d'entreprises), une représentativité de 58,37 % pour le Medef, de 27,89 % pour la CPME et de 13,74 % pour l'U2P. La place prépondérante du Medef se trouve ainsi confortée légalement.

La fabrique de chiffres aussi peu robustes statistiquement est complexe à expliquer. Ils sont le produit de compromis et de rapports de force entre le Medef et le ministère du travail, la CPME et l'U2P ayant été diversement



associées à leur élaboration. Les compromis ont aussi été passés au sein de certaines fédérations. Car une fédération peut adhérer à plusieurs confédérations (ainsi la FFB et l'UIMM adhèrent à la fois au Medef et à la CPME). Elles sont tenues, lorsqu'elles adhèrent à plusieurs confédérations, de déclarer – avec un minimum de 10 % – quel pourcentage d'adhérents elles attribuent à telle ou telle confédération.

Cette répartition est décidée de manière « politique » plutôt que sur la base des cotisations versées par la fédération au Medef ou à la CPME. Ainsi, alors que le bâtiment et la métallurgie cotisent dix fois plus au Medef qu'à la CPME, l'UIMM a « attribué » 15 % de ses adhérents à la CPME, quand le bâtiment a préféré conserver un quasi-équilibre entre ses deux bénéficiaires (40 %-60 %). Ces chiffres sont enfin le fruit d'opérations de comptage compliquées, qui n'ont pas fait l'objet de la même attention selon les organisations patronales.

L'opération de « mesure de l'audience » visait à certifier la représentativité d'organisations considérées comme porte-parole des entreprises auprès des pouvoirs publics, des syndicats de salariés et des médias. Mais il ne s'agissait pas de la mesurer

sur le plan de la sociologie patronale. Le rapport rendu par le conseiller d'Etat Jean-Denis Combrexelle en 2015 était très clair sur ce point : « On ne va pas faire de la sociologie, voir ce que sont les adhérents, on va essayer de consolider la stabilité du partenariat patronal dans les branches et au plan national sans bouleverser les équilibres. »

Sur un plan sociologique, on peut souligner qu'il n'y a pas à proprement parler d'adhérents aux organisations patronales, si ce n'est localement lorsque des chefs d'entreprise, en petit nombre, adhèrent individuellement à leur Medef territorial ou à leur CPME locale. Les autres adhérents sont soit des fédérations, soit des adhérents qui s'ignorent, puis, dans la plupart des cas, un adhérent à une fédération ignore que sa fédération adhère à une confédération et qu'il est donc adhérent « au deuxième degré » à une confédération...

De plus, les adhésions sont, pour les plus importantes fédérations, des adhésions d'abord consuméristes fondées sur l'assurance que la cotisation donne accès à un ensemble de services. Si, en règle générale, on connaît à peu près les orientations d'un cégétiste ou d'un adhérent, on ignore en revanche ce que pense un « médéfien » ou un « cépémien ».

La mesure de l'audience réalisée en 2017 a donc à la fois écorné l'image des organisations patronales en contestant leurs prétentions à représenter numériquement l'ensemble des chefs d'entreprise... et légitimé le paysage patronal français. On pourrait toutefois se demander si le Medef, dans sa composition actuelle, représente bien le tissu économique français et si ses dirigeants incarnent la diversité des chefs d'entreprise. Des candidats à la présidence du Medef sont d'ailleurs conscients de cette question et ont mis à leur agenda la réforme de l'organisation et la production d'un autre *affectio societatis*.

Ceci impliquerait une profonde refondation de la principale organisation patronale pour contrer la petite musique qui renaît, dans les médias et chez nombre de chefs d'entreprise depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Elysée : « A quoi sert le Medef ? » ■

Michel Offerlé est professeur à l'École normale supérieure. Il est l'auteur notamment de « Les Patrons des patrons. Histoire du Medef » (Odile Jacob, 2013), et il a dirigé « Patrons en France » (La Découverte 2017)

SI, EN RÈGLE GÉNÉRALE, ON CONNAÎT À PEU PRÈS LES ORIENTATIONS D'UN CÉGÉTISTE OU D'UN CÉDÉTISTE, ON IGNORE CE QUE PENSE UN « MÉDÉFIEN » OU UN « CÉPÉMIEN »

## De l'idéologie, mais aussi avant tout du pragmatisme

Traversées par différents courants de pensée, les organisations patronales ont toujours fait passer au premier plan la défense de leurs intérêts immédiats, analyse l'historienne Danièle Fraboulet

Par DANIELLE FRABOULET

La multiplicité des candidatures à la présidence du Medef, avant l'élection qui doit se tenir le 3 juillet, est symbolique de la diversité historique du monde patronal en France. Loin de l'image d'un groupe social embrassant unanimement la position libérale d'une défense tous azimuts de la liberté d'entreprendre en luttant contre tous les empiétements, qu'ils viennent de l'Etat, des syndicats ou d'autres acteurs de la société, celui-ci a été souvent divisé. De fait, les organisations patronales ont le plus souvent adapté de manière pragmatique leur action et leur positionnement idéologique en fonction de leur perception

des multiples visages de l'Etat : concurrent, oppresseur (sur le plan fiscal), producteur de normes et d'informations, mais aussi client, formateur de main-d'œuvre qualifiée, garant de la souveraineté nationale...

Dans la métallurgie, les premières chambres syndicales apparaissent dans la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle. Les premières unions professionnelles voient le jour dans les métiers du bâtiment et de l'alimentation. Des comités de maîtres de forges apparaissent dès 1828 pour défendre les intérêts généraux de leur branche, notamment à propos des questions douanières.

A partir du Second Empire, les chambres syndicales se multiplient, mais les premières tentatives d'association sont

souvent vouées à l'échec, car les regroupements sont hétérogènes, et les patrons restent très individualistes. Les lois de 1884 et de 1901 sur les associations donnent corps aux chambres syndicales nationales ou régionales, qui intègrent les entreprises, et qui sont rassemblées dans des unions ou fédérations. Sans position idéologique particulière, ces dernières tentent de résoudre des problèmes économiques et sociaux précis et conjoncturels.

En 1901, la création d'une organisation plus combative, l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), est la réponse du patronat à la mise en place des conseils de travail imposés par Alexandre Millerand, socialiste modéré du gouvernement de « défense républicaine » de

Waldeck-Rousseau. En 1919, l'UIMM s'oppose à la création de la Confédération générale de la production française (CGPF), voulue par le ministre Etienne Clémentel pour organiser le regroupement des producteurs nationaux, dans le prolongement des liens noués entre l'administration et l'industrie pendant la première guerre mondiale. Elle s'y rallie ensuite pour tenter d'y jouer un rôle de premier plan et se faire le porte-parole de l'ensemble du monde patronal.

#### Des relations variables avec l'Etat

Principal interlocuteur des différents gouvernements durant la première partie du XX<sup>e</sup> siècle, l'UIMM est à l'origine des négociations de juin 1936 à Matignon. La difficulté d'accepter la législation nouvelle et la contestation dans leurs rangs conduisent l'UIMM et la CGPF à donner plus de place aux dirigeants des PME : la CGPF est rebaptisée Confédération générale du patronat français en 1936, jusqu'à sa dissolution en 1940, puis Conseil national du patronat français en 1945, enfin Mouvement des entreprises de France (Medef) en 1998. Cela n'empêche pas la création en 1944 par Léon Gingembre d'une structure concurrente, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, devenue

Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) en janvier 2017.

Si la cohésion à l'échelle nationale est une nécessité ressentie dans l'ensemble du patronat, les points de vue divergent souvent, d'autant que les groupements patronaux sont animés de courants de pensées divers et successifs. Certes, la défense des valeurs établies, comme l'autorité ou la propriété, est commune à tous. Mais les nuances sont fortes sur le plan théorique entre le réformisme de Robert Pinot (1862-1926), délégué général de l'UIMM entre autres et partisan des théories de Frédéric Le Play, apôtre de la réforme sociale alliant conservatisme et paternalisme, le catholicisme social de Joseph Zamanski (1874-1962), ou le planisme d'Auguste Detoeuf (1883-1947), fondateur de la société Alsthom et du Syndicat général de la construction électrique en 1928, membre du Redressement français et du groupe de hauts fonctionnaires X-Crise, dont les membres sont influencés par Keynes, à la manœuvre lors du premier gouvernement Blum, mais aussi dans le régime de Vichy...

En résumé, les relations avec l'Etat et la société varient selon la conjoncture politique et les rapports de force. Les organisations patronales sont partagées entre l'intérêt possible d'une législa- ►►►

# Sus aux corps intermédiaires

Ancien candidat à la présidence du Medef, Jean-Charles Simon, qui soutient désormais Geoffroy Roux de Bézieux, défend un projet libéral radical

Par JEAN-CHARLES SIMON

La France a tendance à se méfier des libertés. L'Etat a chez nous une longue tradition de toute-puissance et se veut souvent le seul garant de l'intérêt général et le régulateur de toute chose. Mais cela ne suffit pas toujours, et l'on veut encore ajouter à la loi publique d'autres contraintes sur les individus et les entreprises. C'est alors qu'on fait appel aux « corps intermédiaires », censés les réguler en complément de la puissance publique. Cette tradition d'Ancien Régime a notamment vu l'autorité royale prolongée autrefois par les règles des corporations et autres jurandes. Pour freiner la liberté d'entreprise et la libre concurrence, l'autorité du corps intermédiaire vient s'imposer aux récalcitrants comme une forme d'auxiliaire de la puissance publique et son interlocuteur.

Avec la Révolution, le décret d'Allarde et la loi Le Chapelier va s'ouvrir une période de près d'un siècle de libertés individuelles effaçant ces structures de contraintes et de régulations – et une période de formidable expansion économique. Mais le démon corporatiste va refaire son chemin à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, soutenu par des courants aussi divers que le paternalisme patronal, le catholicisme social ou le mouvement ouvrier communiste. La crise de 1929 va exacerber cette défiance à l'égard de l'individu, de l'entreprise et de leurs libertés, pour les enrégimenter toujours plus dans des ligues, des syndicats, des partis, des unions. Elle prendra sa forme la plus extrême avec les corporations et la charte du travail du régime de Vichy, régulant entre producteurs les prix, les salaires et les quantités. Mais, paradoxalement, on en retrouve aussi des succédanés à la sor-

**AU TEMPS DU NUMÉRIQUE ET DE L'EXPRESSION INSTANTANÉE DE CHACUN, LE SUJET N'EST PLUS DU TOUT CELUI DE « L'INTERMÉDIATION » DES VOLONTÉS**

tion imposée et les dangers pour la liberté de l'activité. Les courants rénovateurs qui proposent de transformer les relations dans les entreprises et d'établir avec l'Etat une « économie concertée » restent encore très minoritaires au sein du patronat.

La préparation de la deuxième guerre mondiale, en mettant l'accent sur l'intérêt stratégique du secteur de la métallurgie, conduit à un rapprochement avec l'Etat. Lors de l'instauration du régime de Vichy, la disparition de certains organismes patronaux (mais pas de l'UIMM!) n'empêche pas l'influence patronale de se renforcer, notamment à la direction des comités d'organisation créés en août 1940 pour, dans les faits, gérer la pénurie. Reste que la révolution nationale apporte aux industriels une approche des relations professionnelles qui leur convient. Dans la réalité, les relations ne sont pas transformées, en raison de l'orientation trop corporatiste du régime.

A la Libération, la politique contractuelle est de nouveau à l'ordre du jour. Le patronat doit s'engager dans une voie plus moderniste, mais c'est l'UIMM qui assure toujours la représentation des intérêts patronaux. Jusqu'à l'élection de Laurence Parisot en 2005, ce sont en effet des métallurgistes, Georges Villiers le

premier, qui assument la présidence du nouveau CNPF.

La combinaison entre une économie en croissance forte, le retour de l'inflation, le nouveau régime de protection sociale et l'entrée de la sidérurgie dans un espace concurrentiel européen bousculent la résistance patronale aux réformes sociales. Les conditions de travail, la prise en charge de la santé et de la retraite continuent de lui échapper. L'entreprise doit accepter ces intrusions extérieures.

Un monde toujours aussi divisé Mais le pragmatisme prévaut, que ce soit dans les négociations paritaires ou dans le nouveau modèle de négociation sociale mis en place à partir de 1945. L'UIMM, qui dans un premier temps était hostile au paritarisme, préfère conserver ce type de rapports, qui implique son existence comme partenaire des négociations. L'évolution socio-économique du pays conduit à une perte de puissance de l'industrie au profit des services.

Or, un certain nombre de patrons – en particulier dans la banque et l'assurance – souhaitent se libérer du système paritaire qu'ils jugent archaïque, et préconisent le transfert de la protection collective aux mutuelles et assurances privées. Mais cette orientation ultralibérale, portée en

## Contre-pouvoirs autoproclamés

Malgré ou à cause de ce désaveu, on met en garde contre le contournement ou le mépris de ces « corps intermédiaires »... en fait abandonnés par ceux qu'ils devaient représenter. Et on réclame le maintien dans ces organisations d'une kyrielle de responsabilités qu'elles n'ont plus la capacité ou la légitimité d'assumer. C'est vrai de l'assurance-chômage, où elles ont accumulé une dette représentant une année entière de cotisations. Mais aussi de la formation, qu'elles ont complexifiée à leur profit de telle façon que le sentiment de gâchis est général. Ou des retraites complémentaires, qui font peser une charge sur le coût du travail comme dans aucun autre pays. Ou encore avec les prud'hommes, juridiction très lente et peu performante, avec des taux d'appels et de réformations en appel impressionnants.

Le pouvoir politique continue de régenter à sa guise ces contre-pouvoirs autoproclamés, en leur concédant des finance-

ments publics ou paritaires directs, en fermant les yeux sur leurs ressources indirectes, et surtout en leur attribuant quantité de colifichets divers et variés dans de nombreuses instances. C'est le cas par exemple des caisses de Sécurité sociale, où les partenaires sociaux ont des mandats dénués de tout pouvoir réel. Le summum est atteint avec le Conseil économique social et environnemental (CESE), la fantomatique « troisième chambre de la République », où l'on se bouscule pour entrer... afin de récupérer quelques émoluments, une carte de visite et un espoir de nomination ou promotion dans telle ou telle décoration de la République. La redénomination du CESE en future « Chambre de la société civile » est symptomatique de cette vision jacobine où la société civile est un gentil toutou domestiqué et enfermé dans une Chambre.

Dès lors, pleurnicher sur le mépris des corps intermédiaires ou leur affaiblissement est une supercherie. Loin d'être de véritables forces autonomes, ils sont depuis bien longtemps les vassaux d'un système féodal où on leur concède des droits sur leurs « gens » ainsi que des financements. Ce système est le contraire d'une société moderne, où les libertés individuelles doivent être suffisamment fortes et garanties pour assurer l'autonomie de destin de chacun dans le respect de l'ordre public, ainsi que la contestation de tous les pouvoirs et leur alternance par des voies pacifiques.

Ces corps intermédiaires sont des ralentisseurs et des verrous du changement, obsédés par la perpétuation de leurs rentes comme le clergé ou la noblesse d'autrefois. Au temps du numérique et de l'expression instantanée de chacun, le sujet n'est plus du tout celui de l'« intermédiation » des volontés, mais bien de l'affinitaire d'un groupe, des services qu'il peut vouloir mutualiser, au nombre desquels son influence.

Pour mettre fin à ce mauvais penchant français, il faudrait refonder les organisations qui prétendent représenter des forces vives de la nation, en les arrachant à toute dépendance financière et structurelle à la puissance publique. Quitte à en passer par une phase de relatif affaiblissement apparent, car c'est la condition pour regagner l'intérêt et la confiance de leurs adhérents potentiels. Elles retrouveront alors une réelle indépendance matérielle et spirituelle. Elles pourront enfin prétendre être l'expression de forces réelles et authentiques, et non un simulacre de représentation. ■

**J** Jean-Charles Simon est président de Stacian, société d'intelligence statistique et d'analyse économique, et ex-candidat à la présidence du Medef

particulier par Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) de 1990 à 1997 (et 1998-2002) et vice-président exécutif du Medef de 1998 à 2002, ne peut cacher la réalité d'un monde patronal toujours aussi divisé. Les débats sur le thème de la modernisation de l'entreprise dans les années 1960 sont portés par le Centre des jeunes dirigeants; la « Charte » libérale de janvier 1965 prône la diminution des interventions publiques et la valorisation de l'économie de marché. De nouveaux groupements apparaissent comme l'Association française des entreprises privées (AFEP), en 1982, réunissant les grandes entreprises cotées sur une ligne plus libérale que le CNPF de l'époque. Les entreprises multinationales ne voient pas l'utilité d'adhérer à une organisation nationale, les prises de décision se faisant à Bruxelles ou ailleurs. Les PME sont ainsi devenues les principales adhérentes des diverses organisations. Or, nombre de patrons de PME restent attachés aux réformes de 1945 et à la Sécurité sociale. ■

**J** Danièle Fraboulet est professeure émérite d'histoire contemporaine de l'université Sorbonne-Paris-Cité de Paris-XIII



## SOS CONSO

CHRONIQUE PAR RAFAËLE RIVAIS

# Quand la médiation finit avant d'avoir commencé

Les consommateurs sont de plus en plus souvent priés de tenter de régler leurs conflits à l'amiable avant de saisir les tribunaux. Depuis l'entrée en vigueur, le 20 décembre 2016, de la loi de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle, ceux qui ont un litige dont le montant ne dépasse pas 4 000 euros doivent passer par un tiers « conciliateur ». Sinon, les juges peuvent considérer leur demande comme « irrecevable ». Le projet de programmation 2018-2022 pour la justice, que la garde des sceaux, Nicole Belloubet, a présenté au conseil des ministres du 20 avril, étend cette obligation à certaines demandes supérieures à 4 000 euros.

Ces obligations légales ne sont-elles pas abusives, du fait qu'elles repoussent dans le temps le droit d'accès à un tribunal, pourtant garanti par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme? La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a répondu à cette question par la négative, le 14 juin 2017: « Ce qui importe, c'est non pas le caractère obligatoire ou facultatif du système de médiation, mais le fait que le droit d'accès à la justice des parties soit préservé. » La médiation, à la différence de l'arbitrage, ne doit pas empêcher le recours ultérieur aux magistrats.

Pour ce faire, précise la CJUE, il faut notamment que les délais de prescription soient suspendus pendant la médiation. Cette condition est-elle remplie? L'article 2238 du code civil dit que « la prescription est suspendue à compter du jour où (...) les parties conviennent de recourir à la médiation ». En outre, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en vertu d'une directive européenne sur le règlement extrajudiciaire des litiges, les professionnels ont tous l'obligation de « désigner un médiateur », et de le faire agréer par la commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation (CECMC).

## RECOURS « EFFECTIF » GARANTI

Or ces dispositions ne suffisent pas toujours, comme le montre l'affaire suivante. En juin 2017, Mathieu X, citoyen français travaillant en Suisse, apprend qu'il est atteint d'une tumeur au cerveau. Effondré, il doit prendre des décisions graves, comme celle de déménager rapidement en Haute-Savoie, pour s'y faire soigner. Il appelle plusieurs sociétés et choisit l'agence franchisée en Savoie des Déménageurs bretons, dont l'enseigne, « Déménager l'esprit libre », semble lui faire un clin d'œil rassurant.

Las, les déménageurs, faute d'avoir procédé à une bonne évaluation de sa cargaison, arrivent avec un camion trop petit, le 19 août 2017. « Ils ne reviennent que le 22 août, ce qui nous oblige de rester en Suisse plus longtemps que prévu et à repousser un rendez-vous médical préalable à l'opération de la tumeur », indique Mathieu, qui évoque, à cette occasion, un « stress immense », pourtant fortement déconseillé par ses médecins. « En outre, les trois déménageurs ne parlaient ni français, ni anglais, ni allemand; comme ils étaient d'origine arménienne, ma compagne, estonienne, échangeait avec eux

**DEPUIS FIN DÉCEMBRE 2016, LES CONSOMMATEURS QUI ONT UN LITIGE DONT LE MONTANT NE DÉPASSE PAS 4 000 EUROS DOIVENT PASSER PAR UN TIERS « CONCILIATEUR »**

en russe, et le reste se faisait par signes », ajoute-t-il.

Le déchargement, prévu le samedi 16 septembre 2017, après trois semaines de dépôt dans un garde-meuble, est « catastrophique »: Mathieu découvre « des étagères cassées ou des commodes sans pieds » ainsi que « des matelas sales et des costumes abîmés », alors qu'ils auraient dû être emballés. Les déménageurs, différents de ceux de l'aller, ne savent pas remonter certains meubles. Ils partent sans avoir fini le travail et ne reviennent que le 27 septembre 2017. Mathieu refuse de payer le solde qu'il leur doit, soit 1 740 euros.

Il leur réclame en plus 2 000 euros pour le préjudice subi. Les déménageurs contestent toutes les assertions qu'il ne pourra pas démontrer, faute d'avoir fait faire un constat d'huissier: ils assurent ainsi que « les déménageurs parlaient français », qu'« ils se sont exprimés en russe pour être agréables aux yeux de sa compagne », etc. Ils lui reprochent de ne pas avoir émis de réserves dans les temps et selon les formes requises.

Le 4 novembre 2017, faute d'accord, Mathieu saisit gratuitement l'organisme de médiation qu'ils ont désigné sur leur site Internet, à savoir Medicys, mis en place par les huissiers français. Le 6 novembre 2017, Medicys « invite » les Déménageurs bretons de Savoie à « entrer en médiation » – ce qui leur coûtera un minimum de 60 euros. Le 30 novembre 2017, ils répondent qu'ils ne le souhaitent pas. Le 15 décembre 2017, leur franchiseur propose un geste commercial de 800 euros, que Mathieu n'a encore ni accepté ni refusé.

Les Déménageurs bretons rappellent que le code de la consommation leur impose de « désigner un médiateur », mais non d'« entrer en médiation ». Ont-ils raison? Marielle Cohen-Branche, médiatrice de l'Autorité des marchés financiers, estime que cette interprétation ne respecte pas l'esprit de l'article L612-1, qui garantit au consommateur un recours « effectif » à la médiation. Elle suggère que Mathieu se plaigne auprès de la CECMC.

En outre, qu'en est-il, dans un tel cas, de la prescription? Le juge peut-il considérer qu'elle a été suspendue entre le 4 novembre 2017, date de saisine par Mathieu de Medicys, et le 2 décembre 2017, date à laquelle Medicys lui a délivré une « attestation de demande de médiation »? Dans le silence des textes, ce n'est pas certain. Il pourrait aussi considérer qu'elle ne doit pas être suspendue, puisqu'elle s'est terminée sans avoir commencé. ■

<http://sosconso.blog.lemonde.fr>

## Le Seuil et « La Revue Dessinée » s'offrent l'éditeur de « XXI » et de « 6Mois »

La décision du tribunal de commerce de Paris, jeudi, a plutôt satisfait les salariés de Rollin Publications

Laurent Beccaria essuie un nouveau revers. Après l'échec d'*Ebdo* et la mise en liquidation judiciaire de Rollin Publications, la société qui édite également *XXI* et *6Mois*, l'offre de reprise portée par Le Seuil, associé à l'éditeur de *La Revue dessinée*, a finalement convaincu le tribunal de commerce de Paris.

La proposition a été préférée, jeudi 31 mai, à l'offre de reprise de Thierry Mandon, proche de Laurent Beccaria et ex-directeur général d'*Ebdo*, accompagné de huit autres investisseurs. Les repreneurs auraient dépensé 350 000 euros (hors dette), selon une source proche du dossier. « Nous, représentants des salariés, appelons à la responsabilité des repreneurs et leur demandons de tout faire pour sécuriser les revues et les emplois », ont écrit les délégués du personnel de Rollin Publications dans un communiqué qui a suivi la décision du tribunal.

L'association avec *La Revue dessinée* est le fruit de liens étroits qui unissent sa direction et Hugues Jallon, PDG du Seuil. Lorsqu'il était à la tête des Editions de La Découverte, c'est avec lui que *La Revue dessinée* avait signé un partenariat pour une série de vingt albums de BD, *Histoire dessinée de la France*.

« Nous souhaitons faire en sorte que les revues puissent vivre comme elles le font depuis plus de dix ans sans modifier leur ligne éditoriale. C'est dans cet objectif que nous avons gardé un contact per-

manent avec les équipes éditoriales, afin que les personnes concernées restent aux manettes », a déclaré Sylvain Ricard, rédacteur en chef de *La Revue dessinée* et auteur d'une trentaine d'albums de BD. Il a notamment souligné les nombreux « points communs » qui unissent les titres édités par Rollin et la revue qu'il dirige. « Nous partageons, avec *XXI* et *6Mois*, un attachement au journalisme du temps long, avec beaucoup de recul et de l'analyse, ce qui nécessite un temps de fabrication important. »

### Système de volontariat

La nouvelle de la reprise de Rollin Publications par Le Seuil et *La Revue dessinée* a surpris les salariés de la société éditrice des revues *6Mois* et *XXI*, qui ont publiquement exprimé leur préférence pour cette offre. « On ne s'y attendait pas. C'est un peu le petit qui rache un plus gros. Nous pensions vraiment que ce serait Thierry Mandon », dit un salarié de Rollin Publications. Pendant l'audience, les juges ont aussi donné l'impression de s'attarder sur la viabilité du projet de *La Revue dessinée* et du Seuil, qui proposaient de conserver 15 des 63 postes que compte Rollin Publications.

C'est d'ailleurs l'offre portée par l'ex-secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche qui proposait de garder le plus de salariés. « Très clairement, les membres de l'équipe étaient animés par une hostilité

envers Thierry Mandon. La majorité d'entre eux va perdre son emploi, ils se tournent naturellement vers celui qu'ils considèrent comme responsable de cette situation », témoigne un membre de la rédaction d'*Ebdo*, sous couvert d'anonymat. M. Mandon quittera ses fonctions et le groupe, tout comme M. Beccaria et Patrick de Saint-Exupéry, ex-directeur de *XXI*, qui dirigeait la rédaction d'*Ebdo*, ont précisé les repreneurs.

Selon la législation, les salariés qui devraient rester au sein de l'entreprise sont choisis selon des critères d'ancienneté, d'expérience dans la profession, mais aussi selon leur situation familiale. Mardi 29 mai, les équipes d'*Ebdo*, de *XXI* et de *6Mois* ont décidé de mettre en place un système de volontariat pour les licenciements, afin que des salariés qui souhaitent partir puissent le faire. « Pour l'instant, il y en a beaucoup », dit une source proche du dossier. Ce système de volontariat a également été salué par les repreneurs. « C'est une décision intelligente qui va faciliter le travail de reprise des titres », a déclaré Sylvain Ricard.

Dans un premier temps, trois autres candidats à la reprise de Rollin Publications s'étaient manifestés, avant de se retirer de la course : le Groupe Le Monde ; la société d'édition Editis ; le groupe Hildegarde, qui détient les magazines *Le Film français*, *Première*, *Studio* et *Causette*. ■

YASSINE EL AZZAZ

### PRESSE Amazon se lance dans la distribution

Le géant américain de la vente en ligne Amazon a annoncé, jeudi 31 mai, qu'il allait distribuer le quotidien sportif *L'Equipe* à Paris à partir de samedi 2 juin. Dans son communiqué, il précise que ce service sera proposé aux abonnés Prime Now d'Amazon résidant à Paris mais aussi dans 25 communes de la petite couronne. Amazon Prime Now garantit la livraison express dans un délai inférieur à deux heures.

### AUDIOVISUEL PUBLIC Gabriel Attal plaide pour une holding

Le député LRM proche d'Emmanuel Macron et membre de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée, Gabriel Attal, a plaidé, vendredi 1<sup>er</sup> juin, pour la création d'une holding de l'audiovisuel public, avec un directeur non exécutif chapeautant des directeurs exécutifs. M. Attal a évoqué plusieurs priorités : « créer un champion numérique » et « travailler sur la question des territoires ».

### CANAL+ Vincent Bolloré défend ses choix sur la Ligue 1

Vincent Bolloré a défendu, vendredi 1<sup>er</sup> juin, le choix de Canal+ de ne pas s'aligner sur la forte hausse du montant des droits de retransmission de la Ligue 1 de football, lors de l'assemblée générale du groupe Bolloré. « Canal, c'est une chaîne qui achète des droits à des prix où ils peuvent les vendre sans faire de perte », a affirmé le premier actionnaire du groupe Vivendi.

## « A tchao bonsoir », « Les Guignols » tirent leur révérence

« Les Guignols, c'est fini... » Depuis la prise de pouvoir de Vincent Bolloré à Canal+, à l'été 2015, ce refrain a quelque chose de familier. Cela a d'abord été une rumeur, puis une appréciation sur la qualité des sketches de la nouvelle émission des célèbres marionnettes, revenues à l'antenne fin 2015. Mais, cette fois, c'est vraiment fini : le mythique « JT » satirique créé en 1988 ne réapparaîtra plus sur Canal+, a annoncé la chaîne en comité d'entreprise, vendredi 1<sup>er</sup> juin. Exit « PPD », « Ah que coucou », « Supermateur », « M. Sylvestre »...

Derrière cette mort annoncée, il y a deux symboles : le premier, évident, est la mise au pas de l'impertinence de Canal+. A l'été 2015, la menace sur le show des virtuoses de la moquerie politique avait sonné comme le signal d'une reprise en main par l'industriel breton. M. Bolloré était soupçonné de vouloir faire plaisir à son ami Nicolas Sarkozy, cible de choix dans l'émission. L'intéressé et M. Bolloré ont eu beau démentir souhaiter la mort de l'émission, la suite a confirmé que le mordant des débuts avait bien été perdu dans la nouvelle version, plus proche de la culture pop ou du divertissement que de la politique.

### LA FIN DE L'ÉMISSION MONTRE L'INCAPACITÉ DE VINCENT BOLLORÉ À BÂTIR ET À CRÉER DANS LE DOMAINE DE LA TÉLÉVISION ET DES CONTENUS

M. Bolloré n'avait-il pas livré un jugement prémoniteur sur *l'esprit Canal* ? « Je trouve que se moquer de soi-même, c'est bien. Se moquer des autres, c'est moins bien », avait-il dit, dès février 2015, regrettant un contenu parfois « un peu blessant ou désagréable ». Alors que la « première mort » des

Guignols avait déclenché des réactions politiques indignées et opportunes – d'Alain Juppé à Cécile Duflot –, leur mise au rancart définitive a réjoui Nadine Morano : « Quelle joie ! Bien fait ! Pas d'enterrement, crémation directe ! Ni couronne ni fleur, mais une plaque : "bêtes et méchants." Bon débarras ! », s'est exclamée sur Twitter la députée européenne Les Républicains.

Mais il y a aussi un second symbole : celui de l'incapacité de Vincent Bolloré à bâtir et à créer dans le domaine de la télévision et des contenus, avec Canal+. L'industriel s'était personnellement impliqué dans la nouvelle formule des « Guignols » et avait promis aux salariés de créer une « multinationale du rire », qui fasse circuler dans le monde entier, en plusieurs langues, sur les réseaux sociaux, des sketches à l'humour global, croquant Kim Kardashian ou Donald Trump... Comme la relance du « Grand Journal » ou le lancement d'un concurrent à Netflix en Europe du Sud, ce grand dessein est resté une simple promesse. ■

ALEXANDRE PIQUARD

# Gîtes & Chambres d'hôte

Reproduction interdite

### Tarifs 01/01/18

	1 parution	3 parutions
Forfait 10 lignes + photo	149 € HT	298 € HT
Modules	80 H x 69 L	198 € HT
	80 H x 141 L	452 € HT

Tél. : 01 57 28 39 11

audrey.belliot@mpublicite.fr

## SÉJOURS ET HÉBERGEMENTS INSOLITES



**CHATEAU Haut Gleon**

Séjours en chambres d'hôtes\*\*\*\* et gîtes\*\*\* au cœur de la vallée du Paradis, dans le Parc Naturel de la Narbonnaise, à 20 minutes de la mer Méditerranée. Un havre de paix au milieu des vignes pour partir à la découverte des vins des Corbières.

11360 Villesèque des Corbières  
Tél : +33(0) 4 68 48 85 95 | contact@hautgleon.com  
www.hautgleon.com



**DOMAINE DE MARSAULT À UZÈS**  
**MAISON D'HÔTE DE CHARME du XVIII<sup>e</sup> siècle**

A 2 km de la place aux herbes à Uzès, au bout d'une grande allée le Domaine de Marsault est situé sur un parc de quatre hectares où la fraîcheur des jardins à la française (avec leurs rosiers, jasmins...) vous enchanteront. Vous pourrez prendre vos petits-déjeuners à l'ombre de la tonnelle de la terrasse sud, vous détendre au bord de la piscine chauffée sur les transats ou vous relaxer dans le grand salon.

www.domainedemarsault.com - info@domainedemarsault.com  
04 66 22 53 92 - 06 80 41 68 24



**CHATEAU DE MONTMIRAIL**

A 1 h 30 de Paris, laissez-vous séduire par la magie d'un séjour dans le château de la princesse de Conti où le temps semble à jamais suspendu. Au 1<sup>er</sup> étage du château nos 5 chambres d'hôte offrent une vue imprenable sur la campagne perchonne.

www.chateaudemontmirail.com  
Tél. : 02 43 93 72 71



**LA MOUTIÈRE, RÉGION DE GRIGNAN**

Charmante bastide du XVIII<sup>e</sup> située sur une grande propriété bordée de ruisseaux, lavandes, vignes et chênes truffiers. Un cadre idyllique qui comblera les amoureux de sport et de nature. Un endroit idéal pour se ressourcer. Quatre chambres spacieuses agréablement aménagées avec salle de bain individuelle. Nous vous accueillons tout au long de l'année.

www.lamoutiere.com  
Tél. : 04 75 46 26 88 - Mob. : 06 76 94 90 25



DOMAINE DE  
**Montagenet**  
\*\*\*\*

Au cœur du Périgord Vert, dans un domaine de 76 ha, 6 gîtes de charme, classés 4 étoiles, vous accueillent en toutes saisons, pour des séjours de détente, des stages, des séminaires ou des réceptions.

domaine-de-montagenet.com



### CATLANTE CATAMARANS

Les plus belles îles du Monde se découvrent par la mer Corse, Grenadines, Seychelles...

Catlante vous accueille à bord de ses catamarans, véritables maisons d'hôtes des mers, pour des croisières alliant convivialité, confort et évasion. Une cabine ou tout le bateau, seul, en couple ou entre amis, profitez de nos prestations tout-inclus.

www.catlante-catamarans.com  
01.55.20.90.90 - 7j/7 - 9h-20h



*l'époque*  
Le Monde

# Leurs désirs les plus foot

2 ENQUÊTE

Dans leur garde rapprochée, les stars du football comptent désormais un concierge de luxe, qui exauce tous leurs souhaits

PSCHITT, PSCHITT 5  
Papa sent bon

D'alcoolisée, et un poil chirurgicale, la lotion after-shave s'est transformée en soin beauté

BIÈRE 7  
Soirée  
mousse

Qui dit match de foot dit pizzas et cannettes. Optez pour une blonde, et choisissez votre camp

UN APÉRO AVEC... 8  
Anne-Laure  
Bonnet

La journaliste de BeIN Sports, qui a renouvelé l'interview d'après-match, a appris le russe pour couvrir la Coupe du monde

ENQUÊTE

# Partenaires particuliers

## Pour se faciliter l'existence, les stars du foot ont remis les clés de leur vie privée à des concierges de luxe. Leur rôle : être disponibles non-stop afin de répondre à toutes sortes de demandes

Par Michel Dalloni

**A**utrefois, le concierge était dans l'escalier, à traquer les locataires indécents, ou figé au garde-à-vous dans un hôtel multi-étoilé, prêt à satisfaire touristes en goguette et hommes d'affaires à mallette. Aujourd'hui, il est dans les tribunes, où il veille sur ses clients gambadant en short et crampons. Et s'il vit toujours en loge, celle-ci est désormais présidentielle. C'est que le métier a changé. La bignole à bigoudis et l'homme aux clés d'or ont viré ange gardien en costume cintré. Le luxe est passé par là. Le football et ses champions aux salaires mirobolants aussi.

Maintenant que les dieux du stade sont (presque) aussi riches que les capitaines d'industrie, les magnats ou les fonds souverains qui les achètent, les emploient et les revendent à loisir, ils ont adopté leur mode de vie. Et recourent à un concierge particulier, histoire de ne pas se compliquer l'existence. Une mode venue des Etats-Unis, importée en France dès 2003 par Zakary Chanou, 44 ans. Avec Ultimate Luxury, Lifestyle and Concierge for You and Only You, abrégée en UUU (prononcer « you you you »), il entendait « apporter l'art de vivre et l'excellence à la française » à une clientèle VIP où se mêlent banquiers d'affaires, patrons du CAC 40, jet-setteurs, starlettes et, depuis 2010, quantité de footballeurs (n'insistez pas, on ne donnera pas de noms). Il a fait école.

Ces services d'élite, personnalisés, sont disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, sur terre, sur mer et dans les airs. Parfois, nos champions se les offrent, mais souvent ils leur sont offerts. Les clubs sont prêts à tout pour les contenter. Rien ne doit les exaspérer. Pas plus les vicissitudes du quotidien que le souci du lendemain. Or, expliquait Zakary Chanou lors du lancement de sa division sport, baptisée Ultimate Player, « une étude a révélé que 74 % des sportifs de haut niveau se reposaient sur leur entourage professionnel ou privé pour l'organisation de prestations extrasportives, mais que seuls 27 % de ces acteurs avaient la capacité de répondre aux demandes ». Bien observé.

Exemple: je me souviens de Gérard Bermanni, responsable des pages sports Ile-de-France du *Parisien*, jaillissant de son bureau pour aller quérir fissa à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle deux joueurs russes (Sergueï Rodionov et Fiodor Tcherenkov), recrutés de frais par le Red Star, qui n'avaient personne sous la main pour les récupérer. Ils attendaient assis sur leur valise. Les vitres de la Citroën LNA de fonction n'étaient pas fumées mais le cendrier était plein à ras bord. On profita du trajet retour pour tenter de recueillir une interview exclusive. Nous étions en 1990. Un autre siècle. Celui où les journalistes étaient volontiers un peu concierges.

Aujourd'hui, c'est un métier et même un secteur d'activité rentable. Quatre sociétés se partagent l'essentiel du marché français : UUU (2003), John Paul (2008), détenu par le groupe Accor, MyConciergerie (2010) et Premium Conciergerie (2015). Leur portefeuille de clients est riche de très nombreux footballeurs. « C'est une catégorie de prospects que nous avons ciblée dès notre création », dit Jeremy Vosse, 45 ans, fondateur de Premium Conciergerie. *Mais notre formule Premium Football Club s'adresse également aux agents ou directement aux clubs. La plupart ont peu de limites et un très haut niveau d'exigence.* Un peu capricieux, non ? « Je n'emploierais pas le mot de "caprice" car ce ne sont pas des enfants, réplique Jeremy Vosse. Ils ont réussi grâce à leur travail. Ils savent ce qu'ils veulent. Ils souhaitent profiter pleinement du fruit de leur engagement et faire plaisir à leur famille ou à leurs amis. Bien sûr, il y a des demandes folles, mais pas tant que ça. De toute

façon, c'est notre métier : nous sommes des facilitateurs de vie et d'envies. »

« La plupart de ces joueurs sont issus de milieux modestes. Alors, ils profitent. Ils sont pressés et connaissent les prix. La question de l'argent vient vite, mais contrairement à l'urgence ce n'est pas la préoccupation principale », note Alexandre Le Chevallier, 26 ans, récent créateur de Mr Alfred, en hommage à Alfred Pennyworth, le majordome de Batman, absolument dévoué à son employeur. Dans la vraie vie, des concierges zélés dégotent donc à la minute des Rolls-Royce Ghost Series II du préparateur suisse Mansory (652 CV), avec chauffeur en livrée, moult Ferrari, des montres de haute joaillerie épuisées avant même leur commercialisation, des îles de la mer de Bali le temps d'un week-end, un peloton de pingouins pour animer un anniversaire, un sachet de fraises Tagada à 3 heures du matin. « L'idée, c'était de le trouver avant que le client ne mette ses pantoufles, un gilet sur les épaules et aille l'acheter en bas de chez lui », précisait

Michel Bethune, un des experts de John Paul, fournisseur officiel du Paris-Saint-Germain, dans un entretien à l'Agence France-Presse, en 2017. Jeremy Vosse, lui, se souvient d'un tour du monde de trois semaines à organiser en deux jours.

Accomplir ces exploits suppose un réseau de prestataires dense et réactif. « Il nous a fallu deux ans pour détecter les meilleurs partenaires et les convaincre de travailler avec Premium Conciergerie. Nous avons 6 000 partenaires », témoigne Jeremy Vosse. Il faut aussi tout savoir de ses clients. On leur fait remplir un questionnaire à la limite de l'indiscrétion. Quelle est votre pointure ? Avez-vous des allergies ? Souhaitez-vous voyager côté hublot ? Quel genre de musique écoutez-vous ?... Il faut encore jongler avec les messageries instantanées pour ne pas perdre le contact. Premium Conciergerie utilise WhatsApp, et Mr Alfred, Snapchat, sous le pseudonyme de mralfredparis. Enfin, il ne faut jamais dormir.

« Je délègue en permanence deux concierges – un garçon et une fille –



MARIO WAGNER

**« Bien sûr, il y a des demandes folles, mais pas tant que ça. De toute façon, c'est notre métier : nous sommes des facilitateurs de vie et d'envies »**

Jeremy Vosse, de Premium Conciergerie

## «Don» Vebole, le parrain tout-terrain

L'homme en impose. Dans le palace parisien où il a donné rendez-vous, il arrive tout de noir vêtu, veste cintrée, chapeau, lunettes teintées, la barbe taillée au millimètre, accompagné d'un garde du corps qui ne décroche pas un sourire. «Don Vebole», se présente-t-il. «Don», comme «Don Corleone», le héros du *Parrain* (Francis Ford Coppola, 1972), ce film dont il connaît les dialogues par cœur. «Dans la Mafia, il n'y a pas d'élection, pas de barouf et, pourtant, ça fonctionne depuis plus de deux cents ans», explique-t-il, de sa voix posée. *Il y a peut-être matière à inspiration...* Après avoir joué les hommes à tout faire pour des footballeurs, comme Djibril Cissé, Jérôme Vebole, 33 ans, veut passer à l'étape supérieure. Devenir un parrain à son tour, et créer, grâce à l'appui de ses riches clients, un petit empire, avec sociétés holdings et tout le toutim. Il ne s'agit plus seulement de personnaliser les 4 x 4 des stars du ballon rond ou de réserver leurs vacances. Immobilier, transfert entre clubs, conseil en patrimoine: «Don» Vebole élargit son offre. Jusqu'à proposer aux célébrités d'investir avec lui dans la création d'écoles de la deuxième chance, ainsi que dans un domaine en plein essor, le cannabis. Légal, s'entend. Il a déjà monté une société de vente en gros en Californie, où la marijuana est autorisée depuis janvier, et il veut à présent lancer sa marque Forever Wellness dans tous les États où c'est possible. Son ambition? Lever 150 millions d'euros d'ici à 2022 pour développer tous ses projets. Seulement voilà: les investisseurs ne se laissent pas convaincre facilement. Séduit à l'idée d'«améliorer le monde en permettant à chacun de se construire un avenir», le milieu de terrain du FC Metz Georges Mandjeck a donné son accord. Mais pour Hatem Ben Arfa, ça coince. L'attaquant du PSG devait être un des premiers à apporter des fonds. «Il s'était engagé sur 450 000 euros», précise «Don» Vebole. Mais les fonds ne sont pas arrivés, le ton est monté, et l'affaire s'est réglée en justice. Résultat: en novembre 2017, le tribunal a prononcé la faillite personnelle de Jérôme Victor Vebole pour une durée de dix ans. Vebole, «c'est un escroc qui a voulu nous faire chanter», glisse l'entourage de Ben Arfa. «Il m'a coulé une société, ça ne m'empêche pas d'en créer d'autres derrière», réplique l'intéressé.

auprès de chacun de mes abonnés pour que notre réponse soit immédiate», annonce Jeremy Vosse. «Mais, parfois, il faut savoir reconnaître qu'on n'est pas tenu à l'impossible, glisse Alexandre Le Chevallier. Délai trop court, demande trop pointue: quand ce n'est pas possible, ce n'est pas possible. C'est comme ça qu'on installe un respect mutuel. Et il n'y a aucune honte à proposer un plan B crédible.» Et Jeremy Vosse de renchérir: «C'est ce qui fait la différence entre un vrai concierge et un homme à tout faire.»

Se méfier des factotums. Ceux qui ne disent jamais non, qui procurent des pulls en cachemire pas chers, des Rolex Daytona sans papiers, des filles sans scrupules et, lors de rendez-vous galants, des lunettes noires, des chambres d'hôtel tout confort et des alibis béton. Et qui génèrent de gros soucis, parfois. Ainsi éclata, en 2014, l'affaire Valbuena, du nom du milieu de terrain de l'équipe de France. Somme histoire de chantage consécutive à un problème de téléphone portable

Petit voyou en costume chic ou futur parrain du foot et king du cannabis? Jérôme Vebole fait partie de ces jeunes intelligents et débrouillards qui ont connu une ascension-éclair dans le sillage des vedettes du football, sans toujours respecter la loi. Né à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne) en 1985, il est le fils unique de Martiniquais qui s'étaient rencontrés à Paris. Il passe son enfance entre Lognes (Seine-et-Marne) et la cité des 3 000, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où vivent des cousins. Une adolescence dans les cités de banlieue. Autour de lui, des règlements de comptes, des copains qui meurent dans des motocross sans casque, du trafic de drogue. Il a 15 ans quand ses parents se séparent. «Maintenant, c'est toi l'homme de la maison», lui déclare son

père. Resté seul avec sa mère, femme de ménage, Jérôme Vebole tente d'améliorer l'ordinaire en faisant payer ses amis quand il bricole leurs scooters. Puis il travaille chez Quick, avant qu'un «grand» de la cité ne lui offre un poste beaucoup mieux rémunéré. Jusqu'à 5 000 euros par mois, quand sa mère en gagne péniblement 1 300. «J'étais au point de vente, je vendais barrette par barrette, gramme par gramme», raconte-t-il. Il se met ensuite à son compte, en écoulant aussi des PlayStation et des recharges SFR d'origine inconnue. Précision: «Ce n'est pas moi qui faisais les casses.» Un bon business. Rapidement, il peut offrir une BMW à sa mère. Mais les risques le font hésiter. «Est-ce que tu veux vraiment continuer cette vie-là?», lui demande sa copine, alors qu'ils ont 19 ans. Il renonce à ses trafics. «J'ai

arrêté avant de me faire descendre ou coffrer par la police», se félicite-t-il. Il décroche le bac tout en se lançant dans la personnalisation non plus de scooters, mais de grosses cylindrées. Après avoir appris le métier aux États-Unis, il tente de créer sa société en France, et fait le tour des banques. Trente-huit demandes, autant d'échecs, jusqu'à ce qu'un chargé de compte de la BRED lui parle cash: «Vous avez 19 ans, vous venez de la banlieue, vous êtes noir, vous voulez travailler sur les voitures de luxe: votre profil ne peut qu'entraîner un refus.» Alors Jérôme Vebole convainc sa mère de vendre leur maison pour qu'il puisse lancer son affaire. Avec l'argent, il achète aux États-Unis une énorme Cadillac, en fait un de ces bijoux tape-à-l'œil dont raffolent les rappeurs, puis s'offre un stand pour

l'exposer dans un salon spécialisé à Paris. Cela ne rate pas: Booba, en visite sur place, repère le monstre, devant les caméras de M6. «Ma mère était très fière.» L'année suivante, c'est Djibril Cissé, alors buteur star de l'OM, dont le jeune homme fait la connaissance sur le même salon. Le courant passe, et une nouvelle vie débute pour Jérôme Vebole. Il descend quelques mois à Marseille, travaille pour Cissé, rencontre Mathieu Valbuena, Hatem Ben Arfa, l'acteur Matt Damon. «Je suis entré dans le monde des célébrités en leur préparant des Porsche Cayenne, des Lamborghini. De fil en aiguille, ils m'ont demandé d'autres services: réserver un voyage, des vacances, vendre une maison...» Dix ans plus tard, «Don» Vebole rêve de bâtir sur cette base un vrai groupe de services. Lui qui porte des tatouages en hommage à Napoléon, Martin Luther King et Barack Obama voue aussi une admiration sans bornes à Bernard Tapie, «un autodidacte, un meneur d'hommes, un dirigeant qui a fait de la prison et s'est relevé». Comme lui, il aimerait être reconnu en tant qu'artiste et homme d'affaires à la fois, voire en tant que parrain bienfaiteur. C'est son héritage martiniquais. Reprenant un système développé par son grand-père boulanger puis par son père, il estime avoir pour mission de protéger ceux qui l'entourent et lui doivent du respect. Un système d'aides, de bourses, a déjà été créé, auquel «Don» voudrait ajouter des écoles. «Pour les gens de ma famille, à peu près trois cents personnes aujourd'hui, je suis un peu le président, ou un deuxième papa, affirme-t-il. C'est cela le sens du mot "parrain".»

Denis Cosnard

### LA CITATION

## «J'ai claqué beaucoup d'argent dans l'alcool, les filles et les voitures de sport; le reste, je l'ai gaspillé»

George Best (1946-2005), footballeur vedette de Manchester United de 1963 à 1974

### DÉBORDEMENTS

## Leurs désirs font parfois désordre

Ça commence comme *Very Bad Trip* (Todd Phillips, 2009) et ça se termine comme *Les Pieds Nickelés en Amérique* (Louis Forton, 1921-1927). C'est une aventure du Paris-Saint-Germain, vers 2016. A la réalisation: Zlatan Ibrahimovic, footballeur star. A la logistique: Omar Cherif Machichi, concierge de luxe. Au programme: une escapade de deux jours, entre hommes, à Las Vegas (États-Unis), après une victoire en finale de la Coupe de la Ligue. Au générique: des vedettes, Marco Verratti, à peine remis de blessure, Javier Pastore, Salvatore Sirigu, des seconds rôles, Zoumana Camara, entraîneur adjoint, Dario Fort, kinésithérapeute, Martin Castrogiovanni, robuste rugbyman italien du Racing 92, agent d'ambiance réputé, et de nombreuses figurantes en bikini. Nom de l'hôtel: Encore.

Un délice pour paparazzis. Les photos sont publiées par le tabloïd suédois *Expressen*, puis par la presse française. Gros succès. Côté discrétion, c'est raté. Grincements en coulisses. Pas sûr que le président du club, Nasser Al-Khelaïfi, et l'entraîneur, Laurent Blanc, aient été mis au parfum. Début de polémique. Ça n'ira pas bien loin. «On ne sanctionne pas des joueurs comme ceux-là, assure un ancien journaliste du quotidien *Le Parisien*, expert du PSG. Ce serait le meilleur moyen de les perdre.»

Ne reste qu'à faire trinquer les lampistes. Martin Castrogiovanni est mis à pied avant licenciement. Il avait prétexté un «problème familial» pour sécher l'entraînement. Peu importe: il n'était même plus titulaire. Et puis on écarte le logisticien, Omar Cherif Machichi. Le patron de la société OC Special + Travel, installée dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, était jusqu'alors préposé aux fêtes du PSG, réquisitionnant à l'occasion le restaurant Club Matignon (Paris 8<sup>e</sup>), Monsieur Bleu, la table branchée du Palais de Tokyo (Paris 16<sup>e</sup>), ou l'Opéra Restaurant, établissement de choix niché au cœur de l'Opéra Garnier (Paris 9<sup>e</sup>). Il imaginait également de somptueux anniversaires pour

les joueurs et organisait à leur intention des séjours récréatifs à Saint-Moritz, dans les Alpes suisses.

La lumière crue de l'actualité ne vaut rien à ces clerks obscurs. La consternante affaire Zahia l'a démontré en 2010. Cette jeune femme, mineure à l'époque de certains faits, monnayait ses charmes auprès de footballeurs connus: Karim Benzema (Real Madrid), Franck Ribéry (Bayern Munich), Sidney Govou (Olympique lyonnais). La police a dû s'en mêler. La 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris innocente les joueurs mais condamne Abousofiane Moustaid, accusé d'avoir joué un rôle d'entremetteur rétribué, et Kamel Ramdani, organisateur de voyages coquins. Les peines seront même alourdies en appel en 2015: trois ans de prison dont deux avec sursis et 20 000 euros d'amende pour le premier; six mois de prison avec sursis et mise à l'épreuve et 10 000 euros d'amende pour le second. Il ne faut pas s'y tromper, rappelle un concierge d'expérience qui requiert l'anonymat: «La grande majorité des demandes qui nous sont faites concernent le sexe. On nous réclame des filles. Généralement, le client emploie le ton de la plaisanterie. En réalité, il nous teste. Notre réponse est négative, dénuée d'humour.»

Les attaquants français ne sont pas les seuls à défrayer la chronique. L'aillier anglais David Beckham, lui aussi, y est allé de son débordement. C'était en 2003, lors de son transfert de Manchester United au Real Madrid, qui voulait en faire l'atout glamour de sa phalange de «Galactiques», ainsi qu'on nommait alors les géants du football recrutés par le bon président Florentino Perez – Zinédine Zidane, Ronaldo, Raul, Roberto Carlos, Luis Figo. Afin de faciliter son acclimatation, son agent, la société américaine SFX, également chargée des intérêts d'Andy Roddick (tennis), de Greg Norman (golf), de Kobe Bryant ou de Michael Jordan (basket-ball), l'avait affublé d'une assistante personnelle. A 26 ans, la Néerlandaise Rebecca Loos, fille de diplomate, remplit sa mission au point d'assister l'apollon londonien jusque dans son lit. Elle en fit l'aveu au tabloïd britannique *News of the World*. Démenti de David Beckham. Colère de Victoria Beckham. Changement d'agent. Changement de club. Direction le Milan AC et les brumes de la Lombardie. En italien, concierge se dit *portinaio*, *portinaia* au féminin. Comme une autre façon d'exiger qu'il reste au seuil de la porte.

M.D.



BUREAU-TICS

## Pari football club

Par Nicolas Santolaria

Le démarrage d'une Coupe du monde de football s'accompagne toujours, en entreprise, de l'émergence d'un espace-temps singulier. A la machine à café, les discussions sur les séries Netflix laissent alors la place à un nouveau type de considérations, débats enflammés sur la pertinence du 4-3-3 aligné par Didier Deschamps ou bien prises de position philosophique encore plus poussées, relatives à la nouvelle option capillaire de Paul Pogba. Alors qu'il paraissait jusque-là inamovible, l'ordre des priorités s'inverse soudain, enveloppant les tâches les plus stratégiques d'un relativisme à toute épreuve. «Une réu à 14 heures? Mais y a France-Pérou!» Bien sûr, tous les métiers ne se prêtent pas à cette dispersion attentionnelle suscitée par le pouvoir attractif des 64 rencontres attendues sur les pelouses russes.

Si vous êtes contrôleur aérien, inutile de vous dire que vous n'êtes pas éligible à ce type d'activité récréative et fervente où il s'agit de ne rien rater du spectacle proposé par 22 acteurs se disputant symboliquement les faveurs du sort. Mal aiguiller un A320 au prétexte que vous êtes captivé par une fin de match à suspense risque ne pas être très bon pour la poursuite de votre carrière. Quant aux autres salariés – la grande majorité –, la façon dont ils vont vivre ce mois de compétition sportive dépendra de l'état d'esprit de leur employeur. Si vous avez affaire à un patron rétif à ce type d'engouement, qui y voit – peut-être à juste titre – une menace pour la productivité de la boîte, vous risquez de rejoindre les rangs des supporteurs de l'ombre pour qui le Mondial s'envisagera en douce, arrachant quelques résultats, quelques replays, quelques émotions clandestines au temps de travail. Dans ce cas-là, gare à l'emportement: se mettre à hurler, apparemment sans raison, des horreurs au milieu de l'open space («culé!») peut suffire à vous valoir un internement d'urgence.

En effet, personne n'est censé savoir qu'un arbitre peu inspiré vient de distribuer un carton rouge à Antoine Griezmann. Généralement, c'est dans ce type de société interdisant la consommation de spectacles sportifs durant le service que se développent, en réaction, des filières de paris clandestins. Dans sa boîte à biscuits en métal, un collègue bookmaker concentrera alors des sommes folles (au moins 43,70 euros en liquide + un «ticket resto» hypothéqué), détenant la liste compromettante de ceux qui se livrent sous le manteau au jeu des pronostics (oui, il y a aussi des N + 1).

Si vous souhaitez éviter les problèmes, mieux vaut néanmoins prévenir au préalable la DRH et vous en tenir au simple rôle d'organisateur, sans prélever de commissions sur les sommes qui changent de mains, car vous n'êtes pas une antenne du PMU. Mais, vu l'évolution des modes de management, il se pourrait bien que ce soit la direction elle-même qui transforme la cafétéria en foot camp, avec drapeau tricolore, machine à hot-dogs et tireuse à bière financée par le CE. Quant au tableau des paris, il aura opportunément remplacé le paper board le temps d'une petite parenthèse enchantée.

Alors qu'il paraissait inamovible, l'ordre des priorités s'inverse: «Une réu à 14 heures? Mais y a France-Pérou!»

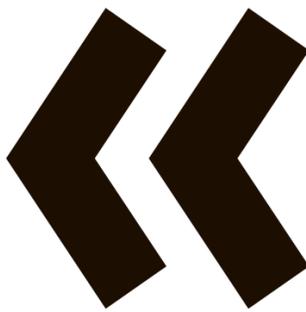
# «J'avais 58 ans, lui 56. On n'avait plus de temps à perdre»

La journaliste et réalisatrice Stefania Rousselle a sillonné les routes de France pour entendre des histoires de cœur. Elle a rencontré Chantal, 60 ans

AMOUR



Chantal Lambert, 60 ans, garde pour chiens, et Thierry Laplanche, 58 ans, ambulancier, habitent à Quincey (Haute-Saône). Retrouvez la série sur Instagram: @stefaniarousselle



Après dix ans de vie commune avec mon ex, j'ai posté sur Facebook: «On se fait un cadeau: on se sépare.» Et je me suis mise sur Meetic. En un an de célibat, j'ai dû rencontrer quarante prétendants. J'étais toute seule chez moi. Tu te pomponnes, tu t'apprêtes, tu sors. Tu as envie de plaire. Tu te sens encore vivante et tu as toujours un peu d'espoir.

A 16 h 30, un mardi, je reçois un message de Thierry sur Meetic. On s'appelle tout de suite. Il me dit: «On peut se voir?» A 17 h 35, on s'est retrouvés sur le parking, place de la République, à Vesoul. J'avais cinq minutes de retard. On descend des voitures. Et puis, en marchant en direction du bistrot, il me demande: «Je peux te prendre la main?» Parce que, pour lui, ce qui compte, c'est ça: la hauteur de la main. Elles ne se sont pas cherchées. La main est venue tout de suite. Elle était chaude, sèche, bien. C'était la bonne hauteur.

On est allés boire un café au bar Chez Christiane. J'avais un autre rendez-vous le soir, à Courteville. Quelqu'un que j'avais vu plusieurs fois. Mais cet homme – il devait être malade ou je ne sais quoi –, il ne voulait pas faire grand-chose, juste finir sa vie. J'avais pas du tout envie de finir la mienne, plutôt de la recommencer. Alors je l'ai largué.

Le lendemain, avec Thierry, c'était prévu qu'on se revoie à 11 heures. A 9 h 30, il était devant la porte. J'étais encore en pyjama. Et il est resté. C'était pas la peine qu'il reparte. Moi, j'avais 58 ans, lui 56. On n'avait plus de temps à perdre.

Ça va faire deux ans. Il m'appelle «Bébé». On ne peut pas se passer l'un de l'autre. Dans son profil, il disait qu'il faisait le ménage et la cuisine. Il ne cuisine pas, c'est faux. Mais il fait le ménage. Il repasse aussi ses affaires. Moi, je mets dix minutes, lui, deux heures, mais il le fait.

Je fais tout pour lui. Tous ses petits soucis, il faut que je les résolve. C'est plus fort que moi. Il est gentil, prévenant. Il me dit tout le temps: «Je t'aime.» Je crois que la dernière fois qu'il me l'a dit, c'était hier, à midi.

Le matin, il me regarde, m'embrasse dix fois et me dit: «Ah, tu es belle.» Ça me fait rire. Je vais passer trois fois à côté de lui, et je l'embrasse au moins une fois. Je vais chercher un objet dans le buffet, par exemple. Je vais sentir son regard me suivre. Je vais me retourner et lui faire un bisou.

Thierry me donne de l'amour. J'avais jamais rencontré un homme qui m'aime comme lui. Et je n'ai jamais aimé comme je l'aime.

Tous les deux, on est pareils. On aime les gens. On aime rendre service. On est francs et honnêtes. On voyage tout le temps. Mon dernier compagnon ne faisait aucune place pour moi dans sa vie. Et Thierry, c'est aussi tout le contraire de mon ex-mari. J'ai été mariée pendant vingt-quatre ans avec un grand dépressif. Lui, les gens, il les haïssait, il en avait horreur. Il en avait peur. Et sa peur se transformait en haine. Lui, c'était la nuit, et moi, j'étais le jour. Mais j'y croyais. Je voulais le sauver. Je restais pour lui parce que je ne pouvais pas lui faire de mal. Mais il était malade. J'en dormais plus. J'ai fait une tentative de suicide.

Mon fils voyait que ça n'allait pas du tout. Quand je rentrais du boulot, à 20 heures, j'allais le rejoindre dans sa chambre et on regardait la télé. Mon gamin me disait tout le temps: «Maman, c'est quand qu'on part?» Alors là, ben il fallait que j'assume. On est partis. Mon ex-mari s'est suicidé il y a cinq ans, le jour anniversaire de notre divorce.

Avec Thierry, même si on ne passe que dix ans ensemble et que ça se termine, je ne lui en voudrai pas. Parce que ça aura été intense et tellement beau. Et que le temps, de toute façon, ça n'a pas d'importance.



LES MOTS DU SEXE

## Sexe

Par Maïa Mazaurette

Il y a le sexe qu'on a (et qu'on conteste), celui qu'on fait (et qui nous a fait naître). Il y a l'organe, l'identité individuelle ou collective, l'acte, le genre... Sous la menace d'y perdre notre latin, retournons fissa à l'étymologie (car «au commencement était le Verbe»): le latin *sexus* serait apparenté à *secare*, couper. Ainsi, le sexe nous couperait en deux: anatomiquement, socialement. Par esprit de contradiction, c'est dans

cette séparation fondamentale que nous recherchons la fusion charnelle. Le sexe divise pour mieux régner, mais aussi pour mieux nous rassembler. C'est pourquoi l'union administrative du mariage doit être validée sous la couette. Sans sexe, pas d'alliance! Mais sans coupure initiale, pas d'imbrication possible. Et quand on ne rentre pas dans les cases? On en invente de nouvelles. De cette façon, le troisième sexe a pu désigner les femmes manquant de féminité, les homosexuels, les personnes sans sexe, les intersexes, les neutres ou certains intergenres. Au cas où la migraine guetterait (ce sont des choses qui arrivent), ce sexe polymorphe se voit chargé d'une invitée embarrassante: la misogynie. Déjà, chez Racine ou

Voltaire, «le sexe» peut désigner «les femmes» comme groupe – manière de rappeler, en creux, que le masculin est neutre (les hommes n'ayant de sexe que celui des anges, comme chacun sait). Au cas où on n'aurait pas bien compris, le sexe féminin est également qualifié de doux, de faible, de frêle, de fragile, d'imbécile... ou de beau sexe (beau mais stupide: pour le compliment, on repassera). Face à ces catégories limitantes, on rêve d'une culture qui se débarrasserait du sexe comme genre pour le célébrer comme pratique. Le sexe comme origine d'un autre monde, en somme.

APRÈS-RASAGE

# Lotion magique

On croyait l'after-shave un brin ringard et un poil rasoir. Mais si l'aspersion virile est quelque peu dépassée, l'onction voluptueuse a encore de belles années

Michel Dalloni

**M**ême rasé de près, un papa peut être barbant. Toujours à poser des questions. Surtout le matin, tôt. « Qui a changé le mot de passe de l'ordi ? », « Quelqu'un a vu mon petit tournevis cruciforme ? », « Pourquoi le grille-pain est-il débranché ? », « Où est passée la télécommande de la télé ? », « Vous êtes prêts ? » Devant le silence général et dans l'indifférence la plus totale, il s'empare et tourne les talons, bougon. Ça fait courant d'air. Dans son sillage, un parfum...

Il évoque l'océan quand la colère est tempétueuse. La mousse de chêne quand elle est continentale (c'est-à-dire sèche). Le joboba quand elle est tropicale (bien lire diluvienne). De toute évidence, papa a mis de l'after-shave. Car, malgré les apparences, c'est un être ordonné : il se rase, puis s'asperge de lotion apaisante ou s'enduit de baume hydratant, oublie le mot de passe de l'ordi, interroge la famille sur le ton du reproche, se fout en rogne et part au boulot. Parfumé. Le travail, c'est la senteur.

Ça fleure un tantinet les années 1960, version *Mad Men* ou *Speakerine*, le dernier feuilleton vintage de France Télévisions, certes, mais ça reste d'actualité. Ça dure même depuis des siècles. Le XIX<sup>e</sup> pour être précis. Le barbier, contraint d'abandonner la pratique de la chirurgie depuis un édit royal de 1691, s'adonne cependant à la prophylaxie préventive et traite ses clients écorchés à grands coups d'eau de Cologne plus ou moins coupée, plus ou moins arrangée. Recette maison. Disons que ça pique.

« Ces lotions avaient une base alcoolique. Elles devaient aseptiser en exhalant la virilité », explique Eugénie Briot, historienne, responsable des programmes de l'École de parfumerie Givaudan (Paris) et contributeur de « Nez, la revue olfactive ». Mais elles avaient aussi un rôle hygiénique important car, à l'époque, on pensait que les odeurs elles-mêmes soignaient. » Les travaux de Louis Pasteur (1822-1895) mettront un terme à ces croyances, vite recyclées par les états-majors.

Après avoir inventé les poilus, la Grande Guerre, qui n'a ni queue ni tête, invente le rasoir mécanique, utilisable partout et par tous, y compris sous la mitraille. A la manœuvre : l'Onclé Sam dont les *Sammies*, ainsi qu'on surnommait les soldats américains, se doivent de rester glabres dans la tourmente, autrement dit frais et dispos.

Nous sommes en 1917 et, une fois la paix revenue, les survivants de la boucherie globale pourront continuer à se raser tout seuls, à domicile. A condition toutefois d'avoir gardé au moins un bras. L'industrie s'empare évidemment de l'affaire. Gillette affûte ses lames. Les savonniers forcent la production. La maison J. B. Williams Inc., de Glastonbury (Connecticut), lance « Aqua Velva ». C'est le premier after-shave. Sa promesse client est édifiante : « *Closing pores, firming, toning, cooling and conditioning skin.* » En français : « Resserre les pores, raffermir, tonifie, rafraîchit et prépare la peau. » De plus, ça sent bon. En réalité, ça sent l'homme, c'est-à-dire la fougère, le menthol et, plus vaguement, le grand large.

« Depuis la mythique « Fougère royale » de Houbigant, créée en 1882, la fougère signe les parfums masculins et, notamment, les produits de rasage », affirme Eugénie Briot. Peu à peu, l'after-shave est devenu un premier moyen de se parfumer, pour les hommes qui ne pouvaient pas s'offrir d'eau de toilette ou qui, pour des raisons culturelles, estimaient dévirilisant d'en utiliser. Il garde ses vertus apaisantes mais il souligne également la personnalité. »

Si le « Tigre » se parfume à la dynamite (Roger Hanin en membre des services secrets français, tendance DST, dans un nanar de Claude Chabrol de 1964 – *Le tigre aime la chair fraîche*), il est bien le dernier. Ainsi, James Bond, l'espion qui vous aimait, se fournit chez le barbier-parfumeur londonien Geo F. Trumper – 9 Curzon Street ou 1 Duke of York Street, de part et d'autre de Piccadilly. C'est plus élégant et sensiblement plus discret. Quant à Cristiano Ronaldo, héros pommadé de la prochaine Coupe du monde de football (14 juin-15 juillet), il a lancé sa propre ligne – Cristiano Ronaldo Legacy – où un baume après-rasage évoque l'iris, la sauge, le romarin, le patchouli et le vétiver fumé pour mieux capturer « l'essence de l'homme charismatique ».

La virilité ne baisse pas la garde, mais elle ne boxe plus dans la catégorie poids lourds. Les notes machos des lotions d'antan font place à des touches florales, et l'alcool désinfectant, à des émulsions hypoallergéniques. « Les accords fruités sont de plus en plus présents », constate Eugénie Briot. Les textures changent. A la lotion succèdent le gel, le baume, voire la crème. Le soin pour homme n'est plus tabou. En Corée du Sud, par exemple, la jeune génération, suivant les stars de la K-pop [un genre musical coréen] ou du cinéma, ose le maquillage, fond de teint ou mascara. Derrière ce désir de perfection de la présentation se cachent des enjeux de séduction mais aussi de pouvoir. »

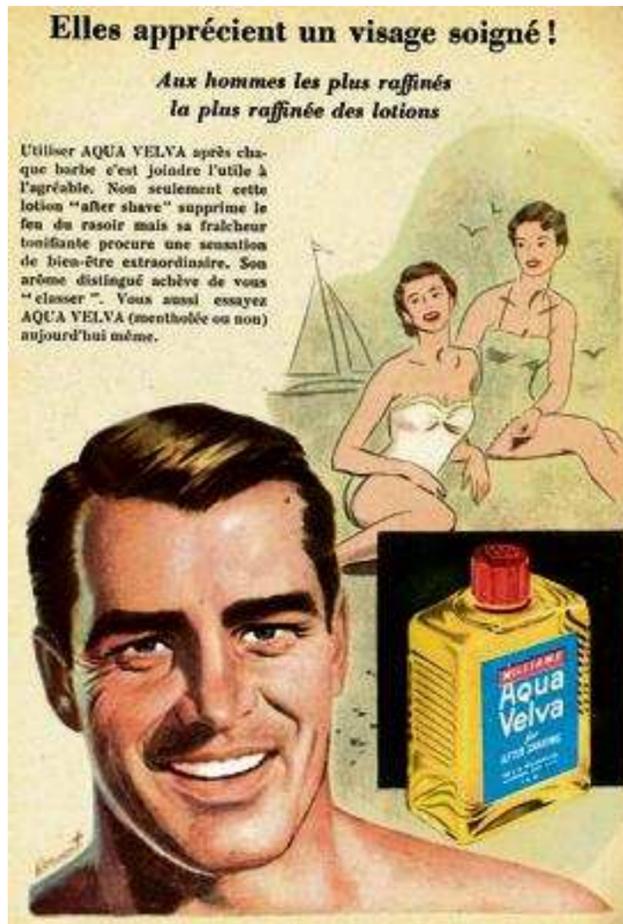
Dans son salon de coiffure mixte O K par K, rue de la Mairie, à Loudun (Vienne), Karine Moutault, barbière d'élite, pratique le rasage à l'ancienne – serviette chaude, blaireau, coupe-choux – assorti d'un délicat massage facial en guise de conclusion (25 euros). Elle fait le même constat : « Mes clients, qui ont tous les âges et appartiennent à toutes les catégories sociales, sont soucieux de leur apparence et très attentifs à la qualité des produits et des soins. Ils apprécient ce moment de détente. Je propose une gamme 100 % végétale, dont un gel apaisant au parfum de rhum. »

Question parts de marché, la vénérable lotion bat donc de l'aile. « Les moins de 45 ans, qui font le succès de ces produits, assument l'usage des cosmétiques après-rasage », relève Eugénie Briot. Leur consommation

## ÉCHANTILLONS OLFACTIFS

### La banquière a du flair

Dans son bureau de conseillère de clientèle privée d'un grand établissement bancaire, quelque part à Paris, rive gauche, Léa Youpa, 32 ans, évalue, encourage ou rassure des clients à longueur de journée. « Je suis attentive aux postures, aux regards, aux sourires et aux parfums, assure-t-elle. Ce sont les premiers signaux émis, mais ils ne sont jamais révélateurs. Le contenu de la discussion, la nature de la demande, l'intérêt du projet restent les points les plus importants. Mais, parfois, il vaut mieux écouter la rencontre et poursuivre l'échange par téléphone ou par e-mail. Car il n'y a pas de fenêtre dans mon espace de travail... » « L'Epoque » a soumis à son flair professionnel six lotions après-rasage, de la plus courante à la plus sophistiquée. Elle les a jugées, à l'aveugle.



Publicité pour la lotion Aqua Velva, de Williams, vers 1950. COLLECTION GROB/KHARBINE-TAPABOR

est dynamique. » Et pourtant, l'after-shave semblait indéboullonnable. Il s'était hissé au rang de grand classique de la Fête des pères (17 juin) et rendait d'éminents services en fin d'année, notamment les 24 et 31 décembre vers 17 heures. Mais ça, c'était avant.

Cher mâle occidental, le temps de l'aspersion virile est passé, celui de l'onction voluptueuse est venu. Désormais, il conviendra, dès potron-minet, de te caresser les joues en de petits gestes circulaires pour faire pénétrer l'onguent liliacé qui calmera les effets dévastateurs du passage répété d'un rasoir multilame carrossé sport sur ton épiderme de métrosexuel avant de t'insinuer, au guidon de ta bicyclette municipale, dans une circulation, elle aussi, apaisée. Comme le moteur Diesel, l'after-shave ne sera bientôt plus qu'un souvenir odorant. Rangé au fond d'un placard. Poil nulle part. Mais les souvenirs ont la peau dure.

Mon père est mort le 13 décembre 1981, vers 10 heures, chez nous, à Nice (Alpes-Maritimes). Pour son ultime toilette, on requit une bonne sœur. Dans la pénombre de la chambre parentale, elle s'affairait en silence. Dehors, il neigeait. Vous auriez dit du Hitchcock. La religieuse appliqua un peu de mousse sur les joues creuses et maintenant froides de papa. Dégaina un rasoir jetable. Et, à rebrousse-poil, fit son office. Cinq minutes plus tard, elle réclamait de l'after-shave. « Moustache », de Rochas. Bouteille de verre épais, cannelée. Bouchon de Bakélite noire, aussi robuste qu'un palet de hockey sur glace. Lotion verte, couleur Valda. Création Thérèse et Edmond Roudnitska (1950). Lavande. Citron. Vanille. Un rien de musc, un soupçon de rose. On a changé la formulation à la fin des années 1980. J'ai gardé le flacon paternel. Parfois, je l'ouvre.

> « **AQUA VELVA** », DE WILLIAMS (1917, 1957 POUR LA VERSION BLEUE)  
Composition : menthol, citron, coumarine, sauge sclérée, cèdre, ciste, lavande. « C'est léger. Très léger. Sans persistance. Ce n'est pas désagréable mais ce n'est pas l'éclate non plus. Ça fait propre, sans plus. On n'est quand même pas loin de la savonnette. L'homme qui porte ça ne dévoile rien de lui. On sent bien qu'il cherche surtout à ne pas se démarquer. Et on se demande donc s'il n'a pas quelque chose à cacher... »  
3,46 €, Super U, Thouars (Deux-Sèvres)

> « **BRUT** », DE FABERGÉ (1964), PAR KARL MANN  
Composition : fleur d'orange, géranium, fougère, santal, muscs blancs. « Je n'aime pas. C'est fade. Ça évoque la toilette forcée ou alors le parfum offert qu'on s'oblige à porter. Il y a un côté automatique qui est un peu décourageant. Les hommes qui portent ça doivent penser qu'ils sentent bon... Mais quelqu'un doit leur dire la vérité. En tout cas, moi, j'abrégerais la conversation en promettant l'envoi rapide d'une documentation complète par e-mail. »  
5,81 €, Monoprix, boulevard Raspail, Paris 7<sup>e</sup>

> « **EAU SAUVAGE** », DE DIOR (1966), PAR EDMOND ROUDNITSKA  
Composition : bergamote, citron, lavande, vétiver, romarin, thym, mousse de chêne. « Ça me rappelle l'eau de toilette de ma grand-mère, que j'aime beaucoup. C'est hyperfrais, ensoleillé, joyeux et plein de nostalgie. Comme un souvenir d'enfance. On n'est pas dans la séduction mais ça respire la franchise. Je discuterais volontiers avec un client ainsi parfumé. Et je lui demanderais le nom de son after-shave. »  
61,90 €, Nocibé, Saumur (Maine-et-Loire)

> « **POUR UN HOMME** », DE CARON (1934), PAR ERNEST DALTROFF  
Composition : lavande, vanille, citron, bergamote, romarin, fève tonka, mousse de chêne. « Ce n'est pas mon préféré. Trop puissant pour être agréable. Sophistiqué. Un poil compliqué. En revanche, impossible à dater. Il doit plaire aux jeunes gens comme aux hommes mûrs. Mais, dans tous les cas, j' imagine un type sûr de lui, qui adore son parfum. Il fait fausse route. »  
59 €, Marionnaud, avenue du Général-Leclerc, Paris 14<sup>e</sup>

> « **PRORASO** », DE LUDOVICO MARTELLI (1948), PAR LUDOVICO MARTELLI  
Composition : eucalyptus, menthol. « Fraîcheur, légèreté, océan. Une certaine douceur aussi, de la discrétion. Ça me fait penser à mon mari. Ça me plaît. Je vois un homme dans la quarantaine, attentif à lui et aux autres. La discussion peut s'engager et se poursuivre : je n'aurai pas à supporter un parfum pénible. Il y a un climat très favorable. »  
11,60 €, Comptoir de l'homme, rue de Tournon, Paris 6<sup>e</sup>

> « **TERRE D'HERMÈS** », D'HERMÈS (2006), PAR JEAN-CLAUDE ELLENA  
Composition : pamplemousse, orange, shiso, benjoin, mousse de chêne. « Ça ne fait pas vraiment XXI<sup>e</sup> siècle. C'est un peu daté. Comme un parfum qu'on aurait oublié. Il est masculin et féminin à la fois. Très étrange. En rendez-vous, je ne serais pas à l'aise. Il y a de l'ambiguïté dans l'air. Ces notes me déconcentreraient et je ne suis pas certaine de pouvoir les supporter longtemps. »  
65,50 €, Sephora, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>

Le plus design

**LG C8**

Le coréen LG a longtemps été perçu – à tort – comme une marque de seconde division. Il se place désormais parmi les meilleurs en ayant clairement opté pour l'OLED, une technologie où chaque pixel de la dalle de l'écran émet et contrôle sa propre lumière, ce qui permet d'obtenir un noir absolu et des contrastes saisissants. Cette particularité n'est pas sans rappeler les téléviseurs plasma disparus des rayons, mais dont les images restent dans la mémoire des spectateurs exigeants. Si le prix de certains des modèles LG grimpe à 10 000 euros, le C8 est un bon compromis. Il est équipé du dernier microprocesseur Alpha 9 pour le traitement de l'image et de haut-parleurs d'une puissance correcte bénéficiant du système Dolby Atmos qui projette le son. LG corrige, génération après génération – il est en est à la cinquième –, les faiblesses des dalles OLED: la durée de vie a été portée à 30 000 heures (soit dix ans, à raison de huit heures par jour), un « nettoyage » automatique pour éviter les problèmes de marquage sur l'écran ou encore un traitement antireflet qui diminue la teinte rosée parfois observable, lorsque l'appareil est placé près d'une baie vitrée.

**A partir de 2 500 €, de 139 cm à 195 cm de diagonale. Offre de remboursement de 300 à 500 € selon le modèle jusqu'au 16 juillet inclus.**

Le plus fin

**Loewe Bild 3.55 OLED**

Loewe, marque allemande connue pour ses appareils luxueux – et très chers –, propose un modèle enfin plus accessible et néanmoins très bien équipé avec un écran ultrafin de seulement 4,9 mm (soit moins que la plupart des smartphones), le Bluetooth (émetteur et récepteur), trois doubles tuners pour la TNT, le câble et le satellite. Sa barre de son intégrée d'une puissance de 80 W vous permettra de vivre le match presque comme si vous étiez dans les gradins, avec des graves musclés. L'écran OLED offre un contraste et des noirs puissants. En revanche, ceux qui sont habitués aux écrans survitaminés en couleurs pétantes auront l'impression d'une image un peu pâle. Un parti pris totalement assumé par Loewe, qui veut apporter un rendu proche du naturel, mais qui n'est pas tout à fait convaincant lorsqu'il s'agit de regarder une rencontre sportive.

**139 cm de diagonale, 2 990 €. Remise immédiate de 500 € jusqu'au 15 juillet inclus.**

BANC D'ESSAI

## En pleine lucarne

Les compétitions de football sont l'occasion – le prétexte – de changer de téléviseur. Comment bien le choisir pour profiter au mieux des matchs à domicile?

Joël Morio



Le plus original

**Philips 55POS9002 OLED**

L'Ambilight a, depuis que Philips l'a implémenté sur certains de ses téléviseurs, ses détracteurs et ses fans. Installé derrière l'appareil, ce système de LED lumineuses qui changent de couleur en fonction de l'image transforme le salon en boîte de nuit pour certains, et plonge le téléspectateur dans l'ambiance du programme pour d'autres. Dans le cas des matchs de foot, c'est clairement le second effet qui se produit. Mieux encore, ce système vient compléter agréablement l'écran OLED plus fort sur les contrastes et les noirs que sur la vivacité de ses couleurs. On pourra regretter le manque de soin apporté aux finitions de la télécommande, dont le clavier alphanumérique – une très bonne idée – s'efface au fur et à mesure de son utilisation... Cependant, pour ceux qui veulent opter pour l'OLED, cet appareil récent offre un bon rapport qualité-prix.

**Philips TV 55POS9002 OLED, 1 990 €, 139 cm de diagonale.**

**Offre de remboursement de 200 € jusqu'au 14 juillet inclus.**

**Samsung Q9F**

Le plus lumineux

Boudant la technologie OLED développée par son rival coréen, Samsung met en avant ses téléviseurs QLED. Une astuce marketing? Pas tout à fait: une couche de nanocristaux liquides a été placée entre l'écran LCD et le système de rétroéclairage LED. Résultat: une image vive, lumineuse, avec des couleurs intenses et aussi quelques petits artefacts lors de mouvements de caméra très rapides, visibles surtout sur les écrans de très grande taille. Les noirs, sans être absolus comme avec les écrans OLED, sont néanmoins très profonds. Le téléviseur Q9F (photo) intègre de nouveaux contenus comme Netflix, mais surtout Canal+, disponible sans décodeur – et toujours avec un abonnement. Il est vendu avec le pack SFR Sport, qui est gratuit le premier mois: résultat, les nouveaux acquéreurs de ces appareils pourront voir, sans bourse délier, les matchs diffusés en ultra haute définition sur la chaîne TF1 4K intégrée dans le forfait.

**A partir 2 999 €, de 140 cm à 190,5 cm de diagonale. L'extension de garantie de cinq ans est remboursée à hauteur de 500 € jusqu'au 26 juin inclus.**

Le plus prometteur

**Panasonic Série EX700**

La marque nipponne Panasonic est une valeur sûre, mais pas besoin de casser sa tirelire pour acquérir un bon téléviseur, même avec une dalle LCD. La série EX700, commercialisée en 2017, offre un traitement localisé de l'image pour voir les moindres détails, l'ultra haute définition bien sûr, un son correct pour un téléviseur aussi fin. Le design, qui fut jadis un des points faibles de la marque, a été soigné, avec, notamment, un pied qui propose quatre positions différentes pour l'adapter à chaque taille de table. Pour ceux qui disposent d'un budget plus important, la série FX700, sortie cette année, prend en charge les dernières évolutions de la technologie HDR qui rend plus naturelles les couleurs et améliore significativement les contrastes.

**Série EX700, à partir de 669 €, de 126 à 164 cm de diagonale. Série FX700, 1 099 €.**

BIÈRE

# Quand on n'a que la mousse

Quelques pistes rafraîchissantes pour boire aux couleurs des équipes de la Coupe du monde

Ophélie Neiman

**A**urez-vous pensé à tout ? Pour la Coupe du monde de foot, il y a quelques précautions à observer : changer les piles de la télécommande, remplacer les coussins écrus par des housses fatiguées, à piétiner de rage ou pour y enfouir son visage peint aux couleurs tricolores. Prier la déesse météo, aussi, pour qu'un orage ne vienne pas brouiller la réception au moment du corner décisif. Mais qu'aurez-vous prévu dans votre frigo ? Une étude menée en 2016 par la société de sondages en ligne Toluna nous en donne une petite idée : pour l'ouverture de l'Euro 2016, 22,8 % des supporters ont bu une bière. C'est le premier alcool, derrière l'eau et les sodas. Pour l'accompagner, de la pizza (17,8 %), des chips, des biscuits apéritifs et des cacahuètes, en priorité.

La cuisine étoilée n'ayant donc pas sa place ici, il serait absurde de conseiller une bière de gastronomie, complexe et puissante, pensée pour un accord avec des mets raffinés. Il s'agit plus ici d'avoir une fonction rafraîchissante. Le choix le plus évident serait donc une *lager*, cette blonde légère dont le but premier est justement de rafraîchir. Pas besoin de la chercher bien loin, cette bière de fermentation basse est la plus répandue dans le commerce, celle qu'on trouve en quantité et à bas prix au supermarché : 1664, Heineken, Stella Artois... Mais s'il vous prenait l'envie d'enjoliver votre match avec une *lager* moins classique, il en existe d'intéressantes, parmi les *pilsens* tchèques ou allemandes notamment, ou même la française Meteor Pils.

Le 16 juin, pour le premier match de la France, contre l'Australie, vous pouvez augmenter votre cote et opter pour une *ale*, bière de fermentation haute, voire une *pale ale* ou une *india pale ale*, les IPA si courues des branchés. Elles ont plus de houblon et sont donc plus amères, mais tout aussi rafraîchissantes. Et, conseil de gourmet : l'amertume permet de casser la sensation de gras, bien utile si vous mangez une pizza avec surdose de fromage. Pour les trouver, ce n'est pas beaucoup plus compliqué, il existe 1200 brasseries artisanales en France, la plupart produisent des *ales*, de plus en plus proposent des IPA. Citons au hasard l'IPA de la brasserie Azimut, celle de Gallia, la Lindy Hop de La Débauche, la Psychedelia de Craig Allan ou, plus connue, l'IPA de Goudale. Vous pouvez même en trouver au supermarché, comme la Jenlain de Duyck. A propos de *pale ale*, si, par folie, vous vouliez soutenir le camp adverse, vous pourriez chercher une Coopers Original Pale Ale, authentiquement australienne.

Et à ce jeu, il y a de quoi s'amuser pendant la Coupe du monde. Restons sur les éliminatoires : quand la France affrontera le Pérou, le 21 juin, un journaliste de *So Foot* me glisse que la meilleure bière péruvienne est la Cusqueña Negra (une brune, exceptionnellement). Quand elle tentera de battre le Danemark, le 26, la Tuborg, une *lager* danoise légère, est tout indiquée.

Mais il n'y a pas que la France. Le 15 juin, quand l'Espagne rencontrera le Portugal, il faudra choisir son camp : la triviale Cruzcampo

ibère – *pilsen* très répandue à défaut d'être intéressante – ou la pointue Super Bock portugaise, une *lager* ambrée ? Quand l'Argentine entrera sur le terrain, le 16, il faudra trancher entre la Quilmes et la Patagonia, deux marques industrielles du pays. Le match Mexique-Allemagne du 17 juin est plein de promesses : la Modelo pourra remplacer l'habituelle Corona et, du côté germanique, une bière acide type Berliner Weisse dévoilera votre âme de « bière geek ».

Et puis il y a le match béni, Belgique-Angleterre, à la fin du mois. L'équipe la plus sexy du moment face à la mécanique implacable. Et là, le choix est monumental. D'un côté, il y a les bières trappistes (Chimay, Rochefort, Westmalle...), la Jupiler, qui est la bière la plus buée dans le pays, et la Cantillon, qui est certainement la brasserie la plus reconnue des amateurs. Mais de l'autre, il y a le royaume du malt torréfié, avec ses bières brunes, épaisses et astringentes : la *stout* ou la *porter* et leurs dérivés. La compétition est rude. Ne comptez pas sur moi pour faire l'arbitre.



À SAVOIR

## > BLONDE/AMBRÉE/BRUNE

Couleurs classiques de bières. Si les bières sombres ont souvent des arômes plus caramélisés et grillés que les bières claires, cette catégorisation est très réductrice. Des blondes peuvent être bien plus fortes (en alcool ou en amertume) que des brunes.

## > FERMENTATION BASSE/Haute

Selon le type de levure employé, la fermentation se produit à des températures différentes. La *lager* s'obtient en fermentation basse, autour de 12 °C, et est couramment répandue dans la production industrielle. La *ale*, en fermentation haute, se transforme en bière autour de 20 °C. Elle produit des arômes plus complexes et sa teneur en alcool est plus élevée.

## > HOUBLON

Plante plus ou moins faiblement présente dans la bière qui donne de grandes qualités aromatiques... mais aussi de l'amertume.

## > MALT

Céréale (souvent de l'orge, mais aussi du seigle, du froment, du maïs...) infusée, germée et chauffée, à la base de la bière.

TOM JOYE, ALEXIS FACCA  
(SET DESIGN) POUR « LE MONDE »

## LES ENFANTS D'ABORD

« C'est trop la honte... »

Marlène Duret

Nous étions portés aux nues, percevions son amour sans bornes et cette fierté qu'on pouvait lui inspirer, jusqu'à ce qu'il nous lance, outré par notre perruque bleu-blanc-rouge : « Tu vas vraiment aller au match comme ça ? » Désormais, il rase les murs dans la rue quand nous chantons à tue-tête et nous fusille du regard quand on l'interpelle d'un « Mon Chou-pitou d'amour » en public. Oui, c'est la honte... celle qu'on lui inspire lorsque notre comportement, nos goûts ou nos propos lui semblent déplacés ou inappropriés. Serions-nous déjà hors jeu ou son arbitrage est-il trop sévère ?

Notre enfant a désormais entre 10 ans et 16 ans, et cette période n'est pas sans nuages : si certains ados la traversent sans encombre, et sans écorner nécessairement l'image qu'ils ont de leurs parents, d'autres ont besoin de les disqualifier pour construire la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes.

« Cela peut être souhaitable de sortir d'une perspective idéalisée de ses parents – des êtres jusqu'ici extraordinaires, savants et capables de faire ce qu'on est soi-même dans l'incapacité de réaliser. Car si nos parents sont aussi merveilleux, cela implique de le devenir soi-même, convient le pédopsychiatre Jean Chambry. Et rien n'est moins sûr lorsqu'on doute de presque tout : qui suis-je et quel adulte vais-je devenir ? »

En pointant les fragilités, les failles ou les limites de ses parents, l'ado prend ses distances pour s'inscrire dans un processus de construction. Mais pas question qu'un de ses acolytes se permette d'en faire de même. S'il se contente de confirmer ce que l'ado a énoncé, ou de le soutenir dans une situation délicate, passe encore. Mais, paradoxalement, si ce tiers discrédite le parent en place de l'ado – « Ce qu'il est ringard, ton père ! » –,

EN POINTANT  
LES FRAGILITÉS,  
LES FAILLES  
OU LES LIMITES  
DE SES PARENTS,  
L'ADO PREND  
SES DISTANCES  
POUR S'INSCRIRE  
DANS UN  
PROCESSUS  
DE CONSTRUCTION

c'est douloureux pour lui d'avoir à faire face à cette « vérité » énoncée par autrui. Il lui en tiendra souvent rigueur, observe Jean Chambry : « Il est important pour l'ado de continuer à penser que son parent n'est pas si mal que cela, car il reste son enfant. S'il ne peut penser du bien de son parent, le pourra-t-il de lui-même ? »

Si cette distanciation est nécessaire, et bien que douloureuse pour l'ado, elle l'est aussi pour le parent à qui son enfant signifie qu'il n'est plus dans le coup, à la hauteur ou encore digne d'intérêt. Mais inutile de ruer dans les brancards, préconise le pédopsychiatre. « Même si cela est difficile de composer avec cette image que nous renvoie notre ado, inutile de s'en défendre. Bien au contraire », selon lui. Oui, j'assume d'être ce vieux con que mon ado pense que je suis, et je n'en suis nullement inquiet. « C'est une façon pour l'ado de se rassurer à la fois sur la solidité de son parent – est-il à même d'encaisser mes piques ? – et sur l'amour qu'il lui porte – tout imparfait que je suis, mon parent m'aime-t-il ? »

Si hérisser le poil de son ado a des vertus, ce serait tout de même fair-play de remettre ce surnom infantilisant de « Choupitou d'amour » qui vaut au parent des cartons rouges. Un partout, balle au centre.

## UN APÉRO AVEC... ANNE-LAURE BONNET

Chaque semaine «l'Epoque» paie son coup. L'intervieweuse d'avant et d'après-match passe de l'autre côté du micro pour un entretien pré-Mondial



Anne-Laure Bonnet au café Le Hibou, Paris 6<sup>e</sup>.  
AGLAE BORY  
POUR «LE MONDE»

# « Il n'y a pas de sujets tabous chez moi »

Par Mustapha Kessous

Il est 18 heures 12 secondes, et Anne-Laure Bonnet attend déjà au soleil à la terrasse du Café de l'Odéon, à Paris. Notre convive est ponctuelle. Mais pas le temps de s'asseoir, la photographe m'appelle, un peu paniquée : « La salle du café est fermée et on ne pourra pas faire une belle photo en extérieur. Elle est prête à aller ailleurs ? » Aucun problème, la journaliste de BeIN Sports n'est pas attachée à ce lieu qu'elle a pourtant choisi. La photographe a trouvé un autre endroit, 200 mètres plus bas : Le Hibou, restaurant branché du 6<sup>e</sup> arrondissement, à la déco sobre et élégante. A l'image de notre invitée.

Mais en cette lumineuse fin d'après-midi de Pentecôte, quelque chose ne va pas. « Je suis contrariée », avoue-t-elle. On lui a volé son casque, alors qu'elle avait prévu de venir prendre l'apéro à vélo au cœur de ce Quartier latin qu'elle aime tant. Anne-Laure Bonnet ne perd pas de temps : pendant que la photographe installe son matériel, elle est sur son téléphone portable en train de chercher une autre protection pour la tête. La reporter s'assoit et sirote son cocktail sans alcool à base de purée de framboise et de passion. Ce « Miss Tic Therapy » n'a rien d'exceptionnel (fade et trop sucré), mais il porte bien son nom : « Il n'y a pas de sujets tabous chez moi. »

C'est l'heure de trinquer. « A la Coupe du monde ! », propose-t-elle. Dans quelques jours, elle va s'envoler pour la Russie et suivre pour BeIN Sports – seule chaîne à diffuser l'intégralité du Mondial, qui commence le 14 juin – l'équipe du Brésil, sa patrie de cœur depuis qu'elle est follement tombée amoureuse, à l'adolescence, d'Ayrton Senna, le pilote de formule 1. Depuis le 30 juillet 2013, jour de son anniversaire, la journaliste arpente les terrains de la Ligue 1 et de la Ligue des champions (C1) pour ce groupe audiovisuel né dans le désert du Qatar. C'est elle qui recueille les impressions à chaud des joueurs à la mi-temps ou à la fin des matchs, un job qui demande tact et répartie. En deux ou trois petites questions, elle doit éviter les incontournables : « L'important, c'est les trois

points », « On peut avoir des regrets, il y avait la place de faire quelque chose ce soir ». Anne-Laure Bonnet excelle dans l'exercice. La journaliste, qui bannit les « Vous venez de perdre, vous êtes déçu ? » ou « Vous venez de gagner, vous êtes content ? » va droit au but, sans cérémonial, avec un ton neutre mais efficace. Exemple, le 6 mars, alors que le PSG vient de se faire éliminer par le Real Madrid en huitièmes de finale de Ligue des champions au Parc des Princes, elle balance au joueur parisien Adrien Rabiot : « Est-ce que c'est cruel de se dire que le Paris-Saint-Germain n'a toujours pas le niveau pour les quarts et les demi-finales de la Ligue des champions ? » Plus savoureux, le 28 mai 2016, après la victoire du Real Madrid en finale de la C1, elle déclare à Karim Benzema, le joueur du Real écarté de l'équipe de France : « On serait contents de vous revoir remporter des trophées avec le maillot bleu. » Culotté, en pleine affaire de la « sextape de Valbuena »...

Plus jeune, Anne-Laure Bonnet a choisi de voyager, de partir travailler à l'étranger, notamment en Italie, « pour être une inconnue complète ». Car Anne-Laure est la fille de Bernard Bonnet, le préfet nommé en Corse après l'assassinat de Claude Erignac, en février 1998. La disgrâce de son père, emporté par « l'affaire des paillotes », va profondément la marquer. « J'avais besoin de m'éloigner de tout cela, même physiquement. C'est bête. » Elle s'est donné comme mission d'être « irréprochable ». A la maison, « c'était "tiens-toi droite" et faire bonne figure tout le temps », confie-t-elle. « Je ne veux pas décevoir, surtout mes confrères. Peut-être que je me protège en disant cela, que je me cherche une légitimité. Mais ça ne rend pas heureuse d'être irréprochable. » Pour son deuxième match de commentatrice de Ligue 1 pour BeIN Sports, en 2013, son directeur l'envoie à Ajaccio : « Je lui en suis profondément reconnaissante car je considère que, quand il a fait ça, c'est qu'il n'en avait rien à faire de mon passé. »

A 39 ans, elle parle anglais, portugais, italien, espagnol, allemand. Maîtriser les langues étrangères lui permet de se sentir libre, de n'appartenir à personne et d'avoir « un côté saltimbanque ». La cantonner à un statut de journaliste polyglotte commence d'ailleurs à l'agacer : « Ah ouais, elle est rigolote, elle parle plein de langues. "Vas-y, parle italien. Vas-y, parle espagnol." Je ne suis pas un juke-box », ironise-t-elle. Sur les réseaux sociaux, les passionnés du ballon rond saluent son professionnalisme, tandis que d'autres l'insultent copieusement. Elle, préfère rester fidèle à sa ligne directrice : la bienveillance. « Dans le sens littéral du mot : veiller bien sur les gens, sans blesser et sans le côté gnangnan », explique-t-elle. Elle ne cherche pas à impressionner, ni dans sa façon de parler ni dans sa façon de s'habiller. Certains médias l'ont résumée à son physique, lui demandant pourquoi elle portait un décolleté à l'antenne ou si elle fréquentait des footballeurs. « Il y a beaucoup de fainéantise parmi les journalistes. On me demande régulièrement : "C'est dur, d'être une femme, dans le sport ?" Mouais, je suis une femme, et alors ? Je ne serai jamais un portemanteau. » Elle renvoie la question : « C'est dur, d'être un homme, dans le sport ? »

Elle commande un autre Miss Tic Therapy et raconte qu'on lui a « reproché » de prendre son travail « trop au sérieux ». « Je veux être juste dans mes interventions, je ne veux pas en rajouter. » Elle reconnaît être dans le contrôle permanent. « Pendant très longtemps, j'étais première de ma classe, et il y a un moment où ça n'existe plus parce que tu n'es plus à l'école. »

Pour le Mondial, elle a étudié le russe, mais on sent qu'elle est déjà ailleurs, dans le coup d'après. « Elle est finie, ma Coupe du monde, dit-elle avec une pointe de regret. J'ai appris le russe, c'est fait. Je suis déjà en train de me demander si je me mets à l'arabe en septembre ou pas. » En 2022, le Qatar va organiser le Mondial, elle s'y projette. D'ailleurs, la journaliste anticipe beaucoup. A quelques semaines de ses 40 ans, elle considère qu'il y a certaines choses qu'elle ne peut plus faire. « Je n'ai pas peur des jeunes filles qui arrivent, au contraire. Je vieillis, je suis moins fraîche qu'une journaliste de 25 ans. Mais cela ne concerne que les femmes, parce que, pour un homme, être "moins frais", ce n'est pas grave. » Elle rêve de faire de la radio et pourquoi pas, un jour, d'avoir son émission. Depuis cette année, elle est chroniqueuse dans « C à vous » sur France 5 et vient d'animer avec Nagui, le 29 mai, un jeu en prime time autour du football sur France 2.

Il est 20h40, elle ne prendra pas un autre verre et ne veut rien manger. On reparle foot. Elle aime ce sport, « regarder le visage des joueurs, ceux qui n'ont pas le ballon, pour voir comment ils jouent ». Mais il est l'heure de partir. Son frère lui a envoyé un texto : « Où es-tu ? »

### PENDANT CE TEMPS-LÀ... À LEVROUX

## Enfants de tout le pays

Par Frédéric Potet

La saison des festivals de l'été a beau tout juste commencer, il faut, déjà, attribuer une palme : celle du meilleur nom. Cela se passe à Levroux (Indre), gros bourg de 2900 âmes situé à vingt minutes de Châteauroux, fief du... Lev'Roots festival. Les amateurs de reggae auront vu le clin d'œil à ce sous-genre de la musique jamaïcaine qu'est le roots, même si le reggae n'est pas le seul style musical à se faire entendre chaque année dans ce coin du Berry.

Le suffixe collé au nom de la commune souligne en fait la démarche des organisateurs, des enfants ayant tous quitté le village mais foncièrement attachés à leurs « racines » (roots, en anglais). Archétype du festival de campagne associatif, le Lev'Roots célèbre sa 9<sup>e</sup> édition les 1<sup>er</sup> et 2 juin. Huit groupes, dont quelques figures montantes de la scène électro (L'Entourloop, Tha Trickaz), ont prévu de se succéder sur la scène installée au milieu du terrain de foot, réquisitionné pour l'occasion.

Le collectif est composé d'une dizaine de trentenaires ayant fréquenté les mêmes bancs de l'école communale. Les contraintes du marché de l'emploi et les hasards amoureux les ont dispersés ici et là – la plupart dans le reste de

l'Indre ou les départements limitrophes ; certains plus loin, comme la principale cheville ouvrière du festival, Guillaume Larran, commercial chez Mattel dans les Pyrénées-Atlantiques. Les autres sont chauffeur-livreur, menuisier, aide médical, chef de chantier... Chaque année à la même époque, tous posent une semaine de congés pour aménager le site. « Nous avons créé cet événement dans le but de maintenir le lien qui nous unit depuis l'enfance », explique Guillaume Larran.

Lancée en 2010 sur le parking du stade, la manifestation participe aujourd'hui grandement à la réputation de Levroux, ou du moins ce

qu'il en reste. « Il faut sauver nos bistrotts », est-il écrit sur la vitrine du bar-PMU Le Commerce. « A vendre, maison 5 pièces sur 2000 m<sup>2</sup> de terrain : 35 000 euros », peut-on lire sur celle de l'agence immobilière. Levroux n'est pas un village fantôme, loin de là. Il y a encore pas mal de commerces – certains atypiques, comme une armurerie (pour les chasseurs des environs) ou une buche-rie chevaline (pour la population âgée). Le tissu associatif ne s'est pas délité non plus, même si les occasions de se rencontrer sont devenues plus rares. Les membres de Ça C Fé – l'association qui organise le festival – évoquent avec nostalgie les



Les membres de Ça C Fé, l'association qui organise le festival Lev'Roots. F.P.

fêtes de quartier d'autrefois, les flonflons disparus de la fête foraine ou le « son et lumière » qui illuminait la tour en ruine du X<sup>e</sup> siècle. « C'est aussi pour faire revivre cet esprit festif, l'idée de la buvette et du bal au milieu de la place, qu'on a imaginé ce rendez-vous », raconte Guillaume Larran.

L'équilibre n'est pas facile à trouver pour autant. Le festival autofinance son budget de 70 000 euros à hauteur de 95 % grâce à la billetterie (2000 spectateurs payants) et à la restauration. Guillaume Larran a bien essayé de gratter quelques subventions à droite et à gauche pour limiter les risques financiers. Il a écrit de nombreux courriers aux instances locales (conseil départemental, conseil régional...) et passé aussi de nombreux coups de téléphone, serré moult mains pour récupérer... 3000 euros au final. « Ça m'a gonflé », résume-t-il. L'aide de la municipalité de Levroux se résume, elle, principalement à un soutien technique et logistique. Affectif aussi : « Le fait d'être des enfants de tout le pays nous aide, confie Mez, un autre membre de l'association. Les gens de la mairie nous ont vus grandir, ils connaissent nos parents. Ils nous facilitent les choses. »

La météo, enfin, est à la fois le meilleur allié et le pire ennemi du festival. Un soleil radieux donnera soit au festivalier et remplira les caisses. Un violent orage, comme celui d'il y a six ans, mettra les finances en péril. Prévoit son K-Way quoi qu'il arrive. « Un Lev'Roots sans pluie n'est pas un Lev'Roots », assure un bénévole.